

« Face à la crise, il faut sortir du système néolibéral et productiviste »

La CGT, Greenpeace et Attac présentent, mardi 26 mai, une plate-forme de propositions pour répondre à la crise. Une initiative commune rare entre acteurs associatifs et syndicaux, qui mêle urgences économique, sociale et écologique.

Propos recueillis par [Nabil Wakim](#) et [Sylvia Zappi](#) Publié aujourd'hui à 06h00, mis à jour à 06h02

Un plan de « *sortie de crise* ». C'est ainsi que dix-huit organisations associatives et syndicales ont nommé leur plate-forme de propositions pour répondre en urgence à la crise sanitaire liée au coronavirus et, sur le plus long terme, aux crises économique et climatique.

Cette coalition inédite a été initiée par **le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez, la coprésidente d'Attac, Aurélie Trouvé, et le directeur général de Greenpeace France, Jean-François Julliard**. Une liste de propositions marquées par leur radicalité sociale et écologique « *pour un monde d'après qui ne ressemble pas au monde d'avant* ».

Votre « plan de sortie de crise » propose 34 mesures. Vous appelez à une « reconversion sociale et écologique » du tissu économique français. Concrètement, comment cela pourrait-il se passer ?

Aurélie Trouvé : La transition écologique est complémentaire avec la création de centaines de milliers d'emplois. Nous voulons une reconversion professionnelle qui permette de maintenir les emplois actuels, d'en créer de nouveaux, et il faut que ce soit des emplois de qualité ! Le plan de sortie de crise suppose, justement, une planification. Pour ne pas relancer un modèle insoutenable, et pour rendre complémentaires ces exigences sociales et écologiques.



Aurélien Trouvé, coprésidente d'Attac, près de chez elle à Montreuil (Seine-Saint-Denis), le 25 mai. ED ALCOCK POUR « LE MONDE »

Vous plaidez pour une « économie de la sobriété » contre le consumérisme. La CGT est-elle devenue décroissante ? Ou Greenpeace productiviste ?

Philippe Martinez : Le vrai débat, c'est comment produire et consommer autrement. C'est pour cela que notre plan pose la question de la réduction du temps de travail. On peut également s'interroger sur la consommation : est-ce que ça vaut le coup d'avoir tous les deux ans une nouvelle version d'iPhone fabriquée au bout du monde ?

Jean-François Julliard : Les écologistes ne disent surtout pas qu'il faut arrêter toute activité productive ! Mais on parle de décrire des industries qui polluent et de réorientation des investissements vers les secteurs qui font du bien. On n'a aucun mal à assumer qu'il faut accroître la production alimentaire issue de l'agriculture biologique, développer le ferroviaire, les transports en commun. Ce n'est pas une approche décroissante.

Vous proposez notamment une augmentation généralisée des salaires, la réduction du temps de travail et un fort soutien à la transition énergétique. Comment financer un tel projet ?

P. M. : De l'argent, il y en a, mais il est capté par le privé. En 2019, la France était la championne du monde des dividendes versés aux actionnaires ! N'oublions pas non plus que, même durant cette crise, certains secteurs comme la grande distribution se sont fait beaucoup d'argent. L'enjeu est celui d'un plus grand partage des richesses fléché vers le social et l'environnement.

J.-F. J. : Beaucoup de nos mesures consistent à réorienter des investissements qui existent aujourd'hui, notamment dans les énergies fossiles. On propose par exemple une loi qui contraigne les entreprises à s'aligner sur les objectifs de l'accord de Paris sur le climat. On pourra ainsi rediriger des fonds qui profitent à des industries hautement carbonées vers des secteurs plus favorables à la lutte contre le réchauffement climatique.

Le gouvernement prévoit des aides massives pour le secteur aérien et Renault. Votre plan défend l'idée de garanties écologiques et sociales. Quelles conditions faut-il fixer ?

P. M. : Cela fait longtemps qu'on intervient sur ces entreprises pour qu'elles opèrent des ruptures de choix stratégiques. Elles ne l'ont pas fait. Renault n'a, par exemple, pas investi dans la motorisation hybride rechargeable. Aujourd'hui, les aides de l'Etat ne sont ni pour le social ni pour l'environnement, mais confortent les profits de ces entreprises. Chez Renault ou Air France, ça s'accompagne de restructurations sans contrepartie. Il faut que ces aides soient conditionnées à des changements profonds. Nous devons aussi revoir l'ensemble des questions de mobilité. S'il y a eu un syndicat qui s'est battu contre la casse de la SNCF et du fret ferroviaire, c'est bien la CGT !

J.-F. J. : Tout ce que vient de dire Philippe Martinez, j'aurais pu le dire aussi. On porte ensemble l'arrêt de certaines lignes aériennes, l'annulation de projets d'extension ou de privatisation d'aéroports, le renforcement du ferroviaire, notamment des trains de nuit. Ce sont des sujets concrets, permettant la limitation des gaz à effet de serre.



Jean-François Julliard, directeur général de Greenpeace France, chez lui à Pantin (Seine-Saint-Denis), le 25 mai. ED ALCOCK POUR « LE MONDE »

Vous demandez à l'Etat de ne pas soutenir le secteur des énergies fossiles ou la relance du nucléaire. La CGT défend pourtant un moratoire sur la fermeture des centrales à charbon et le développement du nucléaire en France...

P. M. : La CGT se prononce pour un mix énergétique diversifié et se bat chez EDF contre l'arrêt des investissements de recherche en matière d'énergies nouvelles – un domaine qu'EDF a laissé au privé. Sur les

centrales à charbon, il existe des projets de reconversion défendus par les salariés, il faut s'appuyer sur leurs propositions – comme c'est le cas à la centrale de Gardanne [*dans les Bouches-du-Rhône*], par exemple. Mais si on dit aux salariés « vous avez le choix entre votre emploi ou la planète », ça va être compliqué ! On préfère aller discuter avec eux pour voir comment transformer ces industries polluantes.

J.-F. J. : On n'a jamais caché nos divergences sur le sujet, Greenpeace est antinucléaire et défend une sortie du nucléaire la plus rapide possible. Mais il faut prendre le temps des reconversions d'emplois. On ne sera pas forcément d'accord tout de suite sur le rythme de fermeture des centrales. Mais on intègre la dimension sociale dans la reconversion écologique, et je n'ai pas entendu la CGT défendre le charbon.

A quoi sert la plate-forme que vous avez constituée ? Est-ce la base d'un programme pour l'élection présidentielle de 2022 ?

J.-F. J. : L'idée était d'aller au-delà des mots sur l'articulation nécessaire de l'urgence sociale et environnementale dont tout le monde parle. Si on veut dépasser le simple slogan « fin du monde, fin du mois », il faut se colleter au réel et voir ce que nous sommes capables de faire ensemble malgré nos divergences. Ce n'est pas un programme en train de se construire, mais des mesures qui ont pour but une mise en œuvre réelle, et pour cela, on a besoin des partis politiques. Notre objectif est ensuite de les influencer dans leur diversité.

P. M. : Depuis un an que nous nous parlons, on s'est rendu compte qu'il y avait plus de choses qui nous réunissaient que de choses qui nous opposaient. Ce document permet à tout le monde de comprendre qu'il n'y a pas qu'une seule route.

Se parler entre associations écologistes et syndicats est une nouveauté. Comment vos adhérents réagissent-ils ?

J.-F. J. : A Greenpeace, ça a suscité à la fois curiosité et interrogations dans notre base militante. Certains se posent des questions sur les syndicats et leur approche de la transition énergétique, mais personne ne s'est fâché ou n'a quitté nos rangs parce qu'on se rapprochait de la CGT.

P. M. : A la CGT, cela correspond à une attente, notamment chez les plus jeunes adhérents qui sont, comme leur génération, beaucoup plus sensibles que les précédentes aux questions environnementales. Il y a aussi des réticences, des rires moqueurs quand on parle de Greenpeace, mais ça a libéré la parole de nombreux d'adhérents qui nous ont dit « il faut y aller ». Quand on est dirigeant syndical, il faut aussi savoir faire avancer les choses. On veut se confronter aux réalités du travail – de ceux qui bossent et de ceux qui cherchent du boulot – et voir ce qu'on peut faire bouger par des actes, pas uniquement par la parole.



Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, sur le toit-terrasse du siège du syndicat à Montreuil (Seine-Saint-Denis), le 25 mai. ED ALCOCK POUR « LE MONDE »

En quoi cette initiative est-elle différente des multiples appels parus sur le monde d'après, comme le pacte du « pouvoir de vivre » porté par Nicolas Hulot et Laurent Berger, de la CFDT ?

J.-F. J. : On trouve dans les 34 mesures des actions qui doivent être mises en œuvre immédiatement (masques gratuits pour tous, plan hôpital) et des mesures à court et moyen termes qui vont entraîner une reconstruction écologique et sociale de nos sociétés. On a des mesures radicales qui vont plus loin que la simple incantation.

A. T. : Nous avons invité le Pacte du pouvoir de vivre à participer à notre démarche. Ils n'ont pas souhaité nous rejoindre. Le socle des idées que nous mettons sur la table implique un changement de système, une sortie du système néolibéral et productiviste. Quand on propose que la dette publique détenue par la Banque centrale européenne soit une dette perpétuelle à taux zéro, ce n'est pas rien du point de vue macroéconomique.

Vous avez aussi organisé une réunion avec les directions de tous les partis de gauche et écologistes. Quel rôle jouent-ils ? Qu'en attendez-vous ?

A. T. : Notre espace n'est pas celui de la recomposition politique, ce n'est pas notre job. On a invité les partis qui soutenaient notre démarche à discuter de ce plan de sortie de crise et des mobilisations futures pour porter ces propositions.

P. M. : On fait des propositions concrètes. Et on dit aux partis : « On a bossé, qu'est-ce que vous faites de tout ça ? »

"Es ist viel zu viel Geld in Umlauf"

Wie groß ist die Gefahr, dass europäische Länder in der Krise pleitegehen? Und was hilft dagegen? Der Wirtschaftswissenschaftler Hans-Werner Sinn erklärt die Optionen.

Hans-Werner Sinn

Der Spiegel, 14. Mai 2020.

SPIEGEL: Herr Sinn, das Bundesverfassungsgericht hat die Europäische Zentralbank (EZB) aufgefordert, ihre Staatsanleihenkäufe noch einmal zu begründen. Haben die Richter klug geurteilt.

Sinn: Ja. Die EZB unterliegt nur in dem Maße der alleinigen Kontrolle des EuGH, wie sie Geldpolitik betreibt. Da sie jedoch mit den Staatspapierkäufen eine fiskalische Rettungspolitik vornimmt, die das Budgetrecht des Bundestages berührt, ist das deutsche Gericht genauso gefragt wie der EuGH. Hier gibt es keine Hierarchie der Gerichte. Es war richtig und zulässig, gegen den EuGH vorzugehen.

SPIEGEL: Was ändert das? Die EZB wird noch einmal alle Argumente für ihre Position zusammenfassen und nach Berlin schicken. Das hört sich nicht nach einer großen Wende an.

Sinn: Vordergründig haben Sie recht. EZB und EU werden jedoch angesichts des wachsenden Misstrauens der deutschen Justiz in Zukunft maßvoller handeln müssen. Auch nach meiner Meinung ist die Politik der EZB schon längst nicht mehr verhältnismäßig.

SPIEGEL: Inwiefern?

Sinn: Im Maastrichter Vertrag steht das Ziel der Preisstabilität. Davon ist die EZB abgewichen, indem sie Preisstabilität als zwei Prozent Inflation umdeutet und argumentiert, sie müsse nun nahezu unbegrenzt Geld für den Kauf von Staatsanleihen drucken, um die Inflation anzukurbeln. Damit umgeht die EZB das Verbot der Monetisierung der Staatsschulden im Maastrichter Vertrag.

SPIEGEL: Besonders die deutsche Politik hat stets auf die Unabhängigkeit der Notenbank gepocht. Jetzt verlangt ausgerechnet das höchste deutsche Gericht, dass die Bundesregierung die EZB zu Zugeständnissen zwingt. Das passt doch nicht zusammen.

Sinn: Die EZB ist unabhängig innerhalb ihrer Mandatsgrenzen. Die Grenzen selbst kann sie nicht definieren. Also besteht kein Widerspruch.

SPIEGEL: Die Karlsruher Richter setzen sich über ein bereits ergangenes Urteil des EuGH hinweg und beschwören damit eine Verfassungskrise in Europa herauf - mitten in der Coronakrise.

Sinn: Das ist eine unglückliche Koinzidenz, doch das Urteil war notwendig. Europa braucht ein solides Geldwesen. Wenn wir das nicht haben, könnten sich auf lange Sicht geschichtliche Ereignisse wiederholen, gegen die selbst die Coronakrise verblasst. Nach dem Ersten Weltkrieg führte die Staatsfinanzierung mit der Druckerpresse zur Hyperinflation. Sie hat das Kleinbürgertum enteignet und auf diese Weise radikalisiert. Damit wurde den Nazis der Boden bereitet.

SPIEGEL: Von Hyperinflation sind wir derzeit weit entfernt. Die Richter haben die Anleihenankäufe für rechtmäßig erklärt, solange sich die EZB an bestimmte Grenzen hält. Könnte das neu aufgelegte Corona-Kaufprogramm mit diesen Auflagen in Konflikt geraten?

Sinn: Das tut es bereits. Derzeit erlaubt die EZB den nationalen Notenbanken, mit frisch gemachtem Geld weit überproportional italienische Staatsanleihen zu kaufen. Das widerspricht sogar den Grenzen, die der europäische Gerichtshof selbst anerkannt hat.

SPIEGEL: Besteht nicht die Gefahr, dass die EZB in ihrer Schlagkraft geschwächt wird und Länder wie Italien nicht ausreichend unterstützen kann? Das liefe auf eine neue Eurokrise hinaus.

Sinn: Die ist ja bereits im Gange, wie die seit März währende Kapitalflucht aus Italien zeigt. Die Gefahr wird aber immer größer, wenn der Gelddruck zur Staatsfinanzierung fortgeführt wird, um die Zinsen der überschuldeten Länder zu drücken. Es geht nun mal nicht anders, als dass Länder, die sich besonders stark verschulden, einen Risikoaufschlag auf den Zins zahlen müssen. Nur wegen dieses Risikoaufschlags hören sie auf, sich exzessiv zu verschulden. Sogar EZB-Präsidentin Christine Lagarde hat gesagt, dass es nicht die Aufgabe der Notenbank ist, den Zinsabstand zwischen Mitgliedern der Eurozone zu verringern.

SPIEGEL: Viele Notenbanken haben in der Krise ihre Staatsanleihenkaufprogramme noch einmal ausgeweitet, parallel dazu steigt die Staatsverschuldung massiv. Fürchten Sie schon bald einen Anstieg der Teuerungsrate?

Sinn: Vorläufig nicht, da die Menschen in der Krise Angst haben und ihr Geld horten. Aber in einigen Jahren, wenn die Krise vergessen ist und die Wirtschaft wieder brummt, müsste die EZB das Geld wieder einsammeln, indem sie die angekauften Papiere wieder verkauft. Das aber könnte überschuldete Länder der Eurozone in den Konkurs treiben. Es gibt keinen Rückwärtsgang.

SPIEGEL: Das heißt, während der Krise sind massive Anleihenkäufe die richtige Geldpolitik.

Sinn: Nein, es ist schon viel zu viel Geld in Umlauf. Wenn nicht über die Inflation, wird man den Geldüberhang eines Tages über negative Zinsen auf elektronisches Bargeld und die Abwertung der Banknoten schrumpfen. Für uns Deutsche wäre beides besonders verheerend, weil über die Targetkonten extrem viel von diesem Geldüberhang nach Deutschland geflossen ist, um ihn gegen Waren und Vermögensobjekte einzutauschen.

SPIEGEL: Was wäre jetzt eine sinnvolle Geld- und Fiskalpolitik, um aus der Krise zu kommen?

Sinn: In der Not ist die Schuldenfinanzierung sinnvoll, um die Lasten in der Zeit zu verteilen. Die Schuldpapiere mit der Druckerpresse zu kaufen, ist aber nicht nötig, denn wir haben einen gewaltigen Sparüberhang. Die Leute sind ja bereit, Staatspapiere zu erwerben, man muss sie nicht an die Notenbanken verkaufen.

SPIEGEL: Für deutsche Anleihen mag das gelten. Andere Euroländer werden bald in echte Finanzierungsprobleme kommen.

Sinn: Wir müssen Italien jetzt helfen, offen, ehrlich und umfangreich. Den Vorschlag der Kanzlerin, zu diesem Zweck das EU-Budget zu vergrößern, finde ich richtig. Dafür muss sich die EU nicht verschulden und die EZB kein Geld drucken. Wenn das nicht reicht, könnte man darüber nachdenken, Italien einen

Teil seiner Schulden zu erlassen. Im Pariser Club gibt es dazu klare Regeln. So könnte der Neustart gelingen.

SPIEGEL: Wie soll das gehen, ohne eine Kapitalflucht aus Europa auszulösen und den Euro massiv zu gefährden?

Sinn: Für Italien bräuchte man Kapitalverkehrskontrollen wie im Falle Griechenlands. Wer das nicht will, muss die Steuerzahler Europas noch mehr zur Kasse bitten, damit sie die Anleger aus aller Welt retten, die sich verspekuliert haben. Ein solcher Schritt würde die Bürger auf die Barrikaden treiben.

SPIEGEL: Braucht es einen solchen Schuldenschnitt? Kann Italien aus den Schulden nicht aus eigener Kraft herauswachsen?

Sinn: Schön wäre es. Italien hat ein strukturelles Wettbewerbsproblem und bräuchte dringend eine Abwertung, doch die steht im Euro nicht mehr zur Verfügung. Man kann die Misere also nicht beheben, sondern nur verwalten.

Das Interview führten Martin Hesse und Michael Sauga.

Nachzulesen auf www.spiegel.de

EZB-Urteil aus Karlsruhe: Konsequent entschieden oder Folge eines falschen Verständnisses?

Das Urteil des Bundesverfassungsgerichts zu den Anleihekäufen der EZB wird viel diskutiert – auch unter Ökonomen: Hans-Werner Sinn und Marcel Fratzscher etwa sind uneins.

Hans-Werner Sinn

Handelsblatt, 22./23./24. Mai 2020, Ausgabe Nr. 98, S. 64.

Pro: Konsequentes Urteil

Der Aufschrei vieler Kommentatoren gegenüber dem Urteil des Bundesverfassungsgerichts, das dem Europäischen Gerichtshof eine Mandatsüberschreitung vorwirft, bekundet, dass hier Wunsch und Rechtswirklichkeit verwechselt werden. Eine Hierarchie zwischen den Gerichten gilt nicht generell, sondern nur in Teilbereichen.

Sie besteht eindeutig für Belange der Geldpolitik, nicht aber für andere Politikbereiche, insbesondere nicht für die umfassende und alle Grenzen sprengende fiskalische Rettungspolitik, die die EZB in den letzten Jahren mit der Druckerpresse betrieben hat. Dazu hätte die EZB nach Artikel 5 des Unionsvertrages speziell berechtigt werden müssen. Das ist aber nicht geschehen.

Es kann nicht die Rede davon sein, dass die EU mit ihren Organen den Status eines Souveräns hat, wie die Kommissionsvorsitzende meint. Europa ist vertraglich meilenweit von der vielleicht wünschenswerten Staatlichkeit entfernt, die der EZB und dem EuGH eine Machtfülle gewähren würde, die man mit anderen Staaten oder Konföderationen dieser Welt vergleichen könnte.

Bislang sind die Nationalstaaten Europas noch die Herren der Verträge, und nach diesen Verträgen konnten die höchsten Gerichte Dänemarks und Tschechiens bereits in anderen Fällen Ultra-Vires-Urteile gegen den EuGH verkünden und durchsetzen.

Und was den Streit um die Staatspapierkäufe betrifft, bedenke man: Nicht einmal in den USA hat die Fed die Staatspapiere der Einzelstaaten gekauft, die in Europa der Stein des Anstoßes sind. Als Kalifornien, Minnesota und Illinois am Rande der Insolvenz standen, kam die Fed nicht zu Hilfe. In der Eurozone hat die EZB den nationalen Notenbanken statt dessen bereits erlaubt, ein Drittel der ausstehenden nationalen Staatspapiere zu erwerben.

Das hat die Inhaber dieser Staatspapiere vor Vermögensverlusten bewahrt und den Staaten trotz hoher Verschuldung niedrige Zinsen verschafft, die zu noch viel mehr Verschuldung einluden. Damit hat die EZB die Wirtschaftspolitik nicht unterstützt, wie es ihr erlaubt gewesen wäre, sondern ihr diametral entgegen gewirkt, indem sie die verschiedenen Fiskal- und Schuldenpakete unterlief, die gegen die ausufernden Staatsverschuldungen geschlossen worden waren.

Vertragliche Regelungen, die der EZB eine Politik der Staatenrettung erlauben würden, die mit absehbaren Verlusten für die Steuerzahler der Eurozone verbunden sind, könnte der Bundestag nicht einmal dann mit zwei Dritteln Mehrheit beschließen, wenn er es wollte. Vielmehr müsste dazu zunächst die Bundesrepublik neu gegründet werden und sich über ein Referendum eine neue Verfassung geben. EU und EuGH haben nicht die geringsten Mittel in der Hand, das rechtlich zu erzwingen.

Es hilft auch nichts, wenn die EU jetzt ein Vertragsverletzungsverfahren gegen Deutschland anstrengen sollte, denn eine EU-Strafe für die Missachtung eines nach Meinung des deutschen Verfassungsgerichts rechtswidrigen Urteils des EuGH dürfte die Regierung der Bundesrepublik Deutschland gar nicht zahlen. Und den Fall könnte man natürlich auch nicht dem EuGH vorlegen, weil er ja selbst Gegenstand des Verfahrens ist (*nemo iudex in causa sua*). Die Konsequenzen für den Erhalt der EU wären verheerend.

Das Urteil des Bundesverfassungsgerichts war erforderlich, um allen Beteiligten klar zu machen, dass Europa eine Rechtsgemeinschaft ist, die nicht durch eine ausufernde Rechtsprechung des EuGH oder gar durch die Entscheidungen eines technokratischen Gremiums wie des EZB-Rates weiterentwickelt werden kann, sondern nur durch die souveränen Staaten selbst.

Diese souveränen Staaten sollten einander beistehen und jenen helfen, die von der Krise besonders betroffen waren. Das ist zu allererst Italien, das die meisten Todesfälle hatte und als erstes von der Epidemie heimgesucht wurde. Neben unilateralen Hilfsmaßnahmen, die ein jeder Staat in eigener und freier Entscheidung beschließen kann, sollten die Staaten das EU-Budget aufstocken, um spezielle Hilfen für die Bürger dieses Landes und seine Hospitäler zu ermöglichen.

Und wenn das nicht reicht, kann nach den Regeln des Pariser Clubs ein Schuldenmoratorium zugunsten Italiens beschlossen werden, das ähnlich wie im Falle Griechenlands mit Kapitalverkehrskontrollen verbunden wird, um die schon seit dem März zu beobachtende, riesige Kapitalflucht aus Italien nach Deutschland und in die USA einzudämmen.

Dessen ungeachtet sollten sich die Staaten Europas zu einer politischen Union zusammenfinden, die tatsächlich die gewünschte Souveränität erlangt. Dazu gehört freilich nicht in erster Linie die Vergemeinschaftung des Geldbeutels, sondern zunächst einmal die Vergemeinschaftung der europäischen Armeen mit allem, was dazu gehört. Eine bloße Fiskalunion würde den Weg zur politischen Union blockieren, weil die einen das Geld gäben, während die anderen ihre militärischen Trumpfkarten in der Hand behielten.

Contra: Falsches Verständnis

Von Marcel Fratzscher

Nach der Entscheidung des Bundesverfassungsgerichts gegen die EZB erwägt die EU-Kommission nun ein Vertragsverletzungsverfahren gegen Deutschland. Das zeigt einmal mehr, wie viel Sprengstoff das Urteil birgt. Es enthält jedoch neben drei schwerwiegenden ökonomischen Fehlern auch legitime Kritikpunkte, die adressiert werden müssen, um diesen brandgefährlichen Konflikt zu entschärfen und den Euro nicht weiter zu schwächen.

Der zentrale ökonomische Kritikpunkt des Bundesverfassungsgerichts ist, das EZB-Anleihekaufprogramm PSPP entspräche nicht der Vorgabe der Verhältnismäßigkeit. Das Gericht moniert, das EZB-Programm verursache unverhältnismäßig hohe Kosten für Sparer, manche Unternehmen und andere Gruppen und unterstütze die Regierungen zu sehr in der Finanzierung ihrer Staatsschulden.



Der Autor

Marcel Fratzscher ist Präsident des Deutschen Instituts für Wirtschaftsforschung. (Foto: dpa)

Dieser Vorwurf zeigt ein fehlendes ökonomisches Verständnis. Denn eine Zentralbank kann ihr Mandat der Preisstabilität nur dann nachhaltig erfüllen, wenn Beschäftigung hoch, Wachstum solide und das Finanzsystem stabil sind. Mit anderen Worten, eine Zentralbank wird nie ihr Mandat erfüllen können, wenn Zombieunternehmen florieren, Sparer enteignet werden und das Bankensystem kollabiert.

Der Vorwurf ist also ein Widerspruch in sich. Kurzum, es sollte leicht für die Bundesbank oder die EZB sein, die Verhältnismäßigkeit der Geldpolitik zu belegen, so wie sie dies mit jeder ihrer vierteljährlichen Prognosen bereits tun.

Der zweite Schwachpunkt des Gerichts ist die Forderung, die EZB dürfe nicht um jeden Preis das ihr durch die EU-Verträge gegebene Ziel der Preisstabilität verfolgen, sondern solle in jedem Einzelfall eine Abwägung tätigen, ob es sich lohnt, dieses Ziel erfüllen zu wollen. Dies ist letztlich eine Aufforderung zum Mandatsbruch. Denn nach den EU-Verträgen ist Preisstabilität das einzige primäre Mandat der EZB.

Es gibt durchaus andere Notenbanken, wie die amerikanische Notenbank, die neben Preisstabilität auch das Mandat der maximalen Beschäftigung haben. Die diesjährige Überprüfung ihrer Strategie gibt der EZB die Chance, einige der Kritikpunkte aus Karlsruhe zu adressieren. Aber eine grundlegende Änderung des Mandats würde eine Anpassung der EU-Verträge erfordern.

Der dritte Schwachpunkt ist die Forderung, die EZB solle über die Verteilungswirkungen der Geldpolitik, nicht nur innerhalb von Ländern, sondern auch zwischen Ländern der Euro-Zone urteilen. Dieses Urteil war nicht das erste, in dem das Bundesverfassungsgericht moniert, dass die EZB quasi fiskalische Risiken eingeht und viele der Risiken anderer Länder implizit von Deutschland mitgetragen werden. Nun ist eine solche Risikoteilung ein notwendiges Element einer jeden Wirtschafts- und Währungsunion, von der letztlich auch alle Mitglieder profitieren, da dies auch die Risiken für alle reduziert.

Das Bundesverfassungsgericht hat recht, dass die EZB viele dieser Risiken durch ihre Geldpolitik übernimmt, indem sie Staatsanleihen kauft und viel Liquidität an Banken vor allem schwächerer Länder vergibt. Die EZB könnte in der Tat weniger dieser Risiken übernehmen müssen, wenn die Euro-Zone eine richtige Fiskalunion und einen einheitlichen Kapitalmarkt hätte.

Der größte Widerspruch vieler EZB-Kritiker in Deutschland liegt darin, dass sie die Handlungsfähigkeit der EZB beschneiden wollen, aber gleichzeitig Maßnahmen für eine Fiskal- und Kapitalmarktunion verweigern. So gehören viele der Kritiker der EZB nun auch zu den Kritikern des von Kanzlerin Merkel und Präsident Macron vorgeschlagenen europäischen Wiederaufbauprogramms, das gerade die EZB entlasten würde.

EU und Bundesregierung müssen dringend diesen Konflikt mit dem Bundesverfassungsgericht adressieren. Der Schaden für die EZB ist durch den schwelenden Konflikt enorm. Denn die Kritik des Gerichts wird in der Öffentlichkeit, in den Medien und auch von manchen Ökonomen in Deutschland geteilt.

Das Resultat ist, dass das Vertrauen in die EZB in Deutschland massiv gelitten hat und damit letztlich auch ihre Fähigkeit, langfristig erfolgreich Geldpolitik machen zu können. Man kann vieles an der Kritik an der EZB für grundfalsch halten – so wie ich dies tue –, aber der Konflikt muss nun endlich ausgeräumt werden, um die EZB und den Euro nicht weiter nachhaltig zu beschädigen.

Die richtige Schlussfolgerung aus dem Urteil aus Karlsruhe sollte nicht sein, dass die EZB ihren geldpolitischen Kurs aufgibt. Vielmehr ist eine Veränderung der EU-Verträge notwendig, mit der das Mandat, die erlaubten politischen Instrumente und der Rahmen für das Handeln der EZB ganz explizit festgelegt werden.

Genauso wichtig ist eine Reform der Wirtschafts- und Währungsunion, mit gemeinsamen fiskalischen Instrumenten auf europäischer Ebene und einer Vollendung des Binnenmarkts. Beide Schritte sind enorm schwierig in ihrer Umsetzung. Ein Scheitern wäre jedoch katastrophal und könnte den Euro gefährden.

Der gesamte Artikel ist nachzulesen auf www.handelsblatt.com.

Le Figaro (site web)

mardi 26 mai 2020 - 17:49 UTC +02:00 1800 mots

Économie

La dette publique française n'a-t-elle donc pas de limite ?

LA VÉRIFICATION - Le gouvernement va une nouvelle fois devoir dégrader sa prévision de déficit et d'endettement de l'État en 2020.

LA QUESTION. Aujourd'hui plus qu'hier et moins que demain : n'est-ce pas ce que l'on peut dire des finances publiques françaises ? Et particulièrement de la dette publique ? « *Ce sera certainement plus que 115% (du PIB)* », a annoncé dimanche Gérard Darmanin, le ministre de l'Action et des Comptes Publics, devant le Grand Jury RTL- *Le Figaro* -LCI. Pour la troisième fois cette année, le gouvernement devrait déposer le 10 juin un projet de loi de Finances rectificative de façon à tenir compte des nouvelles dépenses engagées à titre de remède à la crise.

Les trois chiffres clés de la conjoncture économique risquent en effet d'être tous révisés à la baisse. Qu'il s'agisse du Produit intérieur brut (PIB) dont la décroissance attendue pour le moment est de 8% en 2020, mais qui pourrait être pire. De même, le déficit des comptes publics (État, sécurité sociale et collectivités locales), estimé à 9,2% du PIB cette année, devra très certainement être réévalué. Tout comme la dette publique, autrement dit l'accumulation de tous les déficits des quatre dernières décennies ; elle était de 98,5% du PIB à la fin 2019, et on ne sait toujours pas où elle pourrait s'arrêter. Le gouffre serait-il sans fond ? N'existe-t-il aucune cote d'alerte qui s'imposerait *de facto* aux pouvoirs publics ?

VÉRIFICATIONS. La stratégie financière suivie par le gouvernement est parfaitement assumée. Elle se résume dans une formule choc que Gérard Darmanin avait lui-même trouvée le mois dernier : « *mieux vaut l'endettement public que les faillites privées* ». Les aides de l'État doivent permettre aux entreprises de survivre et aux Français de garder leur emploi. C'est le principe de base. Il se heurte toutefois à un double écueil. D'abord, la conjoncture repart trop lentement. Ensuite, et plus grave encore, il y aura d'importants changements structurels dans l'économie, entraînant inévitablement des faillites et une forte aggravation du chômage. De ce fait, les finances de l'État sont prises entre le marteau et l'enclume, comme l'explique le ministre des Comptes publics : « *Dans cette crise, il y a une sorte d'effet ciseaux, vous dépensez plus et vous avez moins de recettes fiscales car il y a moins d'activité* ».

La cohérence est impitoyable entre les chiffres du PIB, des déficits et de l'endettement public. Alors que le PIB était de 2400 milliards en 2019, un recul de 8% l'ampute déjà d'environ 200 milliards, le ramenant à 2200 milliards environ. Quant au déficit annuel de 9,2%, s'appliquant au PIB réduit de 2020, il représente également un peu plus de 200 milliards. Et à la fin des fins, le ratio d'endettement se dégrade encore plus fortement que les deux données précédentes, passant de 98,5% du PIB cette année à 115% (et sans doute plus) en 2020. La raison en est arithmétique : au numérateur, l'encours de la dette de 2019 s'alourdit du déficit de 2020 et, au dénominateur, le PIB diminue à hauteur de la récession. D'où l'explosion du poids de la dette rapportée au PIB, CQFD.

Tous les pays sont certes logés à la même enseigne, mais avec des nuances importantes, comme le montre le bilan comparatif du Fonds monétaire international (FMI) établi le mois dernier. Au sein du G20, le groupe des vingt pays les plus importants économiquement, les États-Unis affichent la plus forte dégradation avec un déficit annuel qui passera de 5,8% en 2019 à 15,4% du PIB cette année ; et du coup leur ratio de dette publique va bondir de 109% à 131,1% du PIB. À l'inverse, l'Allemagne, qui avait des comptes publics en excédent en 2019 (+1,4%), limitera son déficit à 5,5% du PIB cette année et sa dette ne sera que de 68,7% (du PIB). Plus de deux fois moins que l'Italie (155,5% selon le FMI) et près de quatre fois moins que le Japon (251,9%) !

À l'évidence, les performances nationales dépendent de l'ampleur de la récession propre à chaque pays, des efforts budgétaires consentis mais également de la situation d'avant la crise du Covid-19. À la lumière de ce tableau de bord international, notre ministre des comptes publics peut-il ressortir la célèbre formule, « *quand je me regarde je me déssole, quand je me compare je me console* » ? Rien de plus humain que de vouloir trouver des motifs de satisfaction. « *L'État français est solide, il a des institutions fortes que le général de Gaulle avait établies ; il n'y a pas d'instabilité politique et les marchés regardent cela* », a fait remarquer à juste titre Gérard Darmanin devant le Grand Jury.

Pouvoir s'endetter dans sa propre monnaie

Il a pleinement raison de le souligner, car il ne faut pas croire que les marchés financiers jugent les dettes publiques selon une arithmétique simpliste. C'est tout le contraire : leurs critères de jugement sont en réalité grandement qualitatifs, comme vient de le rappeler l'agence de notation S&P dans une note explicative, *The Seven Key Questions We Ask About Eurozone* (Les sept questions que nous nous posons au sujet de la zone euro). S&P rappelle au préalable pourquoi il n'a pas dégradé les cotes des pays passés sous sa revue depuis le 13 mars, à savoir par ordre chronologique, l'Autriche, l'Espagne, la Belgique, l'Allemagne, la France, la Grèce, l'Italie, et le Portugal. C'est d'autant plus remarquable que la dette publique des États de la zone euro devrait s'alourdir en moyenne de 15% du PIB en 2020.

Justement il n'y a pas d'automatisme. Et alors que sur tous les continents, de l'Afrique aux États-Unis, de la Chine au Japon, on est partout forcé de vivre à crédit, les États de la zone euro bénéficient d'atouts significatifs. Le premier est de pouvoir s'endetter dans sa propre monnaie, ce qui n'est pas donné à tout le monde et ne l'était pas durant la crise financière de 2010-2011. Certains pays avaient dû alors emprunter en partie en dollars, car les marchés doutaient du soutien de la BCE à leur égard.

» LIRE AUSSI - Coronavirus : y aura-t-il vraiment un «appauvrissement général» des Français ?

Le deuxième critère névralgique est la maturité des dettes. Elle est de plus de sept ans en moyenne dans la zone euro ; autrement dit chaque année seulement un peu moins du septième de l'encours total de l'endettement doit être refinancé. C'est un vrai confort. En France, cette maturité est de huit ans et 66 jours selon l'Agence France Trésor, qui gère à Bercy la dette Française.

Le troisième élément de jugement de l'agence de notation S&P est l'importance de la dette détenue par les résidents (particuliers ou institutionnels) de chaque pays, ce qui exprime d'une certaine façon l'indépendance relative vis-à-vis du marché international. En Italie, les Italiens en possèdent 68% ce qui a toujours constitué un atout de la Péninsule, malgré de nombreux handicaps par ailleurs, dont le niveau élevé de l'endettement et sa faible croissance économique depuis 20 ans. En France, la détention des résidents est plus faible (46,4%), tout en ayant sensiblement progressé depuis quelques années grâce aux achats de la Banque de France dans le cadre du programme piloté par la BCE.

9000 milliards de dollars d'aide publique

Parmi les autres critères de solidité, les agences de notation observent bien sûr les taux d'intérêt demandés par les marchés aux États ; ces taux restent négatifs (sic) pour les emprunts français dont les échéances sont inférieures à dix ans, souligne-t-on à Bercy. Au total, la «cote d'amour» de la Maison France auprès des investisseurs est fort satisfaisante. Et alors que l'ensemble des plans d'aide publique, et donc de besoins de financement des États, mis en place dans le monde, s'élève à 9000 milliards de dollars selon le FMI, la dette française trouve facilement preneur.

Ce phénomène s'explique d'autant mieux quand on replace les emprunts publics dans le cadre mondial des flux d'épargne des particuliers et des besoins de financement des entreprises. À quoi il convient d'ajouter le rôle majeur des banques centrales et de leurs émissions de monnaie. Regardé sous cette perspective, « *il ne sera jamais nécessaire de réduire l'endettement public dans les pays de l'OCDE (dont la France fait partie)* », affirme de façon roborative Patrick Artus, l'économiste de Natixis. Il avance deux explications essentielles : « *si les banques centrales ne réduisent jamais la taille de leur bilan après la crise, la dette publique qu'elles détiennent n'existe pas en réalité, elle a été détruite* ». Rappelons que, pour la France, la BCE et la Banque de France ont conjointement dans leurs mains aujourd'hui environ le quart de toute la dette française.

Le deuxième argument mis en avant par Patrick Artus est que « *la situation d'excès d'épargne du secteur privé (nous tous en réalité, NDLR) va être amplifiée par la crise et qu'il s'investira normalement dans la dette publique* ». D'un côté l'épargne est abondante et de l'autre les entreprises, tout comme les particuliers hésitent à s'endetter. Ce qui est regrettable, mais se comprend fort bien en période d'incertitudes multiples.

Est-ce à dire que nos grands argentiers peuvent dormir sur leurs deux oreilles, qu'ils peuvent continuer de voir grossir la dette publique et annoncer quasi quotidiennement de nouveaux « *fonds de soutien* », des reports de charges, voire leur annulation ? Pas tout à fait, car il semblerait que les ministres chargés des comptes publics et des finances à Bercy aient malgré tout mauvaise conscience.

La question des générations futures

La première raison de se faire du souci tient à leur « *surmoi européen* ». Interrogé le 22 mai par *Le Figaro* sur les règles de Maastricht, que certains souhaiteraient enterrer définitivement, Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie et des Finances, a fait cette réponse : « *Nous souhaitons que les règles du pacte de stabilité suspendues pour 2020, le soient également pour 2021* ». On ne saurait mieux reconnaître qu'il existe bel et bien une limite à la débauche actuelle de dettes, même si personne n'envisage à ce jour d'en esquisser les remparts.

Le second frein à l'endettement est plus politique. Peut-on laisser aux générations futures une telle charge? La question est sur toutes les lèvres et elle paraît de bon sens, même si elle est sans doute toujours mal posée. Car, d'une génération à l'autre, il ne faut pas oublier qu'on lègue des dettes mais aussi des actifs (financiers, immobiliers, artistiques, etc.). Or le solde est malgré tout globalement positif ! Il faudrait sans doute y intégrer « *la dette écologique* ». Mais cela est un autre débat.

171,15

<https://www.lefigaro.fr/vox/economie/philippe-dessertine-les-epargnants-seront-les-victimes-de-l-endettement-illimite-de-la-france-20200527>

Le Figaro (site web)

mercredi 27 mai 2020 - 19:42 UTC +02:00 1174 mots

Vox ; Vox Économie

Philippe Dessertine:

«Les épargnants seront les victimes de l'endettement illimité de la France»

Dessertine, Philippe

TRIBUNE - Faire tourner la planche à billets n'est jamais sans conséquences, surtout pour un pays déjà très endetté comme le nôtre, souligne l'économiste.

Au sortir de ce confinement historique, la société française semble perdre ses repères économiques. Une surenchère frénétique monte un peu partout, comme s'il était devenu soudain possible de résoudre toutes les impasses structurelles auxquelles se heurtent nos dirigeants depuis des décennies.

Il faut donner des primes à ceux qui se sont dévoués pendant la crise sanitaire ; il faut augmenter les salaires des personnels médicaux, il faut investir dans le domaine de la santé ; il faut augmenter les salaires en général pour stimuler la demande ; il faut sauver toutes les entreprises, nationaliser les très grandes, subventionner les petites ; il faut investir dans la transition énergétique et aussi dans les activités d'aujourd'hui ; il faut moderniser l'éducation, les services publics, subventionner la culture, l'aide à la personne.

La liste n'est même pas exhaustive, elle est complétée chaque jour par les syndicats et par le patronat, par les élus et les citoyens, par les «gilets jaunes», par les extrémistes, par les jeunes et par les vieux. Tout le monde y va de son idée. Tout le monde veut dépenser - dépenser intelligemment bien sûr. Avec quel argent? Avec celui que l'on crée pardi! Le Covid-19 a démontré qu'il était possible de raser gratis et de financer le barbier. Quand il y a urgence, le «*quoiqu'il en coûte*» présidentiel se traduit par «plus de limite!».

Il est vrai qu'à situation exceptionnelle, mesures exceptionnelles. L'arrêt total de la machine économique mondiale pouvait entraîner un effondrement généralisé. Il était impératif d'enrayer la spirale de la dépression. On aurait pu décréter la faillite interdite ; on a préféré fournir toute la liquidité nécessaire pour empêcher la destruction massive de l'outil de production. Tous les pays du monde, toutes les banques centrales ont pratiqué ce sauvetage du système en émettant de la monnaie, des dettes, dans des proportions jamais vues. Le sauvetage en question n'est cependant que juridique.

Dans les faits, l'énorme gouffre creusé par l'absence de production pendant un trimestre est toujours là, doublé désormais d'une masse de dette folle, qui déséquilibre encore plus un modèle déjà mal en point. Depuis trente ans, l'émission de dette est de plus en plus décorrélée de la production de richesse ; cette fois, cependant, le moteur étant totalement paralysé, le phénomène ne laisse aucune place au doute: il s'agit bien d'une création pure et simple ; de la fausse monnaie imprimée par la planche à billets internationale, certes pour la bonne cause.

Et la petite musique de s'insinuer: «Donc c'est possible. Alors pourquoi ne pas continuer?» Théoriciens ou praticiens de la finance rivalisent de propositions vieilles comme le monde: on pourrait monétiser cette dette, créer des fonds de défaisance, faire racheter par les banques centrales tous les types d'actifs, depuis les bons du Trésor jusqu'aux actions de grandes compagnies ; en clair, ne plus jamais rembourser. Si la dette ne peut plus être détruite, laissons-la flotter dans une sorte d'univers parallèle.

Tout cela est magnifique, délicieusement euphorisant. Les marchés adorent, ils repartent à la hausse illico, puisque la baisse des indices est interdite, les pertes sont compensées, le licenciement est une pratique oubliée et aucune faillite ne se produira plus, juge-t-on. La seule compensation de ce programme idéal est l'interdiction des dividendes, ce qui est assez logique quand l'actionnaire n'a plus aucun rôle dans la mesure où l'aléa n'existe plus.

À ce stade du conte de fées, il peut être utile de rappeler que la magie n'existe pas en finance. Dans l'histoire, elle a souvent tenté les gouvernants. Mais la réalité est simple et têtue: jamais un banquier central, ou un banquier tout court, n'a produit de la richesse. Créer de la dette, distribuer de la monnaie rend d'abord populaire mais conduit ensuite à la catastrophe. Comment? Par la perte de confiance qui s'insinue peu à peu en l'avenir. La perte de confiance dans la monnaie engendre la dévaluation de l'épargne. Les premières victimes de la création de fausse monnaie, de la dette excessive, sont toujours les épargnants. C'est pourquoi sans doute, la politique brûle de s'emparer du problème: certains pour les défendre, d'autres pour séduire les autres, ceux qui n'ont pas de patrimoine et s'imaginent les grands gagnants de la gabegie financière.

Plusieurs fois dans l'histoire, dans divers contextes géographiques, pareil scénario s'est répété ; avec à chaque fois, après quelques années, le même épilogue: une catastrophe monétaire, un effondrement de la croissance, d'abord la ruine des rentiers, ensuite la misère des plus vulnérables. Que ce soit au Venezuela ou en Argentine récemment, dans l'Allemagne de l'après Première Guerre mondiale, ou dans la France du début du XVIIIe siècle, le résultat est toujours le même. Les peuples comme leurs élites oublient vite et sont toujours tentés par les mêmes mirages.

Ce médicament économique est donc à manier avec une infinie précaution. Il doit être circonscrit dans le temps, il oblige ensuite à une rigueur accrue. Le programme raisonnable serait de retrouver au plus vite les moyens de recréer de la valeur ; de préférence une valeur d'un type nouveau, si nous parvenions en même temps à relancer la machine et la faire fonctionner différemment. Il s'agirait par conséquent de convertir cette monnaie virtuelle en potentialités productives. Quand la France et l'Allemagne pensent plan de relance, il faut comprendre plan d'investissement. Un plan d'investissement c'est austère, ce sont les richesses de demain et les emplois d'après-demain.

Et si cette logique-là devait triompher de chaque côté du Rhin, y compris au sud où crissent volontiers les cigales à courte vue, une vraie question se pose: l'État est-il le meilleur vecteur pour lancer une opération de telle ampleur? S'il s'agissait de reconstituer la croissance d'avant, pourquoi pas ; la pente naturelle de la puissance publique est la continuité du modèle ancien. S'il s'agit d'inventer des technologies nouvelles, de proposer des ruptures, d'innover dans le fonctionnement du quotidien comme dans celui de l'entreprise, revient alors le temps du risque.

Un risque comme il n'en a pas existé en économie depuis des décennies. Est-ce à ce lourd appareil d'État de le gérer, lui qui vient encore de faire la démonstration de sa pesanteur dans les périodes d'inconnu?

Sans doute serait-il opportun de créer l'environnement, les structures, la fiscalité, qui stimulent un gigantesque investissement privé ; et au passage, une utilisation intelligente, enfin!, de l'épargne jusqu'ici sacrifiée.

** Professeur à l'Institut d'administration des entreprises de l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne, directeur de l'Institut de haute finance et ancien membre du Haut Conseil des finances publiques.*

Municipales : le vote postal, une alternative qui fonctionne en Allemagne

Si en France le gouvernement semble plutôt réticent à instaurer le vote postal pour le second tour du 28 juin, en Allemagne il existe depuis 1957.

Par [Laura Andrieu](#)

Publié hier à 22:57

En Bavière, les électeurs ont voté uniquement par voie postale pour le second tour des municipales. *SVEN HOPPE / DPA / AFP*

Alors que [le second tour des municipales doit avoir lieu dans un mois](#), le débat s'intensifie autour du vote par correspondance. Plusieurs voix s'élèvent en France pour convaincre le gouvernement de remettre en place cette pratique – autorisée jusqu'en 1975 – pour les prochaines élections municipales. Si le gouvernement semblait avoir fermé la porte à cette option, Christophe Castaner s'est montré plus ouvert mardi. En réponse à une question de la députée LR Josiane Corneloup, lors des questions au gouvernement, le ministre de l'Intérieur a assuré que le vote par correspondance était «*une hypothèse*» envisagée, indiquant qu'il ne fallait «*rien exclure à ce sujet*».

Le vote postal, son autre nom, était autorisé en France jusqu'en 1975, date à laquelle il fut supprimé pour cause de fraudes trop nombreuses. Les électeurs pouvaient alors voter à distance, par la poste, grâce au matériel électoral –le bulletin et son enveloppe, une enveloppe d'expédition et un formulaire d'information- envoyé directement chez l'électeur. Ce mode d'élection est toujours possible pour les élections législatives pour les Français de l'étranger, mais aussi pour certaines élections professionnelles.

Les défenseurs de ce type de vote s'inspirent également de ce qu'il se passe dans d'autres pays où il est autorisé, comme en Suisse, dans certains États américains et, surtout, en Allemagne. Outre-Rhin, le vote postal a été instauré en 1957 pour faciliter le vote des personnes fragiles, âgées, malades ou handicapées et ne pouvant pas se déplacer. «*L'idée est donc d'assurer le caractère universel du vote, pour faire en sorte que chaque citoyen ait la possibilité d'exercer son droit*, précise Hélène Miard-Delacroix, professeure à la Sorbonne et spécialiste de l'Allemagne contemporaine. Depuis 2008, l'électeur n'a même plus besoin de fournir un justificatif.

Un mode de vote populaire

[Le fonctionnement est plutôt simple](#). C'est à l'électeur lui-même de faire savoir s'il souhaite voter par correspondance, soit en se déplaçant en personne soit en remplissant un formulaire qui peut être téléchargé sur internet. Après un contrôle de la procédure, la commune précise sur la liste électorale le choix de l'électeur. «*Ensuite, c'est plutôt simple*, complète Hélène Miard-Delacroix. *Il faut mettre un bulletin dans une enveloppe, puis le glisser dans une autre enveloppe, de couleur rose en Allemagne. Par contre, il relève de la responsabilité de l'électeur d'envoyer son bulletin suffisamment tôt pour qu'il arrive au plus tard le jour de l'élection*».

«Ce mode de vote est très populaire en Allemagne, bon nombre de mes amis Allemands y recourent fréquemment, relève Agathe Bernier-Monod, maîtresse de conférences en études germaniques à l'Université Le Havre Normandie. C'est notamment très prisé chez les citoyens dans les grandes villes». «À la fin des années 50, c'était utilisé par environ 10% des électeurs, puisque réservé aux personnes empêchées. Depuis, ce chiffre n'a cessé d'augmenter jusqu'à atteindre plus d'un quart lors des élections fédérales de 2017 (28,6%)», ajoute Hélène Miard-Delacroix.

Une popularité qui ne plaît toutefois pas à tous les observateurs politiques allemands. D'aucuns dénoncent notamment le risque de fraudes. «C'est critiqué car pouvant faire l'objet de manipulations, souligne Agathe Bernier-Monod. Le tribunal constitutionnel fédéral a toutefois tranché avec deux jugements, en 1967 et 1981, spécifiant que le plus important était de garantir l'universalité du vote, les cas de fraude étant par ailleurs extrêmement rares».

«Neutraliser l'effet Covid»

En outre, le vote par correspondance a bien servi aux Allemands pendant la pandémie de Covid-19. Régulièrement citées en exemple, les élections municipales de Bavière – l'une des régions les plus touchées par le coronavirus en Allemagne – ont eu lieu en mars comme en France. Le premier tour, organisé le 15 mars, a connu une hausse de la participation par rapport à 2014 (58,5% soit 3,5 points de plus qu'en 2014), notamment grâce à l'augmentation du vote postal. Si bien que lors du second tour, le 29 mars, tous les bureaux de votes ont été fermés. Les électeurs ont alors dû voter uniquement par voie postale. Une première.

Or, surprise, la participation était plus importante encore au second tour. «À Nuremberg, le taux de participation a gagné 4,5% par rapport au premier tour, par exemple, note Agathe Bernier-Monod. Habituellement, c'est plutôt l'inverse». «Le vote postal a permis de neutraliser l'effet Covid sur la participation, affirme Sylvain Brouard, directeur de recherche au Cevipof. Les Allemands ont montré que le vote postal était efficace en période de Covid. Et d'ailleurs, ils l'ont fait à court terme puisqu'en moins de deux semaines ils ont mis en place un vote uniquement par correspondance». Pour le chercheur, la France devrait suivre l'exemple de son voisin et ouvrir cette possibilité à ses électeurs pour [le second tour des municipales fin juin](#).

La raison principale ? Garantir la sincérité du scrutin. «Je ne dis pas que le vote postal est la perfection incarnée, mais c'est une solution qui est faisable à court terme et qui permet de contrôler les risques sanitaires et les risques démocratiques. Il faut limiter les risques et l'abstention et donner une légitimité démocratique à ces élections». Sur ce point il est rejoint par plusieurs personnalités politiques [comme le maire LR de Nancy, Laurent Hénard](#), ou encore [Rachida Dati](#), candidate LR à Paris. Pour faire pression sur le gouvernement, une [proposition de loi](#) visant à «instaurer le vote postal lors d'un scrutin électoral en période d'état d'urgence sanitaire» a été enregistrée au sénat le 24 mai. Son auteur, le sénateur PS des Landes, Éric Kerrouche, estime qu'il s'agit là de l'une des «moins mauvaises solutions pour ces élections».

Une hypothèse «à l'étude»

Craignant une [forte abstention](#), comme au premier tour organisé le 15 mars – avec un taux de 55,34% contre 36,45% au premier tour des municipales de 2014 – le sénateur espère, comme en Bavière, un second tour uniquement par vote postal. «Il faut trouver un moyen de faire face à l'appréhension des électeurs mais aussi des personnes qui tiennent les bureaux de vote», estime le sénateur. Pour mettre toutes les chances de son côté, Éric Kerrouche va greffer sa proposition à un autre «véhicule législatif discuté ce mercredi matin en commission des lois du Sénat, sur la procuration». Sa proposition

devrait donc être débattue en début de semaine prochaine. Il a, par ailleurs, écrit au premier ministre afin de lui demander d'inscrire sa proposition à l'ordre du jour.

Certains observateurs insistent toutefois sur la difficulté de mettre en place un tel procédé en si peu de temps. Romain Rambaud, spécialiste du droit électoral, a ainsi [écrit sur son blog](#) qu'il était impossible de choisir cette option , *«un mois seulement avant le scrutin, en raison du principe de stabilité du droit électoral». «Les électeurs auraient les plus grandes difficultés à s'adapter et à faire confiance à ce système nouveau», écrit-il. «Le gouvernement nous a fait aller vite sur pas mal de mesures depuis le début du confinement, balaie Éric Kerrouche. Il faut trouver des solutions qui puissent rassurer les votants et faire en sorte que chacun puisse se prononcer sur l'avenir de sa commune. Je crois qu'on peut aller assez vite mais il ne faut pas tergiverser».*

Du côté du ministère de l'Intérieur, on confirme bien au *Figaro* que cette éventualité *«est à l'étude»*. Christophe Castaner a toutefois insisté mercredi, à la sortie du Conseil des ministres, sur *«le coût, la faisabilité et les délais assez courts»*. Avant d'ajouter : *«Il faut voir si, au fond, c'est la meilleure façon de soutenir cette élection. Mais je ne souhaite rien exclure dès lors que juridiquement, s'il y avait une modification législative, ce serait possible»*.

La moyenne pour tous fait polémique à la Sorbonne

Cette mesure concernant le second semestre a été prise à la demande d'étudiants. L'université dénonce une dévalorisation du diplôme.

Pech, Marie-Estelle

UNIVERSITÉ Le rêve est devenu réalité pour les cancre. Depuis deux mois, l'Unef (syndicat étudiant de gauche) militait pour une note supérieure à 10 garantie aux examens du second semestre. Le semestre du confinement, pendant lequel tous les cours et examens se sont tenus à distance.

Jusqu'à ce qu'elle parvienne à l'université Panthéon-Sorbonne, l'affaire n'avait pas fait grand bruit. Après tout, les universités de La Réunion, d'Avignon ou encore Aix-Marseille « *ont adopté des mesures de ce type, sans que quiconque s'en émeuve* », fait observer Majdi Chaarana, vice-président de l'Unef qui fustige « *le conservatisme de Paris-I* ».

Seules les notes supérieures à 10 au second semestre seront prises en compte. Les notes du premier semestre sont en revanche conservées. Il s'agit du « *10 améliorable* ». Une telle mesure n'aura pas pour conséquence de faire passer tous les étudiants dans l'année supérieure, mais elle risque de gonfler les taux de réussite aux examens. Ses défenseurs ont trois arguments : de trop nombreux étudiants ne bénéficieraient pas d'ordinateurs, ont été dans l'incapacité de suivre les cours ou ont dû travailler...

Le débat a pris une autre dimension quand les étudiants de l'Unef de Paris-I ont réussi à faire voter en avril une mesure identique en conseil de formation et de la vie universitaire (Cevu), à l'aide de trois enseignants et d'autres syndicats étudiants de gauche comme le Poing-levé, Solidaires et même la Fédération Paris-I, plutôt centriste. Le président de l'université parisienne, Georges Haddad a bataillé tout le long du mois de mai, criant à une dévalorisation des diplômes et à une décision « *purement politique* » menée par une toute petite fraction d'étudiants « *très peu représentatifs* » et une poignée de professeurs. L'idée était surtout soutenue par des enseignants venant des disciplines de sciences humaines et sociales ou encore de sciences politiques. Seul étudiant à avoir voté contre lors du Cevu, Guilhem Carayon de l'Uni, organisation étudiante de droite, s'insurge : « *Neutraliser un semestre, donner des diplômes, sans prendre en compte l'investissement des étudiants durant toute l'année, est absurde et injuste. Un étudiant qui a 18 au premier semestre mais 5 au second semestre conserverait sa note générale de 18 alors que celui qui a 12 partout lors des deux semestres, ce qui n'est pas si simple, sera désavantagé !* »

Plusieurs dizaines de professeurs de droit ont déposé en mai un référé devant le tribunal administratif pour faire annuler cette décision, selon eux entachée d'irrégularités. Las, le tribunal leur a donné tort. Il approuve les arguments du Cevu : les partiels ne peuvent être organisés à distance car « *seuls 73 % des étudiants disposent d'un ordinateur et que 40 % ne s'estiment pas en mesure de subir des épreuves à distance en temps réduit* ».

Depuis, l'université est en ébullition. Soutenu par « *une majorité d'enseignants et d'étudiants* », assure-t-il, Georges Haddad estime qu'une « *note plancher, ce n'est pas possible. Cela va dénaturer la qualité nationale et internationale de nos diplômes. C'est une connerie monumentale* ». D'autant plus que l'université avait prévu de noter les examens du second semestre « *avec une extrême bienveillance* » comme partout : deux fois plus de temps accordé aux examens en temps limité, peu voire pas de contrôle concernant les épreuves à distance et devoirs maison... Depuis, Frédérique Vidal a répondu le 20 mai, via un communiqué, qu'elle appuierait les enseignants opposés à cette décision. Pour la ministre de l'Enseignement supérieur, « *cette délibération porte une atteinte directe à la qualité des diplômes délivrés par l'université et ce faisant, à l'avenir de ses étudiants qui souhaitent préserver la valeur de leur formation* ».

Selon Guillaume Gellé, membre de la conférence des présidents d'université, le problème principal c'est que cette décision a été votée à la Sorbonne « *de façon non consensuelle* ». Elle « *peut être mal comprise, donner une image très négative au monde professionnel notamment. Les premières victimes dans un cas comme cela, sont évidemment les étudiants* ».

Le recteur de Paris a pris un arrêté suspensif. Et déposé un déferé devant le tribunal administratif de Paris, dont la décision sera connue le 4 juin. En attendant, les examens se tiennent dans les « *filiales consensuelles* », notamment le droit, comme le raconte pudiquement un enseignant, tandis que les autres sont pour la plupart en suspens.



Europe's bail-outs

Government handouts threaten Europe's single market

The dangers of Europe's bail-outs

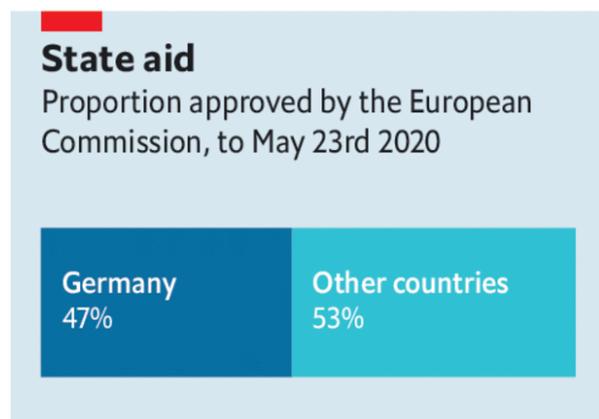
[Leaders May 30th 2020 edition](#)

Abillion or two here, a giant government cheque there: the money doled out by European governments to support businesses is starting to add up. Some €2trn (\$2.2trn) or so has been earmarked to keep firms afloat. The early beneficiaries included bakeries, bookshops and the like. Now it is increasingly the turn of corporate titans. This week France announced an €8bn package to support its carmakers, including a large

loan to Renault. Lufthansa is negotiating a €9bn bail-out from Germany which may involve the state taking a 20% stake. Now the taps are open, more blue-chip bail-outs are expected.

In normal times such state aid is all but banned by the European Union to ensure a level playing field for firms across the bloc (see [article](#)). The idea is to ensure that companies thrive on their merits, not government favours. Restricting state aid frustrates politicians of a dirigiste persuasion—there are lots—but is vital to spare taxpayers, consumers and competitors the burden of a rigged market.

The rules have been quietly shelved as Europe grapples with covid-19. Giving governments a temporary reprieve was unavoidable as national exchequers battle to stave off depression. But it also carries long-term dangers. Even before the crisis, France and Germany railed against European rulings that they say prevented the creation of corporate champions able to compete with rivals from China and America. Now they may seize the moment to try to water down competition rules permanently.



The Economist

It is not hard to see the harm that free-flowing state money could do. Germany represents a quarter of the bloc's gdp but nearly half of its state aid, because its buoyant public finances allow it to be generous. Tough luck if you are a company in Spain or Italy where tighter budgets mean smaller handouts. Politicians usually favour certain companies—famous flag-carriers instead of scrappy low-cost airlines, say. And the bail-outs invariably come with nationalist strings. Renault and other French carmakers are promising to keep production and research in France (see [article](#)). Once the state becomes a shareholder or creditor, bosses know their firm's prospects partly depend on a willingness to please their political masters.

How to ensure that the necessary evil of bail-outs does not cripple the single market? They should be tolerated only when all other options have been exhausted. In America even cruise-liners—a challenged business model if ever there was one—have raised bonds and found new shareholders. Europe has shallower capital markets, but plenty of investors with money to spend.

The risks of an uneven playing field will ease if bail-out money is distributed evenly around the eu. On May 27th the European Commission unveiled a €750bn plan to offer grants and loans from mainly rich countries to mainly poor ones. Though there is much haggling left to be done, this proposal heads in the right direction.

Most important, all bail-outs need to be carefully policed. This means ensuring that companies are not using public cash to run large losses or to pay for their expansion plans once the economy opens up. Governments may have to take shares in firms in order to safeguard taxpayers' financial interests. But there should be rigorous enforcement of rules that encourage firms to repay loans and buy back government stakes quickly by banning them from paying dividends and bonuses. Bail-outs are taking place everywhere. But in Europe they are especially dangerous, because they can undermine economic integration and encourage politicians' inexhaustible appetite to meddle in industry. Creating a giant, open and competitive market has been one of Europe's great achievements. In the rush to help business it must not be eroded.

The American way

How the world's most powerful country is handling covid-19

Contrary to what many Americans think, the death rate in America is about the same as in Europe



[Leaders](#) [May 28th 2020 edition](#)

America has passed a grim milestone: 100,000 deaths from a novel coronavirus that began to spread half a year and half a world away. Many Americans think their president has handled the epidemic disastrously, that their country has been hit uniquely hard and that there is a simple causal relationship between the two. The 100,000, which does not include excess deaths mistakenly attributed to other causes, is higher than any other country's. It has routinely been compared with the 60,000 American casualties in the Vietnam war. A Trump Death Clock in Times Square purports to show how many lives the president's ineptitude has cost: as we went to press it stood at 60,262. Yet this widespread conviction that America has failed because of Donald Trump is not supported by the numbers. Or, at least, not yet.

The official death rate in America is about the same as in the European Union—which also has excess deaths, but has less erratic leaders and universal health care. Overall, America has fared a bit worse than Switzerland and a bit better than the Netherlands, neither of which is a failed state. New York has been hit about as hard as Lombardy in northern Italy; California acted early and is currently similar to Germany; so far, rural states have, like central Europe, been spared the worst. This reflects two things, both of which will matter now that America is reopening before it has the virus fully under control.

The first is that covid-19, when it first hit, displayed an indifference to presidents and their plans. Around the world it has killed in large, dense and connected cities like New York, London and Paris, and where people are crammed together, including care homes, slaughterhouses and prisons. In some countries, including America, testing was snarled up in red tape.

Having seen what was happening in China, Mr Trump could have acted sooner—as Taiwan, Singapore and Vietnam did. He has failed to do things ordinarily expected of an American president in a crisis, such as giving clear government advice or co-ordinating a federal response. Instead, he has touted quack remedies and spent the days when America passed its sombre milestone spreading suspicion of the voting system and accusing a television host of committing a murder that never happened. All this is reprehensible and it may

have been costly. Yet, tempting as it is to conclude that the president's failures bear most of the blame for covid-19's spread through America, the reality is more complicated (see [Briefing](#)).

That leads to the second feature of the country's response to covid-19. The virus was always going to be hard on a population with high levels of poverty, obesity and diseases such as diabetes, especially among minorities (see [Lexington](#)). But, to a remarkable degree, other layers of government have adapted around the hole where the president should have been. The federal system has limited the damage, thanks to its decentralised decision-making. Lockdowns vary by state, city and county. California responded as soon as it saw cases. In the north-east governors largely ignored the White House and got on with coping with the disease, earning the Republican governors of Maryland and Massachusetts the president's enmity, but high approval ratings. In Florida, though the governor was reluctant to impose a lockdown, county officials went ahead and did so anyway.

Contrary to demands for nationwide rules, this is a strength not a weakness, and will become more so as the pandemic runs its course. In the best-organised states, which have built up testing capacity, it helps ensure that flare-ups can be spotted quickly and rules adjusted accordingly. Because each region is different, that is more efficient than a nationwide approach.

One way democracies can deal with the virus is to draw on reserves of trust. People must behave in ways that protect fellow citizens whom they have never met, even if they themselves are feeling fine. Americans trust their local officials far more than the president or the federal government. And when it comes to public health those local officials have real power. Without this balancing feature, America might today look like Brazil, where a president with a similar love of hydroxychloroquine and distaste for face masks is wreaking havoc (see [article](#)).

If the public-health response in the United States so far matches Europe's, its economic response to the virus may turn out better. True, the unemployment rate in America is 15%, double that in the eu. Yet in Europe most governments are protecting jobs that may no longer exist once lockdowns end rather than focusing help on the unemployed as America's has. The eu is probably delaying a painful adjustment. Congress, not known for passing consequential legislation with big bipartisan majorities, agreed on a vastly bigger fiscal stimulus than in the financial crisis a decade ago. With a Democrat in the White House and a Republican-controlled Senate, America might not have mustered a response that was either so rapid or so large.

America still has a hard road ahead. Were daily fatalities to remain at today's level, which is being celebrated as a sign that the pandemic is waning, another 100,000 people would die by the end of the year. To prevent that, America needs to work with the system it has, trusting local politicians to balance the risks of reopening against the cost of lockdowns.

In the next months the infrastructure built during the lockdown must prove itself. Because the virus has yet to decline in some states, it may flare up in new places, which will then need targeted lockdowns. The capacity to test, vital to spotting clusters of infection, has increased, but is still lacking in some places. Almost all the states lack the contact tracers needed to work out who needs testing and quarantining. When it considers how to withdraw fiscal support, Congress should remember this.

That America and Europe have fared similarly in the pandemic does not absolve Mr Trump. This is the first international crisis since 1945 in which America has not only spurned global leadership but, by cutting funds to the World Health Organisation, actively undermined a co-ordinated international response. That matters, as does Mr Trump's inability to cleave to a consistent message or to speak to the country in words that do not enrage half of the population. Yet four years after Mr Trump was elected, the time to be surprised by his behaviour has long gone. Luckily, he has mattered less than most Americans think.

ZUKUNFT DER EZB:

Gefahr für die Unabhängigkeit der Notenbank

- VON PETER BOFINGER, MARTIN HELLWIG, MICHAEL HÜTHER, MONIKA SCHNITZER, MORITZ SCHULARICK, GUNTRAM WOLFF
- -AKTUALISIERT AM 29.05.2020-12:15



Das Bundesverfassungsgericht hat sich von der Tradition verabschiedet, dass Geldpolitik von einer unabhängigen Zentralbank betrieben wird, die nur dem Ziel der Preisstabilität verpflichtet ist. Ein Gastbeitrag.

Das am 5. Mai ergangene Urteil des Bundesverfassungsgerichts (BVerfG) zur Geldpolitik der **EZB** betrifft nicht nur das Verhältnis Deutschlands zur Europäischen Zentralbank (EZB) und zum Gerichtshof der Europäischen Union (EuGH), sondern auch die Verfassung der Geldpolitik. Das Gericht verabschiedet sich von der deutschen Tradition, dass Geldpolitik von einer unabhängigen Zentralbank betrieben wird, die nur dem Ziel der Preisstabilität verpflichtet ist. Vieles von dem, was die Deutsche Bundesbank früher gemacht hat, wäre nach der Logik des Gerichts nicht mit dem Grundgesetz vereinbar.

Wir halten das für problematisch. Diese Aussage ist nicht als Zustimmung zur Geldpolitik der EZB zu interpretieren. Einige unter uns sehen verschiedene Aspekte dieser Politik kritisch. Wir alle sind aber besorgt, dass das Urteil des BVerfG die verfassungsrechtlichen Grundlagen der Unabhängigkeit der Zentralbank und ihres Preisstabilitätsmandats untergräbt.

Was das Bundesverfassungsgericht schreibt

Nach Auffassung des Verfassungsgerichts verletzt die EZB mit dem 2015 eingerichteten Ankaufprogramm für Staatsanleihen (Public Sector Purchase Programme, PSPP) die Grenzen, die die Europäischen Verträge ihr gesetzt haben. Ein derartiges Handeln ultra vires, jenseits der von den nationalen Gesetzgebern in den Verträgen ausgesprochenen Ermächtigungen, dürfe nicht zugelassen werden, sonst würden die Grundrechte deutscher Bürger verletzt. Das Gericht bestreitet nicht grundsätzlich das Recht der EZB zur Durchführung eines solchen Programms. Immerhin sieht Art. 18 der Satzung des Europäischen Systems der Zentralbanken (ESZB) und der EZB ausdrücklich ein uneingeschränktes Recht der Zentralbanken zum Kauf von börsengängigen Wertpapieren, auch Staatsanleihen, vor. Es moniert aber, die EZB habe die Verhältnismäßigkeit des Programms nicht hinreichend dargelegt. Bundesregierung und Bundestag müssten auf eine Verhältnismäßigkeitsprüfung durch den EZB-Rat hinwirken. Sollte das nicht zu einem befriedigenden Ergebnis führen, so dürfte die **Bundesbank** nicht weiter an diesem und ähnlichen Programmen teilnehmen; sie soll also ihrer vertraglichen Pflicht zur Ausführung der EZB-Ratsbeschlüsse nicht mehr nachkommen.

Dazu schreibt das **Bundesverfassungsgericht**: „Verhältnismäßigkeit eines Programms . . . setzt neben seiner Eignung zur Erreichung des angestrebten Ziels und seiner Erforderlichkeit voraus, dass das währungspolitische Ziel und die wirtschaftspolitischen Auswirkungen benannt, gewichtet und gegeneinander abgewogen werden.“ Es fordert konkret, „die Auswirkungen zu erfassen, die ein Ankaufprogramm für Staatsanleihen etwa für die Staatsverschuldung, Sparguthaben, Altersvorsorge, Immobilienpreise, das

Überleben wirtschaftlich nicht überlebensfähiger Unternehmen hat, und sie – im Rahmen einer wertenden Gesamtbetrachtung – zu dem . . . währungspolitischen Ziel in Beziehung zu setzen“.

Zwei große Schwächen

Das Gericht argumentiert im Kern wie folgt: (1) Die Aufgaben der EZB liegen im Bereich der Währungspolitik; Wirtschaftspolitik ist den Mitgliedstaaten vorbehalten. (2) Das PSPP hat Nebenwirkungen, die dem Bereich der den Mitgliedstaaten vorbehaltenen Wirtschaftspolitik zuzurechnen sind. (3) Da die Nebenwirkungen des PSPP dem Bereich der Wirtschaftspolitik zuzurechnen sind, in dem die EZB eigentlich nichts zu suchen hat, hätte die EZB darlegen müssen, ob die mit dem PSPP verbundenen Nebenwirkungen im Bereich der Wirtschaftspolitik dem Verhältnismäßigkeitsprinzip genügen. (4) Auch der **Europäische Gerichtshof** hätte eine solche Verhältnismäßigkeitsprüfung vornehmen müssen, als er sich in einer früheren Phase des Verfahrens zur Vorlage des BVerfG zum PSPP äußerte. Da er das versäumt habe, sei seine „Auslegung der Verträge nicht mehr nachvollziehbar und objektiv willkürlich“, sein Urteil selbst ein Handeln ultra vires.

Der Sprachgebrauch des Gerichts ist merkwürdig. Es spricht von „wirtschaftspolitischen Auswirkungen“, konkretisiert das aber nicht im Sinne von Auswirkungen auf die Wirtschaftspolitik, sondern im Sinne von wirtschaftlichen Auswirkungen auf Staatsverschuldung, Sparguthaben, Altersvorsorge, Immobilienpreise und das Überleben von Unternehmen. Der Ausdruck „wirtschaftspolitische Auswirkungen“ bezieht sich darauf, dass die aufgeführten wirtschaftlichen Auswirkungen nach Auffassung des Gerichts zur Domäne der Wirtschaftspolitik gehören. Da nach dem Vertrag die Wirtschaftspolitik den Mitgliedstaaten vorbehalten ist, vermutet es ein Ultra-vires-Handeln und verlangt eine Verhältnismäßigkeitsprüfung.

Diese Analyse hat zwei große Schwächen. Zum einen sind die Vorstellungen der Verfassungsrichter über die Trennung von Wirtschaftspolitik und Währungspolitik problematisch. Zum anderen fehlen die Maßstäbe für die vom Gericht geforderte „wertende Gesamtbetrachtung“. Diese Forderung des Bundesverfassungsgerichts steht im Widerspruch zum Vertrag, zum Maastricht-Urteil des Gerichts selbst und zu der gerade in Deutschland über Jahrzehnte hochgehaltenen Tradition der nur dem Ziel der Preisstabilität verpflichteten unabhängigen Zentralbank.

Integraler Teil des Vertrags

Der Versuch des BVerfG, Wirtschaftspolitik und Währungspolitik kategorisch zu trennen, ist zum Scheitern verurteilt. Währungspolitische Maßnahmen haben immer auch „wirtschaftspolitische Auswirkungen“. Änderungen von Zinsen und Wechselkursen gehören zu den normalen Wirkungen jeglicher Geldpolitik. Zinsänderungen beeinflussen die Attraktivität von Immobilien und anderen Investitionsgütern, die gesamtwirtschaftliche Nachfrage nach Gütern und Dienstleistungen und die Beschäftigung. Gerade diese Wirkungen sorgen für den Zusammenhang zwischen Geldpolitik und Preisstabilität.

Nun wird die Unterscheidung von Währungspolitik und Wirtschaftspolitik durch die Europäischen Verträge vorgegeben, auch die Trennung der Zuständigkeiten an EZB und Mitgliedstaaten. Die Verträge sagen aber nicht, dass man diese Trennung an den Wirkungen von Maßnahmen festmachen muss, wie das Bundesverfassungsgericht verlangt. Man kann die Trennung auch auf die Maßnahmen selbst, die verfolgten Ziele und die eingesetzten Instrumente beziehen; das ist der Ansatz des EuGH, den das BVerfG als „objektiv willkürlich“ abkanzelt. Danach wären Erhöhungen der Staatsschulden als wirtschaftspolitische Maßnahmen den Mitgliedstaaten vorbehalten, obwohl diese Maßnahmen auch Nebenwirkungen auf Geldwesen und Inflation haben können; Erhöhungen der Zentralbankgeldmenge durch Staatsanleihekäufe dagegen wären als währungspolitische Maßnahmen den Zentralbanken vorbehalten, obwohl sie notwendigerweise Nebenwirkungen auf die Rahmenbedingungen zum Beispiel der Staatsschuldenpolitik haben.

Die Satzung des Europäischen Systems der Zentralbanken (ESZB) und der EZB, die ein integraler Teil des Vertrags ist, spezifiziert die den Zentralbanken zur Verfügung stehenden Instrumente, ohne mögliche Nebenwirkungen des Gebrauchs dieser Instrumente auf andere die Wirtschaftspolitik interessierende Bereiche zu thematisieren. Für die Vorstellung, dass die beim Gebrauch dieser Instrumente zu erwartenden

Nebenwirkungen die Vermutung eines Ultra-vires-Handelns begründen und insofern eine Verhältnismäßigkeitsprüfung erforderlich machen, gibt die Satzung keinen Anhaltspunkt.

Auch aus dem Urteil nicht ersichtlich

Die Ausführungen der Verfassungsrichter zu dieser Prüfung betreffen allerdings weniger das behauptete Ultra-vires-Handeln als solches als vielmehr die wirtschaftlichen Wirkungen des PSPP-Programms. Inhaltlich geht es weniger um die vermuteten Überschreitungen von Kompetenzgrenzen als die Beurteilung der wirtschaftlichen Folgen. Das Gericht schenkt den Wirkungen auf die Staatsverschuldung besondere Aufmerksamkeit. Es folgt dem EuGH in der Einschätzung, dass das PSPP nicht als verbotene monetäre Staatsfinanzierung einzuordnen ist, macht aber geltend, dass die Senkung des allgemeinen Zinsniveaus, zu der das Programm beigetragen hat, die Staatshaushalte der Mitgliedstaaten entlastet; diese Wirkung sieht es kritisch.

Die inhaltliche Kritik einer Maßnahme begründet nicht ohne weiteres die Einschätzung, dass eine Kompetenzüberschreitung vorliegt. Wenn die der Sache nach unvermeidliche Wirkung der Geldpolitik auf das Zinsniveau und damit auf die Staatshaushalte der Mitgliedstaaten als Indiz für ein Ultra-vires-Handeln gelten soll, so muss die Kritik gleichermaßen auf Zinserhöhungen wie auf Zinssenkungen anzuwenden sein. Die Einschätzung, ob eine Kompetenzüberschreitung vorliegt oder ob diese als verhältnismäßig anzusehen ist, darf nicht davon abhängen, ob einem die Maßnahme gefällt oder nicht.

Jedoch ist – auch aus dem Urteil – nicht ersichtlich, nach welchen Maßstäben diese Einschätzung zu erfolgen hätte. Wie sollten die EZB oder der EuGH die vermeintlichen Kompetenzüberschreitungen werten und in Beziehung setzen zu dem im Vertrag selbst gesetzten Ziel der Preisstabilität? Können sie das überhaupt, und woher nehmen sie die Legitimation für die erforderlichen Wertungen? Indem es nicht die „wirtschaftspolitischen“, sondern die wirtschaftlichen Auswirkungen zum Gegenstand der Verhältnismäßigkeitsprüfung macht, entzieht das Bundesverfassungsgericht sich diesen Fragen. Aber eine Prüfung und Wertung der wirtschaftlichen Auswirkungen des PSPP wirft Probleme auf. Eine solche Prüfung erfordert (i) eine systematische Erfassung und Gewichtung dieser Wirkungen im Verhältnis zueinander und (ii) eine Gewichtung im Verhältnis zum Ziel der Preisstabilität. Die für die Verhältnismäßigkeitsprüfung vom BVerfG geforderte „wertende Gesamtbetrachtung“ müsste grundsätzlich eine Aussage des Inhalts zulassen, dass einerseits das PSPP im Hinblick auf das Ziel der Preisstabilität geeignet und erforderlich sei, andererseits aber die Nebenwirkungen etwa auf Sparer, die keine Zinseinkommen mehr erzielen, so sehr ins Gewicht fallen, dass man von der Durchführung des Programms Abstand nehme. Für die dazu erforderliche Gewichtung fehlen jegliche Maßstäbe.

Nicht ohne Verletzung des vom Gericht beschworenen Demokratieprinzips

Eine solche Aussage stände auch im Widerspruch zu den Europäischen Verträgen. Diese verlangen, dass Geld- und Wechselkurspolitik „beide vorrangig das Ziel der Preisstabilität verfolgen und unbeschadet dieses Zieles die allgemeine Wirtschaftspolitik in der Union . . . unterstützen sollen“ (Art. 119 AEUV, fast gleichlautend Art. 127 AEUV). Der Vertrag gibt dem Ziel der Preisstabilität Vorrang vor allen anderen Erwägungen (im Unterschied zu den Vereinigten Staaten, wo auch eine hohe Beschäftigung als Ziel der Geldpolitik genannt wird). Anderweitige wirtschaftliche Wirkungen währungspolitischer Maßnahmen dürfen nur insofern berücksichtigt werden, wie dies ohne Schaden für das Ziel der Preisstabilität geschehen kann.

Im Zusammenhang mit dem PSPP hat die EZB das Ziel der Preisstabilität präzisiert als „unter, aber nahe bei 2 Prozent“. Sowohl der EuGH als auch das Verfassungsgericht haben diese Präzisierung akzeptiert. Beide haben auch die Erklärung der EZB akzeptiert, dass und warum die seit 2015 verfolgte Geldpolitik geeignet und erforderlich war, um dieses Ziel zu verfolgen. Die darüber hinausgehende Forderung des BVerfG nach Berücksichtigung von Nebenwirkungen dieser Politik ist mit dem Vertrag nicht vereinbar.

Diese Forderung ließe sich auch nicht ohne Verletzung des vom Gericht beschworenen Demokratieprinzips erfüllen. In seinem Maastricht-Urteil 1993 führte das Bundesverfassungsgericht aus, die Zuständigkeit für die Geld- und Währungspolitik sei ein wesentlicher Teil der nationalen Souveränität und dürfe eigentlich

nicht an eine supranationale Institution übertragen werden. Die im Maastricht-Vertrag vorgesehene Übertragung an die EZB sei gleichwohl zulässig, denn die EZB werde unabhängig sein und nur dem Ziel der Preisstabilität verpflichtet, einem Ziel, über dessen Angemessenheit es keinen Zweifel gebe. Dem Gericht war damals bewusst, dass eine Berücksichtigung mehrerer Ziele nebeneinander eine Gewichtung erfordert, dass eine solche Gewichtung auf politischen Wertungen beruht und dass solche Wertungen der Legitimation durch die demokratisch gewählten Instanzen bedürfen. Heute verlangt es, dass die EZB – oder der EuGH – solche Wertungen vornimmt.

Damals Bekämpfung von Inflation, heute die Bekämpfung von Deflation

In diesem Zusammenhang lohnt es sich, auf die Jahrzehnte vor dem Maastricht-Vertrag zurückzublicken. Jeweils 1973/74, 1980/82 und 1991/92 hob die Bundesbank die Zinsen deutlich an, um die Inflation zu bekämpfen. Der nachfolgende Übergang in die Rezession kam schneller und härter als in anderen Ländern, wo die Zentralbanken weniger radikal vorgingen. Die Arbeitslosigkeit stieg dramatisch an, in einer Größenordnung von 500.000 bis 1 Million. Die Gewerkschaften kritisierten, dass die Bundesbank die Wirkungen ihrer Politik auf die Arbeitslosigkeit nicht berücksichtigte. Die Bundesbank betonte immer wieder, nach dem Bundesbankgesetz sei sie nur dem Mandat der Preisstabilität verpflichtet. Eine Berücksichtigung anderer Ziele komme nicht in Frage.

Damals entzog die Verbindung von Preisstabilitätsmandat und Unabhängigkeit die Geldpolitik dem Spiel der politischen Kräfte, auch der Einflussnahme der Tarifparteien und ihrer Verbündeten in der Politik, ganz im Sinne dessen, was das Bundesverfassungsgericht dann 1993 in seinem Maastricht-Urteil schrieb. Die übrigen Beteiligten, Tarifparteien, Bundesregierung und Bundestag, mussten die Politik der Bundesbank als Rahmenbedingung für ihr eigenes Handeln als gegeben hinnehmen. Nach der Logik des jetzigen Verfassungsurteils hätte die Bundesbank prüfen müssen, ob die zum Kampf gegen die Inflation durchgeführten geldpolitischen Maßnahmen nicht die Grundrechte von Arbeitnehmern und Gewerkschaften auf unverhältnismäßige Weise beeinträchtigen, etwa durch Einengung des Spielraums für die Ausübung der Tarifhoheit.

Für diese Einordnung des Urteils ist unerheblich, dass es damals um die Bekämpfung von Inflation ging und heute um die Bekämpfung von Deflation. „Preisstabilität“ enthält beides, und die Erfahrung der Inflation von 1923 und der Deflation von 1931 zeigt, dass beides benötigt wird. Arbeitnehmer und Beschäftigung, Gewerkschaften und Tarifhoheit kommen im jetzigen Urteil nicht vor. Dieses nennt nur Anliegen deutscher Kritiker der EZB.

Zu Lasten derer, die Geld und andere Nominalwerte halten

Wenn man aber verlangt, dass die EZB über die Preisstabilität hinaus auch andere Anliegen berücksichtigt, so wird man die Anliegen der Arbeitnehmer nicht übergehen dürfen, auch nicht die Anliegen von Betroffenen in anderen Mitgliedstaaten der EU. Schließlich geht es um eine einheitliche Geldpolitik für die gesamte Währungsunion. Je mehr Anliegen man hier einbezieht, desto problematischer werden aber die erforderlichen Wertungen und Gewichtungen. Dem haben die Gesetzgeber des Bundesbankgesetzes und des Maastricht-Vertrags vorgebaut, indem sie die Preisstabilität zum alleinigen Mandat der Zentralbanken erklärten.

Natürlich hat Geldpolitik immer auch Verteilungseffekte. Das Ausklammern dieser Effekte war und ist aber ein wesentlicher Aspekt der Übertragung der Geldpolitik an eine unabhängige Institution mit dem alleinigen Mandat der Preisstabilität. Die Verteilungskonflikte müssen an anderer Stelle austariert werden. Für die Bewertung der verschiedenen Verteilungseffekte fehlt der Zentralbank die politische Legitimation; im Übrigen würde das Ziel der Preisstabilität verwässert. Auch die Gerichte können die hier erforderlichen Wertungen nicht vornehmen.

Mit den Gründen für die Unabhängigkeit der Zentralbank hat sich das Bundesverfassungsgericht in seinen Urteilen kaum befasst. Im Maastricht-Urteil ist die Rede davon, dass es gut wäre, „das Währungswesen dem Zugriff von Interessentengruppen und der an einer Wiederwahl interessierten politischen Mandatsträger zu

entziehen“. Da scheint es mehr um den Schutz vor einer Korrumpierung von Wahlen zu gehen als um den Schutz des Vertrauens in die Stabilität des Geldwerts.

Wir brauchen aber die Unabhängigkeit der Zentralbank, damit die Geldpolitik nicht zum Spielball des täglichen politischen Geschäfts wird, zu Lasten derer, die Geld und andere Nominalwerte halten, ohne Rechtsanspruch auf die Stabilität des Geldwerts. Aus demselben Grund brauchen wir auch die Ausschließlichkeit des Preisstabilitätsmandats. Die Argumentation des Bundesverfassungsgerichts untergräbt beides, die ausschließliche Bindung der Zentralbank an das Mandat der Preisstabilität und ihre Unabhängigkeit, mit schädlichen Wirkungen nicht nur für die EZB, sondern auch für die Deutsche Bundesbank und die Stabilität unserer Währung. *Peter Bofinger ist Professor für Volkswirtschaftslehre an der Universität Würzburg und war von 2004 bis 2019 Mitglied des Sachverständigenrats zur Begutachtung der gesamtwirtschaftlichen Entwicklung.*

Martin Hellwig ist Direktor (em.) am Max-Planck-Institut zur Erforschung von Gemeinschaftsgütern in Bonn.

Michael Hüther ist Direktor des Instituts der deutschen Wirtschaft (IW) in Köln.

Monika Schnitzer ist Professorin für Volkswirtschaftslehre an der Universität München und Mitglied des Sachverständigenrats zur Begutachtung der gesamtwirtschaftlichen Entwicklung.

Moritz Schularick ist Professor für Makroökonomik an der Universität Bonn.

Guntram Wolff ist Direktor des wirtschafts- politischen Instituts Bruegel in Brüssel.

Quelle: F.A.Z.

Le Figaro (site web)

vendredi 29 mai 2020 - 06:00 UTC +02:00 1896 mots

François Heisbourg:**«La Chine est un prédateur et l'Europe est sa proie»**

Devecchio, Alexandre

GRAND ENTRETIEN - Dans *Le Temps des prédateurs* (Odile Jacob), François Heisbourg analyse notamment la montée en puissance commerciale, industrielle, financière, mais aussi idéologique et politique de la Chine. Après la crise du coronavirus, il prédit une dérive expansionniste régionale, voire mondiale, de l'empire du Milieu.**Vous décrivez la Chine comme une «superpuissance». Bien qu'elle soit responsable de la pandémie de Covid-19, peut-elle sortir vainqueur de la crise?**

La Chine est devenue récemment une superpuissance. Cela se voit dans sa capacité à influencer des événements mais aussi dans sa très grande maladresse à gérer les crises. C'est un métier dans lequel elle n'est pas encore à l'aise comparé aux Soviétiques, aux Américains et aux Britanniques qui l'avaient maîtrisé du temps de leur empire. Cela se traduit par une gestion à la fois insupportable et calamiteuse de ce que l'on a appelé la «diplomatie du masque». De manière générale, les Chinois ont du mal à enfiler le costume. Sur le fait de savoir s'ils sortent vainqueurs de la crise, je ne me prononcerais pas ainsi. D'abord parce que la politique n'est pas une course de chevaux. Mais aussi et surtout parce que l'impact du Covid-19 au plan géostratégique n'est pas encore mesurable. Ce que l'on sait, c'est que la Chine est entrée la première dans cette crise sanitaire et économique. Si tout se passe bien, si les prévisions du FMI les plus optimistes s'avèrent bonnes, la Chine fera 1 % de croissance en 2020. C'est mieux que la récession, mais le problème, c'est que le pays a réussi à bâtir sa classe moyenne, à réduire la pauvreté et à éliminer le chômage structurel grâce à une croissance de plus de 6 %. Elle n'a jamais été en deçà de ce chiffre de croissance depuis les années 1970. Si la Chine tombe à 1 %, elle produira du chômage. 2021 sera d'autant plus difficile pour le pays qu'il dépend des exportations et que si la moitié du monde est à moins 10 %, les exportations chinoises vont faiblir. C'est un problème social majeur que la superpuissance va devoir gérer. Il faut savoir que la légitimité du système politique de la Chine est fondée sur deux piliers: un pilier historique et un pilier de performance économique. Si le pilier de la performance économique disparaît, c'est problématique. Il n'y a pas d'élection, pas de démocratie, les gens ne peuvent pas changer de gouvernement. Donc toute opposition est par définition radicale. Contrairement à l'image que l'on se fait d'eux en France, les Chinois ne sont pas disciplinés et le pays connaît régulièrement des mouvements sociaux même s'ils sont réprimés avec efficacité. Pour vous faire une idée, c'est le seul grand pays qui dépense autant pour sa sécurité intérieure que pour sa sécurité extérieure. La Chine communiste va devoir s'appuyer sur le pilier historique, nationaliste. Les Chinois sont légitimement fiers de ce qu'ils sont parvenus à faire au plan économique, social et stratégique depuis la création de la République populaire de Chine. Ce n'est pas très difficile de mobiliser cette force-là au service d'un projet nationaliste, mais qui est éventuellement porteur de tensions et de guerres. La Chine est devenue une telle superpuissance qu'elle peut dériver vers des projets régionalement, voire mondialement expansionnistes, comme le Japon dans les années 1930.

Pour vous, la Chine est devenue un prédateur et l'Europe sa proie?

Oui, je vais prendre deux exemples. Dans un premier temps, l'exemple européen. Il y a cinq ans, les Européens considéraient la Chine comme une version plus grande du Japon, les droits de l'homme en moins. Les Allemands, notamment, avaient une vision angélique de la Chine. Puis, il y a trois ans, ils ont réalisé que l'empire du Milieu était en train d'absorber discrètement les PME allemandes. C'est là qu'ils ont commencé à réagir. Cela n'a pas empêché les Chinois de lancer une grande campagne en Europe sur la 5G. C'était le grand sujet entre l'Europe et la Chine juste avant le Covid-19, avec Huawei, qui était en train de racheter tous les lobbyistes disponibles sur la place de Paris pour fourguer sa marchandise. Le problème est que la 5G est ce qui va structurer l'économie du futur. Celui qui contrôle le réseau 5G contrôle l'économie.

Et la Chine l'a introduit en utilisant l'appât et la menace: «*Vous ne prenez pas notre 5G, ne soyez pas surpris que nous n'achetions plus vos voitures.*»

» LIRE AUSSI - Coronavirus: le grand mensonge chinois

L'autre exemple est celui des prêts que fait la Chine aux pays émergents. Elle prête sans conditions politiques à tous les pays, même les dictatures qui ne trouvent pas d'aide financière chez les autres puissances mondiales. C'est le cas en Afrique, en Asie, dans les Balkans. Avec la crise du Covid-19, les pays les plus touchés se tournent vers le G20 en lui demandant d'effacer leurs dettes. Tandis que les Européens se résignent, les Chinois entendent bien recouvrer leurs créances. Ça, c'est de la prédation. C'est précisément la même attitude que celle qu'avaient les Européens vis-à-vis de la Chine au XIXe siècle.

Le coronavirus a-t-il révélé une dépendance de l'Europe à l'égard de la Chine?

Deux phénomènes très différents se carambolent sur cette question: la mondialisation et la Chine. La Chine a pris la décision au début des années 1980 d'embrasser la mondialisation naissante. C'était la politique de «cacher sa brillance» de Deng Xiaoping. Selon lui, la Chine devait être discrète, ne pas chercher le conflit avec ses voisins. En ne se faisant pas remarquer, elle pouvait profiter du mouvement général des affaires dans le cadre de la mondialisation pour devenir un grand pays industriel moderne. Et c'est ce qu'elle a fait: le PIB de la Chine a été multiplié par 30 en l'espace de quarante ans. Un développement aussi phénoménal à une telle échelle, c'était du jamais-vu dans l'histoire. Donc les Chinois se trouvent au cœur de la mondialisation qui consiste à organiser le travail des entreprises à l'échelle mondiale, une chaîne de valeur transcontinentale en répartissant les facteurs de production là où ils auront de meilleurs rendements. Bien entendu, la Chine n'avait pas grand-chose à faire des émissions de CO2 et du réchauffement climatique, ce qui a amené les entreprises européennes, dont les normes se durcissaient, à faire du dumping écologique en Chine. Le résultat de tout ça, c'est que l'on se retrouve avec des chaînes de valeur qui sont fortement dépendantes de la façon dont la Chine les traite et les accueille chez elle. Le réveil dans le domaine sanitaire a été particulièrement brutal puisqu'on découvre qu'on ne produit plus nos masques ni même nos médicaments sur notre territoire. Mais ça joue dans les deux sens: la dépendance est extraordinairement désagréable pour nous mais la Chine est également dépendante de ses exportations.

Vous allez jusqu'à dire que la Chine a pour projet d'intégrer l'Europe à son empire...

La route de la soie débouche en Europe. Lorsque vous regardez les cartes chinoises, le marché européen, qui demeure le principal marché mondial, est le point d'aboutissement de la route. La Chine est un marché largement fermé, on le voit avec l'asymétrie numérique entre la Chine et le reste du monde: l'ambassade chinoise peut nous insulter sur son compte Twitter en France mais pas l'inverse, parce que Twitter est interdit en Chine, tout comme Google et Facebook, ce qui n'est même pas le cas en Russie. Donc la Chine protège sa société et ses intérêts économiques tout en essayant de profiter de l'ouverture des autres.

Sur le plan commercial, les États-Unis, et notamment Donald Trump, ont perçu plus tôt la menace chinoise...

Pour les États-Unis, l'Asie pacifique est une région vue à travers des lunettes stratégiques, ce qui n'est pas le cas des Européens. Pour l'essentiel, l'Asie pacifique est une affaire qui se joue entre Américains et Chinois avec les alliances américaines au profit de l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Corée du Sud, le Japon et d'une façon plus particulière Taïwan. Obama a institué le «pivot vers l'Asie» en 2011, déclarant que les États-Unis allaient devoir pousser davantage le curseur vers le Pacifique pour tempérer la montée en puissance de la Chine. Le discours est resté sémantique car les États-Unis ont dû faire face à la montée de Daech au Moyen-Orient, puis à l'affaire de l'Ukraine. Mais les Américains ont intégré la montée en puissance de la Chine et son accession au rang de superpuissance.

Dans le domaine commercial, le principal déficit américain est avec la Chine. Et comme elle pratique sa prédation commerciale à l'encontre des États-Unis comme envers les Européens, Donald Trump a réagi. Il a pointé du doigt l'asymétrie numérique, l'asymétrie en matière de protection des droits de propriété intellectuelle mais il n'a pas souhaité organiser d'offensive contre la Chine avec les Européens: avoir l'Europe et les États-Unis contre soi aurait été extrêmement inconfortable pour la Chine. Lorsque Emmanuel Macron s'est rendu pour une visite d'État en avril 2018 à Washington, il s'attendait à pouvoir négocier un double deal avec Trump sur l'accord nucléaire en Iran ainsi que sur les défis chinois dans le domaine commercial avec l'Allemagne pour allié. Le président américain n'était pas intéressé et a tweeté que l'Allemagne était «*un adversaire au même titre que la Chine mais en plus petit*» .

Dans Le Piège de Thucydide, l'Américain Graham Allison prédit une guerre entre les États-Unis et la Chine. Y croyez-vous?

Le risque réel, c'est le nationalisme chinois croissant. Vous voyez ce qui se passe avec Taïwan. Ce pays a été le premier à avoir signalé à l'OMS ce qui se passait en Chine. Comprenant l'importance de ce qui arrive, Taïwan se met en ordre pour faire face au virus avec un succès remarquable et dans le respect des règles démocratiques. Taïwan, «petite Chine», a montré à la grande Chine comment on gère une pandémie quand on est une démocratie chinoise. Je ne pense pas que cela ait fait grand plaisir à Pékin. Pour la Chine, la question taïwanaise redevient aiguë, surtout après la mise au pas de Hongkong. Il y a également la question de la mer de Chine méridionale (pas loin de la Méditerranée en termes de taille) où passe la moitié du commerce maritime mondial. Or pour les États-Unis, la liberté des mers a toujours été considérée comme un intérêt vital. Il est donc possible qu'il y ait des erreurs de calcul. Je doute que l'on puisse craindre une guerre directe. Mais des conflits localisés, limités dans l'espace pacifique, sont probables. L'hypothèse de Graham Allison n'est pas tout à fait déraisonnable.

<https://www.economist.com/europe/2020/05/28/europes-habit-of-propping-up-firms-may-outlast-the-pandemic>

The visible hand

Europe's habit of propping up firms may outlast the pandemic

State-aid rules have been relaxed, and may stay so

[Europe May 28th 2020 edition](#)

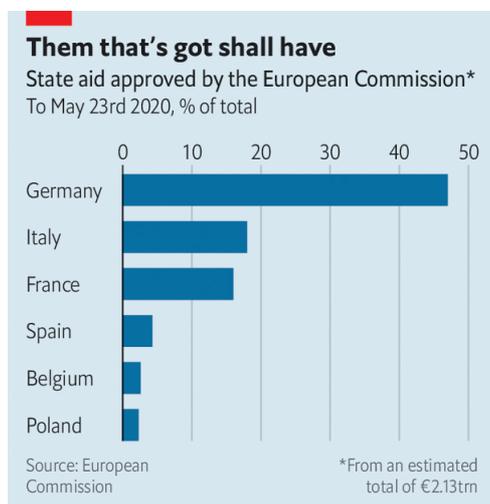


It normally takes the European Commission about six months to review an eu member state's request to derogate from the rules against subsidising domestic industry. Not these days. Since the outbreak of covid-19 roiled economies everywhere, requests to circumvent "state-aid" rules are often approved in under 24 hours, even on weekends. A trickle of demands from all over the bloc has turned into a flood. Nearly 200 subsidy schemes and bail-outs worth over €2trn (\$2.2trn), equivalent to Italy's gdp, have been cleared by eurocrats.

The single market at the heart of the European economy is built partly on the premise that national governments do not unduly aid "their" firms. Policies preventing them from doing so date back to the very first flushes of European integration. Now Europe finds itself in uncharted policy territory. Never have the rules been loosened to the extent they have been today. Politicians are brokering aid packages to industry in a way no one in living memory has been allowed to do.

Trouble is: they might get used to it. Even before the crisis, Europe was moving in a dirigiste direction. Now a breach has opened in a set of rules that had curtailed politicians' penchants for picking winners. When rules were loosened in past crises, notably in 2008, the state-aid regime quickly snapped back to its old self afterwards. But fewer countries support the principles behind state-aid rules nowadays. So the new relaxed norms may endure beyond the crisis, perhaps permanently. That would mark a new economic era for Europe.

European state-aid rules are a policymaking oddity. American states, for example, can and do try to poach companies from each other with promises of tax breaks, soft loans and the like. Europe went for the subsidy equivalent of a disarmament pact. All aid that isn't expressly allowed to companies is banned, even to state-owned firms. Governments are regularly taken to task for everything from granting football clubs subsidised land to giving multinationals sweetheart tax deals. Policing this is one of the real powers wielded by Brussels, where the rules are enforced by the same commission officials who regulate antitrust.



The Economist

Tensions have long brewed between that bit of the commission, overseen since 2014 by Margrethe Vestager, the competition commissioner, and some member states. France and Germany have repeatedly demanded competition rules be bent to allow the creation of “European champions”. They were furious last year when Ms Vestager blocked the planned merger of the rail bits of Siemens and Alstom.

Merging companies is one way to create champions, but gorging them with state aid is just as effective. That is now allowed, albeit temporarily. Granted, the goal right now is not to create champions so much as to prevent unnecessary bankruptcies and job losses. But if the rules remain eased for too long, the money sloshing to companies will aim less to rescue them in crisis than to boost their prospects afterwards.

Already some countries, notably Spain, have complained that the free-spending regime threatens the single market. That is because a few rich countries are doing most of the spending. Almost half the state aid paid out across Europe is done by Germany, which is big, wealthy and entered the crisis with relatively little debt. Smaller and poorer countries worry that their firms, which have not been so generously aided, will get gobbled up.

Politicians are busy untilting the playing field. On May 27th Ursula von der Leyen, the commission’s president, unveiled a €750bn package of loans and grants that will redistribute money from those with the ability to pay (Germany) to those struggling to (Spain). National capitals will now haggle over a final deal.

Ms Vestager says higher German spending has been on the eu’s wish-list for years. As for long-term risks to the state-aid regime, she emphasises that the easing of the rules is temporary. She has insisted that companies which were in bad shape before covid-19 struck cannot be rescued; troubled firms that get government bail-outs must pay them back. Those that get the most help cannot pay dividends or bonuses until they repay most of the state aid.

Old Brussels hands say the commission has little choice but to give states leeway in the crisis. “Governments will simply ignore eu rules if they don’t flex enough—that’s what the commission wants to avoid,” says one lawyer. Once everyone has bought into the system’s fast-track approval process, the rules can be tightened, for example by demanding that aid to companies is gradually withdrawn.

The aftermath of the crisis of 2008 gives backers of the state-aid regime confidence that such tightening will happen. But this time looks different. A decade ago Europe was in the ascendant, implementing its new fundamental treaty. Aid had gone mainly to unpopular banks seen to have gamed the system, so throttling that aid was politically easy. Fiscal weaknesses had yet to be exposed by the euro crisis.

In 2020, by contrast, bail-outs are seen as necessary and companies blameless. The crisis has amplified voices demanding that supply chains be repatriated to Europe, which would be easier if states could pay more subsidies. Britain, which long backed vigorous curbs on state aid, has left the club. Southern Europe gets nailed by state-aid rules regularly, and would not mind seeing the back of them. Ireland and the

Netherlands have fallen foul of Ms Vestager for giving tax breaks to multinationals, a form of forbidden aid. Poland and Italy like the Franco-German plans to create industrial champions.

Ms Vestager says the concept of a “level playing field”—backed by state-aid rules—remains as important as ever. But concerns that China and America are pampering their own firms with subsidies are widespread. Even before covid-19, Europe had made concessions, allowing industrial projects of the sort politicians favour (such as factories to make high-tech batteries for electric cars) to get government largesse.

A Franco-German deal made possible the whopping package Mrs von der Leyen is now touting. While suggesting that the eu receive huge new powers, Emmanuel Macron and Angela Merkel, France’s and Germany’s leaders, also called for the commission to “adapt” state-aid rules permanently to favour industry. That may prove a difficult recommendation to ignore.



THOMAS MANN VOR 75 JAHREN: Was ist deutsch am deutschen Lied?

Politisch mag Thomas Mann eine große Läuterung in seinem Leben durchgemacht haben. Aber an der Unvergleichlichkeit der Deutschen hielt er bis zum Schluss fest, besonders in der Kunst des Liedes. Ist sein Urteil legitim?

- VON JAN BRACHMANN
- -AKTUALISIERT AM 29.05.2020-22:06

Am 29. Mai 1945, gut drei Wochen nach dem Sieg der Alliierten über das Deutsche Reich, hielt Thomas Mann seine Rede über „Deutschland und die Deutschen“. Es ist Manns Versuch, den Siegern dieses Reich zu erklären, aber auch der Versuch, dem geschlagenen Volk – als Fürsprecher und Vormund zugleich – einen Rest von Würde zu retten.

Dieser Versuch ist problematisch, und besonders anfechtbar sind die Bemerkungen über die deutsche Musik und das deutsche Lied. Thomas Mann entwickelt sie aus dem, was er „die vielleicht berühmteste Eigenschaft der Deutschen“ nennt, „diejenige, die man mit dem schwer übersetzbaren Wort ‚Innerlichkeit‘ bezeichnet: Zartheit, der Tiefsinn des Herzens, unweltliche Versponnenheit, Naturfrömmigkeit, reinster Ernst des Gedankens und des Gewissens, kurz alle Wesenszüge hoher Lyrik mischen sich darin“. Was die Welt dieser deutschen Innerlichkeit verdanke, könne sie selbst heute nicht vergessen: „Die deutsche Metaphysik, die deutsche Musik, insonderheit das Wunder des deutschen Liedes, etwas national völlig Einmaliges und Unvergleichliches, waren ihre Früchte.“

Diese Überzeugung von der Einmaligkeit und Unvergleichlichkeit des deutschen Liedes hat sich in den Köpfen bis heute festgesetzt und schreibt sich in zahllosen Texten fort. Zu fragen wäre aber, in welcher Hinsicht diese Überzeugung überhaupt legitim ist. Der Musikwissenschaftler Alfred Einstein, wie Mann ein Verfolgter des Nazi-Regimes und Exilant in den Vereinigten Staaten, legte 1947 seine Studie „Die Romantik in der Musik“ vor. Auch er kommt zu dem Schluss, dass „die Geschichte des romantischen Liedes im wesentlichen eine Geschichte des deutschen Liedes ist“. In Italien habe es keine Lieder von Rang gegeben. Und es gebe „auch keine französischen Liederkomponisten der beginnenden Romantik. Es gibt französische Musiker, die auch Lieder oder vielmehr ‚chansons‘ oder ‚romances‘ komponiert haben, aber keinen im Sinne Schumanns, Franz‘ oder Hugo Wolfs.“

Befremdlich ist daran zweierlei: erstens die Beschränkung des Vergleichs auf Italien und Frankreich als einzige ernstzunehmende Nationen gegenüber Deutschland, zweitens die Unschärfe des Vergleichszeitraums, der sich einmal auf die „beginnende Romantik“ beschränken will, dann aber die spätere Romantik von Robert Franz und Hugo Wolf mit einbezieht. Liedkomponisten von Rang wie Gabriel Fauré, Henri Duparc, Peter Tschaikowsky und Edvard Grieg, allesamt Zeitgenossen von Franz und Wolf, allesamt älter als Wolf, werden hier einfach aus der Betrachtung ausgeschlossen.

Von der geselligen Umgangsform in eine Kunstgattung

Um es klar zu sagen: Für die Zeit um 1820 ist die Leistung von Franz Schubert – das, was er aus dem Lied machte – ohne Vergleich. In den Jahren um 1870 oder 1890 aber ist das deutsche Lied längst nicht mehr einzigartig, es sei denn, man spricht Einzigartigkeit und Unvergleichlichkeit jedem Kunstwerk zu, dann aber hat das Pochen auf die Eigenart „des Deutschen“ keinen Sinn mehr.

Das Lied als Form intimer Geselligkeit hatte es schon vor Schuberts Zeit auch außerhalb Deutschlands gegeben. Bis heute sind die Lieder des schwedischen Mozart-Zeitgenossen Carl Michael Bellman in seiner Heimat beliebt. Eine schöne Auswahl mit dem Tenor Torsten Mossberg ist gerade beim Label Sterling (Naxos) erschienen. Schuberts Leistung bestand gewissermaßen darin, das Lied aus einer geselligen Umgangsform in eine Kunstgattung zu überführen. Doch „die Wesenszüge hoher Lyrik“, wie Thomas Mann sie nennt, sind unmittelbar vor Schubert von zwei Tschechen in der Musik erneuert worden: von Jan Václav Voříšek und Václav Jan Tomášek, den Pionieren des lyrischen Klavierstücks. Bis heute ist in Deutschland die Geschichte der frühen russischen Romanze nahezu unbekannt, besonders der Komponist Alexander Aljabjew, den man schon zu Lebzeiten den „russischen Schubert“ genannt hatte und der zehn Jahre älter als sein Wiener Kollege war.

Thomas Mann wusste wahrscheinlich nicht, dass Gabriel Fauré bei jedem seiner Deutschland-Besuche das Grab von Robert Schumann in Bonn aufsuchte. Und Faurés „Chant d’automne“ nach Charles Baudelaire, wo sich in der Schlusstrophe Klavier und Singstimme so innig verschränken wie im „Nussbaum“ von Schumann, kannte Mann vermutlich auch nicht. Während Fauré seine Zeitgenossen Paul Verlaine und Charles van Lerberghe vertonte, während Sergej Rachmaninow – bei dem das russische Kunstlied durch die musikalische Problematisierung dichterischer Form einen enormen Reflexionsgrad erreicht – die jungen Zeitgenossen Alexander Block, Konstantin Balmont und Iwan Bunin für die Musik erschloss, war Hugo Wolf mit Goethe, Eichendorff und Mörike auffallend rückwärtsgerichtet in seiner Textwahl. Wer einmal die „Melodien des Herzens“ von Edvard Grieg nach [Hans Christian Andersen](#) oder Peter Tschaikowskys Vertonungen der Lyrik von Alexej Tolstoi und Afanassi Fet gehört hat, muss sich fragen, ob „Innerlichkeit“ ein Privileg der Deutschen sei.

Das Neben der Sprache

Was über die Sprache der Texte hinaus „deutsch“ sein soll am „deutschen Lied“, ist bislang nicht geklärt. In seiner Streitschrift „Wie deutsch ist die deutsche Kunst?“ ging Werner Hofmann 1999 mit Thomas Mann hart ins Gericht. In Manns „Betrachtungen eines Unpolitischen“ werde das Deutsche definiert „als Absonderung, als Sonderweg, als trotziges Anders-sein-Wollen“. Mann bescheinige den Deutschen im Jahr 1914, ihrer Seele eigne „etwas Tiefstes und Irrationales, was sie dem Gefühl und Urteil anderer, flacherer Völker störend, beunruhigend, fremd, ja widerwärtig und wild erscheinen lässt“. Manns mentale Mythologie eines Sonderweges, sperre, so Hofmann, seine Landsleute in einen Käfig und stilisiere ihre Tiefe zugleich zu Wundmalen, wie sie Märtyrer trügen.

Von der Überhöhung deutscher Einzigartigkeit ließ Thomas Mann nicht. Sie findet sich bei ihm 1914 genauso wie 1945. Noch angesichts der Verbrechen des Nationalsozialismus fühlt sich Thomas Mann als Deutscher und Amerikaner anderen Nationen überlegen. Dass man ihm in Zeiten der Verfolgung die tschechische Staatsbürgerschaft angeboten hatte, nennt er in seiner Rede „liebenswert und dankenswert, aber es gab keinen Reim und Sinn. Ebenso brauche ich mir nur vorzustellen, dass ich zufällig Franzose oder Engländer oder Italiener geworden wäre, um mit Befriedigung wahrzunehmen, wie viel richtiger es ist, dass ich Amerikaner geworden bin. Alles andere hätte eine zu enge und bestimmte Verfremdung meiner Existenz bedeutet. Als Amerikaner bin ich Weltbürger – was von Natur der Deutsche ist.“

Nur das Amerikanische also ist dem Deutschen in seiner Weltbürgerlichkeit ebenbürtig, während Tschechen, Engländer und Franzosen da nicht mithalten können, in der Kunst des Liedes schon gar nicht. So konnte das deutsche Lied den Deutschen, gerade in der Nachkriegszeit, zum Fetisch werden. Es dürfte kein Zufall sein, dass unmittelbar nach 1945 die goldene Zeit des Liederabends mit deutschem Repertoire als Schwerpunkt anbrach. Und eine der größten Liedsängerinnen, Elisabeth Schwarzkopf, empörte sich einem ihrer Schüler

gegenüber angesichts des Aufstiegs von Koreanern und Japanern im Gesang vor gut zwanzig Jahren: „Jetzt singen diese Schlitzaugen auch noch unser deutsches Lied.“

Glücklicherweise gibt es heute Magdalena Kožená und Pavol Breslik, die uns die Kostbarkeiten des tschechischen und slowakischen Liedes erschließen; es gibt Bernarda und Marcos Fink, die Slowenien auf die Weltkarte des Kunstlieds gesetzt haben, und Egils Silinš, der uns Ohr und Herz für die Zartheit, den Tiefsinn und die Naturfrömmigkeit des lettischen Liedes öffnete. Es ist wunderbar, dass Christian Gerhaher oder Dietrich Henschel sich mit Modest Mussorgski oder Ralph Vaughan Williams befassen. Mit „Haugtussa“ von Grieg und „La chanson d'Ève“ von Fauré gibt es große Zyklen eines erotisch und theologisch emanzipativen Gegenentwurfs zu Schumanns „Frauenliebe und -leben“. Und die Lieder von George Butterworth bilden ein ergreifendes Pendant zu denen von Gustav Mahler. Wir sollten unser Urteil über das wunderbare deutsche Lied endlich auf die Grundlage einer Kenntnis des Kunstlieds anderer Nationen stellen. Thomas Mann hilft dabei wenig.

<https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/ob-gemeinsame-schulden-der-eu-chance-oder-gefahr-sind-16791249.html?premium>

Bildbeschreibung einblenden

GEMEINSAME EU-SCHULDEN:

Das wird teuer



- VON WERNER MUSSLER, BRÜSSEL
- -AKTUALISIERT AM 31.05.2020-14:22

Die Kosten der Corona-Pandemie sind enorm. Deshalb sollen die EU-Staaten erstmals gemeinsame Schulden machen. Ist das der Anfang eines neuen Europa? Oder eine Gefahr?

Bis vor wenigen Wochen drohte das Coronavirus zum Spaltpilz Europas zu werden. Die EU-Staaten schlossen ihre Grenzen ohne Abstimmung mit den Nachbarländern, sie erließen Exportverbote für medizinische Ausrüstung und hatten überhaupt wenig Interesse daran, den Binnenmarkt und damit den EU-Kernbestand zu schützen. Stattdessen erhob sich schriller Streit über die Finanzierung der wirtschaftlichen Krisenfolgen.

Doch mittlerweile hat sich das Blatt gewendet. Der innereuropäische Finanzstreit hat sich beruhigt, schon weil sich die von der Pandemie am stärksten betroffenen Länder Italien und Spanien nicht mehr als Opfer eines angeblich unbarmherzigen Nordeuropa darstellen können. Und immer öfter hört man auch in der EU die allgegenwärtige Phrase, in dieser Krise stecke eine große Chance.

Wenig Widerstand gegen die Pläne

Zu verdanken ist der Klimawechsel Deutschland und Frankreich. Berlin und Paris haben sich in Sachen Krisenfinanzierung „zusammengerauft“, wie es die Bundeskanzlerin formulierte. Emmanuel Macron drückte es wie gewohnt poetischer aus: „Unsere Antwort ist der europäische Traum“, sagte der französische Staatspräsident, nachdem er zusammen mit Angela Merkel die deutsch-französischen Ideen für einen „Wiederaufbaufonds“ vorgelegt hatte.

Ohne dieses gemeinsame Plädoyer für einen 500-Milliarden-Euro-Fonds hätte es sich EU-Kommissionspräsidentin Ursula von der Leyen kaum leisten können, in dieser Woche noch einmal 250 Milliarden Euro draufzuschlagen und das als „die Stunde Europas“ zu verkaufen. Der deutsche Finanzminister Olaf Scholz ging noch weiter. Er sprach den Wunsch aus, die deutsch-französische Initiative möge mehr sein als der übliche Kompromiss zwischen Nord und Süd, für den es nun einmal Deutschland

und Frankreich braucht: „Von dieser Krise könnte ein Impuls ausgehen, dass Europa noch stärker zusammenwächst.“

Die einen hoffen, dass aus der Krise „mehr“ Europa erwächst – die anderen fürchten es. Der integrationspolitische Quantensprung, den manche zu erkennen glauben, lässt sich vor allem an einer finanzpolitischen Kehrtwende Merkels festmachen: Nach jahrzehntelangem Widerstand hat die **Bundesregierung** nichts mehr dagegen, dass die EU eigene Schulden aufnimmt. Das ist vor allem deshalb bemerkenswert, weil die Kanzlerin wie Macron die so gewonnenen Mittel ohne Rückzahlungsverpflichtung an die Empfängerländer weiterreichen will. Nach Meinung von Berlin und Paris sollen es keine Kredite, sondern nur Zuschüsse werden.

Dass der **Europäischen Union** nach den EU-Verträgen eigene Schulden verboten sind, scheint in Berlin nicht zu stören. Anders als früher hat jenseits der AfD offenbar kaum jemand etwas gegen die Pläne Merkels, Macrons und von der Leyens. Die Floskel, es seien keine Eurobonds im klassischen Sinn vorgesehen, scheint auszureichen. Selbst der Wirtschaftsflügel der Union stützt Merkels Kurs, wohl aus Eigeninteresse. Denn angesichts des beispiellosen Konjunkturreinbruchs steht auch für die vergleichsweise robuste deutsche Wirtschaft viel auf dem Spiel. Deshalb kann auch sie einem europäischen „Wiederaufbaufonds“ – letztlich einem großen Konjunkturprogramm – einiges abgewinnen. Im Kommissionsvorschlag sind immerhin auch für Deutschland Corona-Zuschüsse in Höhe von 29 Milliarden Euro vorgesehen.

Die Erwartung, dass den Plänen ein großer Schritt hin zu einer politischen Union folgt, knüpft sich insbesondere an Berliner Randbemerkungen. In ihrer Pressekonferenz mit Macron sagte **Merkel**, man müsse nun „ernsthaft über das sprechen, was die Zukunft der Europäischen Union ausmachen wird. Das kann auch Vertragsveränderungen einschließen; das kann ein sehr viel engeres Zusammenrücken einschließen.“ Finanzminister Scholz verknüpfte die Pläne sogleich mit der Geschichte der Vereinigten Staaten und schlug vor, die EU solle dem Vorbild des ersten amerikanischen Finanzministers Alexander Hamilton folgen. Der setzte 1790 durch, dass der amerikanische Zentralstaat erheblich mehr Kompetenzen erhielt; im Gegenzug übernahm er die Schulden der Bundesstaaten.

So wie dieser Schritt entscheidend für die Ausbildung der Vereinigten Staaten von Amerika war, so könnte der gemeinsame europäische Schuldenfonds die Vereinigten Staaten von Europa begründen - jedenfalls lassen sich die etwas wolkigen Einlassungen des Finanzministers so verstehen. Was Scholz konkret anstrebt, ist allerdings unklar. Es ist nicht das erste Mal, dass eine europapolitische Initiative des Ministers im Ungefähren bleibt. Scholz schlug schon ein Extraeurobudget, eine europäische Börsensteuer und einen Ausbau der Bankenunion vor. Daraus geworden ist bisher nichts. Die Hamilton-Idee des Sozialdemokraten entspringe einer „Mischung aus Hybris und Ahnungslosigkeit“, lästert ein EU-Diplomat.

Streng genommen, können aus der jetzt geplanten gemeinsamen Schuldenaufnahme keine föderalen EU-Strukturen erwachsen. Schließlich wollen alle Beteiligten den Wiederaufbaufonds, der mit den gemeinsamen Schulden finanziert werden soll, befristen. Doch in der EU-Geschichte wurden aus Lösungen auf Zeit schon oft Dauereinrichtungen. Der Euro-Krisenfonds ESM, dessen provisorischer Vorgänger nur drei Jahre im Einsatz sein sollte, ist ein eindruckliches Beispiel dafür.

Andererseits gibt es noch weitere Hürden für ein allzu schnelles Zusammenwachsen. Die europäischen Rahmenbedingungen haben sich wegen der Corona-Pandemie nämlich nicht grundlegend verändert. So wie Scholz sich die Sache vorzustellen scheint, müssten die Mitgliedstaaten bereit sein, Kompetenzen abzugeben. Und die nationalen Parlamente müssten ihre wichtigste Zuständigkeit, das Budgetrecht, aufgeben und den EU-Institutionen überlassen. Das ist unrealistisch.

Anstöße zu einer europäischen Fiskalunion hat es etliche gegeben. 2015 haben die fünf Präsidenten der wichtigsten EU-Institutionen einen ehrgeizigen Plan für eine „Vertiefung“ der Währungsunion – also noch nicht einmal der Gesamt-EU – ausgerufen. Vorgesehen war eine weitreichende Zentralisierung von Kompetenzen, etwa ein europäisches Schatzamt, das gegenüber dem **Europaparlament** rechenschaftspflichtig wäre. 2017 hat der damalige Kommissionschef Jean-Claude Juncker ein Weißbuch mit Optionen für die Zukunft der EU vorgelegt. Er hielt mehr, weniger und neu differenzierte EU-Zuständigkeiten für denkbar.

Eine Fiskalunion bleibt unrealistisch

Diese und andere Initiativen sind längst vergessen. Das lag vor allem daran, dass kein Mitgliedsland zum Kompetenztransfer wirklich bereit gewesen wäre. Hinzu kam, dass alle Beteiligten vor einer dann notwendigen Änderung der EU-Verträge zurückschreckten – aus zwei Gründen. Zum einen wären dafür in manchen Ländern Referenden erforderlich, mit denen etwa die Niederlande, Frankreich und Irland schlechte Erfahrungen machten. Zum anderen ist es gerade in der heutigen EU mit ihren vielen Konflikten zwischen Nord und Süd sowie West und Ost kaum vorstellbar, dass sich alle Mitgliedstaaten einstimmig auf Änderungen am Vertragswerk verständigen.

Vor diesem Hintergrund relativiert sich auch Merkels Äußerung zu einer möglichen Vertragsänderung. Die Kanzlerin hat schon oft bemerkt, wer zusätzliche Integrationsschritte tun wolle, müsse die Verträge ändern. Das spiegelt Merkels nüchternen Blick auf die EU wider. Der mag Macrons zur Schau gestelltem Enthusiasmus widersprechen, wird aber der Realität gerecht. Gerade die französischen Regierungen forderten immer wieder mehr Umverteilung innerhalb der EU. Aber sie wären nie bereit gewesen, im Gegenzug Kompetenzen abzugeben.

An dieser Konstellation wird die Corona-Krise nichts ändern. Und auch die geplante Konferenz zur Zukunft Europas, die von der Leyen gleich zum Amtsantritt angekündigt hat und in der die Mitgliedstaaten, das Europaparlament und auch ausgewählte Bürger über die künftige Richtung der Integration diskutieren sollen, dürfte in ihrer Wirkung begrenzt bleiben. Einzig die Europaabgeordneten engagieren sich in dieser Debatte, mit dem einzigen Ziel, mehr Einfluss zu bekommen. Frankreichs wichtigstes Ziel besteht darin, den Diskussionsprozess während des eigenen EU-Ratsvorsitzes im ersten Halbjahr 2022 – und damit direkt vor der französischen Präsidentenwahl – abzuschließen.

Der Kommissionsvorschlag ist eine Provokation

In einem deutsch-französischen Papier vom Dezember heißt es, durch die Konferenz müsse Europa „geeinter und souveräner“ werden. Zu diskutieren seien viele Politikfelder, von der europäischen Verteidigungspolitik über den Klimawandel bis zu den „europäischen Werten“. Wohin ein solcher Themenstrauß führt, zeigte sich zuletzt in dieser Woche auf einer Videokonferenz der Europaminister. Die stritten abermals darüber, wer Vorsitzender der Konferenz werden soll. Ein EU-Diplomat beschied danach, es habe darüber keine Fortschritte gegeben: „Die Beratungen werden jetzt auf Botschafterebene weitergeführt. Der weitere Zeitplan ist unklar.“ Visionen für ein stärker zusammenwachsendes Europa sind das nicht.

Die EU dürfte in den kommenden Wochen und Monaten genug damit beschäftigt sein, sich über die langsam unübersichtlich werdenden Corona-Finanzpakete einig zu werden. Beschlossen sind bisher „nur“ die 540 Milliarden Euro, mit denen aus verschiedenen EU-Töpfen Krisenfolgen abgedeckt werden sollen: Der ESM kann betroffenen Staaten Kredite für Gesundheitsausgaben gewähren, die Europäische Investitionsbank finanziert Kredite an mittelständische Unternehmen, hinzu kommt eine neue EU-Arbeitslosenversicherung. Beim Rest gibt es noch Diskussionsbedarf.

Von der Leyens Vorschlag für den über den EU-Haushalt finanzierten Krisenfonds von 750 Milliarden Euro läuft auf einen seltsam anmutenden Kompromiss zwischen der deutsch-französischen Vorlage und den Forderungen der „genügsamen vier“, der Niederlande, Österreichs, Dänemarks und Schwedens, hinaus. Wie Berlin und Paris schlägt die Kommissionschefin für diverse „Wiederaufbau“-Programme Zuschüsse von 500 Milliarden Euro vor, die nicht zurückgezahlt werden müssen. Hinzu kommen 250 Milliarden Euro, die – wie von den anderen vier Ländern vorgeschlagen – als Kredite vergeben werden sollen. Die vier müssen sich von diesem Vorschlag provoziert fühlen. Und auch in Berlin dürfte sich die Begeisterung in Grenzen halten, dass Brüssel auf den deutsch-französischen Vorschlag noch einmal eine Viertelbillion Euro draufpackt.

Viel Hauen und Stechen

Rom dagegen hat von der EU-Behörde den Wunsch eines größeren europäischen Geldregens in dreistelliger Milliardenhöhe erfüllt bekommen, der die Staatsschuld Italiens nicht noch weiter erhöht. Mag sein, dass

diese abermalige europäische Umverteilung die Akzeptanz der EU in Italien erhöht. In vielen anderen Ländern dürfte das Gegenteil der Fall sein. Die nun bevorstehenden Verhandlungen der EU-Staaten über die Kommissionsvorschläge (die außerdem den EU-Finanzrahmen für 2021 bis 2027 über rund 1,1 Billionen Euro enthalten) bergen erhebliches Konfliktpotential.

Merkel wird nur begrenzt deutsche Interessen vertreten können. Sie ist vor allem als Kompromisstifterin gefragt: Denn die Entscheidung wird im zweiten Halbjahr fallen, wenn Deutschland den EU-Ratsvorsitz innehat. Herauskommen dürfte eine EU-typische Paketlösung, das Ergebnis von viel Hauen und Stechen - und nicht von einem noch stärkeren Zusammenwachsen Europas.

Die ökonomische Abhängigkeit der EU-Staaten voneinander wird indes zunehmen. Das lässt sich schon daran ablesen, dass die Kommission die in nächster Zeit gemeinsam aufgenommenen Schulden erst bis 2058 wieder abgetragen haben will. Selbst wenn das Wiederaufbau-Programm tatsächlich befristet bleibt, wird es noch lange nachwirken. Außerdem ist der von allen Beteiligten gerne erweckte Eindruck falsch, die neuen Schulden belasteten die EU-Staaten überhaupt nicht. Es stimmt, dass die EU ein exzellentes Rating hat. Es stimmt auch, dass das aufgenommene Geld keine direkte Rückwirkung auf den Schuldenstand der Mitgliedsländer hat. Aber zurückzahlen muss die EU die Schulden schon – und wenn sie es nicht kann, dann stehen natürlich die Mitgliedstaaten, abhängig von ihrer Wirtschaftskraft, für sie ein. So weit von den verpönten Eurobonds ist das nicht entfernt.

Die ganz große Chance dürfte der EU aus der Corona-Krise also nicht erwachsen. Aber eine Krisengewinnerin ist schon absehbar: die [EU-Kommission](#). Die Verwaltung der von ihr vorgeschlagenen neuen Programme wird der Brüsseler Behörde mehr Einfluss beschern. Das wird Olaf Scholz nicht gemeint haben, als er ein stärkeres Zusammenwachsen Europas prophezeite. Dass von der Leyen nun „Europas Moment“ gekommen sieht, ist aber schon nachvollziehbar.

Mehrheit der Frauen will keine Gendersternchen

Stand: 20:56 Uhr | Lesedauer: 3 Minuten

Von Susanne Gaschke

Eine Umfrage im Auftrag von WELT AM SONNTAG zeigt: Die Mehrheit der Deutschen hält nichts von Binnen-I und Gendersternchen, mit denen politische Aktivisten ihre Mitbürger erziehen wollen.

Kritiker sprechen von „Gender-Unfug“.

Die Mehrheit der Deutschen lehnt es ab, die deutsche Sprache zwanghaft zu verweiblichen. Das ergab eine Umfrage, welche die WELT AM SONNTAG exklusiv bei Infratest-Dimap in Auftrag gegeben hat. Demnach halten 56 Prozent der Bevölkerung nichts vom „Gendern“ von Begriffen durch ein großes Binnen-I, ein Gendersternchen oder einen Unterstrich in journalistischen und literarischen Texten sowie in politischen Reden. Nur ein gutes Drittel ist ganz oder eher dafür. Selbst die Frauen wenden sich mehrheitlich gegen eine „geschlechtergerechte“ Sprache (52 Prozent).

Manche Institutionen scheinen es dennoch für ihren Auftrag zu halten, gegen eine vermeintliche linguistische Benachteiligung zu kämpfen. Claus Kleber, Moderator des ZDF-„heute journals“, spricht neuerdings von „Expert – Pause – innen“. ARD-Talkshow-Moderatorin Anne Will redete in ihrer Sendung am vergangenen Sonntag demonstrativ vom „Bund der Steuerzahler – Pause – Innen“. Grünen-Chefin Annalena Baerbock variierte das dann noch einmal zum „Bund der Steuer-Innen-Zahler“.

Weil es offenbar Nachfragen irritierter Zuschauer gab, erklärte ein ARD-Sprecher der „Bild“-Zeitung: „Anne Will gendert seit Langem konsequent. Sie hat mit ihrem Sprachgebrauch zwei Tage vor dem Diversity-Tag ein Signal gesetzt und damit eine wichtige öffentliche Diskussion angestoßen.“

Der „Diversity-Tag“, der – von der Öffentlichkeit weitgehend unbemerkt – am 26. Mai begangen wurde, feiert den Wert kultureller, religiöser, ethnischer und sexueller Vielfalt. All das ist auch durch die Verfassung garantiert. „Aber die schlichte sprachliche Schönheit des Grundgesetzes reicht vielen politischen Aktivisten nicht mehr“, sagt der Kieler Verfassungsrechtler und

Rechtsphilosoph Robert Alexy: „Sie wollen ihre Mitbürger durch Sprache erziehen und die Wirklichkeit durch Sprache beherrschen.“

ZDF-Talkmaster Markus Lanz sieht es ähnlich: „Die Lage einer verfolgten Minderheit in China wird keinen Deut besser, wenn man von Uigurinnen und Uiguren redet und sich dabei die Zunge verrenkt. Denn dann achten die Zuschauer nur noch auf den Versprecher und kriegen gar nicht mehr mit, worum es eigentlich geht.“ Er frage Frauen in seinem Umfeld und seine weiblichen Talkgäste immer mal wieder, ob sie sich sprachlich diskriminiert fühlten, sagt der Journalist: „Zu meiner großen Überraschung verneinen es so gut wie alle. Deshalb ändere ich auch nichts.“ Zu viele Leute seien der Meinung, man könne die Welt mit Formalismen retten. „Das ist aber Unfug“, sagt Lanz.

„Zeit“-Chefredakteur Giovanni di Lorenzo berichtet, dass es in seiner Redaktion seit etwa einem Jahr verstärkt Debatten über das Thema gebe, aber aus dem Kollegenkreis heraus. „Von unseren durchaus kritikfreudigen Leserinnen und Lesern hat sich nach meiner Erinnerung in 16 Jahren noch niemand darüber beschwert, dass wir nicht gendern.“ Eher werde beklagt, wenn Gastautoren auf dem Gendersternchen bestünden. Dies sei umso interessanter, als die „Zeit“ einen überdurchschnittlich hohen Anteil an Leserinnen habe, sagt di Lorenzo.

Die Schriftstellerin Monika Maron ist in der Sprachfrage ähnlich kompromisslos wie Kraus. 2019 hat sie eine Online-Petition gegen den „Gender-Unfug“ initiiert, die bisher 75.000 Unterzeichner fand. „Die politische Bereinigung der Sprache ist eine geradezu diktatorische, auf jeden Fall eine ideologische Anmaßung, die nur Leute mit Hoheitsgewalt durchsetzen können: in Behörden, Rathäusern, Universitäten, öffentlich-rechtlichen Sendern“, sagt sie.

Das Argument, das ihr am häufigsten entgegengehalten werde, laute, dass die Sprache sich doch ohnehin ständig verändere. „Das stimmt“, sagt Maron: „Die Sprache verändert sich. Aber jetzt soll sie gewaltsam verändert und verunstaltet werden.“ Nach ihrer Erfahrung funktioniere Sprachpolitik nie: Das DDR-Regime habe noch so viel vom „antifaschistischen Schutzwall“ reden können, die Menschen hätten trotzdem immer nur „die Mauer“ gesagt.

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/kunst/zum-tod-von-christo-teil-unseres-kollektiven-gesellschaftlichen-gedaechtnisses-16794985/christo-1995-vor-dem-16794990.html>

ZUM TOD VON CHRISTO:

„Teil unseres kollektiven gesellschaftlichen Gedächtnisses“

- AKTUALISIERT AM 01.06.2020-06:37



Politiker und Kulturschaffende ehren den verstorbenen Verhüllungskünstler Christo. Mit seinen Mammutwerken faszinierte er Millionen von Menschen, wie 1995 mit dem verhüllten Reichstag. Trotz seines Todes soll sein letztes Projekt 2021 realisiert werden.

Er verhüllte Bäume, Brücken und den Berliner Reichstag: Der für seine spektakulären Rieseninstallationen berühmte Künstler Christo ist tot. Er starb am Sonntag im Alter von 84 Jahren in seiner New Yorker Wohnung eines natürlichen Todes, wie seine Mitarbeiter auf der offiziellen Facebook-Seite des Künstlers mitteilten. Seine Einkleidung des Reichstages in helle Gewebbahnen 1995 gehörte zu seinen aufwändigsten Werken.

Bei seinen Mammutprojekten arbeitete der aus Bulgarien stammende Christo Vladimirov Javacheff jahrzehntelang mit seiner Frau Jeanne-Claude zusammen, die bereits 2009 verstarb. Ihre Verhüllungswerke brachen Sehgewohnheiten auf und versetzten die Betrachter in Verblüffung.

„Christo hat sein Leben in vollen Zügen gelebt, das Unvorstellbare nicht nur ausgedacht, sondern es verwirklicht“, erklärte sein Büro. Auch die Bundesregierung würdigte Christos Lebenswerk. Er habe „die Menschen weltweit gelehrt, neu und schärfer zu sehen“, schrieb Kulturstaatsministerin [Monika Grütters](#) (CDU) im Onlinedienst Twitter. „Die Tage des verhüllten Reichstages sind mit ihrem Charakter eines friedlichen Volksfestes Teil unseres kollektiven gesellschaftlichen Gedächtnisses geworden.“



Außenminister [Heiko Maas](#) (SPD) erklärte, Christo und Jeanne-Claude hätten „mit Kunst unsere Welt bereichert“. Mit der Reichstags-Verhüllung hätten sie „unserem wiedervereinten Land ein spektakuläres Denkmal“ gesetzt. Der verhüllte Reichstag hatte damals fünf Millionen Zuschauer angelockt.

Weltberühmt wurde Christo auch durch die Verhüllung der Pariser Brücke Pont-Neuf 1985. Zu seinem Werk gehören ferner Landschaftsprojekte wie „The Floating Piers“ – mit gelbem Stoff bespannte Stege auf dem italienischen Iseosee – oder „The Gates“ im New Yorker Central Park. Im Londoner Hyde Park stapelte er bunte Ölfässer zur „The London Mastaba“ auf.

In Deutschland war Christo immer wieder aktiv. Er nahm wiederholt an der Documenta in Kassel teil und schuf zwei Projekte für den Gasometer in Oberhausen: „The Wall“ (1999) und „Big Air Package“ (2013).

„Zauberer“ der zeitgenössischen Kunst

Der schmale Mann mit dem halblangen weißen Haar und seine Frau waren eines der prominentesten Künstlerehepaare der Gegenwart. Oft brauchten sie Jahre für die Planung ihrer zumeist sehr kostspieligen Projekte, die häufig nur für einen kurzen Zeitraum gezeigt wurden. Um ihre Werke zu finanzieren und ihre Unabhängigkeit zu bewahren, verkauften Christo und Jeanne-Claude Collagen und Zeichnungen aus den Planungsphasen zu stolzen Preisen.

Geboren wurde Christo am 13. Juni 1935 im bulgarischen Gabrovo. 1956 floh er in einem Güterzug vor dem kommunistischen Regime und dem an der Kunsthochschule in Sofia gelehrtten sowjetischen Realismus. Er lebte in verschiedenen Ländern, bevor er 1958 in Paris seine spätere Ehefrau Jeanne-Claude Denat de Guillebon kennenlernte. Das Paar ließ sich in den sechziger Jahren in den Vereinigten Staaten nieder.

Das Centre Pompidou in Paris bezeichnete Christo als einen „Zauberer“, der einen wesentlichen Beitrag zur zeitgenössischen Kunst geleistet habe. Im Centre Pompidou sollte im März eine Ausstellung über Christo und Jeanne-Claude eröffnet werden, die aber wegen des Coronavirus verschoben wurde. Sie soll nun ab 1. Juli gezeigt werden.

Sein letztes Projekt: Pariser Triumphbogen

Christos letztes Großprojekt war die Verhüllung des Pariser Triumphbogens. Es soll trotz seines Todes weiterhin zwischen dem 18. September und 3. Oktober 2021 realisiert werden, wie Christos Büro ankündigte. Das Projekt war eigentlich für dieses Jahr geplant gewesen, aber ebenfalls wegen der Corona-Pandemie verschoben worden.

Die Mitteilung von Christos Büro zu seinem Tod endete mit den Worten: „1958 schrieb Christo in einem Brief: ‚Schönheit, Wissenschaft und Kunst werden immer triumphieren.‘ An diesen Worten halten wir uns heute fest.“

<https://www.faz.net/aktuell/karriere-hochschule/klassenzimmer/wie-die-digitalisierung-der-schulen-in-der-schweiz-laeuft-16788887.html?premium>

DIGITALE SCHULE IN DER SCHWEIZ:

Nur kein Neid

- VON JULIA HEIER
- -AKTUALISIERT AM 30.05.2020-10:39



Schweizer Schulen sind digital besser ausgestattet und doch nicht glücklicher mit dem digitalen Lernen. Unsere Gastautorin weiß, warum das so ist – und appelliert an ihre deutschen Kollegen.

Beziehungen zwischen Lehrern und Schülern lassen sich nicht so einfach auf den 13 Zoll großen Bildschirm eines Laptops übertragen. Auch die eigenen Kinder lösen sich nicht stillschweigend in Luft auf, damit im Wohnzimmer täglich 270 Minuten sinnstiftender, individualisierender Live-Unterricht auf Oberstufenniveau aus dem Ärmel geschüttelt werden können. Wie gelingt also guter Unterricht in der digitalen Corona-Zeit?

„Ein Unterricht, in dem nur die Schüler profitieren und der Lehrer krank wird, ist schlechter Unterricht“, wusste schon Hilbert Meyer, Professor für Schulpädagogik an der Universität Oldenburg, an dem bis heute kein Referendar im deutschsprachigen Raum im Rahmen seiner Lehrerbildung vorbeikommt.

Seit zwei Monaten unterrichten vor der Kamera

Die meisten von uns Lehrern lieben ihren Beruf, sind analog wie digital bestens ausgebildete „Methodenfuzzis“, sind Coaches, Evaluateure, Erlebnispädagogen, Pflasterkleber, Regisseure, Kuchenbäcker, Visionäre, Lernpsychologen und vieles mehr. Wir machen unsere Arbeit aus Leidenschaft für die heranwachsende Generation, aus Freude am Gedankenaustausch mit Jugendlichen und in der Hoffnung auf eine bessere Zukunft. Doch seit zwei Monaten sind wir vor allem eins: Videochat-Zombies.

In der Theorie haben wir uns das flexible Homeoffice samt häuslicher Beschulung der eigenen Kinder vor ein paar Monaten noch ganz anders vorgestellt – nämlich als harmonische Wolke aus selbsterklärenden Lernmaterialien zum Anfassen, instagramtauglichen Grundschulkindern, die ihre gut sortierten Federmäppchen auf gebügelten Picknickdecken ausbreiten, und Schülern, die sich nun ihre Zeit frei einteilen können und daher an Qualität kaum zu übertreffende Lernprodukte kreieren, die uns endlich zeigen, dass der noch aus dem 19. Jahrhundert stammende Unterricht im Klassenzimmer ausgedient hat. Doch binnen zwei Lockdown-Monaten hat uns die Realität nicht nur eingeholt, sondern überholt.

Während meine Schweizer Kollegen und ich Mitte März noch mit leicht spöttischem Blick auf Schulen in den Nachbarländern geschaut haben, an denen die nahtlose Umstellung des Präsenz- auf den Online-Unterricht wegen fehlender Abonnements von Online-Tools sowie mangelnder Hardware-Ausstattung nicht ohne erhebliche Schwierigkeiten abgelaufen ist, so ergreift mich heute oftmals gegenüber unseren analogen Kolleginnen und Kollegen, die ihren Stoff mit zeitlich asynchronen Lernaufträgen durchbringen können, der Neid.

Seit zwei Monaten werfe ich frühmorgens das erste gebügelte Hemd über die Zoom-Couture-Leggings von gestern, während ich dabei zuhöre, wie die eigenen Kinder noch im Bett ermitteln, ob heute immer noch „Coronaferien“ sind, wie sie die Zeit seit Freitag, dem 13. liebevoll nennen. Zehn Minuten nervöse Rückenyoogaübungen auf Youtube, dann kommt auch schon die erste von im Tagesverlauf vier E-Mails mit Aufgaben für die eigenen Kinder seitlich in den Bildschirm eingeflogen. Das hieß in meinem Fall: mechanisch Silben klatschen, Oster- und Muttertagsverse auf Sprachmemos leiern oder die von Pinterest inspirierten Drillaufgabenstellungen als Mutter selbst zu erledigen. Kurz darauf galt es, die längste im Netz verfügbare Räuber-Hotzenplotz-Playlist (ganze sechs Stunden und 46 Minuten!) im Kinderzimmer erklingen lassen, noch kurz vor Anschalten der Microsoft-Teams-Kamera den Lippenstift auftragen und los geht's.

Keine Zeit für solche Fragen

Mit einem fröhlichen „Guten Morgen zusammen, wie geht es euch?“, begrüße ich meine Schüler fast wie sonst im Klassenzimmer – so ziemlich das letzte Unterrichtsüberbleibsel aus der guten alten Zeit. Schon nach fünf Minuten Rauschen und knackenden Leitungen höre ich die eigene Stimme nur mehr mechanisch, fast fremd, hallen: „Kabale und Liebe, vierter Akt, siebte Szene“. Stille. Warten und abschätzen, ob nun wohl alle 24 Chat-Teilnehmer in ihren Kinderzimmern auf derselben Seite des gelben Reclam-Heftchens angekommen sind. Ich frage freundlich nach, erhalte keine Antwort, sehe aber einen „Daumen hoch“ im Gruppen-Chat im Hintergrund blinken. Reicht. Luise Millerin tritt schüchtern hinein.

Hufeklappern, Pferdetraben – „Moment, ich bin gleich wieder da!“ ins Mikrofon rufen, es augenblicklich auf stumm schalten und damit beginnen, die 17 Schleich-Pferde einzusammeln, die inzwischen schon in einer doppelten Volte um meine Pantoffeln patrouillieren. In Eile stopfe ich sie den laut wiehernden Kindern in ihre Schlafanzugärmel und fordere sie mit diktatorischen Blicken dazu auf, schleunigst aus „Mamis Unterricht“ zu galoppieren. Dabei versuche ich, die 24 kreisrunden Buchstabenkombinationen auf dem Bildschirm, die mutmaßlich apathisch oder neugierig in die einzigen vier aufgeräumten Quadratmeter meiner Wohnung blicken, möglichst wenig an meinem persönlichen Versagen teilhaben zu lassen, zwei Sechsjährige nicht in Schach halten zu können.

Nächste Lektion, neues Glück. Die Kinder schreien während der Screencast-Aufnahme aus dem Nebenzimmer nach Fischstäbchen. Die Klasse, die mich bislang nur als klimaschützende Veganerin kennt, scheint jedoch bei der am Vortag bis Mitternacht geplanten Flipped-Classroom-Methode ohnehin bereits abgeschaltet zu haben, ist aber bei genauerem Nachfragen, ob man morgen den Unterricht doch lieber durch Leseaufträge ersetzen soll, wieder ganz Ohr. Ein Arbeitsauftrag scheint spontan unauffindbar zu sein. Hastig tippe ich „Moment, ich hab's gleich“ und klicke mich durch One-Note, Ilias, One-Drive, Teams und andere Tiefen meiner unerschöpflichen Datenablage. Vergebens. Also rufe ich schnell und autoritär einen Namen in das schwarze Loch und hoffe, dass der genannte Schüler sich auch wirklich in dieser Klasse befindet. Abermals Stille. Wir alle warten, bis sich Tim aus der Liegeposition in seinem Bett wieder in die Senkrechte bewegt hat und endlich im Rausch der Hintergrundgeräusche den ersten Vers aus der Iphigenie vorstammelt. Mit einem dankbaren Nicken reagiere ich nur mehr nonverbal und lächle in den neongrün leuchtenden Punkt über dem Bildschirm hinein. Doch wie klingen Goethes Jamben im Jahr 2020, wenn sie durch den dröhnenden Teams-Kanal gejagt werden? Für solche Fragen ist keine Zeit. Ebenso wenig wie für die 167 eingereichten kreativen Lernjobs von letzter Woche, die noch immer nicht korrigiert sind.

Ohne kritische Betrachtung nicht weit genug gedacht

Woran es liegt, dass der nahtlose Übergang vom Präsenz- zum Online-Fernunterricht mit Jugendlichen im Adoleszenzalter trotz der Verfügbarkeit der technischen Mittel beizeiten so wenig gewinnbringend scheint, dazu kursieren gerade in zahlreichen Chat-Kanälen die wildesten Theorien. Während sich die einen sicher sind, dass schlichtweg zu wenig Zeit zur Verfügung stand, um uns gemeinsam auf die Neue Didaktik vorzubereiten, finden andere, dass uns der digitale Live-Unterricht im Gegensatz zu unserer sonstigen lehrerzentrierten Methodik und Pädagogik um Jahrzehnte zurück in den totalitären Frontalunterricht geworfen hat. Und genauso wie das Strahlen in den jugendlich neugierigen Gesichtern aus Datenschutzgründen in diesen Monaten unsichtbar bleibt, ist auch konstruktive Rückmeldung bisher dünn gesät.

Jedenfalls scheint den meisten von uns Online-Lehrern klar, dass der technisch-neidische Blick deutscher Lehrender beispielsweise nach Norwegen oder in die Schweiz ohne kritische Betrachtung nicht weit genug gedacht ist. Dass die technische Verfügbarkeit eines eigenen multifunktionalen Kommunikationstools sowie eines stets verfügbaren Systemadministrators, nach dem sich gerade viele Eltern sowie nicht zwangsvirtualisierte Lehrende sehnen, nicht ausschlaggebend für nachhaltiges Lernen sind.

Es ist der Mangel an nonverbalen Zeichen, am Lernen mit allen Sinnen, von Angesicht zu Angesicht und das Fehlen von „echten“ Gesprächen in Gruppen, im Plenum, auf Papier, die den ortsunabhängigen Unterricht so wenig lohnend erscheinen lassen. Und einmal mehr wird deutlich, dass Lernen über Beziehung stattfindet – die eben nicht ohne weiteres über Webcams geführt und mit den eigenen Kindern zu Hause geteilt werden kann. Wir haben die technischen Mittel, nach denen ihr euch seht – und es funktioniert trotzdem nicht.

Die Autorin ist seit zehn Jahren Lehrerin an einem Schweizer Gymnasium und nimmt mir ihren Schülern am Projekt „Jugend schreibt“ der F.A.Z. teil.

HOHE STAATSSCHULDEN:

Notfall Italien

- VON MARCUS THEURER
- -AKTUALISIERT AM 01.06.2020-12:24



Ökonomen wollen Italien mit einer radikalen Maßnahme helfen: Ein Schuldenschnitt soll dem Euro-Krisenland aus der Klemme helfen. Kann das gutgehen?

Schwindelerregende 750 Milliarden Euro will die EU-Kommission für ihren europäischen Corona-Wiederaufbaufonds mobilisieren und dafür erstmals in der Geschichte des Staatenbundes selbst Geld an den Finanzmärkten aufnehmen. Die meisten Hilfen sollen die von der Pandemie besonders hart getroffenen Südländer Italien und Spanien bekommen. Das EU-Gründungsmitglied Italien kann mit Notkrediten und Zuschüssen von mehr als 170 Milliarden Euro rechnen. Wieder einmal sollen dafür Europas Steuerzahler zur Kasse gebeten werden.

Geht das nicht auch anders? Doch, es gäbe da noch eine andere Möglichkeit, so argumentieren manche Ökonomen. Ihre Forderung: Die Politiker sollen den Mut aufbringen, auch die Gläubiger des hochverschuldeten italienischen Staates in die Pflicht zu nehmen. In Form eines Schuldenerlasses könnten diese auf einen Teil ihrer Forderungen verzichten und damit der Regierung in Rom finanzielle Entlastung verschaffen. Das klingt fair und einleuchtend – und dennoch ist die These unter Experten hochumstritten.

Die schwerste Rezession seit Generationen

Unstrittig ist zumindest eines: In kaum einem Land trifft die Corona-Pandemie die Wirtschaft mit solcher Wucht wie in Italien. Um 10 Prozent wird das Bruttoinlandsprodukt dieses Jahr schrumpfen, befürchten Ökonomen – die schwerste Rezession seit Generationen. In der EU gibt es nur zwei Mitgliedstaaten, Griechenland und Spanien, wo die Wirtschaftskrise ähnlich stark wütet. Doch deren Bruttoinlandsprodukt ist viel geringer als das Italiens. Das Land ist die drittgrößte Volkswirtschaft der EU. Schon vor Covid-19 hatte Italien chronische ökonomische Probleme. Wenn es nun noch einen schweren Rückschlag erleidet, dann ist das für Europa insgesamt ein Problem.

Auch in einem anderen Punkt sind sich die Fachleute einig: Italien ging mit einem schweren Handicap in den Kampf gegen die Corona-Wirtschaftskrise. Bereits bevor das Virus kam, stand der italienische Staat mit 2,4 Billionen Euro in der Kreide. Kein anderer Staat in der EU hat so viele Schulden. Gut 60 Milliarden Euro an Zinskosten fallen deshalb im Jahr an – Geld, das der italienische Staat jetzt dringend für andere Zwecke bräuchte. Und die Pandemie kurbelt die Schuldenspirale weiter an, denn in einer schweren Rezession wie derzeit fallen die Steuereinnahmen jäh, während die Ausgaben des Staates rapide wachsen. Von 135 auf mehr als 150 Prozent der Wirtschaftsleistung werde der italienische Schuldenpegel dieses Jahr steigen, prognostiziert der Internationale Währungsfonds. Das wird den Handlungsspielraum der Regierung in Rom in Zukunft einengen. Und das heißt: Italien wird es noch schwerer haben, seine seit vielen Jahren

andauernde Wachstumsschwäche zu überwinden. Hohe Staatsschulden sind eine schlechte Voraussetzung für Wirtschaftswachstum.

„Die Rettungspakete reichen nicht lange“

Das also ist die ziemlich trostlose Ausgangslage. Die Frage ist nun, ob Italien einen Schuldenschnitt braucht, um seine Probleme lösen zu können. Dieser Schritt dürfe jedenfalls nicht länger tabuisiert werden, empfiehlt der frühere Präsident des Münchner Ifo-Instituts, Hans-Werner Sinn. „So sehr ich jetzt für großzügige Finanzhilfen für Italien bin: Es kann nicht sein, dass Italiens in- und ausländische Gläubiger immer wieder von den europäischen Steuerzahlern rausgehauen werden, anstatt sich auch mal selbst zu beteiligen“, sagt der Ökonom. Sinn verweist auf den „Pariser Club“, eine informelle internationale Verhandlungsrunde, in der solche Schuldenerlasse üblicherweise geregelt werden. „Es gibt bewährte Regeln für einen geordneten Schuldenschnitt.“ Seit dem Zweiten Weltkrieg habe es rund 180 Schuldenerlasse für Staaten gegeben, argumentiert Sinn. „Die Welt ist davon nicht untergegangen.“ Auch in der Eurozone wäre ein teilweiser Schuldenerlass für Italien kein Novum. Im Fall von Griechenland wurde schon während der Eurokrise 2012 ein Schuldenschnitt vorgenommen, der zu den größten der Finanzgeschichte zählte. Flankiert wurde dieser von Kapitalverkehrskontrollen. „Ich befürchte, dass man davon über kurz oder lang auch im Falle Italiens Gebrauch machen muss, weil die Rettungspakete nicht lange reichen werden“, sagt Sinn.

So sieht das auch Friedrich Heinemann, Experte für Staatsfinanzen am Mannheimer Wirtschaftsforschungsinstitut ZEW. „Der Wiederaufbaufonds wird die dramatischen Finanzprobleme Italiens letztlich nicht lösen können“, sagt er voraus. Die Hilfgelder, die mobilisiert werden sollen, seien zwar gewaltig – aber nicht groß genug für Italien. Viel wichtiger für Italien sei, dass die Europäische Zentralbank (EZB) weiter fleißig die neuen Staatsanleihen zeichne, die der Finanzminister in Rom auf den Markt wirft. Aber auch für die wachsenden Risiken in der EZB-Bilanz haften in letzter Konsequenz die europäischen Steuerzahler gemeinschaftlich.

Eine Schuldenkonferenz für Italien?

Ähnlich wie Hans-Werner Sinn glaubt Heinemann, dass an einer Entschuldung Italiens kein Weg vorbeiführen wird. „Die Schulden sind zu hoch, das Land kommt davon nicht mehr runter“, sagt der ZEW-Ökonom. „Wenn im Jahr 2022 die akute Krise vorbei ist, dann brauchen wir für Italien eine Schuldenkonferenz. Und dabei müssen natürlich auch die Gläubiger ihren Beitrag leisten und auf einen Teil ihrer Forderungen verzichten.“ Auch Heinemann will also die Gläubiger zur Kasse bitten.

Doch andere Fachleute sehen das ganz anders. „Italien braucht keinen Schuldenschnitt“, sagt Lars Feld. Der Freiburger Ökonom ist Vorsitzender des Rats der Wirtschaftsweisen, der die Bundesregierung berät. In Griechenland sei damals ein Schuldenerlass unumgänglich gewesen, doch dieser Vergleich hinke, erläutert Feld: „Italien hat eine ganz andere wirtschaftliche Substanz. Wenn die Regierung endlich die notwendigen Reformen entschlossen anpacken würde, könnten erhebliche Wachstumskräfte freigesetzt werden.“ Er setzt darauf, dass das Land aus seiner Schuldenmisere herauswachsen kann – denn Wirtschaftswachstum sorgt für mehr Steuereinnahmen.

Ein Schuldenschnitt dagegen würde womöglich sogar mehr schaden als nützen, gibt Feld zu bedenken: „Wenn die Schulden erst mal weg sind, dann würde auch der Druck sinken, wachstumsfreundliche Reformen anzugehen. Das ist genau das Gegenteil von dem, was Italien braucht.“ Griechenland ist das warnende Beispiel dafür: Der Gläubigerverzicht vor acht Jahren senkte die Schuldenquote des Landes nur vorübergehend. Mangels Wirtschaftswachstum stieg sie rasch wieder an – und ist heute sogar deutlich höher als vor dem Schuldenerlass.

Der Wirtschaftsweise Feld hält im Fall von Italien einen Schuldenschnitt auch für viel zu riskant. Das Hauptproblem dabei: Die mit Abstand größten Gläubiger des italienischen Staates sind die Banken des Landes, die riesige Bestände an Staatsanleihen und Krediten für staatliche Institutionen in ihren Büchern haben. Mitte vergangenen Jahres hatten die italienischen Kreditinstitute Forderungen von insgesamt 690

Milliarden Euro gegenüber dem heimischen Staat. Müssten sie diese im Zuge eines Schuldenverzichts abschreiben, kämen viele in Not.

Warnung vor einer Bankenkrise

„Wir hätten dann sofort eine Bankenkrise in Italien, die wegen der engen Verflechtung auf andere europäische Länder übergreifen würde“, sagt Feld. Vor allem französische Banken haben ebenfalls hohe Forderungen gegen Italien und würden deshalb auch massive Verluste erleiden. Aber es geht nicht nur um die Banken. Auch Lebensversicherer, Investmentfonds und andere Großinvestoren sind Gläubiger des italienischen Staates und wären deshalb von einem Schuldenverzicht betroffen.

Wiederum ist Griechenland ein abschreckendes Beispiel: Der Schuldenerlass für das Land im Frühjahr 2012 führte in einer ohnehin schon kritischen Phase zu Panik an den Märkten. „Im Rückblick muss man sagen, dass das ein Brandbeschleuniger für die Eurokrise war“, räumt selbst der Schuldenschnitt-Befürworter Heinemann vom ZEW ein. Das ist der Grund, warum er die von ihm empfohlene „Schuldenkonferenz“ zu Italien nicht sofort, sondern erst im übernächsten Jahr einberufen würde – und den Anleihegläubigern auch dann nur einen Teil der Lasten aufbürden würde. „Jetzt, mitten in der Wirtschaftskrise, geht das nicht. Die Märkte sind dafür zu fragil.“

Hans-Werner Sinn bestreitet nicht die Gefahr einer Finanzkrise, die mit einem Schuldenschnitt verbunden wäre, aber er hält dieses Risiko im Zweifel für das kleinere Übel. Frankreich sei stark genug, um im Notfall seine Banken zu stützen, sagt er. Letztlich gehe es um eine Risikoabwägung – und dabei fehle es den Politikern an Weitsicht: „Sie haben immer Angst vor den kurzfristigen Risiken für die Finanzmärkte und nehmen dafür Risiken in Kauf, die auf längere Sicht sehr viel bedrohlicher sind“, kritisiert Sinn. „Die Rettung der Anleger durch eine Vergemeinschaftung der Schulden erodiert die Staaten und ruft die Gefahr eines riesengroßen Schuldenstreits in Europa hervor, an dem die EU zerbrechen kann.“

Für den Schuldenschnitt würde auch Deutschland bezahlen

Über eines freilich muss man sich klar sein: Selbst wenn es keine neue Finanzkrise in Europa geben sollte, wäre ein Schuldenschnitt für Italien wohl nicht kostenlos für die deutschen Steuerzahler. Denn weil die EZB in den vergangenen Jahren bergeweise italienische Staatsanleihen gekauft hat, wäre auch die Notenbank von einem Schuldenerlass betroffen. Deutschland müsste einen Teil dieser Verluste übernehmen. „Die Bundesbank müsste dann vom deutschen Staat rekapitalisiert werden“, sagt Sinn. Bis zu 150 Milliarden Euro könne das im Extremfall kosten.

Was bleibt damit als Fazit? Zusammenfassen kann man die Argumente beider Seiten in etwa so: Ein Schuldenschnitt für ein großes Mitgliedsland wie Italien wäre ein radikaler Neuanfang nach zehn Jahren, in denen die Steuerzahler entweder direkt oder indirekt himmelhohe Kosten für Rettungshilfen in der Eurozone geschultert haben. Aber die Risiken dieses Kurswechsels wären beträchtlich. Und ob ein Schuldenerlass Italien und anderen Eurostaaten wirklich dauerhaft helfen würde, das ist keineswegs sicher. „Einen einfachen Ausweg gibt es nicht“, sagt Hans-Werner Sinn. „Die Karre steckt richtig im Dreck.“

<https://www.welt.de/kultur/article208703789/Christos-Reichstag-Und-das-schwere-Gebaeude-wurde-leicht.html>

CHRISTOS REICHSTAG

Und das schwere Gebäude wurde plötzlich leicht

Stand: 01.06.2020 | Lesedauer: 4 Minuten

Von **Thomas Schmid**

00:07

01:32

Künstler Christo stirbt mit 84 Jahren in New York

Im kommenden Jahr wollte er sein nächstes großes Projekt angehen: die Verhüllung des Pariser Triumphbogens. Doch am Sonntag ist der Künstler Christo im Alter von 84 Jahren in seiner New Yorker Wohnung gestorben.

Quelle: WELT/Thomas Vedder

AUTOPLAY

Jahrzehnte und eine typisch deutsche Debatte hatte es gebraucht, bis Christo 1995 den Reichstag verhüllen durfte. Die Aktion wirkte Wunder – und entkrampfte unser Verhältnis zu uns selbst. Eine persönliche Erinnerung.

Die Idee hatte ein Amerikaner aus New York. Der Historiker Michael S. Cullen, der seit einigen Jahren in West-Berlin lebte, ließ im August 1971 dem Künstlerpaar Christo und Jeanne-Claude eine Ansichtskarte zukommen. Auf ihr war das Berliner Reichstagsgebäude zu sehen, ein dunkler Koloss.

Cullen, er interessierte sich für Baugeschichte, schlug den beiden vor, das Gebäude zu verhüllen. Christo zeigte sich interessiert. Es brauchte dann 24 Jahre, bis das Vorhaben endlich verwirklicht wurde. Der lange Hindernislauf geriet zu einem ganz eigentümlichen geschichtspolitischen Parcours. Sehr gegen den Willen Christos.

Der Deutsche Reichstag ist kein Haus wie andere Häuser. Auch nicht wie andere Parlamentsgebäude. Solange er an der Kante zur DDR stand, symbolisierte er in seiner klotzig-düsteren Wucht vor allem misslungene Geschichte, die Niederlage des deutschen Parlamentarismus.

Ruine der republikanischen Idee

Zwar kämpften in ihm tapfere Abgeordnete im kaiserlichen Deutschland für ein wirklich souveränes Parlament; zwar wurde von hier aus die erste deutsche Republik ausgerufen und die zu Unrecht gering geschätzte Weimarer Republik gestaltet. Aber am Ende ging dieses Parlament unter, schaffte sich selbst ab und stand dann in den ersten Wochen der NS-Herrschaft in Flammen.

Kein Ort der Freude oder des Stolzes. Sondern eine Ruine der republikanischen Idee. Für die einen ein Mahnmal der Schande, für die anderen trotz allem ein sakraler Ort der Nation.



Die Verhüllung wurde zum Fest

Quelle: picture-alliance / dpa

Keine gute Voraussetzung für Schönheit, Kunst und Gelassenheit. Christo nahm viele Anläufe, mehrere Bundestagspräsidenten – die Hausherren des Reichstags – lehnten ab, entweder weil sie dagegen waren oder weil ihnen das Vorhaben zu heikel war. Es gehört zu den hübschen Pointen der Verhüllung, dass ein Zufall die Verwirklichung des Projekts *vor* der Wiedervereinigung vereitelte.

Verletzte „Ehrwürde“?

Bundestagspräsident Rainer Barzel wollte sein Placet geben – kam aber nicht mehr dazu, weil er wegen seiner Verwicklung in die Flick-Affäre zurücktreten musste. So gab es erst 1995 die Verhüllung, und sie geriet zu einem demokratischen Volksfest des vereinten Deutschlands.

Als der Bundestag 1994 mit 292 gegen 223 Stimmen Christo das Placet gab, sahen die Befürworter in der Verhüllung ein „sanftes Zeichen“ (Peter Conradi) für einen Neuanfang im politischen Berlin, für eine „schöpferische Zäsur“ (Konrad Weiß).

Die Gegner werteten die Verhüllung als bloße PR-Aktion und einen Frevel an einem bedeutenden deutschen Geschichtsort. Wolfgang Schäuble meinte, die Verhüllung verletze die „Ehrwürde“ des Traditionsgebäudes. Die Debatte war so schief wie fast alle kulturpolitischen Debatten in der Geschichte der Bundesrepublik.

Flair des Außerirdischen

Als dann der Reichstag im Sommer 1995 tatsächlich für 14 Tage verhüllt war, schmolz der Widerstand augenblicklich dahin. Christos Idee der Leichtigkeit, der Flüchtigkeit obsiegte. „Wrapped Reichstag“ heißt es im Englischen, und das trifft die Sache besser als das eher düstere Wort „Verhüllung“. *Wrap* bedeutet nicht nur *Verpackung*, sondern auch *Umhang* oder *Stola*, das Verb nicht nur *verhüllen*, sondern auch *umarmen*, *in den Arm nehmen*. Keine Wegschließung, sondern etwas Aktives, Berührung.

Das schwere Gebäude wurde leicht, der Wind, der um es strich, brachte es in Bewegung. Von Entweihung keine Spur. Die Planen aus aluminiumbedampftem Polypropylengewebe, nach dem Ende der Aktion recycelt, änderten je nach Lichteinstrahlung ihre Farbe.

Die Verschnürung mit den 15.600 Meter langen blauen Seilen hob die Klobigkeit des Reichstags hervor – und hob sie zugleich auf. Die monochrome Leinwand bewirkte den Eindruck, der Reichstag sei wie aus der Silhouette Berlins herausgeschnitten. Er hatte das Flair des Außerirdischen.

Easy Rider

In den zwei Wochen saßen Millionen Menschen auf der Wiese vor dem vertraut-unvertrauten Gebäude. Sie dachten nicht an die Nation, sondern fanden das Ganze zauberhaft schön. Für viele begann hier eine freundliche Beziehung zu dem Gebäude.

Nun saßen auch meine Frau und ich auf der Wiese vor dem Reichstag, der – umgebaut – bald wieder zum Parlament werden sollte. Die Sonne schien, ein paar Meter vor uns hatte es sich *Easy Rider* Dennis Hopper in Begleitung seiner Frau bequem gemacht. Er blickte leicht missmutig, schwieg – war aber wohl guter Dinge.

Christo wollte den Reichstag und kein anderes Parlament umhüllen. Es musste für den aus Bulgarien stammenden Flüchtling, 17 Jahre lang ein Staatenloser, Berlin sein. Aber er hatte keine politische Botschaft, weder vor noch nach 1989. Er wollte den Reichstag weder ab- noch aufwerten. Er wollte dieses deutsche Haus einfach nur zum Schwingen bringen.

Stoffbahnen, sagte er, „haben etwas Zartes und Empfindliches, sie verdeutlichen die einzigartige Qualität des Vergänglichen“. Deswegen sind sie so tief und plastisch in Erinnerung geblieben.

Deutsch gehört zu den Top 5 der Weltsprachen

Stand: 01.06.2020 | Lesedauer: 15 Minuten

Von **Matthias Heine**



Mennoniten in Argentinien sprechen oft noch ihr altertümliches Plautdietsch

Quelle: picture alliance / maxppp

1300 Seiten und 15 Jahre Forschungsarbeit: Ulrich Ammon hat die globale Stellung des Deutschen erforscht. Das Lebenswerk des 2019 gestorbenen Forschers enthält gute Nachrichten. Das kann uns nicht egal sein.

Russland zum Bleistift: Wenn sie Schreibwaren kaufen, vertrauen Kunden dort auf Erich Krause. Der Name klingt auch für Deutsche nach einer Firmentradition, die mindestens bis zur Generation Erich vor 1945 zurückreicht. Die Schuhkette Thomas Münz, die Haushaltsgerätehersteller Kaiser oder Bork und der Porzellanproduzent Gipfel buhlen ebenfalls mit deutsch klingenden Namen um das Vertrauen russischer Konsumenten – oft haben sie sogar Webseiten auf Deutsch, eine deutsche Briefkastenadresse und Entstehungslegenden, die bis zu brandenburgischen Schuhmachern vor 100 Jahren in Guben zurückreichen. In Wirklichkeit haben diese Marken mit Deutschland nichts zu tun, es sind alles einheimische Firmen.

Erich Krause wurde beispielsweise 1994 in Moskau von dem Unternehmer Dmitri Beloglasow gegründet, der sich den Markennamen von der Agentur Megapro designen ließ. Heute erweckt die Firma auf ihrer englischsprachigen Webseite auch fürs Ausland gerne den Eindruck, es handele sich um ein deutsches Unternehmen: „Industrial design and production technologies are developed by the German company Erich Krause Deutschland GmbH, which is part of the group.“

Auch Russen verstehen „Quadratisch, praktisch, gut“

„Diese Unternehmen tun das, weil Deutsch mit hoher Qualität assoziiert wird“, erklärte bei einem WELT-Interview vor einigen Jahren Ulrich Ammon. Der Duisburger Germanistikprofessor, der 2019 starb, hat 2015 ein Buch über „Die Stellung der deutschen Sprache in der Welt“ geschrieben. Es ist 1300 Seiten dick und enthält auch ein anekdotenreiches Kapitel über Werbung auf Deutsch außerhalb des deutschen Sprachgebiets.

Die reicht von der indischen IT-Schulungsfirma, die König heißt, weil der Vater des Firmengründers unter dem Namen einen Elektronikbauteilhandel gegründet hatte und vom Image der marktführenden Deutschen und Japaner profitieren wollte, über die Biersorten Steinbräu (China), Überon (USA) und Märzen (Japan) bis zu echt deutschen Unternehmen wie Audi und Grohe, die global mit ihren Versprechen „Vorsprung durch Technik“ und „Pure Freude am Wasser“ werben.

Während englische Firmennamen für Internationalität stehen, stehen andere Sprachen für speziellere Qualitäten, die zum Stereotyp der jeweiligen Sprachgemeinschaft passen, so Ammon. Im Falle der Deutschen seien das Fleiß, Ordnung und Gemütlichkeit.

Im entsprechenden Abschnitt erfährt man, dass die Liebesbeziehung russischer Konsumenten mit deutschen Produkten erfreulicherweise auch Waren einschließt, die tatsächlich aus Deutschland stammen. Ritter Sport kann nicht nur den Firmennamen auf der Schokoladenverpackung in lateinischen statt kyrillischen Buchstaben schreiben, sondern auch „Quadratisch, praktisch, gut“ steht da in Deutsch. Diese Wörter sind in Russland so bekannt, dass Media Markt dort mit dem Slogan „Fantastisch Markt! Media Markt“ wirbt. Der Grammatikfehler wurde in Kauf genommen, damit der Spruch näher am Ritter-Original bleibt.

Über sein Buch sagte Ammon: „Ich wollte eine interdisziplinäre Lücke schließen, die bisher weder von Sprachwissenschaftlern noch von Politikwissenschaftlern oder Soziologen angepackt wurde.“ Für seine Forschungen reiste der Professor auch in viele der etwa 40 Länder, in denen es deutschsprachige Gemeinschaften gibt. Deutsche Volkslieder hörte er bei den Hunsrückern im Süden Brasiliens, die so heißen, weil die Mehrzahl ihrer Vorfahren im 19. Jahrhundert aus dem Hunsrück ausgewandert ist und ihr Dialekt sich aus dem Moselfränkischen entwickelt hat.

In Namibia stellte Ammon fest, dass vielleicht nirgendwo die Verbindung von Deutschsprechern im Ausland zum Mutterland so eng und lebendig ist wie unter den Nachfahren der Kolonisten im ehemaligen „Deutsch-Südwestafrika“. Sehr lange musste ausgerechnet dieses Land auf ein Goethe-Institut warten. Seit ein paar Jahren gibt es endlich eine dieser Anstalten, die weltweit deutsche Sprache und Kultur vermitteln – an der Fidel Castro Street in Windhoek.

Was ist Wurst?

In den USA hat Ammon einige Illusionen korrigieren können. Er bemerkte, dass es sich bei Deutschkenntnissen, mit denen sich manche Amerikaner immer noch brüsten, eher um emotionale Bekenntnisse zur Heimat der Vorfahren handelt als um lebendige Sprachkompetenzen: „Ich war in einem Geschäft in Madison, Minnesota, das alle möglichen Sorten ‚Wurst‘ anbot. Als ich einen Kunden fragte, was das denn heißt, hatte er keine Ahnung. Erst als ich ihm den Tipp gab: ‚Could it be sausage?‘, dämmert es ihm. ‚You must be right‘.“

Besser lief die Kommunikation mit den Amischen in Pennsylvania, Angehörigen einer Sekte, die im 18. Jahrhundert ausgewandert ist und bis heute einen altertümlichen pfälzischen Dialekt spricht. Die sind zwar auch in der Lage, sich hochdeutsch auszudrücken. Aber als der in Backnang geborene Ammon, ein „Muttersprachler des Schwäbischen“, sie in seinem Heimatidiom anschwätzte, wurden sie flüssiger: „Des ischa genau gleich wie bei uns.“ Die Amischen bewahren sich – wie die meisten aus religiösen Gründen ausgewanderten Gruppen – ihr Deutsch stabil, weil sie sich isolieren und in relativ großen zusammenhängenden Gruppen leben. Ihre Zahl wächst sogar, weil sie keine Geburtenkontrolle betreiben. Es sei allerdings auch bei ihnen nicht klar, wie viele bloß noch „Halbsprecher“ sind, die allenfalls zu Hause mit den Großeltern Deutsch sprechen.

Es ist sensationell genug, dass das Pennsilfaanisch Deitsch der Amischen oder das Plautdietsch der Mennoniten in Kanada überhaupt schon so lange existieren. Denn es hängt vom Prestige der umgebenden Sprache ab, ob es Auswandern gelingt, ihr Deutsch zu erhalten: „Wenn die umgebende Sprache Spanisch oder Russisch ist, fällt das leichter, als wenn es Englisch ist.“ Deswegen haben deutschsprachige Ansiedler in Russland und Rumänien ihre Idiome jahrhundertlang erhalten – bis Stalins Umsiedlungsterror, Vertreibung und Spätaussiedlung die Bedingungen radikal änderten. Und auch für die Mennoniten, Hutterer und Amischen in Mittel- und Südamerika sind die Chancen auf Spracherhalt gut, weil sie obendrein in Kolonien mit oft 30.000 Bewohnern mit deutschsprachigen Institutionen, Kirchen und Schulen siedeln.

In 144 Ländern wird Deutsch gelernt

Wichtiger als solche Sprachinseln altertümlicher Gemütlichkeit sind für die Stellung des Deutschen in der Welt allerdings ganz andere Zahlen: 14,5 Millionen Menschen auf der Welt lernen Deutsch als Fremdsprache, hat die letzte Erhebung des Goethe-Instituts 2010 ergeben. In 144 Ländern wird Deutsch an staatlichen Schulen oder Hochschulen gelehrt, sogar in Nordkorea: „Wenn die Nordkoreaner Botschaftspersonal nach Deutschland schicken, statten sie es mit Sprachkenntnissen aus, die im Land vermittelt werden. Und auch Reiseführer können dort Deutsch.“ Die weltweite Zahl der Deutschlerner steigt wieder.

Ökonomische Gründe sind heute mitentscheidend für das Schicksal einer Sprache: „Weltweit werden Sprachen eher aus instrumentellen Gründen gelernt als aus kulturellen.“ Die Vorstellung, jemand lerne Deutsch, um Gedichte zu lesen, entsprach aber schon im 19. Jahrhundert nicht der Wirklichkeit. Als die Japaner sich damals modernisieren wollten, nahmen sie sich die Deutschen zum Vorbild, weil die gerade den Krieg gegen Frankreich gewonnen hatten und so viele Erfindungen in der Medizin und Chemie verbuchen konnten. Goethe, Wagner und Heidelberg interessierten sie erst in zweiter Linie.

Aber dieses Interesse sorgt dafür, dass es in Japan heute 16 deutschsprachige Publikationen gibt – fast alle richten sich an Germanisten und Deutschlerner. Letztere eignen sich die Sprache oft an, weil es in ihrer Familie Tradition hat. Weil das in anderen Ländern ein ähnlich wichtiges Motiv ist, gibt es ein gewisses linguistisches Beharrungsvermögen. Eine Weltsprache versinkt nicht so schnell in der Bedeutungslosigkeit, auch weil Lehrer und Institutionen, wenn sie erst mal da sind, sie institutionell am Leben erhalten.

Das Deutsche sieht Ammon in der Rangliste der Weltsprachen auf Rang vier oder fünf. Hinter Englisch, Chinesisch, Französisch und vielleicht Spanisch: „Es gibt immer wieder Angaben, insbesondere aus Nordamerika, dass Spanisch so unglaublich floriert. Aber die Zahlen für Deutsch und Spanisch dürften ungefähr gleich sein. 2005 hat Deutsch noch vor Spanisch rangiert.“ Bei etwa 2000 Sprachen auf der Welt (Ammon hielt die Unesco-Zahlen von 6000 für übertrieben) sei Rang fünf ziemlich ehrenwert, vor allem weil Deutschland seine Sprache in nur eine Kolonie exportiert habe.

Dennoch hielt Ammon es für wichtig, dass die Politik für das Deutsche kämpfe. Er verteidigte Guido Westerwelle, der als Außenminister in einer Berliner Pressekonferenz einen BBC-

Journalisten, der auf Englisch fragte, abblitzen ließ und Fragen nur auf Deutsch beantworten wollte: „Man muss sich mal vorstellen, dass jemand in London oder Paris Fragen nicht auf Englisch oder Französisch stellt. Völlig undenkbar.“

Westerwelles „unglaubliche Klöpse“

Leider gehöre Westerwelle aber auch zu den deutschen Politikern, die sich im Ausland unglaubliche „Klöpse“ geleistet haben. Im georgischen Tiflis habe er einen Universitätsvortrag auf Englisch gehalten, obwohl man ihm gesagt hatte, dass sein Publikum aus Deutschstudenten und -dozenten bestehe, die sich freuen würden, Deutsch zu hören. Sogar die Fragen habe er auf Englisch beantwortet. Das sei ihm von den Zuhörern bitter vorgeworfen worden.

Aber warum ist es für den Durchschnittsdeutschen wichtig, ob jemand in Manila oder Addis Abeba Deutsch lernt? „Man kann ganz klar zeigen, dass Personen, die eine Sprache gelernt haben, in der Regel eine positivere Einstellung zu dem Land haben. Für die internationalen Beziehungen ist das von höchster Bedeutung, und das zu verlieren macht sich wirtschaftlich und politisch bemerkbar.“

In diesen Ländern wird Deutsch gesprochen

Argentinien

In dem zweitgrößten Land Südamerikas gibt es die nach Brasilien größte deutschsprachige Gemeinschaft des Kontinents. Die Zahl der deutschsprachigen Argentinier wird auf 300.000 bis 400.000 geschätzt. Ein Zentrum ist die Kleinstadt Villa General Belgrano in der Provinz Córdoba, wo sich auch Überlebende des im Zweiten Weltkrieg vor Montevideo versenkten Kriegsschiffes „Admiral Graf Spee“ angesiedelt haben.

Belgien

Die Deutschsprachige Gemeinschaft umfasst neun Gemeinden rund um die Stadt Eupen an der belgisch-deutschen Grenze, die alle zur Wallonischen Region gehören. Sie umfasst etwa 77.000 Menschen und hat sogar einen eigenen Ministerpräsidenten.

Belize

In dem mittelamerikanischen Staat leben etwa 6500 Angehörige der protestantischen Glaubensgemeinschaft der Mennoniten. Sie sprechen größtenteils den in der ganzen Welt verbreiteten Mennoniten-Dialekt Plautdietsch, eine niederpreußische Varietät des Ostniederdeutschen.

Brasilien

„Hunsrücker“ nennt man die größte deutschsprachige Gemeinschaft in Brasilien, die überwiegend von Einwanderern aus dem Hunsrück, einem Mittelgebirge im Grenzgebiet zwischen dem Saarland und Rheinland-Pfalz, stammt. Sie selbst nennen sich „Daitsche“ oder „Taitsche“. Sie verließen in drei großen Einwanderungswellen ab 1824 ihre Heimat. Ihr Dialekt heißt Riograndenser Hunsrückisch und wird von ungefähr 600.000 Brasilianern beherrscht.

Dänemark

Die 15.000 bis 20.000 deutschen Nordschleswiger leben größtenteils nördlich der deutsch-dänischen Grenze in der Region Syddanmark. Sie sind Dänemarks einzige anerkannte nationale Minderheit und haben eine eigene Tageszeitung, 22 deutsche Kindergärten, 14 Schulen und ein Gymnasium.

Deutschland

Die Europäische Kommission zählte 2012 in Deutschland knapp 76 bis 77 Millionen Sprecher, die Deutsch als Muttersprache haben und Standarddeutsch sprechen. Diese Variante des Deutschen hat sich aus der sächsischen Kanzleisprache entwickelt, die der Reformator Martin Luther zur Grundlage seiner Bibelübersetzung machte.

Frankreich

In Frankreich sprechen im Elsass und in Lothringen weniger als eine Million Menschen eine der beiden Mundarten, die zur alemannischen oder zur rheinfränkischen Familie gehören. Im Elsass geben immerhin noch 43 Prozent an, den Dialekt aktiv zu beherrschen, weitere 23 Prozent verstehen ihn wenigstens.

Israel

In Israel sprachen 1986 noch 240.000 Menschen Jiddisch. Verbreitet ist es vor allem unter ultraorthodoxen Juden. Mit Jiddisch ist hier Ostjiddisch gemeint, wie es vor dem Holocaust unter aschkenasischen Juden in Osteuropa gesprochen wurde. Westjiddisch begann schon seit dem 18. Jahrhundert auszusterben, als die Juden Deutschlands und Frankreichs sich assimilierten. Jiddisch ist eine aus dem Mittelhochdeutschen hervorgegangene Variante des Deutschen, die mit hebräischer Schrift geschrieben wird und hebräische, aramäische, romanische und slawische Elemente aufgenommen hat. Daneben gibt es in Israel auch noch 100.000 bis 200.000 sogenannte Jeckes, die aus deutschsprachigen Ländern eingewandert sind und Standarddeutsch sprechen. Aber es werden immer weniger.

Italien

Deutsch wird von 324.380 Einwohnern (knapp 70 Prozent) der autonomen Provinz Bozen-Südtirol gesprochen. Südtirol gehörte bis zum Ende des Ersten Weltkriegs zu Österreich und wurde 1919 von den Alliierten ohne Volksabstimmung Italien zugesprochen. 1925 wurde Deutsch als Unterrichtssprache verboten, es folgten weitere Jahrzehnte der Zwangsitalienisierung. Während des Zweiten Weltkriegs wanderten 75.000 Südtiroler ins Deutsche Reich aus. Seit 1972 gibt es ein Autonomiestatut, das zur weitgehenden Gleichberechtigung der deutschen Sprache führte.

Kanada

Es existieren zahlreiche ländliche Mennonitengemeinden, die ihr eigenes Plautdietsch sprechen. 30.000 davon leben allein in der Provinz Ontario. In St. Jacobs, dem dortigen Zentrum der besonders glaubenstrengen Alt-Mennoniten, sieht man neben Autos auch noch Kutschen auf der Hauptstraße Herrgott Road. Wie alle Mennoniten auf dem amerikanischen Kontinent sind auch die kanadischen im 19. und 20. Jahrhundert aus Russland eingewandert, um dort dem Militärdienst, der Russifizierung und später der Zwangskollektivierung in der Landwirtschaft zu entgehen.

Kasachstan

In dem zum größten Teil in Zentralasien, zu fünf Prozent aber im äußersten Osteuropa liegenden Staat (dem flächenmäßig neuntgrößten der Erde) leben nach einer Zählung der staatlichen kasachischen Statistikagentur aus dem Jahre 2012 noch 180.832 Deutsche – allerdings sprechen

längst nicht alle von ihnen Deutsch. Ihre Vorfahren wurden nach der Auflösung der Wolgadeutschen Republik am 28. August 1941 durch das Innenministerium der UdSSR nach Kasachstan zwangsumgesiedelt. Ähnliche – wesentlich kleinere – Gruppen von Deutschen gibt es auch in den angrenzenden Staaten Usbekistan und Kirgistan.

Liechtenstein

Das kleine Fürstentum ist der einzige Staat, in dem Deutsch die alleinige anerkannte Amts- und Landessprache ist. In Österreich, Deutschland und der Schweiz sind auch andere Sprachen als Amts- oder Minderheitensprachen anerkannt. Die Schrift- und Mediensprache ist Schweizer Hochdeutsch. Alltagssprache der circa 24.000 gebürtigen Liechtensteiner ist die Liechtensteiner Mundart, eine Variante des Alemannischen.

Luxemburg

Muttersprache von 70 Prozent der knapp 300.000 echten Luxemburger (der Ausländeranteil liegt bei 45 Prozent) ist Letzeburgisch, eine Variante des Moselfränkischen. Standarddeutsch ist neben Französisch die dritte Amtssprache.

Mexiko

Anfang des 20. Jahrhunderts gründeten 7000 Mennoniten deutscher und schweizerischer Herkunft im Norden Mexikos verschiedene mennonitische Kolonien konservativer und liberalerer Ausrichtung; mittlerweile ist die Zahl der Mennoniten auf 80.000 angewachsen. Einen guten Einblick in Leben und Tradition der mexikanischen Mennoniten gibt der Film „Stellet Licht“ des Regisseurs Carlos Reygadas aus dem Jahre 2007, in dem ausschließlich Plautdietsch gesprochen wird. In der Stadt Cuauhtémoc im Bundesstaat Chihuahua ist den Einwanderern ein Mennonitenmuseum gewidmet.

Namibia

Deutsch hat in der ehemaligen Kolonie Deutsch-Südwestafrika den Status einer Nationalsprache – neben Afrikaans und sechs Sprachen der autochthonen schwarzen Bevölkerung. Die etwa 20.000 deutschstämmigen Namibier nennen sich selbst „Deutsche“ oder teilweise auch noch „Südwester“, Deutsche aus Deutschland heißen bei ihnen „Deutschländer“.

Österreich

In Österreich ist Deutsch nationale Amtssprache. Es ist Muttersprache von knapp 90 Prozent der Österreicher, wird aber von jedem der circa 8,44 Millionen Einwohner verstanden und gesprochen. Das österreichische Standarddeutsch weist eine große Zahl von Besonderheiten, sogenannten Austriazismen, auf.

Papua-Neuguinea

Das sogenannte Unserdeutsch wird nur noch von etwa 100 älteren Menschen in Papua-Neuguinea und Australien gesprochen. Unserdeutsch ist eine auf dem Deutschen basierende Kreolsprache, die während der deutschen Kolonialzeit in einer katholischen Missionsstation entstand, die im heutigen Papua-Neuguinea angesiedelt war. Heute ist die Sprache vom Aussterben bedroht.

Paraguay

Das südamerikanische Land ist traditionell ein beliebtes Ziel deutscher Auswanderer. Unter dem deutschstämmigen Diktator Alfredo Stroessner wurde es nach dem Zweiten Weltkrieg zum Zufluchtsort für flüchtige Nazi-Verbrecher. 59.166 Menschen in Paraguay gaben bei der Volkszählung 2002 an, Deutsch als erste oder zweite Sprache zu benutzen.

Polen

In Polen sind die Deutschen seit 1991 als nationale Minderheit anerkannt und geschützt. Ihr Siedlungsgebiet liegt vor allem in Oberschlesien, das bis zum Zweiten Weltkrieg und der anschließenden Vertreibung deutsch gewesen war. Dort konzentrieren sich die Deutschen um die Städte Oppeln und Kattowitz. Eine nennenswerte deutsche Minderheit gibt es auch in Masuren. Die Zahlenangaben schwanken zwischen 182.000 und 300.000 Deutschstämmigen. Längst nicht alle von ihnen sprechen aber Deutsch.

Rumänien

Die deutschsprachigen Rumänen gliederten sich einst in acht Gruppen, die recht unterschiedliche Dialekte sprachen: Siebenbürger Sachsen, Sathmarer Schwaben, Banater Berglanddeutsche, Banater Schwaben, Landler, Zipser, Buchenlanddeutsche und Dobrudschadeutsche. Einst gab es in

Rumänien mehr als eine halbe Million Deutsche. Nach zahlreichen Auswanderungswellen gaben bei der letzten Volkszählung nur noch 36.900 rumänische Staatsbürger Deutsch als ihre Nationalität an, und sogar nur noch 27.019 nannten Deutsch als ihre Muttersprache.

Russland

In der Russischen Föderation leben noch knapp 500.000 Russlanddeutsche, davon etwa 350.000 in Sibirien, wohin sie unter Stalin aus anderen Regionen deportiert worden waren. Ein weiteres Zentrum der Deutschrussen ist das Gebiet um Kaliningrad, das frühere Königsberg. Von ihnen beherrscht allerdings nur noch eine Minderheit die deutsche Sprache.

Schweiz

In der Schweiz leben 63,7 Prozent der Gesamtbevölkerung von rund acht Millionen im deutschsprachigen Territorium, 20,4 Prozent im französischsprachigen Gebiet, 6,5 Prozent im italienischsprachigen Raum, und 0,5 Prozent sprechen Rätoromanisch. Von den 26 Kantonen sind 17 ganz und vier teilweise deutschsprachig. Das Schweizer Standarddeutsch unterscheidet sich in vielen Details vom deutschen Deutsch.

Tschechien

Zur deutschen Minderheit in Tschechien bekannten sich bei der Volkszählung 2001 etwa 39.000 Menschen, was rund 0,4 Prozent der Gesamtbevölkerung der Tschechischen Republik umfasst. Bei der Volkszählung 1921 hatten noch 3,06 Millionen Menschen im Gebiet des heutigen Tschechien deutsch als Nationalität angegeben, bei der Zählung 1930 waren es 3,23 Millionen. 1950 nach Krieg und Vertreibung waren es immerhin noch 150.000 Deutsche. Heute leben die meisten deutschstämmigen Tschechen in der Region Ústecký kraj, dem Gebiet um Aussig (tschechisch: Ústí nad Labem).

Ukraine

Das Gebiet der heutigen Ukraine war wegen seiner fruchtbaren Böden seit dem Mittelalter eines der bevorzugten Auswanderziele deutscher Siedler in Osteuropa. Vor dem Zweiten Weltkrieg

gehörten etwa 880.000 Menschen der deutschen Ethnie an. Bereits durch die von Stalin erzwungenen Umsiedlungen während des Krieges verschwanden große Teile der deutschsprachigen Bevölkerung aus diesen Gebieten, nur ein Teil kehrte wieder zurück. Ihre Zahl hat sich durch die Aussiedlung nach Deutschland seit den Siebzigerjahren weiter reduziert. Rund 33.000 Ukrainer bekannten sich bei der offiziellen Volkszählung von 2001 zur deutschen Abstammung.

Ungarn

Deutsche siedelten sich im heutigen Ungarn schon im Mittelalter an, das Gros der Deutschen wanderte jedoch erst im 18. Jahrhundert ein. Die Volkszählung von 1941 hatte noch rund 477.000 Personen deutscher Muttersprache ermittelt. 2011 nannten sich 132.000 Personen deutschstämmig, doch weniger als die Hälfte davon (62.233) gaben als ihre Muttersprache Deutsch an.

USA

Mehr als eine Million von derzeit etwa 292 Millionen Amerikanern über fünf Jahren gaben beim letzten Zensus an, zu Hause Deutsch statt Englisch zu sprechen. Wenn man solchen Bekenntnissen glauben darf, ist Deutsch im Staat North Dakota, dessen Hauptstadt Bismarck heißt, noch die nach Englisch am häufigsten gesprochene Sprache. Wirkliche Alltagssprache ist Deutsch allerdings in den USA fast nur noch in den Siedlungen religiöser Sondergemeinschaften. Durch ihre hohen Geburtenraten wächst auch die Zahl der Deutschsprecher in den USA. Die wichtigsten von ihnen sind die Amischen, eine Ende des 17. Jahrhunderts von den Mennoniten abgespaltene Gruppe. Daneben gibt es in den Staaten Washington, Oregon, Montana, North Dakota, South Dakota und Minnesota etwa 12.500 Hutterer, die in etwa 465 Bruderhöfen, wie sie ihre Siedlungen selbst nennen, mit jeweils 60 bis 150 Bewohnern leben. Ihren Dialekt nennen sie Tyrolisch. Außerdem leben in der nördlichen Mitte der USA auch noch Mennoniten, die im Alltag ihr Plautdietsch und im Gottesdienst ein altertümliches fast noch aus Luthers Zeit herrührendes Hochdeutsch sprechen. Daneben gibt es in den USA die neben Israel größte Gemeinschaft Jiddisch sprechender orthodoxer Juden – vor allem an der Ostküste.

Le déficit de la Sécu revu à 52,2 milliards d'euros en 2020

Les chiffres sont «très préoccupants», a commenté Gérard Darmanin. Jusqu'ici, le trou de la Sécu était attendu à 41 milliards d'euros cette année.

Publié hier à 18:36, mis à jour hier à 19:16

«*Évidemment ce sont des chiffres très préoccupants*», a déclaré le ministre de l'Action et des comptes publics, Gérard Darmanin. *THOMAS SAMSON / AFP*

Le déficit de la Sécurité sociale devrait atteindre un niveau «*historique*» de 52,2 milliards d'euros en 2020, soit sensiblement plus que les 41 milliards d'euros annoncés fin avril, a indiqué mardi le ministre des Comptes publics Gérard Darmanin. Le dernier record du déficit atteignait 28 milliards d'euros, en 2010, après la crise de 2008.

«*À l'heure où je vous parle, nous sommes à une dégradation de 52,2 milliards d'euros, c'est-à-dire qu'on a une dégradation (...) d'un peu plus de 10 milliards d'euros*» par rapport à la dernière prévision du gouvernement, a expliqué Gérard Darmanin lors d'une audition à l'Assemblée nationale. La crise sanitaire «*plonge dans le rouge les comptes publics de manière générale et singulièrement les comptes sociaux*», a souligné le ministre. «*Évidemment ce sont des chiffres très préoccupants*», a-t-il ajouté.

Malgré cette nouvelle révision, le ministre des Comptes publics a exclu mardi de présenter un projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS) rectificatif, les prévisions du gouvernement étant à ce stade encore très dépendante de l'évolution de la situation. «*Il faut que les choses se stabilisent, ce qui va commencer je crois avec le déconfinement*», a-t-il expliqué, disant vouloir attendre pour préciser la trajectoire prévue par le gouvernement pour les comptes sociaux.

Interrogé par le président de la commission des Finances Eric Woerth (LR), M. Darmanin a néanmoins évoqué un possible retour à l'équilibre de la Sécurité sociale d'ici quatre ou cinq ans. «*On pourrait imaginer*» ce retour à «*l'horizon de l'année 2024-2025, mais ce n'est pas un objectif pour l'instant totalement affiché, comme nous ne connaissons pas exactement la base de laquelle nous partons cette année*», a-t-il expliqué.

Le Figaro, no. 23575

Le Figaro, mercredi 3 juin 2020 931 mots, p. 17

Débats

L'écran ne remplacera jamais la rencontre du professeur et des élèves en classe

Nemo, Philippe

Une éducation fondée sur le téléenseignement, promis à un rôle central et non plus accessoire,

serait une catastrophe, argumente le philosophe*. L'adoption contrainte du téléenseignement depuis deux mois a démontré que les médias électroniques peuvent relayer jusqu'à un certain point l'enseignement traditionnel où l'enseignant fait face à une classe ou à un amphithéâtre. Est-ce la formule de l'avenir, comme certains le prétendent ? Les nouveaux médias électroniques et internet peuvent-ils, au nom de la modernité, remplacer l'École et le Professeur ?

Si l'on se fie à la définition de l'enseignement donnée par saint Augustin dans son *De magistro*, qui n'a pas pris une ride depuis mille six cents ans, l'oeuvre d'enseignement consiste pour un maître à orienter les regards de l'élève vers la vérité, ce qui demande seulement parole et temps. On ne voit pas a priori pourquoi cette oeuvre ne pourrait s'accomplir avec des technologies qui ne transportent pas seulement la voix, mais aussi l'image et le mouvement, donc permettent la « communication non verbale », soit bien plus, en somme, que n'en demande saint Augustin.

En faveur du téléenseignement, on peut observer également qu'il se crée ainsi une forme paradoxale d'intimité et de concentration. Le professeur voit les élèves comme il en est vu, il peut facilement dialoguer avec eux. Le contact peut même être plus net, mieux exempt de bruits que dans une classe, pour ne pas parler d'un grand amphithéâtre universitaire.

Cependant, les arguments contraires emportent la mise. L'école traditionnelle reste indispensable, d'abord, en ce qu'elle seule permet que se forment des groupes d'élèves qui se fréquenteront souvent pendant plusieurs années. Cela joue un grand rôle dans les motivations à apprendre, étant donné les phénomènes d'imitation et d'émulation - pourvu toutefois que l'institution scolaire veille à ce que ce soient les bons élèves qui donnent le *la*, non les cancre ou les voyous. D'autre part, si l'école doit avoir un rôle d'éducation et pas seulement d'instruction, elle ne peut s'en acquitter que dans le cadre d'une vie collective où les personnalités se confrontent. Avec des jeunes qui seraient laissés seuls devant des écrans et ne rencontreraient ensuite leurs semblables que dans des « groupes de pairs » qui se font et se défont de manière aléatoire, ces aventures collectives formatrices deviendraient impossibles.

Mais le plus grand danger d'un enseignement faisant l'économie de l'école physique est qu'il ne pourra jamais être correctement structuré. Sur les écrans, surgissent à tout moment des images, des vidéos, des sons, des informations de toute nature et de toutes provenances. Dès que quelqu'un prononce les mots « Pékin », ou « Acropole », ou « acide désoxyribonucléique », aussitôt une carte, une représentation en 3D, une formule surgissent sur un coin de l'écran, avec de nouveaux liens qui feront surgir de nouvelles fenêtres, dans une logique kaléidoscopique qui rend impossible une transmission effective et une compréhension véritable des savoirs. Le processus d'enseignement ne peut s'effectuer normalement que s'il est guidé par un maître qui connaît l'ensemble et le détail des savoirs à enseigner et est donc en mesure d'assurer la cohérence du cheminement.

Sans doute des cours en ligne peuvent-ils être organisés avec des étudiants avancés qui, ayant déjà acquis les cadres intellectuels d'une discipline, peuvent y intégrer les contenus nouveaux que les écrans leur apportent. Mais on ne saurait envisager cette automatisation de l'apprentissage avec collégiens ou lycéens pour lesquels ces cadres mêmes restent à construire. Or cette construction demande de très nombreuses années. Elle doit être pensée dans sa globalité, planifiée, et ne peut être mise en oeuvre que par des professeurs au sein d'une institution scolaire qui en assure la continuité.

L'invention des sciences modernes en Occident est due à des esprits brillants qui avaient été formés selon une tradition pédagogique éprouvée qui s'est prolongée sans solution de continuité depuis les collèges de Jésuites et Rabelais jusqu'à nos

jours. Le principe en était qu'il ne faut pas seulement apporter aux élèves des connaissances, ce qu'assurément peut faire internet, mais structurer leur esprit - c'est-à-dire aboutir à ce que les têtes soient « bien faites » plutôt que « bien pleines » . Ce processus implique des programmes soigneusement gradués et des espaces pédagogiques situés à une distance suffisante de la vie sociale et de ses actualités.

Dans le secondaire, en particulier, pour chaque discipline des lettres et des sciences, il faut présenter dans les petites classes les connaissances élémentaires, puis construire méthodiquement les savoirs d'étape en étape jusqu'à ce que l'édifice soit entièrement bâti - même s'il faut aussi quelques éléments transversaux et quelques plages de spontanéité pour que la personnalité de chaque élève trouve sa nourriture. Ce processus peut certes être enrichi par les nouveaux moyens électroniques. Mais l'École et le Professeur doivent en rester maîtres. S'ils passent au second plan ou disparaissent, la structuration des esprits deviendra impossible et donc la maison ne s'élèvera jamais au-dessus des tout premiers étages.

On dira que la vision classique d'une initiation méthodique aux sciences dans l'enseignement secondaire a été depuis longtemps mise à mal par les nouvelles pédagogies, dont on sait maintenant qu'elles n'ont apporté dans l'école publique française que stérilité intellectuelle et baisse inquiétante du niveau scolaire. Certes, et c'est pourquoi les « nouvelles pédagogies » adorent les « nouvelles technologies » , qui leur rendent bien ce fol amour. Ces forces destructrices sont faites pour s'entendre. Raison de plus pour en protéger nos écoles.

** Normalien, ancien professeur à l'ESCP Europe et directeur de l'École professorale de Paris, Philippe Nemo est notamment l'auteur d' « Histoire des idées politiques dans l'Antiquité et au Moyen Âge » (PUF, 1998) et d' « Histoire des idées politiques aux Temps modernes et contemporains » (PUF, 2004).*

KAMPF GEGEN CORONA:

Frankreich und die alten Schwächen

- EIN KOMMENTAR VON CHRISTIAN SCHUBERT, PARIS
- -AKTUALISIERT AM 03.06.2020-08:30



Die Pandemie hat alte Strukturschwächen in Frankreich brutal offengelegt. Und schlimmer noch: Das Virus wird vermutlich einen bleibenden Schaden hinterlassen.

Zur Ehrenrettung der Regierungen sollte jede Bewertung der Politik gegen das **Coronavirus** eine Grundsatzklärung enthalten: Nachher ist man immer schlauer; vorher ist das Abwägen zwischen dem gesundheitlichen Schutz der Bevölkerung und der Begrenzung des wirtschaftlichen Schadens wegen unvollständiger Informationen eine äußerst schwierige Angelegenheit.

Pech und Glück spielen bei der heute noch schwer nachvollziehbaren Virusverbreitung auch eine Rolle. Zudem genossen Länder wie Deutschland den Vorteil, wegen der späteren Ankunft der Pandemie von anderen lernen zu können. Dennoch muss sich jede Regierung an ihren Ergebnissen messen lassen. In Frankreich flaut die Seuche ab, das Land erholt sich aber nur langsam von dem Schock.

Es hat viele Tote zu betrauern und erleidet großen wirtschaftlichen Schaden. Finanzminister **Bruno Le Maire** erwartet eine Schrumpfung der Wirtschaft um 11 Prozent in diesem Jahr. Auf den anfänglichen Mangel an Schutzmasken, Virustests und Intensivbetten hat die Regierung mit ebenso harten wie sozial abgefederten Maßnahmen reagiert.

Stolz auf harte Maßnahmen in der Regierung

In der Folge blieb die Nation fast vollständig zu Hause. Zwei Aussagen charakterisieren den französischen Weg: Zu Beginn der Ausgangssperre am 17. März behauptete der französische Innenminister Christophe Castaner, Frankreich habe die „strengsten Kontaktbeschränkungen Europas“ verhängt. Dieser seltsame Stolz war nicht mal gerechtfertigt, weil das eine oder andere südeuropäische Land weiter ging; doch unbestritten ist, dass Frankreich besonders lang währende und weitgehend befolgte Einschränkungen verhängte.

Die andere prägende Aussage war, dass Frankreich über das „größzügigste Kurzarbeiterregime Europas“ verfüge. Nach der Finanzkrise von 2008/2009 hatte das Kurzarbeitersystem nur schlecht funktioniert. Diesmal griff man kurzfristig in die Vollen, daher wurde für mehr als jeden zweiten bei einem privaten Unternehmen Beschäftigten Kurzarbeitergeld beantragt. Nun ist es schwer, aus diesem Koma zu erwachen.

Wie man es auch wendet, die Pandemie hat die alten Strukturschwächen Frankreichs brutal offengelegt. Das Land leidet unter zu viel Zentralisierung, zu viel Bürokratie und zu viel Misstrauen gegenüber der Privatwirtschaft. Nichtstaatliche Kliniken und Labore wurden zu spät in die Mobilisierung gegen das **Virus** einbezogen. Zudem rächte sich die wildwüchsige Bürokratie: Man hat lauter Verwaltungspersonal, doch zu wenige Ärzte und Pfleger, die noch dazu schlecht bezahlt sind.

Frankreich ist anfällig für eine „Anmaßung von Wissen“

Aus diesen Strukturen atmet die „Anmaßung von Wissen“, die einst der Ökonomie-Nobelpreisträger [Friedrich August von Hayek](#) aufs Korn nahm. Ihre Folgen reichen von der Gängelung des kleinen Bürgers bis zum Einbestellen der Konzernchefs in den Elysée-Palast, um ihnen die Leviten zu lesen. Die Anmaßung von Wissen hat System. Die französischen Kaderschulen bleuen der Elite von morgen geradezu ein, dass sie es besser wissen.

Vor diesem Hintergrund glaubte auch Präsident [Emmanuel Macron](#), ein Arztsohn, schon am 13. April festlegen zu können, dass die Ausgangssperre bis zum 11. Mai dauern müsse und auch dann erst schrittweise gelockert werden sollte. Anstatt sich Woche für Woche tastend voranzubewegen, ging die Regierung eine riskante Wette ein und schob die Tatsache beiseite, dass jede weitere Woche Ausgangssperre die schmerzhaften gesellschaftlichen Schäden einer tiefen Rezession exponentiell erhöht.

Die Anmaßung von Wissen ist besonders in einer Krise problematisch, in der selbst die Expertise der Fachleute unzuverlässig ist. Frankreich bezahlt mit seiner vermeintlich allwissenden Steuerungszentrale in Paris dafür nun die Rechnung. Lokale und regionale Differenzierungen wurden erst bei der Lockerung von Mitte Mai an zugelassen, doch die Kompetenzübertragung auf untergeordnete Stellen war nur ein zögerliches Zugeständnis.

Der bis zur Obsession getriebene Gleichheitsgedanke und die Rechthaberei der Pariser Eliten verhindert eine durchgreifende Dezentralisierung. Jetzt muss die Regierung alles tun, um die Wirtschaft wieder in Gang zu bringen. Von einer Stimmung des Ärmelhochkrepelns ist aber nicht viel zu spüren. Bedenklich stimmt, dass die Regierung Strukturreformen wie den Umbau des Rentensystems und der Arbeitslosenversicherung wohl für lange Zeit aufgeschoben hat.

Angesichts der nun weit geöffneten Schuldenschleusen prüft die Exekutive stattdessen, ob sie sich beispielsweise auch noch die Einführung einer staatlichen Pflegeversicherung leisten kann. Die Erfolge von Macrons frühen Reformen scheinen vergessen. Von Wettbewerbsfähigkeit ist kaum noch die Rede. Das Virus hat vermutlich bleibenden Schaden hinterlassen.



[Christian Schubert](#)

Wirtschaftskorrespondent in Paris.

En Allemagne, une sortie du charbon toute en contradictions

Le pays veut abandonner la filière charbon d'ici à 2038, afin d'atteindre ses objectifs climatiques. La mise en service d'une centrale thermique flambant neuve souligne les paradoxes de ce gigantesque défi.

Par [Jean-Michel Hauteville](#) Publié aujourd'hui à 09h30, mis à jour à 09h47



Un slogan contre la crise climatique est projeté par des militants de Greenpeace sur la tour de refroidissement de la centrale Datteln 4, samedi 30 mai. INA FASSBENDER / AFP

Dans la région industrielle de la Ruhr, il souffle un vent de discorde chargé de gaz à effet de serre. Samedi 30 mai, plusieurs centaines de militants écologistes ont convergé vers le site de la centrale à charbon de Datteln 4, non loin de Dortmund, pour protester contre la mise en service, prévue le même jour, de cette installation d'une capacité de production de 1 100 mégawatts.

Pour le groupe Uniper, propriétaire du site, le démarrage de Datteln 4 signe le dénouement d'un feuilleton qui n'a que trop duré. En effet, le début d'exploitation de cette centrale, qui lui a coûté 1,5 milliard d'euros et a été cofinancée notamment par BNP Paribas et Société générale, était initialement prévu pour 2011, mais il avait été repoussé pour des raisons techniques. Puis, après que le gouvernement allemand eut pris, [début 2019, la décision de sortir du charbon à l'horizon 2038](#), de nombreuses voix avaient exigé l'abandon de ce projet énergétique jugé anachronique. Mais Uniper a tenu bon.

« Une provocation »

Les partisans de la nouvelle installation assurent aussi que, du fait de sa modernité, elle aidera l'Allemagne à atteindre ses objectifs climatiques. « *Il est judicieux de mettre en service la centrale de Datteln 4* », assure Joachim Pfeiffer, député au Bundestag (chambre basse du Parlement). « *Elle émet beaucoup moins de dioxyde de carbone que de nombreuses installations, plus anciennes et moins efficaces* », argumente ce membre de la CDU, le parti d'Angela Merkel.

En décembre 2019, le gouvernement s'est fixé l'objectif de diminuer de 55 % les émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030

Ce raisonnement fait bondir de nombreux experts et défenseurs de l'environnement, qui soutiennent que l'Allemagne n'a nullement besoin de cette nouvelle centrale. « *C'est une provocation* », s'est emportée Luisa Neubauer, porte-parole du mouvement écologiste Fridays for Future en Allemagne. Sur Twitter, la

militante suédoise Greta Thunberg, fondatrice du mouvement, a également déploré « *un jour de honte pour l'Europe* ».

L'inauguration d'une centrale thermique flambant neuve en pleine sortie du charbon est révélatrice des contradictions qui émaillent la transition énergétique que l'Allemagne tente de réussir depuis près d'une décennie. L'exercice est périlleux : en décembre 2019, le gouvernement s'est fixé l'objectif de diminuer de 55 % les émissions allemandes de gaz à effet de serre d'ici à 2030 et par rapport à leur niveau de 1990. C'est une gageure pour la plus grande puissance économique d'Europe. Selon l'institut Fraunhofer, 29 % de l'électricité produite dans le pays provenait, en 2019, de sa centaine de centrales à charbon. Au total, la production nette allemande s'est élevée à 515,6 térawattheure (TWh) l'an passé. En France, premier pays exportateur d'électricité en Europe, celle-ci était de 537,7 TWh.

Fin janvier, le gouvernement d'Angela Merkel adoptait un projet de loi à la hauteur du défi. Le plan de l'exécutif – un pavé de 202 pages – détaille un calendrier de fermeture des centrales à lignite, un charbon brun très polluant, qui débutera le 31 décembre 2020. Dans un premier temps, 2,8 gigawatts de capacité seront mis hors service d'ici à 2022, avant une deuxième salve entre 2026 et 2030, et une troisième phase ensuite.

Les industriels sont inquiets

Pour accompagner ce processus, l'Etat fédéral prévoit de déboursier 40 milliards d'euros destinés à la reconversion des régions minières. Un fonds permettra ainsi de financer la formation ou le départ en préretraite des quelque 20 000 salariés des mines de lignite et des centrales à charbon. Berlin a aussi promis 4,35 milliards de dédommagements pour les énergéticiens.

« *Quoi qu'en disent les Cassandre, nous avons accompli beaucoup pour protéger le climat* », martelait Peter Altmaier, le ministre de l'économie, lors de l'examen en première lecture du projet de loi par le Bundestag, le 6 mars 2020. Face aux députés, ce proche de M^{me} Merkel était visiblement sur la défensive. Il faut dire que, à part dans les rangs de la majorité, le projet de loi fait quasiment l'unanimité contre lui. Les organisations de défense de l'environnement, ainsi que le parti des Verts, reprochent à ce plan de manquer d'envergure en matière climatique.

Pour Agora Energiewende, un think tank de politique énergétique, l'exécutif s'est trop éloigné des conclusions présentées par la commission sur le charbon en janvier 2019, alors que ce compromis devait lui servir de socle. « *L'Allemagne a ratifié l'accord de Paris pour le climat. Or, le calendrier prévu dans le projet de loi du gouvernement n'est pas conforme à ces objectifs*, estime Frank Peter, directeur adjoint du think tank. *Il faudrait que les centrales soient arrêtées plus rapidement, et sans pauses. Ce n'est pas le cas ici.* »

Même les milieux industriels sont inquiets, malgré les assurances de Berlin à leur égard. Ils s'émeuvent notamment du fait que, outre son abandon du charbon prévu pour 2038, l'Allemagne ait aussi prévu de mettre hors service ses six dernières centrales nucléaires d'ici fin 2022. L'an dernier, celles-ci ont produit 13,8 % de l'électricité consommée outre-Rhin. Avec quoi le pays fera-t-il tourner ses usines ? La puissante fédération allemande de l'industrie chimique (VCI) s'alarme. « *La question de la sûreté de l'approvisionnement en électricité est fondamentale pour nous* », explique Jörg Rothermel, directeur du service énergie du VCI. « *Lorsque les centrales thermiques et les centrales nucléaires seront mises hors service, il y aura un risque accru de fluctuations sur le réseau, et nos usines y sont très sensibles.* »

Une électricité la plus chère d'Europe

Une autre conséquence du plan de Berlin préoccupe les industriels. Pour pallier le retrait progressif du charbon et du nucléaire tout en respectant ses engagements climatiques, Berlin veut augmenter la part des énergies renouvelables dans son mix énergétique. Celle-ci devra atteindre 65 % de l'électricité produite outre-Rhin en 2030, contre 43 % en 2019. Mais en plus d'être plus fluctuantes, l'électricité verte est plus chère. Pour l'industrie chimique allemande, ce renchérissement des coûts énergétiques entraînera une perte

de compétitivité. « *Nous exigeons une compensation des surcoûts que nous subirons* », souligne M. Rothermel.

D'ailleurs, outre-Rhin, le prix de l'électricité est d'ores et déjà un sujet qui fâche : il est le plus élevé d'Europe. Selon Eurostat, au premier semestre 2019, les consommateurs résidentiels allemands payaient en moyenne 30,88 centimes d'euro par kilowatt heure (kWh), contre 17,65 centimes en France, pour une moyenne de 21,59 centimes par kWh dans l'Union européenne. En cause, les nombreuses taxes sur l'électricité en Allemagne, qui représentent 80 % du prix que paient les ménages. Pour Udo Sieverding, spécialiste des questions énergétiques à Verbraucherschutz NRW, une association de défense des consommateurs, la sortie du charbon a toutefois peu de chances de se traduire par des factures encore plus élevées.

Et alors que le compte à rebours avant l'abandon du charbon et du nucléaire est lancé, la production d'énergies renouvelables piétine. Selon Agora Energiewende, la consommation totale d'électricité outre-Rhin atteindra 600 TWh en 2030. Pour que le pays réalise son objectif de 65 % d'électricité verte, il lui faudra 400 TWh provenant de l'éolien, du solaire, de l'hydroélectrique... « *Cet objectif requiert une croissance des énergies renouvelables de l'ordre de 15 à 20 TWh en moyenne annuelle. Avec la stagnation actuelle de l'éolien terrestre, nous sommes très loin du compte* », déplore Frank Peter.

Une éventualité pas si dramatique

L'expert craint que l'Allemagne ne soit plus en mesure de couvrir ses besoins en électricité. Mais pour Sandra Weeser, députée du parti libéral-démocrate (FDP) au Bundestag, cette éventualité n'a rien de dramatique si Berlin s'y prépare. « *Nous aurons besoin de poursuivre la mise en place du marché intérieur européen de l'énergie, afin de faciliter les échanges avec les pays limitrophes et l'importation d'électricité, en cas de besoin* », explique cette élue franco-allemande, membre de la commission parlementaire des affaires économiques et de l'énergie.

L'abandon du charbon est une entreprise semée d'embûches, reconnaît la députée. Mais cette dernière exclut tout risque de pénurie d'électricité en Allemagne. « *Dans le projet de loi, il est écrit noir sur blanc que les installations ne pourront être mises hors service que lorsqu'il est certain que la production d'énergie suivra, rappelle M^{me} Weeser. A terme, la question de savoir si on devra finalement laisser certaines centrales thermiques ou nucléaires en activité pourrait se poser.* »

Si la mise en service de la centrale de Datteln 4, dans la Ruhr, marque un pas en arrière dans la sortie du charbon en Allemagne, à l'autre bout du pays, l'abandon de la filière est d'ores et déjà une réalité. Dans tout le bassin minier de la Lusace, les gouffres abandonnés sont ensuite remplis d'eau, puis transformés en lacs artificiels. L'économie du territoire est en pleine métamorphose, mais aussi sa géographie.

Jean-Michel Hauteville(Berlin, correspondance)

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/buecher/rezensionen/belletristik/olivia-wenzels-debuetroman-1000-serpentinaen-angst-16740513.html>

OLIVIA WENZELS DEBÜTROMAN:

Selbst in der Zärtlichkeit noch der Rassismus

- VON FRIDTJOF KÜCHEMANN
- -AKTUALISIERT AM 03.06.2020-23:30



Geboren in der DDR, der Vater zurück in Angola, die Mutter von Stasi-Torturen gezeichnet: Wie die Erzählerin in Olivia Wenzels „1000 Serpentinaen Angst“ ihren Platz in der Welt sucht und hinterfragt, ist nicht nur literarisch fesselnd.

Der Psychologe seufzt. Eigentlich, sagt er, richte sich sein Angebot an Leute, die von der Vergangenheit belastet sind. Die junge Frau, die ihm gerade ihr Herz ausgeschüttet hat, mit einiger Entschlossenheit und wachsender Verzweiflung, habe alles richtig gemacht, ihre Fragen wären im Grunde nicht therapeutisch zu klären. „Sie sind in unserem Land eben eine Minderheit.“

Drei Versuche unternimmt die Ich-Erzählerin in Olivia Wenzels Debütroman „1000 Serpentinaen Angst“, um auf Drängen eines Freundes endlich therapeutische Hilfe zu finden. Ihrer Geschichte von Ausgrenzung, von all ihren Begegnungen mit Rat- und Ahnungslosen fügt das ein paar Anekdoten hinzu, an ihrer Notlage ändert sich erst einmal nichts: „Angst vor dem Einschlafen, obsessive Gedanken vor dem Einschlafen, Herzrasen, Schlaflosigkeit, Grübeln, Angst vorm Grübeln, Kreislaufprobleme, Angst vor der Angst, immer weniger Schlaf, schließlich Angst vor dem Einschlafen, immer mehr Angst.“

Es hatte nicht erst der Unbekannte auf der Straße das Messer zwischen die Rippen bekommen müssen, mit ihr als Einziger, die sich in all der Aufregung um ihn kümmerte: Die Erzählerin bringt tatsächlich einiges mit aus der Vergangenheit. Als Tochter einer Mutter, die immer nur weg wollte, schon als Punk in der DDR, deren Ausreisegenehmigung annulliert wurde, kurz bevor sie eigentlich gehen durfte, dann „Zerbröselung der Psyche im Stasi-Knast“. Als Enkelin einer Großmutter, die einst linientreue DDR-Bürgerin war, jetzt bereit ist, „eine rechte Partei zu wählen“, ebenso ignorant wie zugewandt, in ihrer Zärtlichkeit latent rassistisch. Als Frau, deren Zwillingbruder sich mit neunzehn vor einen Zug geworfen hat. Und als Tochter eines Mannes, dem ihre Mutter gleich nach der Geburt der Tochter, ebenfalls mit neunzehn, eigentlich hatte hinterherziehen wollen. Er hatte die DDR verlassen müssen, zurückgehen müssen nach Angola. Jetzt schickt er Geld und schreibt E-Mails, zweimal im Jahr.

Erzählerin unter Druck

Als die Erzählerin einmal dort war, in Angola, haben die Leute „Kokosnuss“ zu ihr gesagt: außen braun, innen weiß. Vielleicht könnte sie sich leichter irgendwo zugehörig fühlen, wenn ihr das nicht unentwegt abgesprochen würde. Dabei ist es eine durchaus selbstbewusste Stimme, mit der Olivia Wenzel, selbst 1985 als Person of Colour in Weimar geboren, ihre Ich-Erzählerin sprechen lässt – reflektiert, bissig, klar. Autofiktion nennt die Autorin, die bislang Theaterstücke veröffentlicht hat, ihr literarisches Verfahren. Ihrer Erzählerin ist sie einiges zu geben bereit: Empfindlichkeit und Empfänglichkeit, eine Wahrnehmungsweise, einen Erfahrungsschatz mit Bedeutung weit über dieses Buch hinaus.



Olivia Wenzel: „1000 Serpentinaen Angst“. Roman. Verlag S. Fischer, Frankfurt am Main 2020. 352 S., geb., 21,- Euro. :Bild: S. Fischer

Über weite Teile wird die Erzählerin befragt. Fast verhört im ersten Teil, unerbittlich, penetrant, in Großbuchstaben, mit Fragen, die aus der Einreisekontrolle bei einem Flug nach New York stammen könnten, von dem sie gerade erzählt, dann wieder mit Kommentaren, die von einem Wissen um die Erzählerin künden, das große Vertrautheit voraussetzt: „Jetzt machst du wieder das Gesicht. Lass das bitte, das ist dein weißes Privilegien-Gesicht.“

„Was unterschlage ich?“

Olivia Wenzels Dialoge sind präzise und spitz, geschärft an Arbeiten der Autorin für die Bühne und auf der Bühne. Sie stehen förmlich im Raum. Wie genau die Sprache in „1000 Serpentinaen Angst“ collagiert wird, zeigt mitunter der Wechsel in einen Tonfall, mit dem im universitären Umfeld Zugehörigkeitsfragen erörtert werden: „Die Tatsache, dass Afroamerikaner an den Nachwehen der Sklaverei leiden, mittels deren sie zu maximal Anderen degradiert wurden, löst sich vielleicht nie auf“, schreibt Olivia Wenzel einmal, jetzt ganz im Essayistischen.

Eine Phantasie durchzieht das Buch: im Snack-Automaten auf einem Bahnsteig Unterschlupf zu suchen, in ihm zu leben. Mal ist das Herz der Erzählerin ein solcher Automat, mal hat ihn jemand zerquetscht „wie eine überdimensionale Bierdose“, und sie ist, zerbeult und nackt, auf den Gleisen gelandet. Wenn sie damals dort, an den Gleisen, geblieben wäre, bei ihrem Bruder, statt ihn auf das Gepäck aufpassen zu lassen, während sie noch schnell in der Bahnhofshalle etwas zu essen kauft?

Wie soll sie ihn verstehen? Wie ihre Mutter, ihre Großmutter, wie sich selbst, ihr Begehren mal nach Männern, mal nach Frauen, wie ihre Schwangerschaft, wie das mit Kim, die ihr in der Nacht nach der Messerstecherei gesagt hatte, sie werde immer für sie da sein und sie auch immer lieben, aber sie sei chancenlos gegen die Vergangenheit der Erzählerin? Es gibt auch Zartheit in diesem Buch, Sanftheit, die Sehnsucht nach Sanftheit.

Im letzten der drei Teile des Romans stellt sie mitunter selbst die Fragen: mit welchem Gruß sie sich von ihrer Mutter verabschiedet hat, als sie von ihr einmal zu einer der seltenen Begegnungen in einen Bungalow im Wald gelotst worden ist? Ob hinter deren Härte jemals eine glückliche Person gesteckt habe? „Woran denke ich“, fragt sie einmal, „was unterschlage ich?“ Therapeutisch sind solche Fragen wirklich nicht zu klären. Olivia Wenzel stellt sie, und sie stellt sie ihrer Erzählerin: literarisch souverän. Sie unterschlägt nichts, das ist der bleibende Eindruck dieses eindrucksvollen, schonungslosen, zärtlichen Romans.

Olivia Wenzel: „1000 Serpentinaen Angst“. Roman. Verlag S. Fischer, Frankfurt am Main 2020. 352 S., geb., 21,- Euro.

POLITIK IM SPORT?

Der Preis des Protestes

- EIN KOMMENTAR VON CHRISTOPHER MELTZER
- -AKTUALISIERT AM 04.06.2020-08:02



Das Protestieren gegen Rassismus ist richtig und unabdingbar. Dennoch erfüllt das Verbot politischer Äußerungen in Sportstätten einen wichtigen Zweck – und es gibt einen Ausweg aus diesem moralischen Dilemma.

Als Erster wehrte sich Per Günther. Es waren am Mittwoch nur wenige Stunden vergangen, nachdem Stefan Holz, der Geschäftsführer der Basketball-Bundesliga (BBL), seinen Profis für das anstehende Meisterturnier in München Protestaktionen auf dem Spielfeld untersagt hatte, da meldete sich der beliebte Spielmacher aus Ulm auf seinem Twitterkanal.

Auf Englisch forderte Günther seine Kollegen auf, sich einfach nicht an diese Vorschrift zu halten, falls sie in der Halle öffentlich gegen **Rassismus** eintreten wollten. Um diesen Aufruf glaubhaft zu machen, beendete er seinen Post so: „The first 10k in fines are on me!“ Die ersten 10.000 Euro Bußgeld gehen auf mich!

Auf der Welt bilden sich gerade immer mehr jener wichtigen Proteste, die angefangen haben, als in Minneapolis ein weißer Polizist fast neun Minuten auf dem Hals des Afroamerikaners George Floyd kniete und die Folgen ihn töteten. Diese Proteste treiben nun auch den deutschen Basketball in ein Dilemma, aus dem sich der große deutsche Fußball am Mittwoch nur vorerst befreit hat: Der Kontrollausschuss des Deutschen Fußball-Bundes gab bekannt, dass er die Bundesligaspieler Sancho, Hakimi, Thuram und McKennie nicht bestrafen werde, obwohl sie entgegen der Regeln das Stadion für ihre Protestaktionen genutzt hatten. Im Basketball wartet man noch auf einen solchen Fall, aber vermutlich nur, weil die Liga ja erst von diesem Samstag an wieder spielt. Was soll sie nur tun?

Tür zur Politik im Sport nicht öffnen

Man kann es sicher so sehen wie Marko Pesic, der Basketball-Geschäftsführer des FC Bayern München. Er sagt: „Sich gegen Rassismus zu stellen, ist keine politische Äußerung, sondern eine Lebenseinstellung.“ Eine honorige Haltung. Aber er macht es sich zu einfach. Denn Pesic übersieht, dass Proteste wie im Falle Floyd nie scharf von Politik zu trennen sind. Insofern ist die von Stefan Holz, dem Ligachef des Basketballs, am Mittwochmorgen vertretene Position verständlich: „Wir treiben Sport, und es gibt keine politischen Äußerungen in jedwede Richtung, da öffnen wir nicht die Tür.“ Das Stadion, die Halle, der Sport drohte sonst zur Bühne politischer Botschaften zu werden.

Wenn man daran glaubt, dass Meinungsfreiheit sich eben nicht in gute und böse Meinungen teilen lässt, dann scheint eine solche Regel alternativlos. Das sollte man übrigens gerade im Basketball wissen. Als die Serben 1995 im Finale der EM Litauen besiegten, zeigten die Gewinner den Kroaten, die demonstrativ das

Siegerpodium verlassen, den Tschetnik-Gruß, das Zeichen der brutalen, mordenden Freischärler im Bürgerkrieg. Das meint Holz, wenn er sagt, dass er die Tür nicht öffnen will.

Am Mittwochabend erklärte der Basketballmanager allerdings, dass seine Regel keine Folgen haben soll für Protestierer, ganz wie der Fußball. Warum die Wende? Holz hat wie der große DFB wohl Angst vor einem Shitstorm. Innerhalb von Stunden wird das Dilemma, aus dem es keinen Ausweg gibt, sichtbar. Mittelfristig werden sowohl Holz als auch der DFB wieder auf ihre Regel pochen. Zum Glück haben Athleten wie Günter eine Antwort gefunden, die bei eindeutigen Fällen wie bei Verstößen gegen Menschenrechte unbedingt befürwortet werden sollte: ziviler Ungehorsam.

Quelle: F.A.Z.

Le Figaro (site web)

mercredi 3 juin 2020 - 19:19 UTC +02:00 895 mots

Eugénie Bastié: «Pourquoi le «privilège blanc» est une théorie délétère»

Bastie, Eugénie

ANALYSE - Si les Blancs ne sont pas discriminés, c'est que les Noirs le sont. Pour que ces derniers ne le soient plus, il faut que les premiers le deviennent. La guerre des races est un jeu à somme nulle.

Les images, atroces, du meurtre de George Floyd par un policier américain ont remis au premier plan la fracture identitaire, un temps mis sous le boisseau par le baiser Lamourette du coronavirus. Sous nos yeux s'accomplit la traduction violente d'un terrible retournement idéologique: le retour de la «race» dans le débat public. Aux États-Unis, on voit des Blancs s'agenouiller devant les Noirs pour leur demander pardon pour des siècles de racisme infligés par leur communauté. Sur les réseaux sociaux, de jeunes progressistes affichent des manuels de prise de conscience de leur «privilège blanc», dans l'espérance que cette flagellation publique fasse diminuer la violence collective.

L'idée de «privilège» va beaucoup plus loin que la simple dénonciation des discriminations que subissent les personnes issues de minorités. Elle affirme que le fait d'être Blanc est en soi, partout tout le temps, un «avantage», peu importe sa condition matérielle, la loi sous laquelle on vit et ses difficultés personnelles. Plus: elle sous-entend que le fait de ne pas être discriminé n'est pas une situation normale, à laquelle nous devrions tous aspirer, mais une construction sociale à l'avantage des Blancs. Dans notre imaginaire, le mot privilège renvoie à l'Ancien Régime et à la distinction des ordres. Il fait écho au discours de Sieyès: «*Si l'on ôtait l'ordre privilégié, la nation ne serait pas quelque chose de moins, mais quelque chose de plus.*» Si les Blancs ne sont pas discriminés, c'est que les Noirs le sont. Pour que ces derniers ne le soient plus, il faut que les premiers le deviennent. La guerre des races est un jeu à somme nulle. Elle instaure la concurrence victimaire au cœur même de la misère, puisqu'un pauvre blanc sera selon ce paradigme un «privilégié» par rapport à son frère de couleur.

En France, ces théories imprègnent de plus en plus la vulgate militante. Elles rompent avec l'antiracisme universaliste. D'abord, en postulant une séparation entre alliés et «dominés»: les «alliés» peuvent défendre les «dominés» mais ne sauraient s'exprimer à leur place et doivent abdiquer tout esprit critique. La race est toujours niée comme réalité biologique mais réintroduite comme construction sociale. L'essentialisme (tous les Noirs sont...) était un fléau, il est devenu un devoir (tous les Blancs sont...). La fin justifie les moyens puisque, comme l'écrivait Sartre «*ce racisme antiraciste est le seul chemin qui puisse mener à l'abolition des différences de race*» (dans sa préface à *L'Anthologie de la nouvelle poésie nègre et malgache de langue française*, de Léopold Sédar Senghor). Effrayant retournement: dans le vieux logiciel antiraciste, dire que les Blancs étaient supérieurs était raciste ; dans le nouveau, c'est le nier qui l'est.

Le racisme n'est plus une faute morale à combattre par l'éducation (la lutte moderne des Lumières contre le préjugé), mais un système de domination auquel il est impossible d'échapper malgré toute sa bonne volonté. Diffus, structurel, institutionnel, ce racisme doit être méthodiquement déconstruit. La blancheur est une construction sociale au service des dominants, dont ceux-ci n'ont pas conscience. Il faut leur faire accoucher au forceps la honte d'être Blancs. Ces théories ont pour particularité d'être présentées par leurs défenseurs comme étant «scientifiques» car issues du canon des sciences sociales. Quiconque les conteste se met à la merci du double procès de l'intérêt et de l'incompétence. Si vous niez être un privilégié, c'est que vous n'avez pas assez lu d'ouvrages de Critical Race Theory, ou que vous tirez bénéfice de ce déni. Nous sommes là dans le cadre de ce que le philosophe Karl Popper appelait «l'infalsifiabilité d'une théorie». Une théorie infalsifiable, c'est-à-dire non-scientifique, est une théorie qui résiste à la démonstration du contraire, et inclut cette réfutation comme faisant partie de la théorie. Exemple: si vous critiquez le marxisme, c'est que vous êtes un bourgeois. Si vous critiquez la psychanalyse, c'est que vous êtes névrosé. Si vous critiquez le privilège blanc, c'est que vous tirez une rente de celui-ci.

Si ce sont les Français qui ont inventé «La déconstruction» (rebaptisée «French Theory» sur les campus américains), celle-ci nous revient désormais dans la figure sous la forme d'une guerre raciale importée. Car, comment comparer un pays qui, il y a une cinquantaine d'années, interdisait les mariages mixtes (l'arrêt Loving date de 1967), séparait les communautés et affiche un taux stupéfiant d'homicides policiers avec notre nation, qui a sa propre histoire et ses propres fractures?

À ceux qui fustigent le «retard» qu'aurait notre pays dans la prise en compte du «racisme systémique», il faut montrer les images de l'Amérique à feu et à sang: est-ce vraiment de ce modèle que nous voulons?

<https://www.faz.net/aktuell/karriere-hochschule/das-forschungsinstitut-gesellschaftlicher-zusammenhalt-ist-gestartet-16796005.html>

SOZIALER ZUSAMMENHALT:

Wer ist „Wir“?

- VON THOMAS THIEL
- -AKTUALISIERT AM 04.06.2020-12:44



Die Bundesregierung lässt den sozialen Zusammenhalt in einem neuen Institut erforschen. Die Wissenschaft wird dafür politisch in die Pflicht genommen.

In den Sozialwissenschaften, so war jüngst zu lesen, sind Kollektivbegriffe in die Krise geraten, bis hin zum Begriff der Gesellschaft selbst. Von Kultur, Klasse, sogar Gruppe wird nur mit Vorsicht gesprochen, was teils mit der Mobilisierung der Gesellschaft wie mit der Verflüchtigung wissenschaftlicher Kategorien zu tun hat.

Das am Montag gestartete Forschungsinstitut gesellschaftlicher Zusammenhalt ist für die betroffenen Wissenschaftler damit auch ein Gegenstand der Selbstreflexion – eine Wissenschaft, in der Zusammenhalt selbst zur raren Ressource geworden ist. Für den Verlust kollegialer Solidarität wird die kurzatmige Projektforschung verantwortlich gemacht, die Wissenschaftler zu ständigen Antragsstellern und Konkurrenten um Gelder macht.

Ironischerweise wird sich das neue Institut in genau dieser Situation wiederfinden. Denn ein Institut ist es nicht, vielmehr ein Netzwerk von elf Forschungseinrichtungen, die von Konstanz über Leipzig bis Berlin auf je eigene Weise die sozialen Fliehkräfte erforschen wollen. Nach einer vierjährigen, mit 36 Millionen Euro geförderten Anlaufphase wird der Bund über die Verstetigung entscheiden. Das Institut muss also zunächst einmal beweisen, dass sich in der Form netzwerkförmiger Zusammenarbeit eine belastbare Struktur aufbauen lässt. Andernfalls wäre eine erste Einsicht in die Ursache des Zusammenhaltschwunds gewonnen: die über sachliche Notwendigkeiten hinaus betriebene Förderung provisorischer Strukturen, wie sie sich beispielsweise in der Befristungspolitik der Hochschulen oder der Exzellenzstrategie ausdrückt.

Wissenschaft im Dienst der Politik

Von Beginn an begleitete das Institut der Verdacht, ein politisch motiviertes Projekt zu sein. Im ersten Anlauf hatte es Spannungen hervorgerufen, als die Initiative des Dresdner Politikwissenschaftlers Werner Patzelt abgewiesen worden war. Dresden, eigentlich ein Brennpunkt des erforschten Geschehens, ist nun gar nicht dabei. Das überrascht, denn Bundesministerin Karliczek erwartet regionale Vielfalt und praxisrelevante Vorschläge. Das Konzeptpapier kommt dem Wunsch mit einem Transferprogramm nach, das Wissenschaftler als Ausbilder und Berater in Kontakt mit Politik und Bevölkerung bringt, auch mit „unbequemen Gesprächspartnern“, wie man selbstbewusst ankündigt. Wer das sein wird, lässt sich aus Sprachkreationen wie „Wissen-schaft-Politik“ oder „Transfer innovativ denken“ aber noch nicht herauslesen, eher das Fremdeln mit der neuen Praxisaufgabe. Vielsagend ist die unterschiedliche

Namensgebung. Das Bundeswissenschaftsministerium spricht vom „Institut für gesellschaftlichen Zusammenhalt“, die Wissenschaft nennt es nüchtern „Forschungsinstitut Gesellschaftlicher Zusammenhalt“.

Das Konzeptpapier verwendet viel Energie auf den Nachweis des Phänomens selbst. Sozialer Zusammenhalt wird als Neologismus präsentiert, der in den letzten Jahren lagerübergreifend zum unbestrittenen Leitwert geworden sei, als hätte es die Sozialdemokratie nie gegeben. Die Ausrufung von Zusammenhalt zum Leitbegriff hat jedenfalls mehr als diagnostischen Wert. Nach Reinhart Koselleck haben Leitbegriffe ein gestalterisches Potential. Sie zeigen, woraufhin sich eine Gesellschaft entwirft. Bei der Frage, was unter dem neuen Wir zu verstehen ist, gehen die Meinungen innerhalb der Bevölkerung jedoch auseinander. Mal wird die Heimatpflege, mal das Grundeinkommen, mal Plebiszite als neuer sozialer Kitt genannt. Dem Institut fällt damit die Aufgabe zu, einen Begriff von Zusammenhalt zu bestimmen, der über weltanschauliche Gruppen und Interessensgemeinschaften hinausgeht.

Wo bleibt die Politik?

Will man die wachsenden Klagen über eine politische Repräsentationslücke nicht pauschal als Ausdruck diffuser Ängste und Sorgen beiseiteschieben, dann stellt sich die Frage, auf welche systemischen Ungleichgewichte sie reagieren. Insofern verwundert der geringe Anteil an Institutionenanalysen in den 83 Einzelprojekten, die eher einen bunten Strauß mit zumeist recht allgemein gehaltenen Titeln bilden. Wo der Zusammenhalt konkret untersucht wird, ob in Banken- oder Brennpunktvierteln, Großraumabteilen oder Gottesdiensten, ist den meisten Titeln nicht zu entnehmen. Projekte zur Bürgerbeteiligung in der Infrastrukturplanung oder zur politischen Verhandlung öffentlicher Güter versprechen interessante Einblicke. Insgesamt fehlt dem Netzwerk aber der rote Faden und der Rückbezug zum Auftraggeber, der Politik, die durch die Wissenschaft ja auch Aufschluss über eigene Versäumnisse erhalten kann.

Nimmt man beispielsweise den Bereich Digitalisierung, in dem sich die Spaltungstendenzen wie im Brennglas spiegeln, so reicht es nicht, die Erfahrung und Verhaltensweisen von Nutzern zu untersuchen.

Man muss auch die politischen Leitbilder der großen Plattformen und die Mechanismen ihrer Durchsetzung untersuchen; die rechtlichen Lücken, die ihnen serielle Manipulation und Grundrechtsentzug erlauben, sowie die verteilungsökonomischen und sozialstaatlichen Folgen ihrer Geschäftsmodelle, die genau jene Spaltungen schaffen, die das Institut und sein Auftraggeber beheben wollen. Hier hat die Politik längst noch nicht alle Möglichkeiten ausgeschöpft. Dafür wäre aber ein konzentrierterer Ansatz erforderlich.

Ebensowenig ist zu erkennen, dass das Reizthema Islamismus systematisch untersucht wird. Unter den Gruppen, welche die liberale Demokratie ablehnen, sind Reichsbürger und Rechtspopulisten ebenso wie Salafisten und legale Islamisten zu finden. Hier wären Milieurecherchen nötig, die Differenzierung in die pauschal geführte Debatte bringen.

Zunächst einmal geht es für das Institut darum, seinen eigenen Zusammenhalt zu sichern. Auf seine drei Zentralen in Frankfurt, Bremen und Leipzig kommt viel Arbeit zu.

Le Figaro, no. 23577

Le Figaro, vendredi 5 juin 2020 968 mots, p. 12

Sciences

Surgisphere, une entreprise fantôme au coeur de la polémique du « Lancet »

Cette start-up américaine est soupçonnée d'avoir fourni des jeux de données entièrement falsifiées à plusieurs équipes. Une fraude aussi grossière porterait un coup terrible au monde de l'édition scientifique.

Vanlerberghe, Cyrille

FRAUDE Comment une petite start-up américaine, Surgisphere, a-t-elle pu avoir un impact aussi grand sur la santé publique mondiale ? Du jour au lendemain, elle a fait changer des politiques sanitaires dans de nombreux pays, dont la France, et entraîné la suspension du plus grand essai clinique sur le Covid-19 par l'OMS. Le tout avec des données sur lesquelles les accusations de fraude deviennent de plus en plus flagrantes, mettant désormais en doute le sérieux des plus grandes revues scientifiques, dont *The Lancet*.

Vous ne connaissiez pas Surgisphere ? C'est normal. L'entreprise était totalement inconnue du grand public et des spécialistes il y a encore quelques semaines. Mais tout a basculé avec la publication le 22 mai dans la prestigieuse revue *The Lancet* d'une étude se basant sur les données que Surgisphere dit avoir collectées dans des centaines d'hôpitaux dans le monde, sur des dizaines de milliers de malades. Les résultats ont eu un retentissement planétaire : non seulement l'hydroxychloroquine n'avait aucun effet contre le coronavirus, mais elle augmentait fortement les risques de décès, et encore plus quand elle était associée à un antibiotique du type azithromycine, le double traitement que préconise le Pr Didier Raoult. Quelques jours plus tard, la grande majorité des essais cliniques menés dans le monde pour évaluer de manière rigoureuse l'efficacité de la chloroquine ou de ses dérivés, dont celui coordonné par l'OMS, Solidarity, étaient suspendus.

Mais aujourd'hui, avec deux semaines de recul, plus aucun spécialiste ne croit aux résultats de cette étude. La revue *The Lancet* elle-même a publié le mercredi 3 juin une mise en garde pour « alerter les lecteurs sur le fait que de sérieuses questions scientifiques ont été portées à (son) attention ». Un coup de tonnerre dans le monde de l'édition scientifique : « C'est une procédure totalement inhabituelle, remarque le Pr François Chast. Toute cette histoire est très embarrassante pour *The Lancet*, mais l'impact est malheureusement plus large que cela, puisque cela fait peser des doutes sur l'ensemble des publications scientifiques. »

Le *New England Journal of Medicine* en particulier est menacé pour avoir publié une autre étude réalisée à partir de données de Surgisphere. Il s'agissait cette fois de médicaments contre la pression artérielle dont on se demandait s'ils pouvaient augmenter les risques de Covid. Une troisième étude, une prépublication sur l'ivermectine, un médicament antiparasitaire pour lequel les auteurs annonçaient une efficacité spectaculaire contre le Covid-19, est également remise en cause. « Début avril, une étude australienne avait montré que l'ivermectine avait un effet *in vitro* contre le Sars-Cov-2. Et quelques jours plus tard seulement, cette grande étude américaine venait le confirmer sur des centaines de patients », rapporte Carlos Chacour, spécialiste de l'ivermectine, professeur à l'Institut de santé globale de Barcelone (ISGlobal) et l'un des premiers à exprimer des doutes sur les résultats de l'étude. « Le gros problème, c'est que l'ivermectine a effectivement un effet sur le coronavirus sur des échantillons en laboratoire, mais à des doses 50 fois supérieures à celles qu'on peut avoir dans le sang d'un malade qui prend ce traitement. »

Les trois études suspectes ont toutes trois auteurs en commun. Deux d'entre eux, le Pr Mandeep Mehra et le Dr Amit Patel, sont des cardiologues de haut niveau. Le premier dirige un service du Brigham and Women's Hospital à Boston, qui est lié à la très prestigieuse Harvard Medical School. Ces deux spécialistes, avec le professeur Frank Ruschitska, cardiologue ayant participé à l'étude controversée, ont demandé jeudi la rétractation de l'article publié dans le *Lancet*, mettant en cause le troisième auteur, le Dr

Sapan Desai, fondateur et PDG de Surgisphere. C'est sur ce dernier, et sa mystérieuse petite entreprise, que se concentrent désormais tous les soupçons.

Les premières critiques ont été relayées par le quotidien britannique *The Guardian* la semaine dernière. Des scientifiques se sont aperçus que l'étude faisait état de 73 décès dans six hôpitaux australiens, alors que le pays n'avait déclaré que 67 décès à la même date ! Autre bizarrerie, la moitié des patients australiens prenaient de la chloroquine, alors que seule l'hydroxychloroquine est autorisée dans le pays. Dans l'étude sur l'ivermectine, Carlos Chacour note qu'elle comporte 3 patients africains hospitalisés en réanimation... quand il n'y a en réalité que 2 malades répertoriés sur l'ensemble du continent à cette date !

« En me plongeant dans le tableau de données, je me suis aperçu que les patients en Asie avaient exactement le même taux de diabète que ceux en Amérique, qui avaient pourtant un indice de masse corporelle 4 points plus élevés, rapporte le Pr Philippe Froguel, spécialiste du diabète, et professeur au CHU de Lille et à l'Imperial College de Londres. C'est impossible quand on connaît la corrélation entre le surpoids et le diabète. »

Face aux critiques qui arrivent désormais de scientifiques du monde entier, le Dr Sapan Desai se retranche derrière des clauses de confidentialité qui empêcheraient Surgisphere de divulguer les données et même les noms des hôpitaux partenaires... Les dizaines de grands hôpitaux interrogés à travers le monde affirment tous n'avoir aucun lien avec Surgisphere. Sur LinkedIn, l'entreprise n'avait que six employés, parmi lesquels une actrice de films érotiques et un auteur de science-fiction. Mais aucun scientifique. *« Il faut se rendre à l'évidence, Surgisphere est en fait une coquille vide. Les données sont incohérentes et matériellement impossibles à collecter dans autant d'établissements sans qu'aucun partenariat ne soit mentionné. La seule explication qui tienne, c'est que les données sont inventées de toutes pièces, assène le Pr Philippe Froguel. Le Lancet n'a clairement pas fait le travail de vérification nécessaire avant publication, mais pour sa défense, cette fraude est tellement énorme qu'elle était en fait inimaginable. »*

<https://www.lefigaro.fr/conjoncture/dette-deficit-croissance-chomage-l-annee-2020-va-battre-tous-les-records-20200604>

Le Figaro, no. 23577

Le Figaro Économie, vendredi 5 juin 2020 601 mots, p. 23

Économie

Dettes, déficit, croissance, chômage : l'année 2020 va battre tous les records

de Guigné, Anne

La brume se dissipe et les économistes peuvent désormais mesurer les terribles dégâts causés par le coronavirus sur le plan économique. Le troisième projet de loi de finances rectificatif pour 2020, présenté le 10 juin par Bruno Le Maire et Gérard Darmanin, donne une fidèle image du choc provoqué par huit semaines de confinement. Les deux ministres de Bercy ont inscrit dans ce texte des chiffres historiques, dignes des périodes de guerre. L'activité économique est attendue en France en repli de 11 %, la dette devrait grimper à près de 121 % du produit intérieur brut (PIB) et le déficit public gonfler à 11,4 % du PIB.

Le pays mettra des années à apurer ces excès. « *Nous sommes de plus en plus endettés* » car « *nous avons dépensé beaucoup d'argent* », mais « *la situation est sous contrôle* », a voulu rassurer Gérard Darmanin, ce jeudi, sur France 2, tout en admettant que « *220 milliards d'euros de déficit de l'État (...), 50 milliards d'euros de trou de la Sécurité, ce sont des chiffres qui peuvent donner le vertige* ». Ces données paraissent surtout aujourd'hui abstraites, car le choc est encore en suspens.

Ce ne sera plus le cas dans quelques mois quand les mécanismes de soutien aux entreprises, mis en place pendant le confinement, seront peu à peu levés. Le choc se muera alors en crise sociale. Le chômage est en effet attendu par la Commission européenne à 10,1 %, soit un bond de plus de deux points en moins d'un an. « *Le plus dur est devant nous. Le choc de la crise a été extrêmement violent en France* », a d'ailleurs prévenu à plusieurs reprises Bruno Le Maire. L'Insee table sur un effondrement du PIB de 20 % au deuxième trimestre, après 5 % au premier. Bercy s'attend ensuite à un modeste rebond au deuxième semestre puis plus franc en 2021.

Tous les grands agrégats de l'année 2020 donnent le tournis : la consommation, pilier de la croissance en France, se replierait de 10 %. Prudents, les ménages vont en effet continuer de favoriser l'épargne et abonderaient leur bas de laine de... 100 milliards d'euros supplémentaires cette année. Plus grave pour l'avenir du pays, l'investissement des entreprises, cœur de leur compétitivité, s'effondrerait de 19 %. Le recul de l'activité privée est si brutal que le ratio de dépense publique sur PIB bondirait à... 64 %. Dans le sillage, les recettes fiscales diminueraient de 70 milliards d'euros par rapport à la loi de finances initiale, votée en décembre 2019.

L'État n'a pourtant pas limité sa peine pour tenter d'amortir le choc. D'emblée, ce sont 400 milliards d'euros de garanties et aides qui ont été mis sur la table pour aider les entreprises à passer le cap du confinement. Le dispositif va être renforcé à l'occasion du troisième budget rectificatif pour 2020. Le texte détaillera en effet les nouvelles mesures dédiées aux secteurs les plus fragiles. En tout, 43 milliards d'euros de crédits budgétaires et prêts sont prévus : 18 milliards fléchés vers le tourisme, la restauration et l'hôtellerie, 8 milliards vers l'automobile. Le solde ira à l'aéronautique, la tech et le bâtiment.

Enfin, un plan de relance plus global est attendu pour fin août. Bruno Le Maire a déjà exclu de suivre l'exemple allemand d'une baisse de la TVA qui, dans le cas français, profiterait trop aux exportations et grèverait un peu plus les rentrées fiscales. « *Nous privilégions plutôt des éléments de politique de l'offre, un renforcement de la compétitivité dans le cadre d'une économie décarbonée* », confirme l'entourage du ministre de l'Économie.

<https://www.economist.com/leaders/2020/06/04/dont-worry-about-inflation-yet>

Tomorrow's problem

Don't worry about inflation—yet

Monetary stimulus is unlikely to spark sustained price rises while labour markets remain depressed

[Leaders Jun 4th 2020 edition](#)



Never before have central banks created so much money in so little time. In the past three months America's monetary base has grown by \$1.7trn as the Federal Reserve has hoovered up assets using new money. As *The Economist* went to press, the European Central Bank (ecb) was expected to expand its emergency bond-buying programme beyond its initial size of €750bn (\$830bn). Money-creation has tacitly financed much of the emergency spending unleashed to help economies through the pandemic. It has also propped up asset markets. The Fed is buying junk bonds; the Bank of Japan has stepped up its purchases of equities and could soon own over a fifth of many large Japanese companies (see [article](#)). All the while economies are contracting. As a result, America's base-money-to-gdp ratio may grow by nine percentage points in the second quarter of 2020. That would be by far the biggest such rise in decades.

It is only natural for money-creation on this scale to spark fears about inflation, which is the consequence of too much money chasing too few goods and services. All the more so because the pandemic has constrained production, at least temporarily, by forcing factories and shops to close and limiting global trade. It is no surprise, therefore, that a vocal minority of investors and economists predict an inflation surge, including researchers at Morgan Stanley; Ray Dalio, a hedge-fund manager; and a clutch of monetarist academics. Similar forecasts after the financial crisis in 2007-09, when central banks' balance-sheets also ballooned, proved to be wholly wrong. But, in contrast to then, much of today's stimulus is ending up in households' bank accounts. In April, for instance, Americans' total incomes rose by 11% thanks to emergency support from the government (and, indirectly, from the Fed), even as overall wages and salaries fell by 8% as 20.5m workers lost their jobs. More money in consumers' pockets, according to hawkish logic, means this time will be different—and that inflation is more likely.

It is not. Several reasons suggest the hawks will probably be proved wrong again. Even accounting for the fall in oil prices, inflation is sharply lower in most places because households are slashing their consumption and saving more (see [article](#)). Some of that is by necessity—it is hard to spend when shops are shut. But even as economies reopen, spending is likely to remain tepid, not least because unemployment is soaring. America's latest monthly unemployment figures, due on June 5th, are likely to show a jobless rate of 20%. It would be similarly high in many other countries, like Britain, were they not generously subsidising employers' payrolls. Job insecurity in a depressed labour market is

reason enough to save. And governments cannot replace lost incomes indefinitely. Many are already thinking about how to wind down their support in order to get people back to work.

The immediate risk, therefore, is not too much inflation, but too little, amid a slow recovery and a painful economic restructuring. Many firms will emerge from lockdown with huge debts. Many workers may need to move from one industry to another. In such an environment the chief danger will be that policymakers withdraw stimulus too soon. That is what happened in 2011, after the global financial crisis, when the *ecb* raised interest rates. Financial markets seem to expect such stimulus to be insufficient. Their inflation expectations suggest the Fed, the *ecb* and the Bank of Japan will all undershoot their targets on average for the next decade. Even America's buoyant stockmarket is favouring firms that can thrive in a low-inflation environment.

Only after economies and job markets have healed will a sustained rise in inflation become a risk. Governments will emerge from the pandemic with much higher public debts, and they may be tempted to press monetary policymakers to keep interest rates low rather than to apply the brakes. Even then, inflation will become a threat only if central bankers buckle under the pressure and thus start to lose the faith of the markets. In other words, there will be a time to worry. But it is not now.

EZB-URTEIL UND DIE FOLGEN:

Jetzt war es so weit

- VON DIETER GRIMM
- -AKTUALISIERT AM 18.05.2020-07:16



Das Bundesverfassungsgericht hat sich gegenüber dem Europäischen Gerichtshof in Zurückhaltung geübt, solange es ging. Doch irgendwann musste Karlsruhe Luxemburg in die Schranken weisen. Das ist jetzt geschehen. Ein Gastbeitrag.

Liest man die Kommentare, vor allem die ausländischen, zu dem Urteil, welches das Bundesverfassungsgericht am 5. Mai über die Anleihekäufe der Europäischen Zentralbank gefällt hat, gewinnt man den Eindruck, dass etwas Unvorstellbares passiert ist. Das deutsche Gericht, heißt es, verweigert dem europäischen die Gefolgschaft und legt damit eine „Bombe unter die europäische Rechtsordnung“ („Financial Times“).

Indessen ist das Risiko eines Konflikts zwischen den beiden Gerichten alt. Der Europäische Gerichtshof hat es heraufbeschworen, als er 1963 implizit annahm und 1964 explizit aussprach, dass europäisches Recht dem nationalen Recht vorgeht, selbst dem nationalen Verfassungsrecht. Alternativlos war das nicht, denn in den Römischen Verträgen sucht man den Vorrang des Gemeinschaftsrechts vergeblich. Die Mitgliedstaaten, welche sich am damaligen Rechtsstreit beteiligten, bestritten, etwas Derartiges in den Verträgen vereinbart zu haben. Selbst der Generalanwalt des EuGH vermochte in den Verträgen keine Grundlage für den Vorrang des Europarechts zu erkennen. Der EuGH leitete ihn aus dem Zweck der Wirtschaftsgemeinschaft ab. Es könne keinen gemeinsamen Markt geben, wenn jeder Mitgliedstaat europäisches Recht nach seinem Gutdünken anwende und auslege.

Das Argument lässt sich nicht von vornherein von der Hand weisen. Das Bundesverfassungsgericht hat den Vorrang des Gemeinschaftsrechts daher im Grundsatz anerkannt, übrigens als erstes nationales Höchstgericht. Es beharrt aber im Gegensatz zum EuGH darauf, dass das Gemeinschaftsrecht diese Eigenschaft nicht aus sich heraus besitzt, sondern nur, weil der deutsche Gesetzgeber seine vorrangige Geltung in Deutschland im Zustimmungsgesetz zu den Verträgen angeordnet hat.

Das kann nur das Bundesverfassungsgericht beurteilen

Das sieht wie ein Theorienstreit aus, hat aber praktische Folgen. Der Vorrang des Gemeinschaftsrechts reicht dann nämlich nur so weit, wie die Bundesrepublik tatsächlich Kompetenzen an die Europäische Union abgegeben hat. Kompetenzlose europäische Rechtsakte entfalten keine Bindungswirkung. Ob Deutschland eine Kompetenz wirksam übertragen hat, richtet sich nach deutschem Verfassungsrecht, und das kann nur das Bundesverfassungsgericht beurteilen, kein europäischer Gerichtshof.

Dass jeder europäische Rechtsakt auf einer übertragenen Kompetenz beruhen muss, um rechtswirksam zu sein, bestreitet freilich auch der EuGH nicht. Auf der Basis seiner Annahme, das europäische Recht habe sich vom Willen der Mitgliedstaaten emanzipiert und gelte nun unabhängig davon, besteht er aber darauf,

dass nur er zu beurteilen hat, ob die EU eine Kompetenz besitzt und ob ein europäischer Rechtsakt von der Kompetenz gedeckt ist. Demgegenüber geht das Bundesverfassungsgericht davon aus, dass die Kontrollbefugnis geteilt ist.

Der EuGH prüft die Vertragsmäßigkeit europäischer Rechtsakte mit Wirkung für die gesamte EU. Das Bundesverfassungsgericht prüft für die Bundesrepublik, ob eine zulässige Kompetenzübertragung stattgefunden hat. Kommt es zu dem Schluss, dass ein europäischer Rechtsakt kompetenzwidrig ist, darf er in der Bundesrepublik nicht angewandt werden.

Auf dem Boden der Verträge

Das Bundesverfassungsgericht steht mit dieser Auffassung keineswegs allein. Die meisten Verfassungsgerichte der Mitgliedstaaten sind ihm gefolgt. Einige haben sogar schon vor dem Bundesverfassungsgericht Europarecht für in ihrem Staat unanwendbar erklärt. Die Karlsruher Entscheidung zum PSPP-Programm ist also kein Novum. Sie findet nur mehr Aufmerksamkeit, zum einen weil es das deutsche Verfassungsgericht ist, ohne Zweifel das einflussreichste in der EU, zum anderen weil es um einen spektakulären Fall mit dem Risiko erheblicher wirtschaftlicher Folgen geht, vielleicht auch, weil die Entscheidung in eine Zeit dramatischer Krisen fällt, deren Bewältigung enorme finanzielle Aufwendungen erfordert, obwohl das Urteil mit den Covid-19-Hilfsmaßnahmen nichts zu tun hat.

Um die Situation zu beurteilen, muss man einen Blick hinter den nunmehr ausgebrochenen aktuellen Konflikt werfen. Warum liegt dem Bundesverfassungsgericht so viel an seiner Kontrollbefugnis? Die geläufige Antwort: weil es seine Machtposition wahren wolle, ist vorschnell und verharmlost das Problem. Im Zentrum steht für das Bundesverfassungsgericht, dass die Europäische Union ein Verbund souverän gebliebener Staaten ist, der von diesen Staaten getragen wird und deren Identität, wie sie sich vor allem in den nationalen Verfassungen ausdrückt, zu achten hat. Diese Eigenart der EU wird durch das Prinzip der begrenzten Einzelermächtigung gesichert. Danach hat die EU nur diejenigen Kompetenzen, welche ihr die Mitgliedstaaten übertragen haben. Umgekehrt gesagt: Kompetenzen, die sie gern hätte, kann sie den Mitgliedstaaten nicht nehmen. Und auch im Wege der Vertragsinterpretation dürfen nur die übertragenen Kompetenzen ausgelegt, nicht neue begründet werden.

Damit steht das Bundesverfassungsgericht voll und ganz auf dem Boden der Verträge. Genauso ist es dort geregelt. Das will auch der EuGH nicht bestreiten; er legt Wert darauf, dass er sich in seiner Rechtsprechung daran hält. Dessen ist sich das Bundesverfassungsgericht aber nicht so sicher. Es stellt fest, dass Verstöße gegen die Kompetenzordnung nicht nur vom Rat und von der Kommission oder dem Europäischen Parlament ausgehen können, sondern auch vom Hüter der Verträge, dem EuGH selbst. Das ist theoretisch ganz unbestreitbar, ohne dass man dahinter gleich willentliche Rechtsverletzungen wittern müsste. Aber auch praktisch hat der EuGH dieser Besorgnis viel Nahrung gegeben. In äußerst extensiver Auslegung der Verträge hat er das Prinzip der begrenzten Einzelermächtigung, auf dem das gesamte europäische Gebäude beruht, beträchtlich aufgeweicht und tiefe Breschen in die Rechtsordnungen der Mitgliedstaaten geschlagen, meist im Interesse der vier wirtschaftlichen Grundfreiheiten, also mit einer liberalisierenden Tendenz.

Entscheidungen in einem unpolitischen Modus

Darauf geht die Aussage des Bundesverfassungsgerichts im Lissabon-Urteil von 2009 zurück, dass die Organe der EU, auch die gerichtlichen, „eine Tendenz zu ihrer politischen Selbstverstärkung“ aufweisen. Da aber mit jeder Kompetenzzuweisung der EU die Bedeutung der nationalen Verfassung schrumpft, müssen es die Mitgliedstaaten der EU verwehren, „sich der Kompetenz-Kompetenz zu bemächtigen“ oder die „Verfassungsidentität“ der Mitgliedstaaten zu verletzen. Der EuGH hat bei der schleichenden Kompetenzaushöhlung selbst als Motor gewirkt – deshalb bleiben insoweit als Gegengewicht nur die nationalen Verfassungsgerichte übrig. Das Bundesverfassungsgericht, so stellt es das Lissabon-Urteil fest, muss daher die Möglichkeit zur Sicherung der vertraglichen Kompetenzordnung und der Identität der nationalen Verfassung haben. „Anders können die von Art. 4 Abs. 2 Satz 1 EUV-Lissabon anerkannten grundlegenden politischen und verfassungsmäßigen Strukturen souveräner Mitgliedstaaten bei fortschreitender Integration nicht gewahrt werden.“

In vollem Umfang lässt sich die Karlsruher Sorge aber erst begreifen, wenn man sie im Licht der europäischen Demokratieproblematik betrachtet. Die EU bezieht ihre demokratische Legitimation vorwiegend von den ihrerseits demokratisch organisierten Mitgliedstaaten, die im Europäischen Rat und im Ministerrat die zentrale Position im europäischen Institutionengefüge einnehmen. Demgegenüber ist die eigene Legitimation, die der EU über die Wahl des Europäischen Parlaments zufließt, relativ schwach, zum einen, weil das Parlament an Befugnissen den nationalen Parlamenten nachsteht, vor allem aber, weil die Beteiligung der Unionsbürger an Europawahlen dürftig ist und man in dieser Wahl auch nur wenig Einfluss auf die europäische Politik nehmen kann. Das hängt wiederum damit zusammen, dass bei der Europawahl nur nationale Parteien wählbar sind, die im Parlament aber keine eigenständige Rolle spielen. Als Akteure treten dort vielmehr die europäischen Fraktionen auf, die nicht zur Wahl stehen, in keiner Gesellschaft verwurzelt sind und sich erst nach der Wahl programmatisch festlegen.

Verschärft wird das Demokratieproblem durch den oft übersehenen Umstand, dass das Legitimationsniveau der EU gerade durch den Einfluss beeinträchtigt wird, den sich der EuGH durch die Erklärung des Vorrangs von Europarecht selbst verschafft hat. Die EU ist über das anfängliche Ziel der Wirtschaftsgemeinschaft längst hinausgewachsen und zu einer politischen Union geworden, ohne dass die Entscheidungsstrukturen dem entsprechen. Der erreichte Integrationsstand ist nur zum Teil das Ergebnis von Beschlüssen der demokratisch legitimierten und verantwortlichen Organe der Mitgliedstaaten und der EU, hingegen in erheblichem Maß das Ergebnis der Rechtsprechung des EuGH. Entscheidungen von höchstem politischem Gewicht fallen auf diese Weise in der EU in einem unpolitischen Modus, der sowohl die demokratisch legitimierten und verantwortlichen Organe als auch die Öffentlichkeit von der Beteiligung ausschließt.

Legitimationsmangel der EU

Durch den Vorrang sind die Verträge mit der Wirkung einer Verfassung versehen worden. Was auf der Verfassungsebene geregelt ist, wird damit dem demokratischen Prozess entzogen. Es bildet die Grundlage politischer Entscheidungen, ist aber nicht mehr Thema politischer Entscheidungen. Diese Bereitstellung von Entscheidungsgrundlagen, über die nicht mehr entschieden werden muss, ist der Sinn von Verfassungen. Dazu sind sie da. Wegen dieser Wirkung beschränken sie sich aber auf einige Grundprinzipien der politischen und gesellschaftlichen Ordnung sowie auf die Bestimmung der Organe des Gemeinwesens und ihrer Kompetenzen und Verfahren. Sie regeln die Herstellung politischer Entscheidungen, überlassen diese Entscheidungen selbst aber dem demokratischen Prozess. In der EU ist das anders, denn die Verträge sind, im Unterschied zu staatlichen Verfassungen, voll von Vorschriften, die in jedem Staat gewöhnliches Gesetzesrecht wären und deswegen jederzeit der demokratischen Veränderung offenstehen.

Alle diese Policy-Bestimmungen der Verträge nehmen nun aber am Vorrang der Verträge teil, also an deren verfassungsgleichen Wirkungen. Sie sind dem demokratischen Prozess entzogen. Wahlen bleiben insoweit folgenlos. Der EuGH kann hier frei schalten. Soweit die Verträge reichen, sind die demokratisch legitimierten und verantwortlichen Organe an den Entscheidungen nicht nur nicht beteiligt, sie können sie auch nicht ändern. Die Konstitutionalisierung der Verträge, die nicht als Verfassung gedacht waren, führt folglich zu einer Entpolitisierung der EU. Die Organe, welche mittelbar oder unmittelbar aus Wahlen hervorgehen und deswegen die öffentliche Meinung beachten müssen, haben in den vertraglich geregelten Bereichen nichts zu sagen. Der Gerichtshof, der etwas zu sagen hat, ist gegen Wahlergebnisse und öffentliche Meinung immunisiert. Die europäische Integration konnte auf diese Weise auf leisen Sohlen vorangetrieben werden und einen Stand erreichen, hinter dem kein artikulierter demokratischer Wille steht. Das ist die eigentliche Demokratieproblematik der EU, und sie hat gerade mit der Rechtsprechung des EuGH zu tun.

Wie kaum bezweifelt wird, ist das demokratische Legitimationspotential der einzelnen Staaten erheblich höher als das der EU, von supranationalen Einrichtungen auf globaler Ebene ganz zu schweigen. Der Legitimationsmangel der EU lässt sich auch nicht, wie viele meinen, durch institutionelle Reformen, insbesondere die Umwandlung der Union in ein parlamentarisches System nach staatlichem Muster, ausbessern. Deswegen bleibt die EU noch auf lange Sicht auf die Legitimationszufuhr aus den Mitgliedstaaten angewiesen. Sie kann die staatlichen Legitimationsressourcen nicht einfach durch weitere Ausdehnung ihrer Befugnisse auf sich umlenken. Im Gegenteil müsste sie im eigenen Interesse auf eine starke mitgliedstaatliche Demokratie bedacht sein, statt diese immer weiter auszuzehren. Das 1992 in die

Verträge eingefügte Subsidiaritätsprinzip, das die Auszehrung verhindern sollte, ist ohne jede Wirkung geblieben.

Keine effektive Kontrolle der EZB

Die Diskussion über das jüngste Urteil des Bundesverfassungsgerichts sieht von diesen Rahmenbedingungen ab. Sie greift daher zu kurz. Die eng begrenzte Kontrollkompetenz, die das Bundesverfassungsgericht gegenüber europäischen Rechtsakten in Anspruch nimmt, kann sich auf gute Gründe stützen, ihre Notwendigkeit wird durch den stark justizlastigen Verlauf der Integration und dessen entdemokratisierende Folgen bestätigt. Fragen kann man freilich, ob das Gericht seine immer wieder bekräftigte Kontrollbefugnis gerade an diesem Gegenstand und gerade in dieser Zeit erstmals ausüben musste. Es hatte Gelegenheiten, seine Vorbehalte womöglich überzeugender zur Geltung zu bringen, insbesondere im OMT-Streit um die Ankündigung des EZB-Präsidenten [Mario Draghi](#), sein Institut werde zur Rettung des Euro tun, „whatever it takes“.

Der Zweite Senat des Bundesverfassungsgerichts sprach dazu am 21. Juni 2016 sein Urteil. Auch hier geht es jedoch nicht ohne Vorgeschichte ab. Der OMT-Fall war der erste, in dem das Bundesverfassungsgericht dem EuGH die Frage vorlegte, ob ein Rechtsakt der EU auf einer von den Mitgliedstaaten übertragenen Kompetenz beruht und vertragsgemäß vorgenommen wurde. Der EuGH hatte sich lange nach einer Vorlage aus Karlsruhe geseht. Nun war sie da, der viel berufene „Dialog der Gerichte“ hätte beginnen können. Aber die Bereitschaft zum Dialog war auf Seiten des EuGH recht gering. Wenn man seine Antwort auf die Karlsruher Vorlage liest, gewinnt man nicht den Eindruck einer ernstlichen Auseinandersetzung mit den Bedenken des Bundesverfassungsgerichts. Er hat Karlsruhe kühl beschieden, dass seine Bedenken unbegründet seien.

Das Bundesverfassungsgericht fühlte sich durch die Luxemburger Antwort nicht beruhigt. Dennoch fügte es sich, weil zumindest so viel aus der Entscheidung des EuGH hervorging, dass die [EZB](#) nicht im rechtsfreien Raum operiere, sondern rechtliche Grenzen zu respektieren habe. Im jetzigen PSPP-Verfahren gab es eine erneute ausführlich begründete Vorlage, und wieder kann man nicht feststellen, dass sich der EuGH mit ihr in einer Weise auseinandersetzte, die einem Dialog entspreche. So kam das Bundesverfassungsgericht zu dem Schluss, dass der EuGH auf eine effektive Kontrolle der EZB verzichtet habe und dieser erlaube, Umfang und Reichweite ihres Mandats frei zu bestimmen.

Eine strukturelle Gewichtsverlagerung

Gleichwohl ist der Karlsruher Einspruch in der Sache zurückhaltend ausgefallen und eröffnet Lösungswege. Das Bundesverfassungsgericht hat nicht zum großen Schlag ausgeholt und der EZB vorgeworfen, sie habe die Grenzen zwischen Währungspolitik (die ihre Aufgabe ist) und Wirtschaftspolitik (die ihr verwehrt ist) überschritten. Eine offensichtliche Umgehung des Verbots ließ sich nicht feststellen. Die EZB hat ihre Kompetenz nach der Annahme des Bundesverfassungsgerichts aber ausgeübt, ohne die Verhältnismäßigkeit ihres Ankaufsprogramms zu prüfen, wie es Artikel 5 des EU-Vertrages verlangt. Es hat der EZB Gelegenheit gegeben, diese Prüfung nachzuholen und sich je nach dem Ergebnis entweder zu rechtfertigen oder zu korrigieren. Die Unabhängigkeit der EZB wird dadurch nicht in Frage gestellt. Das Karlsruher Urteil ist keine Anweisung, wie häufig zu lesen. Die EZB untersteht nicht dem Grundgesetz.

Gegenüber dem EuGH fällt der Karlsruher Spruch dagegen weniger moderat aus. Ihm wird der Vorwurf nicht erspart, er habe „ultra vires“ gehandelt, in Überschreitung seiner Kompetenzen, indem er die rechtlichen Grenzen, die der EZB gezogen seien, so weit zurückgenommen habe, dass die Bank frei sei, Wirtschaftspolitik zu betreiben und damit in den Zuständigkeitsbereich der Mitgliedstaaten einzugreifen. Dafür finden sich in dem Urteil gute Gründe. Unter anderem belegt das Bundesverfassungsgericht minutiös, dass der EuGH in Bezug auf die EZB von seinen eigenen Maßstäben zur Anwendung des Verhältnismäßigkeitsprinzips abgewichen ist. Dass das Bundesverfassungsgericht gegenüber den Luxemburger Kollegen in der Form moderat gewesen sei, kann man erst recht nicht sagen. Kein Gericht lässt sich gern vorwerfen, sein Urteil sei „schlechterdings nicht mehr nachvollziehbar“ und insofern „objektiv willkürlich“. Der Schluss folgt dann zwangsläufig: „Da es sich selbst als Ultra-vires-Akt darstellt, kommt ihm insoweit keine Bindungswirkung zu.“

Allerdings muss man auch hier noch einmal den Gründen nachspüren. Dann kommt zum Vorschein, dass sich das Bundesverfassungsgericht in einer aus bester, nämlich europafreundlicher Absicht selbst gestellten Falle gefangen hat. In einem Beschluss von 2010 hat es seine stets geäußerte Absicht, nur in extremen Ausnahmefällen einem Urteil des EuGH die Gefolgschaft zu versagen, präzisiert und dabei die Hürden für sich selbst außerordentlich hoch gelegt. Erstens werde es eine solche Entscheidung nur nach Einholung der Rechtsmeinung des EuGH fällen; zweitens reichten Meinungsverschiedenheiten über die richtige Auslegung der Verträge nicht, die Auffassung des EuGH müsse sich vielmehr als schlechterdings nicht mehr haltbar und insofern als willkürlich erweisen; drittens müsste es als Folge eines solchen EuGH-Urteils zu einer strukturellen Gewichtsverlagerung von den Mitgliedstaaten zur EU kommen. Danach blieb ihm nicht viel mehr übrig, als diese zum Schutz des EuGH gedachte Sprache irgendwann gegen ihn zu wenden. Jetzt war es so weit.

Die fehlende Hierarchie zwingt zur Rücksichtnahme

Lässt sich der Konflikt lösen? Die Frage verlangt zwei Antworten, eine grundsätzliche zum Verhältnis der beiden Gerichte und eine fallbezogene zu den Folgen für das EZB-Programm. Was das Grundsätzliche angeht, stößt das Recht hier an Grenzen. Da beide Gerichte von ihrer jeweiligen Prämisse aus folgerichtig argumentieren, ist eine Lösung nicht in Sicht. In ein und derselben Sache gibt es zur selben Zeit zwei einander widersprechende Urteile, und da die EU kein Staat mit geschlossener Hierarchie ist, kann kein Gericht das Urteil des anderen aufheben. Es hängt dann von der Politik ab, wie sie sich verhält. Die Rechtswissenschaft gewinnt der Situation sogar positive Seiten ab: Die fehlende Hierarchie zwingt die Gerichte, aufeinander Rücksicht zu nehmen. Diese Rücksicht hat das Bundesverfassungsgericht bis zum 5. Mai unter mancher Selbstüberwindung geübt. Vom EuGH ist das nicht honoriert worden. Es wäre ein Gewinn, wenn es künftig eine wechselseitige Rücksicht gäbe.

Fallbezogen genügt eine wie immer übermittelte Erklärung der EZB, wieso ihr Programm des Ankaufs von Staatsanleihen den Anforderungen des Verhältnismäßigkeitsprinzips entspricht. Dann kann die Deutsche Bundesbank sich an diesem Programm weiter beteiligen. Als Schaden bliebe dann vor allem die ermutigende Wirkung, die das Urteil auf Mitgliedstaaten der EU haben könnte, die sich vom Rechtsstaat immer weiter entfernen. Darauf weisen fast alle Kritiker hin, und es kann als sicher gelten, dass sich Ungarn und Polen in ihrer Auseinandersetzung mit der Kommission auf das deutsche Vorbild berufen werden, auch wenn Karlsruhe den Ausnahmecharakter seiner Entscheidung so klar wie möglich gemacht hat. Aber soll man sich von Richtern, denen es doch ums Recht gehen muss, wünschen, dass sie eine nach ernsthafter Prüfung rechtlich gebotene Entscheidung unterlassen, weil sie von anderen missbraucht werden kann?

Dieter Grimm war von 1987 bis 1999 Richter des Bundesverfassungsgerichts im Ersten Senat, der nicht für das Europarecht zuständig ist.

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/debatten/ezb-urteil-des-bverfg-gesine-schwans-replik-auf-dieter-grimm-16800518.html?premium>

DEBATTE ZUM EZB-URTEIL:

Der Weg aus der Falle

- VON GESINE SCHWAN
- -AKTUALISIERT AM 05.06.2020-22:40



Das Urteil des Bundesverfassungsgerichts zum Ankauf von Anleihen durch die Europäische Zentralbank wirft Fragen auf zur Politik in Zeiten der Globalisierung. Es zeigt aber auch: Die Demokratie lebt nicht vom Nationalstaat allein. Eine Replik auf Dieter Grimm.

Das Urteil des Bundesverfassungsgerichts zum Ankauf von Anleihen durch die Europäische Zentralbank hat ein lebhaftes Echo gefunden. Die Entscheidung des Zweiten Senats wirft grundlegende Fragen auf, und zwar nicht nur zur demokratischen Legitimation der Europäischen Union, sondern überhaupt zu den Möglichkeiten demokratischer Politik in Zeiten der Globalisierung. Das hat der frühere Verfassungsrichter Dieter Grimm hier am 18. Mai 2020 in einem Artikel gezeigt, der den Karlsruher Spruch in einen erhellenden historischen und systematischen Kontext stellt. Damit wird die weitreichende grundsätzliche Dimension des Urteils deutlich. Sich auf sie einzulassen und mit ihr auseinanderzusetzen ist auch aus politikwissenschaftlicher Sicht erforderlich.

Dieter Grimm hält das Urteil für „eine nach ernsthafter Prüfung rechtlich gebotene Entscheidung“. Diese durfte demnach nicht aus Opportunitätsabwägungen unterbleiben, etwa weil sich polnische und ungarische Gegner der Rechtsstaatlichkeit durch sie ermutigt fühlen könnten, dem Europäischen Gerichtshof die Gefolgschaft zu verweigern. Andererseits hätte in Grimms Sicht das deutsche Verfassungsgericht auch andere Gelegenheiten nutzen können, „seine Vorbehalte womöglich überzeugender zur Geltung zu bringen“. Es ging also offenbar um etwas anderes oder um mehr als die konkret zur Verhandlung stehenden EZB-Ankäufe.

Das erklärt womöglich die seltsam zirkuläre und verwirrende Begründung für die harsche Kritik aus Karlsruhe am EuGH, die Formulierung, dessen Urteil, welches das Handeln der EZB gerechtfertigt hatte, sei „schlechterdings nicht mehr nachvollziehbar“ beziehungsweise „willkürlich“. Diese Einschätzung begründet sich allem Anschein nach nicht aus dem konkreten Handeln der EZB in dem zu beurteilenden Fall der Ankäufe (mit den Nebenfolgen zum Beispiel für die deutschen Sparer), sondern daraus, dass nur ein so harsches Urteil die vom Bundesverfassungsgericht grundsätzlich in den Blick genommene Schlussfolgerung der Kompetenzüberschreitung, des Gangs „ultra vires“, rechtfertigen konnte. So erläuterte dies auch Richter Peter Michael Huber in seinem erklärenden Interview in die Zeitung (F.A.Z. vom 13. Mai).

Ein Einzelurteil wird instrumentalisiert

Dieter Grimm deutet die scharfe Kritik so, dass das Bundesverfassungsgericht in europafreundlicher Absicht in seinem früheren Beschluss von 2010 die Hürden sehr hoch gelegt habe, die übersprungen werden müssen, um dem EuGH eine Entscheidung „ultra vires“ vorwerfen zu können. Karlsruhe habe sich damit „in einer selbstgestellten Falle gefangen“. Um zum Schluss des „ultra vires“ zu gelangen, musste das

Bundesverfassungsgericht zehn Jahre später so hart formulieren. Daraus ist zu schließen, dass die harsche Kritik nicht aus der konkreten Entscheidung des EuGH selbst folgt, sondern aus einer Einschätzung des Bundesverfassungsgerichts, die sich schon lange aufgebaut hatte: Der EuGH neige zu einer Überschreitung seiner Kompetenz, und man werde ihm irgendwann die Grenzen seiner Kompetenz zeigen müssen.

Diese schon länger vorgetragene grundsätzliche Kritik sollte offenbar nur an diesem Urteil aus Luxemburg exemplifiziert werden. Aus nichtjuristischer Sicht fragt man sich, ob eine solche Instrumentalisierung eines Einzelurteils statthaft ist. Hätten die selbstgesetzten hohen Hürden von 2010 nicht einfach zu dem Urteil führen müssen, dass Karlsruhe dem EuGH keine Ultra-vires-Entscheidung vorwerfen muss? Das jedenfalls würde die Logik nahelegen.

Grundsätzliche Fragen für die EZB

Dass es, salopp gesagt, um einen Schuss vor den Bug gehen sollte, wird auch daran deutlich, dass Huber und Grimm es als ein Leichtes für den EuGH darstellen, die Bedingung des Bundesverfassungsgerichts nachträglich zu erfüllen und so den Konflikt zu heilen. „Fallbezogen genügt eine wie immer übermittelte Erklärung der EZB, wieso ihr Programm des Ankaufs von Staatsanleihen den Anforderungen des Verhältnismäßigkeitsprinzips entspricht“ – so Dieter Grimm. Dies scheint auf den ersten Blick leicht, weil der Grundsatz der Verhältnismäßigkeit kein messerscharfes Kriterium bietet und dem darin steckenden Übermaßverbot deshalb leicht Genüge getan werden kann. Wenn das so ist, wirkt der zuvor erhobene schwere Vorwurf der Willkür allerdings nicht sehr plausibel oder „verhältnismäßig“.

Es sei denn, man verlangte von der EZB in Zukunft generell eine detaillierte Analyse der wirtschaftlichen Folgen ihrer Ankäufe – dann aber in allen europäischen Ländern, für die sie ja zuständig ist – und eine Begründung dafür, welche sie warum akzeptiert und welche nicht. Ist ein Mangel an Liquidität des italienischen Staates unproblematischer als niedrige Zinsen für deutsche Sparer? Damit würde man der EZB allerdings indirekt eine wirtschaftspolitische Entscheidung abverlangen, die sie mit ihrer Geldpolitik gerade nicht treffen darf. Deshalb stellen sich beim Verlangen des Bundesverfassungsgerichts umgekehrt für die EZB grundsätzliche Fragen oder gar Hürden. Bei alledem kann man sich freilich fragen, ob die saubere Trennung von Geld- und Wirtschaftspolitik, welche die Theorie des Ordoliberalismus verlangt, real überhaupt möglich ist. Darüber besteht durchaus Streit.

Wie realistisch ist diese Perspektive?

Die genaue Analyse der Begründungen des Verfassungsgerichtsurteils spricht also dafür, dass dessen eigentliches Motiv viel tiefer liegt. In den Worten Grimms: „In vollem Umfang lässt sich die Karlsruher Sorge aber erst begreifen, wenn man sie im Licht der europäischen Demokratieproblematik betrachtet.“

Diese Problematik sieht Grimm darin, dass die EU keine eigene demokratische Legitimation aufweisen kann, sondern sie aus den sie konstituierenden Nationalstaaten herleiten muss. Auch das EU-Parlament biete nur eine „relativ dürftige“ Legitimation, weil es nicht über die Kompetenzen der nationalen Parlamente verfüge, weil nur nationale Parteien zur Europawahl anträten, die nach der Wahl aber keine Rolle mehr spielten. Dieser Mangel an demokratischer Legitimation der EU lässt sich nach Grimm auch durch institutionelle Reformen nicht „ausbessern“.

Damit steht die Europäische Union dauerhaft auf legitimatorisch und infolgedessen auch politisch wackeligen Beinen. Aber wie schlüssig und wie realistisch ist diese verfassungsjuristische Perspektive? Die Nationalstaaten sind ja derzeit gerade dabei, in der Wahrnehmung der Gesellschaften an demokratischer Legitimation dramatisch zu verlieren. Diese subjektive Legitimationsüberzeugung ist aber von der „objektiven“ rechtlichen Legitimation nicht einfach zu trennen, sondern für deren Lebendigkeit erforderlich.

Die Problemlösungsfähigkeit wird zweifelhaft

Der besagte Trend zeigt sich an abnehmender Wahlbeteiligung und an steigendem Protest, an der Schwierigkeit von Regierungsbildungen, am Anwachsen von rechtspopulistischen oder rechtsextremen Parteien. Er zeigt sich auch an Versuchen, die repräsentative Demokratie durch plebiszitäre Elemente oder

Partizipationsformen zu reformieren. Vorschläge, Wahlen durch Losverfahren zu ersetzen oder zu ergänzen, um die politische Gleichheit aller Bürger gegen die Übermacht von Lobbyisten zu stärken, weisen vor dem Hintergrund zunehmender Ungleichheit auf das (auch für den Nationalstaat) demokratietheoretisch ungelöste Problem hin, wie die legitimen Partikularinteressen und ihre unterschiedlichen Durchsetzungspotentiale mit dem Gemeinwohl vereinbart werden können. Nicht von ungefähr erfreut sich dieser „altmodische“ Begriff aktuell wieder zunehmender Beliebtheit.

Und schließlich sind die Zweifel bei Bürgerinnen und Bürgern immer größer geworden, ob sich eine nationalstaatliche demokratische Politik noch gegen global agierende kapitalistische Akteure gestalten kann. Denn der Legitimationsverlust der Nationalstaaten rührt nicht daher, dass plötzlich unfähige oder korrupte Politiker das Heft in der Hand halten. Im Zeitalter der Globalisierung wird die Problemlösungsfähigkeit der Nationalstaaten zweifelhaft. Strukturelle Gründe beschädigen, wie es politikwissenschaftlich heißt, die Output-Legitimation politischer Lösungen, im Unterschied zur Input-Legitimation durch Wahlen.

Globale Herausforderungen

Die naheliegende Lösung, demokratische Politik über die Grenzen der Nationalstaaten hinaus durch Regierungskooperationen und Konferenzen zustande zu bringen, ist weitgehend gescheitert. Wir sehen das an den Klimakonferenzen. Der Grund ist derselbe, warum der Rat der Europäischen Regierungschefs und der Ministerrat der EU so schwer vorankommen: Die Akteure gewinnen ihre Macht in nationalen Wahlen. Sie haben es deshalb schwer, für Politiken zu werben, die ihre nationale Wahlklientel nicht interessieren oder sogar stören – und sei es auch nur in den Darstellungen der nationalen Medien. Zugleich werden die transnationalen Probleme immer dringlicher. Aber die Ursachen und Zuständigkeiten für deren Nicht-Lösung auszumachen ist kaum noch möglich.

Wenn es also die versammelten Regierungen – auch in den Vereinten Nationen – nicht schaffen, globale Herausforderungen in Angriff zu nehmen, dann stellt sich die Frage, ob demokratische Politik überhaupt noch eine Zukunft hat. Wenn nicht, dann sieht es für die „unantastbare“ Würde aller Menschen, das Kernstück der liberalen Demokratie, schlecht aus.

Im Entstehen begriffen

Wollen wir diesen Wert, den wir jeden Tag proklamieren, aber politisch erhalten, dann müssen wir komplexere Formen demokratischer Politik suchen und verfolgen, und das hat Rückwirkungen auf deren Legitimation. Zu den notwendigen neuen Akteuren demokratischer Politik in der Globalisierung gehören Städte und Gemeinden, die sich zunehmend global vernetzen. Dazu gehören auch – siehe Kofi Annans „Global Compact“ – zivilgesellschaftliche Organisationen und Unternehmen, die zu freiwilligen Abmachungen beitragen, etwa über globale Lieferketten oder gegen Korruption. Das ist ein weites Feld. Aber so entsteht eine Architektur demokratischer Politik, die weit unübersichtlicher ist als eine Pyramide von Nationalstaaten. So wird auch die Legitimationsfrage weit komplexer als bei der schematischen Abfolge: Staatsvolk, Wahl, legitime demokratische Repräsentation, demokratische Politik.

Diese definiert sich dann nicht mehr einfach über Verfahren, sondern mehr und mehr über die durch sie realisierten Werte und Rechte, auf die wir uns in internationalen (also noch von Nationalstaaten legitimierten) Vereinbarungen wie den UN-Menschenrechten geeinigt haben. Zugleich folgt sie aber auch aus verzweigten Wahl-, Los- und Partizipationsverfahren auf kommunaler, regionaler, nationaler, kontinentaler und globaler Ebene. Daraus entsteht ein Geflecht verschiedener Input-Legitimationen. Sie sind im Entstehen begriffen, entwickeln sich weiter und bedürfen einer schrittweisen Zusammenführung, um sich wenigstens einer pragmatischen Kohärenz immer wieder anzunähern und nachhaltige globale Lösungen zu ermöglichen (Output-Legitimation).

Eine Sackgasse

Diese „unordentliche“ Vision einer „Global Governance“ ist wahrscheinlich für einen nationalen Verfassungsrechtler ein Graus. Aber die rigorose Klarheit nationalstaatlicher demokratischer Legitimation

beruht auf einer Reduktion von Komplexität, die nicht aus Vertrauen herrührt wie bei Niklas Luhmann, sondern aus der Ausblendung von weiten Bereichen der Wirklichkeit. Die Herausforderungen der Gegenwart demokratisch, das heißt: wertorientiert, kooperativ und partizipatorisch, anzugehen ist keine leichte, aber unser aller Aufgabe. Politik ist eben keine Wissenschaft, sondern eine Kunst.

Damit haben wir noch keine befriedigende Antwort auf die Frage nach der demokratischen Legitimation der EU. Wahrscheinlich brauchen wir eine Patchwork-Legitimation aus europäischer, nationaler, regionaler und vor allem kommunaler Teilhabe der Bürger an den politischen Entscheidungen. Mit abgestuften (beratenden, mobilisierenden und kontrollierenden) Kompetenzen sollten sich auch Nichtregierungsorganisationen und Unternehmen beteiligen. Verschiedene Handlungs- und Begründungslogiken werden hier zusammenkommen und nach Abwägung mit Gründen verlangen.

Demokratische Legitimation dauerhaft auf den Nationalstaat zu beschränken führt in eine Sackgasse. Wir müssen sie komplexer denken und gestalten. Sonst hat demokratische Politik in der Globalisierung keine Chance.

Die Politikwissenschaftlerin Gesine Schwan war von 1999 bis 2008 Präsidentin der Europa-Universität Viadrina in Frankfurt (Oder).

EINSPRUCH EXKLUSIV:

Virokratie im Rechtsstaat

- VON JOSEF ISENSEE
- -AKTUALISIERT AM 05.06.2020-20:03



Die Normalität ist weggebrochen, die Verfassung reagiert elastisch. Doch keine Gesellschaft, erst recht nicht die deutsche, hält auf Dauer ein Notregime aus.

Der Corona-Notstand ist eingetreten, ohne anzuklopfen und ohne zuvor bei Verfassungsjuristen anzufragen, ob er eintreten dürfe. Hätte er aber gefragt, so wäre er mit hoher Wahrscheinlichkeit abschlägig beschieden worden: der Notstand könne schon deshalb nicht eintreten, weil es ihn gar nicht gebe. Denn das Grundgesetz sehe ihn nicht vor. Was es aber nicht eigens vorsehe, das dürfe hierzulande auch nicht sein. In der Tat fügt sich das Corona-Geschehen nicht in die Tatbestände des Grundgesetzes. Der Katastrophenfall, dem die gegenwärtige Gefahr am ehesten entspräche, greift nicht ein, weil er von Ausnahmeeinsätzen der Polizei und der Streitkräfte handelt, um die es hier nicht geht. Allerdings bietet das Grundgesetz dem Bundesgesetzgeber die konkurrierende Kompetenz zu „Maßnahmen gegen gemeingefährliche oder übertragbare Krankheiten bei Menschen und Tieren“. Es nennt auch das Staatsziel der „Bekämpfung von Seuchengefahr“, doch lediglich als Rechtfertigungsgrund für die gesetzliche Beschränkung des Grundrechts der Freizügigkeit, ohne die Corona-bedingten Eingriffe in andere Grundrechte abzudecken, also die Eingriffe in die Freiheit der Person, in die Versammlungs-, Berufs- und Religionsfreiheit, sowie in wesentliche Bereiche der Allgemeinen Handlungsfreiheit und Leistungsteilhabe. Die öffentliche Ausübung der Freiheitsrechte wird in erheblichem, bisher noch niemals erlebtem Maße verkürzt. Selbst die privaten Umgangsformen fallen unter Abstandsgebote, Kontaktverbote, Maskenpflicht.

Die vorhandenen Gesetze genügen als Eingriffsgrundlagen nicht den regulär-rechtsstaatlichen Anforderungen an Dichte, Vollständigkeit und Differenziertheit. Das parlamentarische Gesetz wird abgelöst durch Verordnungen und Allgemeinverfügungen, also durch Recht der Exekutive. An die Stelle der auf Allgemeinheit und Dauer ausgerichteten Rechtsnorm tritt die situationsverhaftete Maßnahme. Der Schwerpunkt der Gewaltenteilung verlagert sich von der Legislative auf die Exekutive und innerhalb dieser von der Regierung als der politischen Führung auf die Verwaltung als die fachliche Macht, die über die Mittel zur Daseinsbehauptung und Daseinsvorsorge verfügt und fähig ist, mit diesen professionell umzugehen. Daher liegt das Gesetz des Handelns bei Ländern und Kommunen, indes dem Bund die Aufgabe des Koordinierens verbleibt, vor allem aber die Aufgabe, die ungeheuren Folgen für Staatshaushalt und Volkswirtschaft zu bewältigen.

Die hierzulande obwaltende Notstandsphobie und Notstandsprüderie hat verhindert, daß in ruhigen Tagen hinreichende und ausgewogene Regelungen für die Bewältigung von Epidemien und Pandemien geschaffen wurden. Das am 27. März 2020 nachträglich im Kurz- und Sturzverfahren geänderte Infektionsschutzgesetz gibt dem aktuellen Notstand immerhin einen Namen: „epidemische Lage von nationaler Reichweite“.

Die Gerichte tun gut daran, nicht einzuschreiten

Die Elemente der Normalität, auf denen einschlägige Regelungen des Grundgesetzes bauen, sind weggebrochen. Die Staatspraxis paßt sich den Gegebenheiten an und bestätigt so die altchinesische Weisheit, dass in ruhigen Zeiten die Regeln herrschen, in anormalen aber die Umstände.

Die Umstände haben mit den Normen eines gemeinsam. Sie brauchen Interpreteten. Die Interpretation der Corona-Umstände ist nicht Sache der politischen Institutionen und nicht der Verwaltungsbehörden, sondern Sache der Virologie. Deren Aufgabe ist es, Ursachen, Wirkungen und Abhilfemöglichkeiten zu erforschen. Sie vermittelt ihre Kenntnisse den staatlichen Amtsträgern, und sie stellt ihnen kognitive Voraussetzungen bereit, rationale Entscheidungen in den Bahnen des Rechts zu treffen. Das Dilemma der Corona-Infektion besteht jedoch darin, dass die Virologen das neuartige Phänomen noch nicht hinlänglich erschlossen haben und über wesentliche Umstände, wie Verlauf, Impfschutz, Immunität noch keine rundum belastbaren Aussagen treffen können. Es spricht für ihr wissenschaftliches Ethos, dass sie dem Drängen der Politiker und der Journalisten standhalten, die nach Gewissheit dürsten. Doch selbst wenn sie über mehr Erkenntnisse verfügten, könnten sie den staatlichen Organen nicht die Entscheidungsverantwortung abnehmen. Wer im Staat Verantwortung trägt, muss eben unter den Bedingungen weitgehender Ungewissheit Entscheidungen treffen, die, wie immer sie ausfallen, schwere und nachhaltige Folgen haben.

Er muss alles daransetzen, für seine Entscheidungen in neuartiger Lage den größtmöglichen Rückhalt im geltenden Recht zu suchen. Dieses ist denn auch darauf gerüstet, mit der Ungewissheit über die realen Voraussetzungen seiner Anwendbarkeit umzugehen. Die Gefahrenabwehr, zu der die seuchenpolizeilichen Maßnahmen gehören, ist immer auf Prognosen angewiesen, die einen mehr oder weniger hohen Grad an Unsicherheit aufweisen. Gefahrenabwehr bezieht sich auf ein künftig mögliches oder ein jedenfalls noch nicht vollständig verwirklichtes Übel. Die Anforderungen an die Wahrscheinlichkeit, dass und wie das Übel eintreten wird, verhalten sich umgekehrt proportional zur Größe des Übels und zum rechtlichen Gewicht des gefährdeten Rechtsgutes. Entsprechend sinken die Anforderungen an das Maß der Gewissheit über die Umstände der vom Corona-Virus ausgehenden Gefahr. Die Gefahr als solche und ihr wachsendes Maß sind evident. Über die unmittelbaren Wirkungen, die sie im Einzelnen auslöst, liegen Erfahrungen vor, wenn auch noch nicht die Erfahrungen der vollen Katastrophe und ihrer Folgen. Wer aber die Verantwortung trägt, wartet diese nicht ab, sondern nutzt den günstigen Zeitpunkt, solange Abhilfe noch möglich ist. In rechtlichen Grenzsituationen spricht die Vermutung für den Handelnden, dem nach den Vorgaben der gewaltenteiligen Kompetenzordnung die Entscheidungsverantwortung zufällt. Das aber sind nicht die Gerichte, am wenigsten das Bundesverfassungsgericht. Die dritte Gewalt tut gut daran, dem Handelnden nicht in den Arm zu fallen und die Entscheidung nicht an sich zu ziehen, für die sie – im sicheren Unterstand ihrer Unabhängigkeit – keine politische Verantwortung trägt. Der Rechtsstaat, der dem Handelnden nicht die notwendigen Direktiven bereitstellt, lässt den Armen nicht schuldig werden, um ihn am Ende der Pein der nunmehr besserwissenden und besserwisserischen Richter zu überlassen. In der Sprache des Polizeirechts: die Rechtmäßigkeit des Handelns im Corona-Notstand beurteilt sich ex ante, nicht aber ex post.

Globale Abwandlungen der Virokratie

Die Corona-Pandemie wird im staatlichen Rahmen bekämpft. Doch sie bedroht den ganzen Erdkreis. Die globale Gefahr spart keinen Staat aus, und sie schert sich um keine Verfassung. Die Maßnahmen der Abwehr sind der Art nach überall die gleichen. Die Krise nivelliert die politischen Systeme und überzieht Demokratien wie Autokratien gleichermaßen mit einer Schicht von Virokratie. Ihnen bleibt nur übrig, sich der drohenden Realität zu stellen, auch wenn sie zunächst versuchen, die Gefahr zu leugnen, zu verdrängen oder kleinzureden („Panikmache“). Kein Parlament kann die Corona-Pandemie verbieten und kein Diktator sie einkerkern. Sie setzt alle handlungsfähigen Organe unter Zeitdruck und gönnt den Verantwortlichen keine Ruhe, sich im herrschaftsfreien Diskurs über die Abwägung aller betroffenen Rechtsgüter und auf die Optimierung aller Verfassungsziele zu verständigen und auf praktische Ergebnisse zu einigen. Unterschiede zwischen den Staaten zeigen sich lediglich in den Modalitäten und Dosierungen: kommandohaft oder appellativ, panisch oder sachlich, macronhaft-militant oder merkelhaft-zivil.

Wohlfeile Phrasen vom Widerstand

Die reflexhafte Warnung der Intellektuellen vor einem deutschen Sonderweg verstummt einstweilen. Um so lauter meldet sich nationale Selbstkritik angesichts des weitgehenden Einvernehmens aller Staatsorgane und politischen Kräfte bei Ausbruch der Pandemie wie auch angesichts der Besonnenheit, mit der sich die deutsche Bevölkerung im Großen und Ganzen den staatlichen Anordnungen fügt. Nun werden aus der Mottenkiste der politischen Klischees die Klagen über obrigkeitstaatlichen Machthunger und deutsche Untertanenmentalität hervorgekramt. Demonstranten, die sich der ungewohnten Abstandspflichten kraft

Selbstermächtigung entledigen, finden ein neues Thema für ihre gewohnte Rolle als Widerstands- und Freiheitskämpfer.

Immerhin gibt die internationale Konvergenz der Pandemie-Maßnahmen keinen Freibrief für die nationale Verfassung. Und deren Kautelen verlieren nicht ihre Geltung, weil alle Entscheidungsträger sich politisch einig sind. Allerdings beläßt der Einbruch der großen, tödlichen Gefahr keine Zeit zum juristischen Rasonieren. Die Stunde der Exekutive, die nun anbricht, ist nicht zugleich die Stunde der Jurisprudenz. Die frühen Schnellschüsse gingen denn auch ins Leere. Die Staatsrechtslehre, die noch nicht von sich Reden machte, als die wesentlichen Corona-Maßnahmen die grundgesetzliche Normalität zurückdrängten und riesige Legalitätslücken aufrissen, meldet sich erst zurück, als Bund und Länder daran gingen, diese Legalitätslücken zu schließen. Sie diskutiert die Neuregelungen gemäß den Standards fachlicher Sorgfalt, die sich gerade im Kleinklein bewähren, jenseits aller Notstandsrücksichten.

Zwischen Über- und Untermaßverbot

Die verfassungsrechtliche Schonzeit ist zu Ende. Nun erhebt sich die Frage, ob und in welchem Maße das Corona-Regime in der Anfangs- wie in der Lockerungsphase der Verfassung entspricht, aber auch die Gegenfrage, ob und wieweit die Verfassung sich diesem Regime offenhält.

Der Zweck des Notregimes ist von Verfassungs wegen vorgegeben: der Schutz von Leben und Gesundheit vor der Pandemie (kurz: Lebensschutz). Dieser Schutz kostet einen grundrechtlichen Preis, eine Einschränkung der Freiheit. Den erhöhten Anstrengungen des Staates unter den Ausnahmebedingungen der Corona-Pandemie korrespondieren erhöhte Einschränkungen. Die Pandemie ist der Ausnahmezustand grundrechtlicher Freiheit und der Ernstfall des grundrechtlichen Schutzes.

In der Corona-Krise stoßen zwei gegenläufige Grundrechtsfunktionen aufeinander: die grundrechtliche Schutzpflicht für das Leben und die grundrechtliche Abwehr staatlicher Eingriffe in Freiheitsbereiche. Dort wird die Staatsgewalt gefordert, hier wird sie eingeschränkt. Aus der Perspektive des Freiheitsrechts ist zu prüfen, ob der staatliche Eingriff, der ein Rechtsgut schützen soll, so schonend wie möglich ausfällt und die Freiheitseinbuße angemessen ist, kurz: ob er dem Übermaßverbot standhält. Dagegen kommt es aus der Perspektive der Schutzpflicht darauf an, ob die Vorkehrung dem Untermaßverbot genügt, also im einzelnen zwecktauglich und wirksam, aber auch im Verbund mit den anderen Maßnahmen ausreichend ist. Das eben ist die Frage, der sich der Staat zunächst stellen muß, wenn er die Pandemie bekämpfen will, in der es um das Leben aller geht, die sich seinem Schutz anvertraut haben. Wenn sich eine Maßnahme als untauglich, unwirksam und unzulänglich erweist, erledigt sich die Frage des Abwehrrechts von selbst. Wenn sie aber zweckdienlich ist, unterliegt sie, soweit sie in ein Freiheitsrecht eingreift, auch dem Übermaßverbot.

„In Gefahr und großer Not, bringt der Mittel-Weg den Tod“

Das staatliche Handeln steht also von zwei Seiten her unter Rechtfertigungsdruck. In normalen Zeiten pendelt sich das Gleichgewicht zwischen den gegenläufigen Grundrechtsfunktionen von selbst ein, nicht jedoch im Ausnahmezustand. Dieser wird gerade dadurch definiert, dass die „richtige Mitte“ gestört ist und dass die eine Seite, eben der Schutzbedarf, dominiert. „In Gefahr und großer Not / Bringt der Mittel-Weg den Tod“ heißt es im 17. Jahrhundert bei Friedrich von Logau. Der Schutzverantwortliche, der wähnt, auf der grundrechtlich sicheren Seite zu stehen, wenn er gar nicht handelt, der zu zögerlich und zu ängstlich vorgeht, riskiert den Verstoß gegen die Schutzpflicht. Das gleiche gilt aber auch für den, der die allgemeinen Freiheitsbeschränkungen voreilig lockert oder durch allzu viele Ausnahmen durchlöchert und so ihrer Wirksamkeit beraubt. Verfrühte Liberalität kann tödlich sein. Für den Handelnden im Corona-Notstand macht die Frage der Effektivität des Schutzes den Anfang der Grundrechtsdiskussion. Doch die Frage folgt, ob die Schutzmaßnahmen für den Betroffenen die Einbuße an grundrechtlicher Freiheit im Allgemeinen wie aber auch im besonders eingriffsempfindlichen Einzelfall (etwa im Besuchsverbot für nächste Angehörige im Pflegeheim) rechtfertigt.

Wenn Abwehrrecht und Schutzpflichten aufeinandertreffen, stehen sich in der Regel zwei Personen als Inhaber der gegenläufigen Belange gegenüber: hier die Person, von der eine Gefahr ausgeht, der Störer, dort die Person, der die Gefahr droht, das Opfer; im gängigen Fall eines Umweltkonflikts: hier der Verursacher

der Lärm- oder Strahlenemissionen, dort der Betroffene. Doch angesichts einer Corona-Infektion ist jedermann in Personalunion virtuell oder aktuell Gefährder, sowie virtuell oder aktuell Gefährdeter, also Störer und Opfer zugleich. Die seuchenpolizeilichen Maßnahmen, die ihn belasten, begünstigen auch ihn selbst und andere. Die Lockerung von Schutzvorkehrungen stellt den regulären Freiraum wieder her, aber bei erhöhtem Infektionsrisiko. Unter diesen Bedingungen ist Selbstgefährdung immer auch Gefährdung anderer. Faustregeln wie „im Zweifel für die Freiheit“ oder „im Zweifel für die Sicherheit“ versagen hier. Dennoch waltet rechtliche Asymmetrie: Gefahrenabwehr bedarf immer einer Prognose, nimmt also ein gewisses Maß an Unsicherheit in Kauf. Die Einbuße an grundrechtlicher Freiheit aber ist gewiß, und sie ist messbar.

Absolut gilt nur die Menschenwürde

Ein jeder Staat, der seinen Namen verdient, sieht seine Aufgabe darin, die physische Sicherheit seiner Bevölkerung zu schützen. Das Grundgesetz fordert jedoch vom deutschen Staat mehr, indem es jedem seiner Grundrechtsbürger das subjektive Recht auf Leben und körperliche Unversehrtheit zuerkennt. Er schuldet den Schutz nicht nur der Bevölkerung im Großen und Ganzen, sondern auch dem Einzelnen: dem Menschen um seiner selbst willen, ohne Unterschied des Lebensalters, des Gesundheitszustands oder irgendeines wie immer zu bestimmenden „Lebenswertes“. Die individualistische Komponente verwehrt dem Staat, bei der Lösung des Pandemieproblems gänzlich auf Schutzmaßnahmen zu verzichten, die Masseninfektion in Kauf zu nehmen und darauf zu setzen, dass sich am Ende grosso modo eine Herdenimmunität für die überlebende Bevölkerung herstellt. Ein solches Verhalten wäre im Übrigen auch deshalb unzulässig, weil es derzeit keine leidlich fundierte Prognose gibt, dass überhaupt eine Herdenimmunität aufkommen würde.

In der ersten Phase des Corona-Notstands drängten die Vorkehrungen des Lebens- und Gesundheitsschutzes alle kollidierenden Freiheitsrechte zurück, und das mit gutem Grund. Denn Leben ist die Voraussetzung jedweder Ausübbarkeit von Freiheit. Das [Bundesverfassungsgericht](#) spricht dem Leben einen „Höchstwert“ zu, allerdings nur *einen*, und dieser lässt andere „Höchstwerte“ neben sich zu. Er verträgt sich mit dem Idealismus Schillers, dem das Leben „der Güter höchstes *nicht*“ ist. Im Grundgesetz steht das Recht auf Leben denn auch unter Gesetzesvorbehalt. Es kann gegen andere Rechtsgüter abgewogen und durch diese eingeschränkt werden.

Das Lebensrecht beansprucht nicht Absolutheit. Das gilt aber auch für die Freiheitsrechte, die mit ihm kollidieren. Absolute Geltung kommt allein der Würde des Menschen zu. Doch diese ist kein Grundrecht wie andere, sondern der gemeinsame Grund aller „nachfolgenden“ Grundrechte. Auf diesem Grund bauen das Lebensrecht wie die Freiheitsrechte. Sie haben teil an der Würde, aber da sie alle an ihr teilhaben, werden sie dadurch auch relativiert. Wenn grundrechtliche Sicherheit und grundrechtliche Freiheit im Kollisionsfall gegeneinander abgewogen werden, kann die Menschenwürde der einen oder der anderen Seite zusätzliches Gewicht geben.

Auch der Datenschutz kann eingeschränkt werden

Keines der Freiheitsrechte, die von den Schutzmaßnahmen betroffen sind, ist a priori abwägungsresistent und eingriffsgefeit. Das gilt auch für das bisher als heilige Grundrechtskuh geschonte, vom Bundesverfassungsgericht kreierte, von besonders Beauftragten gepflegte ungeschriebene Datenschutzgrundrecht („informationelle Selbstbestimmung“). Das Gericht darf nicht nach Gusto Grundrechtsfavoriten küren. Das Grundgesetz weist der politischen Grundrechtsausübung nicht generell den Vorrang vor der unpolitischen zu, wie es auch nicht die öffentliche Ausübung gegenüber der privaten und die ideelle nicht gegenüber der wirtschaftlichen bevorzugt. Vielmehr kommt es auf die Gefahrenlage an, die zu bewältigen ist. In der Corona-Gefahr irrelevant, deshalb auch eingriffsresistent, ist etwa die Meinungsfreiheit. Ihr wächst im Corona-Notstand sogar zusätzliche Bedeutung zu, weil die Freiheit des Wortes einen gewissen Ausgleich für die Einbußen an lebenspraktischer Freiheit bietet und in Zeiten erzwungener Solidarität die Demokratie mehr denn je auf ungezwungene Rede angewiesen ist.

Als genereller Maßstab gilt der Grundsatz der Verhältnismäßigkeit. Doch dieser sagt nur, dass abgewogen werden muss, nicht aber welches Gewicht die betroffenen Grundrechtspositionen in die Abwägung einbringen. Das Gewicht steht nicht ein für allemal fest. Vielmehr bestimmt es sich in der jeweiligen

Konfliktlage. Bei Eintritt der Pandemie durfte der Lebensschutz deutlich dominieren. Doch je länger die Pandemie währt, desto ärger werden die Lasten der Freiheitsbeschränkungen, und damit ihr grundrechtserhebliches Gewicht. Der Grad der Notstands-Nachgiebigkeit fällt unterschiedlich aus. Das Bundesverfassungsgericht lehnte etwa in einem sorgfältig abwägenden Kammerbeschluss ab, für die Ostergottesdienste das Versammlungsverbot zu suspendieren, während es kurz danach, ebenfalls in einem Kammerbeschluss, dieses Verbot zugunsten einer politischen Demonstration durchbrach, und das unbekümmert um diesen Wertungswiderspruch, unbekümmert um die Folgeschäden für das Schutzkonzept des Landes, überhaupt unbekümmert um die grundrechtliche Schutzpflicht.

Was nicht möglich ist, kann auch der Staat nicht leisten

Die Corona-Abwehr ist ein Test der Normen des Grundgesetzes auf ihre Resilienz: Die Verfassung reagiert elastisch auf äußeren, von ihr nicht beherrschbaren Druck und nimmt, soweit unvermeidlich, ihren Geltungsanspruch zurück, um, sobald der Druck nachlässt, das reguläre Volumen zurückzugewinnen. Der Inhalt der Normen ändert sich nicht, wie es beim Verfassungswandel der Fall ist, wenn sich der Verfassungsinhalt auf dem stillen Wege der Interpretation dauerhaft ändert. Anzumerken ist, dass der Resilienz-Test nicht nur Grundrechte erfasst, sondern auch andere Normen wie den Vorbehalt des parlamentarischen Gesetzes und die Verfahrenserfordernisse.

Ohne in das Pathos des Ausnahmezustandes zu verfallen, fügt sich die Verfassungspraxis der Macht der Umstände, und das mit dem Segen des Bundesverfassungsgerichts, das den Vorbehalt des real Möglichen als Grenze verfassungsrechtlicher Leistungspflichten anerkennt. Wenn der Staat auf eine unüberwindliche Grenze seiner Handlungsmöglichkeiten stößt, darf er sich mit einer Lösung begnügen, die zwar dem Auftrag der Verfassung nicht entspricht, aber „näher am Grundgesetz“ steht als ihre Alternative. Erfahrungen im rechtlichen Umgang mit Schutz-Notständen liefern die Hamburger Flutkatastrophe 1962 wie der Baader-Meinhof-Terror nach 1968.

Die Normalität wird zurückkehren (müssen)

Die Notmaßnahmen des Schutzes halten nur, solange und soweit die Notlage besteht, aus der sie sich rechtfertigen. Die Maßnahmen müssen gelockert werden, wenn die Gefahr nachlässt. Freilich droht bei voreiliger Lockerung die Rückkehr der Notlage, die, so die Prognose der Experten, ärger ausfallen könnte als zu Anfang. Solange und soweit das Notregime andauert, muss stetig neu geprüft werden, ob und in welchem Ausmaß die Gefahr anhält, zu deren Abwehr das Notregime besteht. Das kann zu Verfeinerungen anfänglich legitim grober Lösungen und zu Ausnahmeverhalten in anfänglich legitim einheitlichen Regelungen führen. Das ist keine neue Corona-Lehre, sondern altes Polizeirecht, das heute zur Substanz des Rechtsstaats gehört. Überhaupt steckt in der klassischen Generalklausel des preußischen Polizeirechts, gleichsam in nuce, schon das Notaggregat der heutigen Verfassung.

Eine Prognose unter den vielen unsicheren Prognosen der Corona-Ära ist sicher: die Normalität wird zurückkehren. Dafür sorgen schon die Umstände, die stärker sind als alle rechtlichen Regeln. Keine Gesellschaft, am wenigsten eine freiheits- und wohlstandsgewohnte wie die deutsche, hält unbegrenzte Zeit das Notregime aus. Wenn der seuchenpolizeiliche Notstand die kritische Grenze erreicht, löst er seinerseits Notstände aus, Notstände aber ganz anderer Art: den wirtschaftlich-finanziellen, weil kein Gemeinwesen den hoffnungslosen Absturz seiner Wirtschaft ertragen und kein Staatshaushalt sich dauerhaft auf Verschuldung gründen kann; aber auch den psychischen derer, die auf Dauer lieber ihr physisches Dasein riskieren, als weiterhin die Minderung der Lebensqualität durch Freiheitseinbußen auszuhalten. Solange aber Virokratie anhält und die Gemüter belastet, meldet sich ein ungeschriebenes Grundrecht zurück, das lange vor der grundrechtlichen Schutz- und Abwehrkultur schon gedieh und von dem Sokrates Gebrauch machte, als er den Schierlingsbecher genommen hatte: das Grundrecht auf Galgenhumor. Ein passender Spruch, aufgeschnappt in der Phase, als die Corona-Krise auf ihrem bisherigen Gipfel stand: „Wem das Wasser bis zum Halse reicht, der darf den Kopf nicht hängenlassen.“

Prof. Dr. Dres. h.c. Josef Isensee lehrte Öffentliches Recht an der Universität Bonn.

Le Figaro (site web)

vendredi 5 juin 2020 - 18:36 UTC +02:00 1682 mots

Scan Eco

Comment la BCE pourrait résoudre le problème de la faible croissance (et donc de notre surendettement)

DÉCRYPTAGE - Le surendettement des États lié à la crise du coronavirus fait planer le spectre de la rigueur et des hausses d'impôts. Mais certains économistes proposent une autre voie.

Avec la crise du nouveau coronavirus, les dettes des États se sont envolées. Les pays européens ne font pas exception : pour soutenir l'économie pendant et après le « *Grand Confinement* », ils ont eu recours à des politiques budgétaires dites « *expansionnistes* », entraînant une explosion des déficits et donc de la dette.

Pour s'endetter de la sorte, les gouvernements ont pu compter sur une réponse d'envergure de la Banque centrale européenne, cette dernière se substituant au marché en absorbant une grande partie de la dette publique supplémentaire émise par les États. Malgré cette politique monétaire particulièrement accommodante, les dettes sont bien là, toujours plus écrasantes : dans ses prévisions de printemps, la Commission européenne s'attend à ce que le ratio dette-sur-PIB de la zone euro passe de 86% en 2019 à 102,75% en 2020. Si les économistes soulignent le contexte de taux d'intérêt très bas dans lequel intervient la récession, avec ainsi la possibilité pour les États de se financer sur le long terme, cela n'empêche pas l'inquiétude de monter : un tel endettement public est-il soutenable, notamment pour les contribuables ?

Une fois la tempête passée, nombre de citoyens craignent en effet de faire les frais de politiques d'austérité et de hausses d'impôts pour rembourser cette dette de crise. L'Union européenne a certes suspendu en mars dernier l'application des règles budgétaires issues du pacte de stabilité européen pour cette année (stabilité des prix, 3% de déficit maximum, 60% d'endettement maximum également), cependant rien ne dit que des pénalités ne seront pas imposées aux États « *mauvais élèves* » dès 2021. Car si la France et les pays du sud comme l'Italie ou l'Espagne prônent une politique de réduction de la dette plus accommodante et progressive, les pays du nord (les « *frugaux* ») pourraient se montrer intransigeants quant au rétablissement de l'équilibre des comptes publics.

« *Il faudra rembourser ces dettes dans la durée et pour ce faire, adopter une gestion plus efficace des dépenses publiques à moyen terme* », a abondé François Villeroy de Galhau le mois dernier. Dans son discours, le gouverneur de la Banque de France a également écarté l'hypothèse de l'annulation des dettes publiques détenues par la banque centrale, ainsi que l'idée de leur conversion en dette perpétuelle. « *Nous ne pouvons pas faire de miracle monétaire ni juridiquement, ni surtout fiduciairement* », a-t-il tenu à rappeler. Les contribuables européens se préparent donc fort logiquement à mettre la main à la poche, tout comme les entreprises, et ce malgré les discours rassurants des gouvernements.

Favoriser le retour de la croissance

Mais une autre voie, défendue par de plus en plus d'économistes, est possible. Celle-ci est présentée dans une note de la société de gestion La Financière de la Cité adressée à ses clients : plutôt que de se préoccuper en priorité de la dette, il faut favoriser le retour de la croissance, explique Nicolas Goetzmann, responsable de la stratégie macroéconomique. « *La crise de la zone euro en 2010 nous a appris que l'austérité excessive est contre-productive* », analyse-t-il.

L'économiste affirme que les déficits des États ne sont pas le produit de gouvernements qui dépensent trop, mais plutôt d'une sous-performance de la croissance nominale (qui comprend la croissance et l'inflation) de la zone euro. Une croissance qui n'est pas à confondre avec celle rapportée tous les mois par les instituts statistiques, qui est, elle, décorrélée de l'inflation. « *Dans une étude publiée l'an passé, l'institut de Francfort rappelait l'hypothèse de départ du Traité de Maastricht : un déficit de 3% et une dette/PIB de 60% ne sont tenables dans le temps que si la croissance nominale est de 5%* », rappelle-t-il dans le document.

Or la zone euro a connu une croissance nominale moyenne de seulement 3% entre 1998 et 2017, avec une inflation à 1,3 % en moyenne ces dix dernières années. *« C ontrairement aux idées reçues, les États ont bien respecté le déficit, avec un chiffre moyen de 2,7% depuis 2002. Et pourtant, la dette dépasse aujourd'hui 84% du PIB »*, peut-on lire.

Fixer à la BCE un objectif de croissance

La croissance nominale serait donc depuis trop longtemps insuffisante pour parvenir à réduire la dette au niveau requis par le Traité de Maastricht. C'est dans cette logique que la BCE doit davantage intervenir, afin d'encourager un retour à une forte croissance, explique la note de la Foncière de la Cité. *« Si l'objectif de 5% est peu réaliste au lendemain du Covid, la zone euro pourrait néanmoins tabler sur une croissance nominale moyenne de 4 à 4,5%. Un niveau déjà atteint en 2017 et avant la crise de l'euro »*, soutient le responsable de la stratégie macroéconomique.

Pour pouvoir y parvenir, le mandat de la BCE doit être élargi, explique-t-il. Car jusqu'à présent, la mission confiée à la BCE se limite pour l'essentiel à assurer la stabilité des prix, via la fixation de son taux d'intérêt directeur. Depuis 2003, année de la dernière *« revue stratégique »* de l'institution, un objectif d'inflation *« inférieure mais proche de 2% »* est poursuivi. *« L'inflation et la croissance sont intimement liées, car si vous n'avez pas de croissance vous n'avez pas d'inflation. L'idée est que la BCE se montre plus flexible sur l'objectif d'inflation de 2%, tout en assurant qu'elle n'atteindra pas des niveaux excessifs »*. Concrètement, il estime que le marché a toujours anticipé une croissance atone en zone euro, car ses acteurs savent que la BCE ne mobilisera ses ressources que pour atteindre son objectif d'inflation inférieure à 2%. Ce qui n'a eu de cesse de réduire les niveaux d'investissements.

C'est pourquoi la note de la Foncière de la Cité prône l'adoption par la BCE d'une seule et même mission de maintien de la stabilité des prix et de soutien de la croissance. *« La parole de la BCE est crédible car elle a la capacité d'agir de façon illimitée. Si sa présidente Christine Lagarde annonce demain un objectif clair de croissance nominale de 4%, elle envoie le message à la fois psychologique et mécanique aux marchés qu'elle se donnera les moyens de l'atteindre en optimisant l'usage des outils qu'elle a à sa disposition »*, défend l'économiste. À titre d'exemple, il explique que la BCE aurait été bien inspirée de poursuivre son programme de Quantitative Easing lancé en janvier 2015 et arrêté fin 2018, afin de relever les anticipations d'inflation de long terme.

Un nouveau mandat pour la BCE ?

Le mandat de la BCE pourrait être changé à la faveur de la revue stratégique lancée en janvier, mais qui a dû être reportée à la mi-2021 en raison de l'épidémie. Il s'agit là d'une opportunité pour la BCE de s'orienter vers une politique monétaire plus équilibrée pour stimuler la création de richesse et corriger les effets de la crise, soutient Nicolas Goetzmann : *« Si la politique monétaire européenne recommençait à soutenir véritablement l'activité, nous aurions des entreprises qui réembauchent. Les rentrées d'argent suivraient et permettraient de payer nos dettes. »*

Le retour de la croissance aurait en plus l'avantage de rendre caduque toute réflexion sur une hausse d'impôts pour rembourser la dette : *« l'évolution des recettes fiscales dépend majoritairement de la croissance, selon les données Insee, alors que les variations des prélèvements obligatoires n'ont qu'un impact marginal »*, poursuit l'économiste.

La BCE prête à dépasser les 2% d'inflation ?

Mais la chose est-elle si aisée à mettre en place ? Pour modifier le mandat de la BCE, il faudrait une réouverture du Traité de l'UE et de l'article 123, rappelle Eric Dor, directeur des études économiques à l'IESEG. Or compte tenu de la ligne de fracture entre les pays du sud et ceux du nord, une entente de l'Eurogroupe - le conseil des ministres européens des finances - ne paraît pas envisageable. *« La portée de la revue stratégique sera limitée, car elle doit s'inscrire dans le respect de son mandat. La BCE ne pourra en réalité qu'ajuster la définition de son objectif de stabilité des prix »*, estime l'économiste. Il serait donc difficile pour la banque centrale d'envisager l'adoption d'un nouvel objectif explicite de croissance nominale en zone euro.

Au cours de ces dernières années, les discussions relatives à la mise en place d'un objectif de croissance nominale ont été denses. *« Dans la littérature académique, l'idée d'un objectif de PIB nominal pour remplacer un objectif d'inflation de la BCE a déjà été abordée. Elle est proche d'un double objectif croissance et inflation, où la BCE jouerait de nouveau des taux »*, explique Eric Dor. Si l'objectif de PIB nominal n'est en soi pas envisagé par l'institution gardienne de l'euro, elle a déjà mis par le passé quelques variantes sur la table. Le gouverneur de la banque de Finlande Olli Rehn, qui a donné l'impulsion pour qu'ait lieu la nouvelle revue stratégique, a déjà mis en avant la possibilité d'un nouvel objectif d'inflation *« par niveaux »* pour la banque centrale. Concrètement,

cela consisterait pour la BCE à corriger le tir lorsqu'elle manque sa cible d'inflation pendant une ou plusieurs années. Ce qui lui permettrait par exemple de dépasser les 2% d'inflation certaines années afin de compenser celles où l'objectif était sous-atteint.

« *Nous serons prêts à l'avenir à dépasser à certains moments le 2 %* », a d'ailleurs explicitement dit Villeroy de Galhau dans son dernier discours. Le gouverneur de la Banque de France a ainsi évoqué le concept d'inflation par niveaux: « *Faut-il aller jusqu'à cibler une inflation moyenne proche de 2 % et donc compenser explicitement insuffisances et excès d'inflation dans le temps ? C'est une question ouverte, qui fera partie de la revue stratégique de la BCE* ». Pour rappel, selon les dernières prévisions, l'inflation en zone euro ne devrait globalement pas dépasser 0,8% au moins d'ici 2021.

URTEIL ZUR EZB:

Unabhängigkeit durch rechtliche Kontrolle

- VON CHRISTOPH DEGENHART, HANS-DETLEF HORN, MARKUS C. KERBER UND DIETRICH MURSWIEK
- -AKTUALISIERT AM 06.06.2020-16:44



Die Kompetenz der EZB ist limitiert und die Einhaltung ihrer Grenzen unterliegt gerichtlicher Kontrolle. Die Unabhängigkeit der Zentralbank muss das aber nicht beschneiden. Im Gegenteil. Ein Gastbeitrag.

Die Europäische Union ist Rechts- und Wertegemeinschaft, beruhend auf den Werten der Rechtsstaatlichkeit und der Demokratie. Keine Institution der Union steht außerhalb oder gar über dieser Unionsordnung. Dass dies Verantwortlichkeit und Kontrolle bedingt, hat das Bundesverfassungsgericht (BVerfG) in stetiger Rechtsprechung immer wieder angemahnt. Nun hat es daraus die Konsequenzen gezogen und in seinem PSPP-Urteil vom 5. Mai das Agieren der Europäischen Zentralbank (EZB) und das dazu ergangene, apologetische Urteil des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) zu „Ultra-vires“-Akten erklärt.

Die anhaltenden Irritationen in der EZB und bei manchen Ökonomen darüber entzündeten sich im Kern an der vom Gericht geforderten – weil von EZB und EuGH unterlassenen – Verhältnismäßigkeitsprüfung. Allzu harsche Reaktionen bekunden etwa, das Urteil mit einem Achselzucken ignorieren und die Anleihekäufe unbeirrt fortsetzen zu wollen. Insoweit mögen vielleicht auch manche institutionenpsychologische Affekte eine Rolle spielen.

Wenn aber eine Ökonomenengruppe in der F.A.Z. meint, das EU-Recht besser zu verstehen als das Bundesverfassungsgericht, und behauptet, die geforderte Verhältnismäßigkeitsprüfung sei ohnehin nicht mit den europäischen Verträgen vereinbar und untergrabe die Unabhängigkeit der EZB, dann liegt darin ein Angriff, der nicht unwidersprochen bleiben darf. Wir als Prozessvertreter der Beschwerdeführer vor dem BVerfG und dem EuGH halten das nicht nur für eine rechtlich falsche, sondern auch für eine äußerst gefährliche Einlassung. Gefährlich deshalb, weil die EZB damit auf einen Handlungspfad gelockt wird, der einer Maxime folgt, die wir längst überwunden haben, nämlich dass der Zweck die Mittel heiligt.

Dass jedwede Maßnahme der öffentlichen Hand in einem angemessenen Verhältnis zu den damit verfolgten Zwecken stehen muss, gehört zum Gemeingut jeder rechtsstaatlichen Ordnung, auch der EU. Doch darum geht es hier gar nicht, also ob die jahrelangen Anleihekäufe der EZB im Umfang von mittlerweile weit mehr als 2 Billionen Euro vielleicht deshalb unverhältnismäßig sind, weil sie das selbstgesetzte Inflationsziel von „unter, aber nahe 2 Prozent“ kontinuierlich verfehlen. Sondern es geht um die Grenzen des geldpolitischen Mandats bei Maßnahmen wie diesen. Wenn deren wirtschaftspolitische Auswirkungen außer Verhältnis stehen zu der von der EZB erklärten geldpolitischen Zielsetzung – hier dem Ansinnen, die Inflation zu steigern –, dann werden sie gerade nicht mehr durch ihr vertragliches Mandat gedeckt.

Grundbedingung der Geldpolitik

Diese Verhältnismäßigkeitsprüfung ist eine andere; sie dient der kompetenziellen Einhegung der EZB. Ihr Blick richtet sich nicht auf die Relation von Inhalt und Zweck der Maßnahme, sondern auf diejenige von Zweck einerseits und Zuständigkeit oder Kompetenz für die Maßnahme andererseits. Auch diese (kompetenzielle) Verhältnismäßigkeit gehört zu den rechtlichen Grundbedingungen der Geldpolitik, mag sie auch offenbar noch nicht jedem geläufig sein. Sie folgt aus der gewaltenteiligen, ursprünglich völkerrechtlichen Struktur der Union, in der alle Politikzuständigkeiten, die in den Verträgen nicht auf die EU übertragen worden sind, bei den Mitgliedstaaten verbleiben.

Nach diesem Prinzip (der begrenzten Einzelermächtigung) ist auch die Kompetenz der EZB wesensgemäß eine limitierte Kompetenz, mit der weiteren Folge, dass auch sie – wie jedes andere EU-Organ – hinsichtlich der Einhaltung ihrer Kompetenzgrenzen gerichtlicher Kontrolle unterliegt. Wer das, wie die genannte Ökonomengruppe, für eine „Gefahr für die Unabhängigkeit der Notenbank“ hält, der verlässt den Boden des Rechts und verkennt, dass die (wohlbegründete) Unabhängigkeit der EZB von unmittelbarer politischer beziehungsweise demokratischer Verantwortlichkeit immer nur innerhalb ihres Mandats besteht.

In diesem Sinne spricht die Bundesbank vollkommen zu Recht davon, dass die vertragliche Trennung zwischen zentralbanklicher Geldpolitik einerseits und mitgliedstaatlicher Fiskal- und Wirtschaftspolitik andererseits die „Leitplanke des Eurosystems“ darstellt. Fiskalische und wirtschaftliche Auswirkungen geldpolitischer Maßnahmen sind daher solche, die im Kompetenzgefüge der Union in der Gestaltungsmacht der demokratisch legitimierten Organe der Mitgliedstaaten liegen.

Nun besteht ohne Zweifel zwischen beiden Politikbereichen eine enge Verflechtung. Durch Geldpolitik bewirkte Zinsänderungen beeinflussen notwendig die wirtschaftlichen und fiskalischen (Finanzierungs-)Verhältnisse, wie sich umgekehrt die Wirtschafts- und Fiskalpolitik der Staaten auf die geldpolitischen Optionen für die Währungsunion auswirkt. Doch es ist gerade diese Gemengelage, die eine proportionale Politikbereichszuordnung, sprich: eine verhältnismäßige Zuordnung der beiden Zuständigkeitsbereiche erforderlich macht. Das ist es, was das [Bundesverfassungsgericht](#) in seinem PSPP-Urteil von der EZB fordert: ihr Anleihekaufprogramm (auch) daraufhin zu prüfen, ob es im Hinblick auf dessen Auswirkungen diese Proportion noch wahrt oder ob es übermäßig in den mitgliedstaatlichen Verantwortungsbereich für die Wirtschafts- und Fiskalpolitik hinübergreift.

Dabei handelt es sich übrigens nicht um eine Verpflichtung, die der EZB irgendwie bilateral gegenüber Deutschland, der Bundesregierung oder gar dem Bundesverfassungsgericht obliegt, sondern um eine aus dem Unionsrecht folgende Pflicht; sie besteht also gegenüber der Gesamtheit der Eurostaaten. Über die Notwendigkeit, diese Abwägung oder „wertende Gesamtbetrachtung“ (BVerfG) vorzunehmen und nachvollziehbar darzulegen, war im Laufe des Gerichtsverfahrens vielfach und intensiv debattiert worden, in Karlsruhe wie in Luxemburg. Sie war ausdrücklicher Gegenstand sowohl der Vorlagefrage 3 an den Europäischen Gerichtshof als auch des schriftlichen und mündlichen Verfahrens vor dem EuGH. Dass sich das Urteil des Gerichtshofs vom 18. Dezember 2018 dennoch überhaupt nicht dazu verhält, kann daher nicht anders als eine bewusste Nichtbeantwortung erkannt werden.

Das bedeutet auch, dass es im Sinne einer gleichsam umgekehrten „Acte claire“-Doktrin keinerlei Veranlassung gab und gibt, das Bundesverfassungsgericht insofern für verpflichtet zu halten, die gleiche Frage abermals dem EuGH zur Vorabentscheidung vorzulegen. Im europäischen Rechtsprechungsverbund war das Bundesverfassungsgericht vielmehr berechtigt, als materielles Unionsgericht über diese Frage nun selbst zu entscheiden.

Methodisch unzulässig

Dabei war und musste immer klar sein: Von der Nutzung eines geldpolitischen Instrumentariums, wie dem nach der EZB-Satzung prinzipiell (aber nicht bedingungslos) zulässigen Ankauf von Anleihen auf den Sekundärmärkten, darauf zu schließen, dass folglich unzweifelhaft vorrangige Geldpolitik betrieben werde, ist zwar eine gängige, auch dem EuGH unterlaufende Sichtweise. Aber methodisch handelt es sich dabei natürlich um eine ganz und gar unzulässige Argumentation.

Ebenso irrig ist die hie und da zu hörende Auffassung, mit der vorrangigen Verpflichtung auf das Ziel der Preisstabilität werde die EZB gerade davon freigestellt, die wirtschaftspolitischen Nebenwirkungen ihrer Maßnahmen ins Kalkül zu ziehen. Vielmehr macht die differenzierte Ermächtigung der EZB (in Artikel 127 und 282 AEUV) deutlich, dass es ihr verwehrt ist, Wirtschaftspolitik mit dem Argument zu betreiben, das sei von geldpolitischem Nutzen. Genau deshalb ist sie dazu angehalten, ihre Geldpolitik mit den damit einhergehenden Folgewirkungen abzuwägen.

Diese Abwägung mag schwierig sein, aber das dispensiert sie nicht von ihr. Im Gegenteil: Die Dringlichkeit solcher Abwägung wird dort akut, wo die EZB – wie mit den Anleihekäufen unter dem PSPP – vor allem auf die Entwicklung der langfristigen Zinsen einzuwirken sucht. Der Abwägungsausfall, den das Bundesverfassungsgericht insofern feststellen musste, bedeutet hingegen das Gleiche wie die Inanspruchnahme einer Kompetenz zur Ausweitung der eigenen Kompetenz. Es ist diese Kompetenz-Kompetenz, die mit den Verträgen nicht vereinbar ist, während die Prüfung der Kompetenz-Verhältnismäßigkeit vertraglich geboten ist.

Die Unabhängigkeit der EZB erleidet dadurch keinen Schaden. Die „wertende Gesamtbetrachtung“ von geldpolitischer Absicht und wirtschaftspolitischen Folgen impliziert keinerlei Kontrolle der Inhalte von Zentralbank-Entscheidungen. Was sie freilich impliziert, das ist die (Denk-)Möglichkeit, von der Fortsetzung einer Geldpolitik Abstand nehmen oder sie zurückfahren zu müssen, wenn sie im Übermaß nicht-geldpolitische Effekte nach sich zieht. Aus der Warte des Grundsatzes der Europarechtsfreundlichkeit, der das Grundgesetz durchdringt, gilt es indessen auch daran zu erinnern, dass die bundesverfassungsgerichtliche „Ultra-vires“-Kontrolle überhaupt nur jene rechtswidrige Überschreitung der Kompetenzgrenzen erfasst, die schlechterdings nicht mehr mit dem von den Verfassungen der Mitgliedstaaten getragenen Integrationsprogramm vereinbar ist. Das ist zum Beispiel der Grund, warum das BVerfG die Anleihekäufe der EZB nur gerade noch – und unter strikten Bedingungen – nicht für einen Verstoß gegen das Verbot der monetären Staatsfinanzierung gehalten hat.

Überdies setzt sich vielleicht alsbald auch diese Einsicht durch: Die Pflicht der EZB, über die Einhaltung der Grenzen ihres geldpolitischen Mandats Rechenschaft abzulegen, bedeutet keine Schwächung, sondern gerade umgekehrt eine Stärkung ihrer Unabhängigkeit gegenüber den vielseitigen politischen Interessen und Einflussnahmen auf ihr Handeln. Das Ansinnen finanzieller Integration steht nicht über den Unionsgrundlagen von Rechtsstaatlichkeit und Demokratie. Auf diesen „Spread“ muss die EZB achten. Das ist die Unabhängigkeit, an der uns allen gelegen ist.

Über die Autoren

Christoph Degenhart ist em. Professor für Staats- und Verwaltungsrecht sowie Medienrecht an der Universität Leipzig.

Hans-Detlef Horn ist Professor für Öffentliches Recht an der Philipps-Universität Marburg.

Markus C. Kerber ist Professor für öffentliche Finanzwirtschaft und Wirtschaftspolitik an der Technischen Universität Berlin.

Dietrich Murswiek ist em. Professor für Staats- und Verwaltungsrecht an der Universität Freiburg.

Die Autoren haben die Beschwerdeführer in dem Verfahren vor dem Bundesverfassungsgericht und dem Europäischen Gerichtshof vertreten.

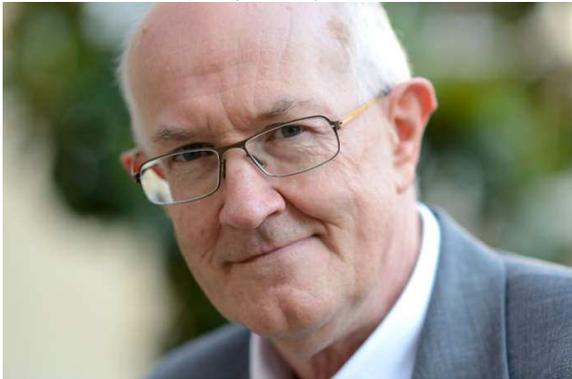
Quelle: F.A.Z.

Marcel Gauchet : la crise du coronavirus montre que « nous ne jouons plus dans la cour des grands »

Pour l'historien et philosophe, la crise sanitaire a mis en lumière les défaillances administratives et institutionnelles françaises et doit être « l'occasion d'une épreuve de vérité » pour le pays.

Propos recueillis par [Solemn de Royer](#) Publié aujourd'hui à 03h39, mis à jour à 13h50

Historien et philosophe, Marcel Gauchet est directeur d'études émérite à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (Ehess) et rédacteur en chef de la revue *Le Débat* (Gallimard).



Marcel Gauchet à Paris en 2013. ERIC FEFERBERG / AFP

De quoi la crise sanitaire qui a touché la France a-t-elle été le révélateur ?

Nous avons pris conscience de l'extrême vulnérabilité de notre système de fonctionnement collectif. Nous vivions sans aucune anticipation stratégique d'une telle menace, alors que les épidémies, en Asie, sont une préoccupation familière. En France, l'impréparation a été totale ! Notre système de santé, supposé être l'un des meilleurs du monde, s'est révélé sous-dimensionné et très mal géré. L'effet du confinement nous classe en outre parmi les mauvais élèves en Europe. Nous ne jouons plus dans la cour des grands.

Un autre élément a été décisif pour la conscience française : la mesure du délabrement de l'Etat et, plus largement, de notre système de décision politique, complètement désarticulé.

C'est-à-dire ?

Les décisions, pendant cette crise, ont été rendues de manière souvent incompréhensible pour les citoyens. L'Etat a présenté son pire visage, soit une étroitesse bureaucratique, un côté tatillon, autoritaire, voire persécuteur, sans se montrer efficace pour autant. Le jacobinisme impotent, ce n'est pas possible ! On pouvait accepter ces mauvais côtés quand cela marchait ; mais si c'est inefficace, ça devient insupportable.

L'attestation dérogatoire de déplacement restera, par exemple, comme un chef-d'œuvre dans les annales de la folie bureaucratique. Il faut la conserver pieusement pour l'édification des générations futures !

Par ailleurs, le Parlement n'a pas existé pendant cette crise. Quant aux pouvoirs décentralisés, ils ont pris des initiatives dans la cacophonie. Tout cela a donné l'impression, impalpable, d'une défaillance collective. C'est un choc, une blessure narcissique profonde.

C'est aussi le réveil d'un somnambule. Au sortir de cette crise, la France a besoin d'un audit politique. Qu'est-ce qui s'est passé ? D'où viennent ces cafouillages incompréhensibles ? C'est le seul moyen d'éviter la folie pénale qui risque de nous encombrer pendant des années.

Beaucoup de pays ont été surpris par l'ampleur de la crise. Certains s'en seraient-ils pourtant mieux sortis ?

Oui ! Nous avons pu mesurer que nous étions parmi les cancren en Europe, réduits à notre situation de pays méditerranéen, au même titre que l'Espagne ou l'Italie !

Avec l'Allemagne, nous ne jouons plus dans la même catégorie. La vulnérabilité de notre système économique est apparue de manière criante, tandis que celui de l'Allemagne et ses choix industriels se sont révélés payants.

Certes, tous les pays occidentaux ont éprouvé la dépendance à la Chine, mais plus ou moins crûment. En France, nous nous sommes tranquillement démunis de produits vitaux (masques, médicaments) avec l'assurance, au fil du temps, que nous faisons les bons choix et que tout irait bien. Or, nous avons payé cash la désindustrialisation. Avec cette crise, l'écart va encore se creuser entre l'Europe du Sud, dont nous sommes, et l'Allemagne et ses satellites. La crise économique qui nous attend ne va rien arranger. Nous assistons à une redéfinition de la place objective de la France en Europe.

Comment en sommes-nous arrivés là ?

C'est un phénomène profond, ancien. Ce qui est en cause, c'est le rapport des élites françaises à la mondialisation, qu'elles n'ont pas comprise. Ces dernières ont une vertu, qui est aussi un défaut politique : elles sont universalistes, se voient comme « citoyennes du monde ». Le patriotisme économique, par exemple, leur apparaît totalement ringard !

Ces élites sont par ailleurs animées par un sentiment de supériorité, avec la conviction absurde que nous sommes plus malins que tous les autres et que nous allons sortir de cette compétition mondiale par le haut. Dans ces conditions, pourquoi ne pas laisser filer toutes ces industries polluantes qui alimentent de surcroît une classe ouvrière difficile à supporter, avec des syndicats butés, au profit de l'intelligence financière ?

Il y a eu une très mauvaise appréciation du rapport de force. Les entreprises françaises sont celles qui se sont fait le plus piller en termes de brevets, de savoir-faire, par les entreprises chinoises, car ce sont elles qui ont pris le moins de précautions. Finalement, la France, portée par sa mégalomanie, a raté l'entrée dans la mondialisation.

D'où vient cette mégalomanie française ?

D'un grand passé, d'une grande culture... La France est la première destination touristique du monde ! Elle a maintenu en outre les apparences de la grandeur, à l'échelle internationale : un siège au Conseil de sécurité des Nations unies, un rôle théorique d'inspirateur de la construction européenne – alors que celle-ci nous échappe en réalité largement. Souvenons-nous de la majestueuse entrée en scène d'Emmanuel Macron au pied de la pyramide du Louvre, le soir de son élection en 2017, un épisode extraordinaire !

La France se pense comme étant au centre du jeu et les Français vivent largement sur cette idée. Valéry Giscard d'Estaing, le malheureux, avait un jour osé dire, dans un moment de sincérité mal inspiré : « *La France est une puissance moyenne.* » Ce fut un tollé ! C'était pourtant prophétique. Depuis, personne n'a osé aller dans ce sens. Macron lui-même a joué le grand jeu avec ses homologues étrangers, Trump, Poutine ou Xi Jinping. Notre pays a un problème d'image de lui-même et d'appréciation réaliste de sa position dans le monde.

Les institutions portent-elles une responsabilité dans ce malentendu français ?

Oui. Ces institutions ont été conçues par un homme pour un homme, Charles de Gaulle, qui avait une stature hors de l'ordinaire. Il a donc donné à ses successeurs l'obligation d'être des grands hommes, comme si c'était écrit dans la Constitution. Ce qui rend leur tâche impossible et les voue à une mégalomanie constitutionnelle, avec la tentation permanente de retrouver les élans lyriques du fondateur. Quand Macron a fait son discours sur le confinement, le 16 mars, il avait sans nul doute l'impression de rejouer l'appel du 18 juin !

La Constitution de la V^e République transforme l'élection présidentielle en ordalie historique : vous êtes le sauveur du pays ou vous n'êtes rien. Cela met la barre très, très haut. Et cela promet le président à une déception qui paralyse son action.

Très vite, nos présidents de la République n'ont plus la légitimité qui leur permettrait de mener une action consensuelle, au sens démocratique du terme, c'est-à-dire acceptable par l'opposition. On a un pouvoir surévalué et dévalué en même temps, presque mécaniquement. Il est normal que les Français soient déprimés !

Faut-il changer les institutions ?

Il faudrait pouvoir les changer mais ce n'est pas possible. Il s'agit d'un système pervers : plus la déception des citoyens à l'égard de l'action des gouvernants s'approfondit, plus ils ont l'impression que le seul levier qui leur reste, c'est l'élection présidentielle. Plus le système est dévalué, moins les gens sont prêts à accepter une réforme du système. Nous sommes dans une impasse politique.

Tout repose donc sur la sagesse d'un président de la République qui aurait le bon sens, non pas de changer les institutions, mais d'en changer l'esprit. En Allemagne, Angela Merkel sait bien faire comprendre que toute décision politique résulte d'un compromis. En France, c'est évidemment vrai aussi, mais c'est caché derrière un vernis d'autorité et de verticalité. On l'a très bien vu pendant la crise sanitaire : il fallait arbitrer entre deux contraintes de nature très différente. Ce qui aurait dû donner lieu à un débat et à un compromis.

Or, il n'y a eu aucun débat...

Et pas de vrai compromis non plus ! Cette décision de confiner le pays, dans le sillage d'un régime autoritaire comme la Chine, a été prise sous le signe d'un sentiment très partagé dans cette crise : la peur. La peur politique de rater le coche, d'être en décalage avec une société imprévisible que les gouvernants ne comprennent pas vraiment. Or, si les Français forment un peuple protestataire politiquement, ils se sont montrés globalement disciplinés dans cette crise.

En revanche, la décision de confiner a été prise au sommet de l'Etat dans la panique, sans vraie réflexion, pour pallier le fait qu'on manquait de moyens pour faire face à cette crise : masques, tests, lits de réanimation...

La logique d'imitation a également joué : on ne pouvait pas faire moins que les voisins. Il est toutefois regrettable que les termes même de l'équation n'aient pas été posés sur la table. Nous risquons de le payer cher quand viendra la mesure des conséquences.

Voyez-vous, malgré tout, quelque raison d'espérer ?

Nous devrions pouvoir compter sur l'attachement des Français à des institutions qui ont fait leur fierté par le passé et font le ciment de la vie collective : l'hôpital et l'école. Améliorer la situation des deux est à notre portée !

Mais nous avons surtout besoin d'un examen de conscience, d'un audit du pays, de ses failles et de ses faiblesses. Nous ne sommes pas en 1940, mais nous avons à réécrire quelque chose comme *L'Etrange Défaite* de Marc Bloch.

Cette crise peut-elle être l'occasion d'une renaissance ?

Elle peut être l'occasion d'une épreuve de vérité. Les Français vont devoir arrêter de se raconter des histoires, et regarder les choses en face. Or, là, tout le monde a compris qu'il y avait des choses à regarder... Ce serait, à mes yeux, un acquis fondamental. De cette épreuve de vérité pourraient naître des possibles.

<https://www.faz.net/aktuell/finanzen/meine-finanzen/vorsorgen-fuer-das-alter/wie-man-sich-in-zeiten-der-corona-krise-absichern-sollte-16802101.html?premium>

ALTERSVORSORGE IN DER KRISE:

Die Rente ist infiziert

- VON DANIEL MOHR
- -AKTUALISIERT AM 06.06.2020-17:09



Die Verunsicherung in der Altersvorsorge ist sprunghaft gestiegen. Hektisch werden Fonds verkauft, die Nachfrage nach Bargeld wächst. Umgekehrt wäre es besser.

Das Leben besteht, da müssen wir uns nichts vormachen, auch aus dem Sammeln von Entgeltpunkten. Wussten Sie nicht? Ist aber so. Wer dieses Jahr zum Beispiel 40.551 Euro brutto verdient, liegt genau im deutschen Durchschnitt und bekommt zur Belohnung einen Entgeltpunkt der deutschen Rentenversicherung gutgeschrieben. Der ist im Westen derzeit 33 Euro Rente im Monat wert, im Osten knapp 32 Euro. Wer das 45 Jahre am Stück gemacht hat, darf sich Eckrentner nennen, kein Scherz, und kommt auf knapp 1500 Euro Rente im Monat. Vor Abzug von Krankenkasse, Pflegeversicherung und Steuern.

Das ist nicht viel, zumal die 45 Entgeltpunkte kaum einer schafft. Der Schnitt liegt deutlich darunter. Bei Frauen sind es gerade einmal 24 Entgeltpunkte, also nicht mal 800 Euro Rente. Warum das relevant ist? Weil von dem Geld kaum jemand leben kann. Wer mehr haben will, muss vorsorgen.

Private Altersvorsorge ist ein abschreckender Begriff, der alt und bieder klingt. Dabei heißt er nichts anderes als klug, früh und langfristig zu sparen. In dieser Hinsicht war Corona ein ungünstiges Ereignis. Aus Aktienfonds wurden im ersten Quartal 14 Milliarden Euro abgezogen, berichtet der Fondsverband BVI. Neuere Zahlen gibt es noch nicht. Die Verunsicherung der Anleger ist groß. Soll ich Investmentfonds in Zeiten der Krise besser verkaufen? Die Kapital-Lebensversicherung kündigen? Riester ein für allemal beenden?

Als Erstes gilt es, Ruhe zu bewahren und nachzudenken – also genau das zu tun, was immer sinnvoll ist. Wer jetzt auf Bargeld umstellt, sei es in Scheinen und Münzen oder durch Horten auf dem Tagesgeldkonto, der wird sich auf Jahre eine Rendite von ziemlich genau null sichern. Kein Minus, kein Plus. Kommt es zu Inflation, verliert das Geld zudem an Wert. Nach zwanzig Jahren entwertet ein Prozent Inflation das Geld um 18 Prozent, zwei Prozent Inflation um 33 Prozent und drei Prozent um 45 Prozent. So viel zum Thema Sicherheit.

Auf die Mischung kommt es an

Auch Immobilien garantieren keine Wertgewinne. Falsche Lage, schlechte Mieter: Der Dramen gibt es genügend. Gold ist gerade en vogue. Ein typischer Krisengewinner, aber ohne Zinsen und auch mit Risiken. Der Preis kann fallen und hat dies auch schon oft getan. Also bitte nicht alles aufs Gold setzen.

Die Mischung macht es. Ein Teil auf dem Tagesgeldkonto bunkern, für alle Fälle. Einen Teil in Gold, für die großen Krisen. Aber einen Teil auch am Kapitalmarkt anlegen. Entweder selbst ein Dutzend Aktien

auswählen von Unternehmen, denen man eine gute Zukunft zutraut. Oder eben Fonds das Geld anvertrauen. Indexfonds (ETFs) sind am günstigsten. Der MSCI World investiert in mehr als 1600 Unternehmen aus 23 Industrieländern. Der Stoxx Europe 600 breit gestreut in Europa.

Wer aktiven Fondsmanagern mehr zutraut, der kann sich auch nach solchen Fonds umschaun. Während ein ETF oft nur 0,1 Prozent bis 0,5 Prozent Gebühren kostet, sind es bei aktiv gemanagten Fonds allerdings oft 1,5 Prozent Gebühr im Jahr. Das läppert sich. Dazu kommt bei aktiv gemanagten Fonds oft ein Ausgabeaufschlag, also Gebühren, die gleich beim Kauf fällig werden, von bis zu 5 Prozent. Hier gilt es zu vergleichen und zu verhandeln. Die Banken haben Spielraum.

Trotz höherer Gebühren können sich auch aktive Fonds lohnen. Die ETFs legen stur in den Unternehmen ihres Aktienindex das Geld an. Da gibt es keine Wahl, egal wie offensichtlich es gerade in der Corona-Krise lohnt, nach Gewinnern und Verlierern zu unterscheiden. Der aktive Fondsmanager kann das machen. Der hat Spielräume, die er hoffentlich zugunsten des Anlegers nutzt. Hier ist es sinnvoll zu schauen, wie erfolgreich der Fonds zuletzt war. Im Schnitt lohnt die Sache.

Und Riester? Ist ein Krisengewinner

Der Fondsverband hat seine jüngste Statistik Ende März gemacht – zu einem sehr ungünstigen Zeitpunkt, weil die Kurse tief standen. Auf Sicht von zehn Jahren wiesen die global anlegenden Aktienfonds trotzdem im Schnitt eine Rendite von 3,3 Prozent im Jahr auf. 30 Jahre zurück waren es 5,7 Prozent. Das ist verglichen mit dem Tagesgeldkonto sehr viel. Und seit dem März-Tief hat der Dax wieder fast 50 Prozent zugelegt.

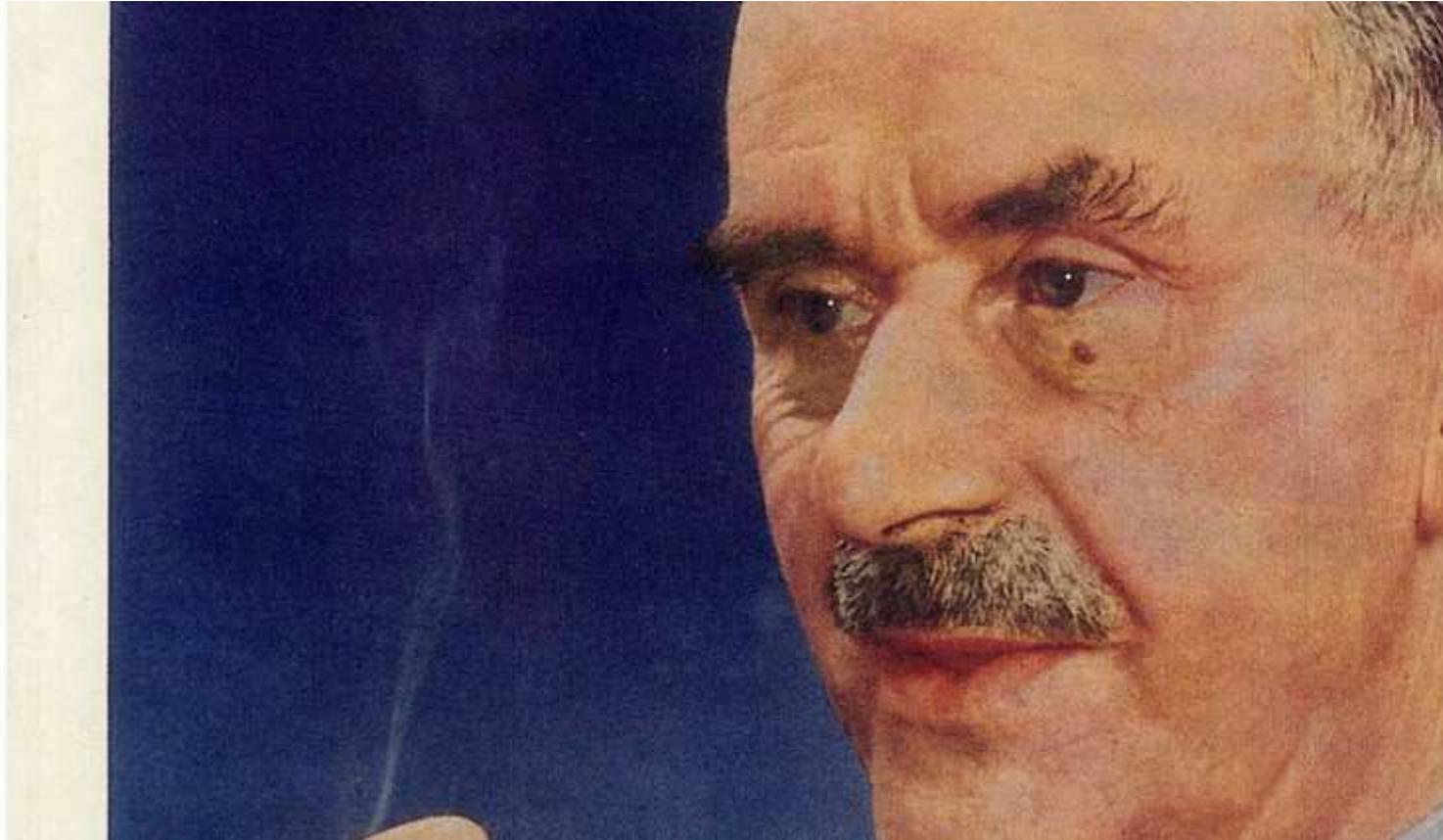
Und Riester? Ist ein Krisengewinner. Zumindest der Großteil der bestehenden Altverträge. Da stehen garantierte Mindestverzinsungen von 2,75 Prozent und mehr drin. So viel für risikoarme Geldanlagen gibt es heute fast nirgends mehr. Wer risikoscheu ist und einen alten Riestervertrag hat, sollte sich also freuen: In einer absehbar langen Zeit niedriger Zinsen wird er eine höhere Rendite erzielen als mit einem Tagesgeldkonto. Das Gleiche gilt für ältere Kapital-Lebensversicherungen. Auch sie garantieren ordentliche Mindestverzinsungen.

Wer solche alten Garantiezinsen nicht hat, darf trotzdem über Riester nachdenken. Die Staatszuschüsse insbesondere für kleinere Kinder sind attraktiv. Aber bitte nicht den kritischen Blick auf die Kosten vergessen. Sind die hoch, sollte das Geld lieber in Eigenregie angelegt werden. Das ist lukrativer als Entgeltpunkte sammeln.

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/wie-sich-das-demokratieverstaendnis-thomas-manns-veraenderte-16800495.html?premium>

THOMAS MANN UND DIE DEMOKRATIE: Was wir zu verlieren haben

- VON ANDREAS PLATTHAUS
- -AKTUALISIERT AM 06.06.2020-20:34



Bildbeschreibung einblenden

Münchens Literaturhaus aktualisiert das Demokratieverständnis von Thomas Mann. Dabei begeistert die Ausstellung „Democracy Will Win“ mit einer klugen Szenographie.

- MERKEN
 - 5
 -
 -
 -

-
-
-
-

4 Min.

Das Haus eines Schriftstellers ist für vier Monate in ein anderes Gebäude eingezogen: ins Münchner Literaturhaus. Man könnte das eine Rückkehr nennen, denn hier in München hat Thomas Mann von 1894 bis 1933, dem Jahr des Beginns der Hitler-Herrschaft, gelebt. Danach nahm er Exil in der Schweiz, Frankreich und den Vereinigten Staaten, wo er sich 1944 einbürgern ließ. Politisch aber war Amerika schon länger seine Heimat, denn im Weißen Haus in Washington residierte damals mit Franklin D. Roosevelt ein Präsident, den Thomas Mann rückhaltlos bewunderte. In seinem Nachruf auf Roosevelt verglich er ihn 1945 mit Cäsar, dem Mann, dessen Tod die römische Republik nicht lange überlebte. Auch in Amerika sah Thomas Mann bald nur noch politischen Niedergang: McCarthys antikommunistische Repressionen erinnerten ihn fatal an

den Beginn des Nationalsozialismus. 1952 verließ er deshalb Amerika wieder; was von ihm blieb, war sein eigenes weißes Haus, das der Schriftsteller im kalifornischen Pacific Palisades hatte errichten lassen.



[Andreas Platthaus](#)

Verantwortlicher Redakteur für Literatur und literarisches Leben.

- F.A.Z.

Da steht es immer noch; seit 2016 ist es im Besitz der Bundesrepublik, die dort ein Residenzhaus geschaffen hat, das abermals zum intellektuellen Bollwerk der Demokratie werden soll, das es vor mehr als siebenzig Jahren war, als Mann dort seine Rundfunkreden gegen Hitler schrieb und publizistisch gegen den Verfall der Demokratie in Amerika kämpfte. Er lebte im dortigen Exil vor, was Hannah Arendt das „Wagnis der Öffentlichkeit“ genannt hat.

Seine geistige Heimat

Um diesen Einsatz geht es in der Schau des Literaturhauses, dessen hohe Hallen dazu eine Kulissenarchitektur bieten, die dem Arbeitszimmer in Pacific Palisades nachempfunden ist – gegenüber dem Original allerdings deutlich vergrößert, weil es so viel zu zeigen gibt, allerdings das meiste nur als Reproduktionen. Der Titel der Ausstellung lautet „Democracy Will Win“. Das sagte Thomas Mann bei der Ankunft im Hafen von New York in eine Filmkamera, als er 1938 nach Amerika übersiedelte. Er führte den Satz aber noch weiter aus: „if it only becomes strong“. An dieser Kraft mangelt es aktuell der Demokratie in Amerika, doch die Ausstellung war schon fertig aufgebaut, als der Tod von George Floyd das Land in Aufruhr versetzte. Unter den zahlreichen Zitaten der Demokratieverteidiger von A (Aleida und Jan Assmann) bis Z (Juli Zeh), die man im Entree der Schau als Menetekel an der weißen Wand entdecken kann, findet sich aber immerhin auch eines von James Baldwin, das in wenigen Worten das ganze Dilemma seines Heimatlands zusammenfasst: „Das gefährlichste Produkt jeder Gesellschaft ist der Mensch, der nichts zu verlieren hat.“

Thomas Mann hatte als Exilant etwas zu verlieren: seine geistige Heimat. Die reale hatte er dagegen zu Kriegsbeginn endgültig aufgegeben, und es ist ein kluger Inszenierungstrick, dass man im nachgebauten Arbeitszimmer aus dem Fenster nicht auf die idyllische Gartenansicht mit Palmen in Pacific Palisades blickt, sondern auf das kriegszerstörte Münchner Siegestor in der Leopoldstraße, wie es sich 1945 darbot. „Es musste wohl so sein: Die Befreiung musste von außen kommen“, stellte Thomas Mann nach der Kapitulation in einer Rundfunkaufnahme fest, nannte das Kriegsende aber dennoch „die Rückkehr Deutschlands zur Menschlichkeit“. Er selbst aber kehrte nicht zurück. Die deutsche Sprache war ihm Heimat genug.

„Ich gehöre zu der sehr winzigen Minderheit“

Die Ausstellung folgt der politischen Biographie des Schriftstellers vom Lübecker Senatorensohn über den deutschnational begeisterten Kriegsbefürworter von 1914, den Vernunftrepublikaner der zwanziger Jahre und die prominenteste Stimme des literarischen Exils bis zum Propagandisten einer demokratischen Internationale nach dem Zweiten Weltkrieg. „Herkunft“, „Zeitgeist“, „Erkenntnis“, „Handeln“ und „Verantwortung“ sind die jeweiligen Episoden überschrieben, die durch gerahmte Fotos an der Wand über Tischvitrinen mit Dokumenten veranschaulicht werden – so entsteht die Anmutung mehrerer Schreibplätze im Arbeitszimmer. In der Mitte des Raums steht ein Arrangement aus historischen Radios, Mikrofonen, Schallplattenspielern und Tonbandgeräten, mit dem die mediale Wirkungsmacht der während des Krieges von der BBC weltweit verbreiteten Ansprachen von Thomas Mann an „Deutsche Hörer“ sichtbar gemacht wird. Dank eines Audiogeräts kann man mehrere davon in voller Länge hören. Aber da liegt auch eine interne Mitteilung der BBC aus dem Dezember 1942, in der die ausufernde Länge und drastische Wortwahl

von Manns Botschaften beklagt werden: „Die letzte Ansprache zum Beispiel hätten wir niemals auszustrahlen erwogen, käme sie nicht von ihm und wäre Teil seiner Reihe.“ Höflichkeit gegenüber Nazis war seine Sache jedoch nicht.

Hannah Arendt stellte kurz vor ihrem Tod 1975 bissig fest: „Ich gehöre zu der sehr winzigen Minderheit von Leuten, denen er wirklich sehr wenig bedeutet.“ So winzig war sie aber nicht. Der Ruch eines ursprünglichen Verächters der Demokratie hing Mann ungeachtet seines späteren antifaschistischen Engagements noch lange an; so kann man in der Schau etwa eine Aufnahme von Martin Walser (auch aus dem Jahr 1975) sehen, in der er Thomas Manns politisches Wirken salopp so abfertigte: „Man sieht da, wie ein Kollege sich fünfzig Jahre mit einem milden Zickzack durchgeschlängelt hat.“ Heute dagegen staunt man über die Hellsichtigkeit von Thomas Mann, wie sie sich etwa in einem Brief vom Sommer 1946 an den Münchner Publizisten Wilhelm Emanuel Süskind (von dessen Sohn Patrick Süskind dem Literaturhaus zur Verfügung gestellt) erweist: Versöhnlich formuliert, legte er trotzdem den Finger in eine deutsche Wunde, indem die politische Läuterung des Korrespondenzpartners als rein oberflächlich eingeschätzt wurde: „Ich glaube, wenn Hitler gesiegt hätte, würden Sie heute noch so denken. Gottlob hat er nicht gesiegt, und nun denken Sie also nicht mehr so.“ Thomas Mann machte sich keine Illusionen; auch seine privaten Betrachtungen waren längst die eines Politischen.

Klug wie ihr Protagonist

Im zweiten Teil der Ausstellung (nach einem Intermezzo zur Geschichte des Hauses in Pacific Palisades) wird sein Weg zum Demokratieverfechter zur Blaupause der Gegenwart, denn dort sind zu den Stichworten Herkunft, Zeitgeist, Erkenntnis, Handeln und Verantwortung auf jeweils mehreren Bildschirmen Äußerungen von Politikern, Aktivisten und Künstlern zu sehen, die von der Gefährdung der Demokratie sprechen. Oder davon kündigen, wie etwa Donald Trumps berüchtigte Rede zur Amtseinführung als Präsident am 20. Januar 2017: „Von diesem Tag an wird es nur noch heißen: America first!“ Thomas Mann hatte aber bereits 1941, noch zu Lebzeiten Roosevelts, einer amerikanischen Zeitung erklärt: „Nicht ‚America First‘, sondern ‚Democracy First‘ und ‚Human Dignity First‘ ist der Slogan, der Amerika tatsächlich auf den ersten Platz in der Welt führen wird.“ Geht es noch aktueller als in diesem bald achtzig Jahre alten Satz?

Die Ausstellung mündet in die Freiheit: Ihr Finale mit den Bildschirmen ist in einer (diesmal maßstabsgetreuen) Kulissendarstellung der Gartenterrasse von Thomas Manns kalifornischem Haus angesiedelt. Die hohen Fensterflächen des Saals sind hier mit Fotografien jener Palmen kaschiert, die beim simulierten Arbeitszimmersausblick noch fehlten. Die Nachtseite der menschlichen Existenz ist hellem Tageslicht gewichen. Doch die Sonne ist nur Schein. Die Szenographie von „Democracy Will Win“ ist so klug wie ihr Protagonist.

Thomas Mann: „Democracy Will Win!“

Im Literaturhaus München; bis zum 4. Oktober, danach als Wanderausstellung im Auswärtigen Amt in Berlin und mehreren amerikanischen Goetheinstituten. Der Katalog kostet 15 Euro.

INTELLEKTUELLE IN DER PANDEMIE:

Das Virus ist viral

- VON BORIS GROYS UND CARL HEGEMANN
- -AKTUALISIERT AM 06.06.2020-21:26



Du kannst Google nur fragen, was du schon weißt: Ein Telefongespräch zwischen dem Dramaturgen Carl Hegemann (Berlin) und dem Kulturtheoretiker Boris Groys (New York) über die Infektion des Intellekts im Internet.

Carl Hegemann: Du unterrichtest jetzt seit elf Jahren in New York an der Universität. Und auf einmal ist New York das Epizentrum einer neuen globalen Seuche, gegen die es noch kein Mittel gibt und die unser Leben stark verändert. Was bedeutet das für deinen Alltag in Manhattan? Gehst du schon wieder raus?

Boris Groys: Nein. Ich gehe nicht raus, empfangen auch keinen Besuch, ich habe keinen Kontakt nach außen, ich habe seit fast zwei Monaten niemanden getroffen. Ich sehe überhaupt niemanden.

Hegemann: Hier sagen viele, das Ganze sei nur ein Vorwand für die Beschneidung individueller Freiheitsrechte, Corona sei nicht mehr als ein gewöhnlicher Grippevirus. Auf Demonstrationen fordern sie die Rücknahme sämtlicher Einschränkungen ...

Groys: Das ist vollkommen absurd. Die Sache ist klar; alle wissen, dass es absurd ist, die Gefährlichkeit des Virus zu leugnen. Aber auf der anderen Seite muss man dann trotzdem solche Absurditäten behaupten, weil man befürchtet, dass die Wirtschaft zusammenbricht. Man nimmt in Kauf, dass ein gewisser Prozentsatz der Menschen stirbt, weil sonst alles kollabiert. Gut, das verstehe ich, aber ich möchte nicht ein Teil davon sein, und deswegen bleibe ich zu Hause.

Hegemann: Viele fürchten, ein Ausnahmezustand von solcher Länge würde zu einem irreversiblen Niedergang unseres Wirtschafts- und Sozialsystems führen.

Groys: Nein, der findet schon ohnehin statt. Das letzte Jahrzehnt hat die größte Verlagerung des Eigentums und des Reichtums in der Geschichte der Menschheit hervorgebracht, die Verlagerung von der alten Ökonomie zu den sogenannten Tech Corporations, zur neuen Ökonomie, zu Firmen wie Apple, Facebook und Microsoft.

Hegemann: Also zu der digitalen Social-Media-Technologie, die es dir zum Beispiel ermöglicht, deine Seminare auch in Zeiten der Coronaviren abzuhalten. Als international gut vernetzter Akteur profitierst du doch von dieser neuen Ökonomie.

Groys: Ja, vielleicht, ich war aber auch schon vor der digitalen Wende bekannt. Du kannst bei [Google](#) nur nach dem fragen, was dir schon bekannt ist. Alles wird tautologisch. Das Ende der traditionellen Wirtschaft ist auch das Ende der traditionellen Kultur. Stattdessen haben wir jetzt eine neue Kultur, die Online-Kultur, die Kultur der Verbreitung dessen, was immer schon da war.

Hegemann: Die körperliche Distanz, die das Virus erzwingt, wirkt jedenfalls wie eine riesige Marketingveranstaltung für das Internet.

Groys: Ja. Aber es ist noch mehr. Das Virus ist ja genau das, was diese Internetkultur immer als ein Ideal betrachtet hat. Wenn man kunstinteressierte Leute fragte, was sie tun wollen, dann haben sie immer gesagt: viral gehen, ein virales Video machen, einen viralen Text schreiben. Für die neue Internetkultur bezeichnet das Wort Virus ein kulturelles Ideal, und dieses Ideal gibt es schon, seit man in der Moderne begann, wie Tolstoi oder Malewitsch Kunst und Kultur als Formen bakterieller Infektion zu verstehen. Und nun kommt das Coronavirus als Apotheose der Viralität. Es kommt hier tatsächlich zu einer intimen Einheit, Kollaboration und Symbiose von Internet und Virus. Corona ist wirklich das Königsvirus. Es trägt die Krone im Namen.

Das Virus ist viral geworden. Keiner spricht mehr über [Lady Gaga](#), wir sprechen nur über das Virus, es ist der Star unserer Internetkultur geworden. Weil es unseren Körper krank machen kann, halten wir uns das Virus vom Leibe und verlegen unsere Kontakte ins Internet, aber im Internet gibt es nur ein zentrales Thema: das Virus. Wir schützen unseren Körper vor dem Virus, und das hat zur Folge, dass uns das Virus auf der Ebene des Geistes total infiziert. Das ist die Realität.

Hegemann: Oder das Ende der Realität?

Groys: Wenn ich sage, ich kann meine Hand nicht ins Feuer legen, ohne dass ich mich verbrenne, beziehe ich mich auf eine äußere Realität, die mich begrenzt. Realität ist immer Begrenzung, real ist das, worüber wir keine Macht haben. Das Coronavirus ist real, solange es uns begrenzt. Indem wir diese Begrenzung anerkennen, erkennen wir die Realität an. So jedenfalls hat Realität bis jetzt für uns funktioniert. Aber nun ist unser Denken und auch unser Fühlen von der Internetverbreitung infiziert. Und wir erleben eine Verlagerung des Virus vom Körperlichen zum Geistigen, von der physischen Realität zur digital vermittelten Spiritualität. Das Spirituelle begreift sich aber traditionell anders als das Physische nicht als begrenzt, sondern als unbegrenzt.



Boris Groys :Bild: Picture-Alliance

Das Virale war der Weg, durch den sich unsere Zukunftsträume und Wünsche erfüllen sollten. Das heißt, das Virus, mit dem wir es jetzt zu tun haben, ist eigentlich die Einlösung unserer Utopien. Das Virus sorgt für den totalen Umweltschutz, weil es die klassische Industrie, die die Welt verpestet mit Flugzeugen, Autos, Kreuzfahrtschiffen zum Stillstand gebracht hat. Das Öl kostet nichts mehr, niemand benutzt es. Das Virus hat erreicht, was [Greta Thunberg](#) nicht erreicht hat: die Stilllegung der traditionellen Wirtschaft und den globalen Umweltschutz. Das Virus ist die größte Umweltschutzmaßnahme, die es je gegeben hat. Aber immer, wenn Menschen sehen, dass ihre Wünsche und utopischen Vorstellungen realisiert werden, dann

sind sie schockiert und werden sehr schnell unzufrieden. Und klammern sich an das, was sie vorher bekämpft haben. Aber das ist normal, das passiert immer in solchen Situationen.

Hegemann: „Der Beginn alles Neuen ist der Schrecken.“

Groys: Ja, es beginnt ein neues utopisches Zeitalter. Wir stehen am Anfang einer neuen Spiritualisierung oder besser gesagt einer Quasi-Spiritualisierung, die vergisst, dass Geist in diesem Fall mit Elektrizität koinzidiert und dass es mit der Spiritualität vorbei ist, wenn man seine Stromrechnung nicht bezahlt. Auch der unaufhaltsame Zerfall der traditionellen Wirtschaft und das Fortschreiten der Künstlichen Intelligenz sind Triebfedern für diese digitale Spiritualisierung. Und das Spirituelle, der Geist oder der Intellekt oder was auch immer wird nun als Algorithmus verstanden.

Hegemann: Immerhin macht es so ein spiritueller Algorithmus möglich, virtuell die uns begrenzende Realität zu überwinden, also zum Beispiel, die Hand ins Feuer zu legen, ohne sich die Finger zu verbrennen.

Groys: Wenn man sich auf das Internet einlässt, verbrennt man sich schon die Finger, weil sich Feuer oder Viren schneller verbreiten als die eigenen Gedanken. Der Horizont der Verbreitung scheint unbegrenzt zu sein, aber wir nehmen an der Konkurrenz der Verbreitung teil. Und diese Konkurrenz erzeugt den Effekt der Realität: unsere Verbreitung wird durch die Verbreitung der anderen und des anderen begrenzt. In der traditionellen Kultur gab es zunächst die Konkurrenz um die Qualität und dann die Konkurrenz um die Innovation. Jetzt herrscht aber die Konkurrenz um die Verbreitung: wer hat mehr Likes, was für ein Bild oder Text hat mehr Klicks et cetera. Und wir haben sehr gute Chancen, diesen Wettbewerb zu verlieren. Ich meine: wir als Menschen, denn die meisten Likes kriegen die Videos mit Katzen und Hunden sowie mit Wetterkatastrophen, Flugzeugabstürzen und so weiter.

Hegemann: Mittels Künstlicher Intelligenz und Algorithmen verbreitet sich auch die privat und staatlich betriebene, potentiell unbegrenzte Überwachung nahezu aller Menschen, die irgendeine Art von Netzzugang haben. Gibt es einen Zusammenhang zwischen den neuen Formen der Überwachung und der Spiritualisierungstendenz, die du gerade beschrieben hast?

Groys: Die globale Wirtschaft basiert heute auf dem Internet beziehungsweise den großen Internetgesellschaften wie Facebook oder Google, während die Nationalstaaten und ihre Politik noch auf der traditionellen Ökonomie des letzten Jahrhunderts basieren. Jetzt, wo die traditionelle Ökonomie kollabiert, wird sich der Konflikt zwischen der nationalen Politik auf der einen Seite und der transnationalen Internetwirtschaft auf der anderen Seite verschärfen. Und ich denke, dass in der jetzigen Situation die regionale Politik, das heißt der Nationalismus, bessere Chancen hat, diesen Konflikt für sich zu entscheiden als die global vernetzte Wirtschaft.

Hegemann: Das heißt, dass nationalistische Politik, wie sie Trump und viele andere ja schon länger praktizieren, angesichts der Erfahrungen mit der Corona-Krise zum allgemeinen Modell werden könnte? Schließung der Grenzen und nationale Interessenpolitik, Protektion statt Globalisierung?

Groys: Historisch wurde die Globalisierung immer wieder als eine Art Infektion, die die nationalen Immunsysteme durchbricht, als dekadent und krank empfunden. Man wollte deshalb diese Immunsysteme stärken und das Volk gesund halten. Dieser Gegensatz gesund/infiziert durchzieht das Denken der Moderne – und das gegenwärtige Denken erst recht.

Hegemann: Was macht man angesichts dieser nicht sehr vielversprechenden Weltlage? Du hast vor Jahren, als wir über [Christoph Schlingensief](#) gesprochen haben, eine alte Kulturtechnik empfohlen, nämlich alles, was passiert, wohlwollend zu betrachten und zu sagen: Alles ist gut, ein guter Tag ist gut, aber ein schlechter Tag ist auch ein guter Tag. Du sahst diese Haltung bei Jesus und Duchamp und sogar auch bei Christoph.

Groys: Ja, die Haltung habe ich nach wie vor.



Carl Hegemann :Bild: interTOPICS/Jirka Jansch

Hegemann: Wenn man in der Lage ist, alles gut zu finden, entsteht Indifferenz in einer fast schon mystischen Dimension, die eigentlich den Tod vorwegnimmt. Diese kontemplative Haltung erschien mir damals als Korrektiv zur grassierenden Selbstvermarktung, ja sogar wie eine Voraussetzung für sinnvolles Handeln. Siehst du bei den neuen Entwicklungen irgendwelche Tendenzen in diese Richtung?

Groys: Das nicht, aber ich beobachte schon das Aufkommen einer anderen Haltung. Ich sehe, dass die Menschen das Internet nicht nur zum Konsum und als Mittel im Konkurrenzkampf nutzen, sondern als Mittel eines Bekenntnisses. So wie in der Kirche beim Beichten. Ich denke, das ist ein verbreitetes Phänomen. Früher haben die Menschen Tagebücher geschrieben, und jetzt machen sie etwas Ähnliches massenweise im Internet, sie sprechen mit Gott.

Hegemann: Das Notebook als Hausaltar?

Groys: Sie stellen ihre Fotos ins Netz, kommentieren sie auf ihren Pages, sie posten Unmengen an Informationen über sich, die niemanden interessieren. Aber das wiederum ist sehr interessant, denn die einzige Person, die sich wirklich für diese Fotos interessieren könnte, ist Gott. Denn Gott liebt alle, und er interessiert sich für alle Fotos und alle meine Gedanken.

Hegemann: Alles, was wir tun, tun wir für einen unbekanntem Betrachter, der wohlwollend auf uns blickt, sagtest du damals, und auch, dass diese Aufgabe, nach dem Tod Gottes, eigentlich Künstler übernehmen müssten. Aber heute dürfte man den unbekanntem Betrachter wohl eher kurzschließen mit den KI-basierten Datensammlern in Kalifornien, die von allen Menschen auf der Welt mehr Daten speichern und vernetzen können als jeder noch so informierte Mensch.

Groys: Diese Daten werden nur gespeichert, um sie zu verkaufen an Firmen, die etwas verkaufen, oder an Institutionen, die uns überwachen oder politisch beeinflussen wollen. Aber es gibt in diesen Internetkonfessionen etwas, das nur für Gott lesbar ist, etwas, das über das profane Interesse hinausgeht. Die User vermissen jemanden, der sich für sie interessiert, und deshalb verhalten sie sich religiös.

Hegemann: Und die anderen User, die Kollegen, Freunde und Vorgesetzten, sind die Gemeinde?

Groys: Nein, nein, das sind all diejenigen, die man transzendieren will, von denen man ganz genau weiß, dass sie sich eigentlich nicht für einen interessieren.

« Comme à chaque période difficile, les clichés les plus caricaturaux refont surface en Europe »

CHRONIQUE

Comme pendant la crise des dettes souveraines de 2010, les stéréotypes sur les Européens du Sud présentés comme « paresseux », opposés à ceux du Nord supposés « laborieux », polluent le débat sur la solidarité européenne, explique Marie Charrel dans sa chronique.

Publié le 05 juin 2020 à 15h15, mis à jour hier à 14h47



De droite à gauche: la ministre des finances suédoise, Magdalena Andersson, à côté du premier ministre Stefan Löfven, la vice-première ministre Asa Romson et le ministre de l'éducation Gustav Fridolin. TT NEWS AGENCY / REUTERS

Chronique. Le labeur contre la dolce vita. Le sacrifice contre la fainéantise. Pour la couverture de son [édition du 30 mai](#), l'hebdomadaire néerlandais conservateur *Elsevier Weekblad* n'a pas lésiné sur les clichés. On y voit un couple d'Européens (blonds) du Nord dessiné en travailleurs besogneux, opposés à deux Européens (bruns) du Sud, se prélassant pour l'apéro, au bord d'une piscine. « *Pas un sou de plus pour l'Europe du Sud* », titre le magazine, évoquant le plan de relance de 500 milliards d'euros annoncé par l'Union européenne (UE).

Ces propos ont aussitôt soulevé une vague d'indignation, et pas seulement en Italie. « *Ce genre de fausses déclarations a conduit au Brexit. Elsevier n'a clairement pas lu le plan, s'est ainsi emporté l'eurodéputé belge libéral Guy Verhofstadt, [sur Twitter](#). Aucun Néerlandais ne paiera un euro de plus. Dans le plan sur la table, les géants américains du Net et les produits à forte empreinte écologique importés dans l'Union européenne le financeront* ».

Comme à chaque période difficile, les clichés les plus caricaturaux refont surface en Europe. Le précédent épisode remonte à la crise des dettes souveraines, en 2010. Sans qu'on sache qui, au juste, inventa l'expression, une partie des analystes, des médias et des politiques se mirent à désigner le Portugal, l'Italie, la Grèce et l'Espagne (« Spain ») par l'ignoble acronyme de « PIGS ». Soit « porcs » en anglais... A l'époque, le cliché des Européens du Sud se complaisant dans le farniente, pendant que le Nord – en particulier l'Allemagne – se serrait la ceinture, était déjà omniprésent.

Mauvais goût et bêtise

Dans un [article publié en janvier](#), soit avant que nos pays ne plongent dans la crise sanitaire, l'hebdomadaire britannique *The Economist* racontait par le détail à quel point les eurocrates et diplomates de la bulle bruxelloise sont les premiers à se « *vautrer dans les stéréotypes* ». « *Ils condamnent des régions entières* », raconte le journal. Ils qualifient en effet les pays d'Europe du Sud d'« *accros aux dettes* », les pays du Nord d'« *avares moralisateurs* », les nouveaux Etats membres d'« *adolescents geignards* », et les Etats fondateurs d'« *euro-aristocrates arrogants* »...

S'ils brillent pas leur mauvais goût et leur bêtise, ces raccourcis intellectuels sont malgré tout utiles pour « *dénouer la complexité* » et gagner du temps au sein d'un ensemble aussi riche et varié que l'UE, assure *The Economist*.

Peut-être. Mais le cas des « frugaux » – Autriche, Danemark, Pays-Bas et Suède – est un peu différent. Ces quatre Etats ne se sont pas vus accoler cette étiquette, comme les PIGS en 2010 : ils l'ont choisi eux-mêmes.

En Suède, la ministre des finances sociale-démocrate Magdalena Andersson assure même que sa priorité est que son pays soit « *le plus radin d'Europe* ». Dans [une interview au Monde](#), elle explique être favorable à des prêts aux autres pays membres plutôt qu'à des subventions, dans le cadre du plan de relance européen. Motif : les premiers sont « *plus faciles à expliquer aux retraités suédois* ». « *C'est différent de voir leur argent aller aux retraités espagnols ou italiens, qui n'ont pas payé d'impôts aussi élevés* », dit-elle.

Révolution copernicienne

L'on voit ici poindre l'étroitesse de vue des frugaux. Ils racontent à leurs contribuables la moitié seulement de l'histoire. Ils oublient de rappeler combien leurs pays gagnent, en termes de pouvoir d'achat, de prospérité, de développement économique, à faire partie du marché unique européen. Et combien ils perdraient si une partie de leurs partenaires économiques sombraient dans une dépression déclenchée par la pandémie...

L'Allemagne d'Angela Merkel, elle, l'a bien compris. Présentée comme l'austère gardienne de la rigueur ordolibérale (cliché !) il y a encore peu, elle est désormais favorable à des emprunts communs lancés par la Commission de Bruxelles. Même le président du Bundestag Wolfgang Schäuble, décrit comme le Père Fouettard de l'euro (cliché !) pendant la crise grecque, soutient cette proposition. Une révolution copernicienne, inimaginable il y a quelques mois encore.

Preuve, s'il en fallait, que les Européens sont capables de changer. Et parfois même, de faire mentir les étiquettes...

Marie Charrel

Time for a reboot

France's President Emmanuel Macron mulls a reshuffle

Some think he will ditch his prime minister



[Europe Jun 6th 2020 edition](#)

PARIS

When Emmanuel Macron ran for president in 2017 as a first-time campaigner, sceptics repeatedly asked: but which party would he govern with? The 39-year-old had no deputies, few allies and a new-born movement. Against the odds, he went on to crush the established parties and secure a parliamentary majority for his centrist La République en Marche (Irem). Three years later, however, the cracks are showing. Mr Macron's party has lost its absolute majority, and is facing disaster in coming local elections. The president is again struggling in the polls. As he searches for a way to reboot his presidency, Mr Macron could even decide to change his prime minister, Edouard Philippe (pictured), before the summer is out.

A sign of discontent within the governing party emerged last month when a group of deputies quit Irem to set up a new parliamentary group, "Ecology, Democracy, Solidarity". The 17-member faction is almost entirely composed of former Macron supporters, disillusioned with what they consider to be an excessively centre-right government. The group has not formally joined the opposition, but says it will freely vote against Mr Philippe's government if it dislikes what it sees.

By itself, the loss of Irem's absolute majority will not affect Mr Macron's policymaking. The government retains a solid working majority in parliament, thanks to the formal backing of 46 deputies belonging to a centrist party, MoDem, as well as over a dozen other deputies on the centre-right. Yet it is symbolically and structurally damaging. It is "not the end of the world", says Roland Lescure, an Irem deputy, "but it does reveal that we are still missing an ideological backbone."

Four years after Mr Macron founded a movement designed to be "not on the left, not on the right", a cohesive unifying purpose is proving elusive for Irem. The party barely exists outside Paris. New strains are emerging in advance of the second round of local elections on June 28th, postponed from March due to covid-19. To the consternation of Irem, Gérard Collomb, a close ally of Mr Macron's and his former interior minister, has teamed up with the right for the second round of voting in Lyon. Irem has withdrawn its backing from Mr Collomb's candidacy. Mr Macron's hopes of winning the Paris town hall, meanwhile, have evaporated after his candidate, Agnès Buzyn, came a disappointing third. Anne Hidalgo, the Socialist mayor, is likely to keep her job.

To try to get a grip, Mr Macron is now mulling over ways to reset the presidency for his remaining two years in office. Elected on a promise of disruption, he wants a purpose more suited to turbulent times. The president has already suspended—probably indefinitely—an unpopular pension reform, which in effect raised the retirement age and prompted weeks of strikes. France is bracing for a rude economic shock, with the government now expecting a drop in gdp of 11% in 2020. The covid-19 pandemic has pushed quite different concerns to the fore: safety, security, self-sufficiency and a stronger state. Mr Macron has installed a committee of international economists under Olivier Blanchard and Jean Tirole to help come up with ideas. In a televised address, the president said enigmatically that it was time for “reinvention, of myself first of all”.

Despite the post-partisan idea behind lrem, there is now a strong push among some insiders to shift the centre of gravity to the left, where Mr Macron is politically vulnerable. “He’s already captured the vote on the right, but he needs to regain credibility on the left, where there is a feeling that he has betrayed them,” says one supporter. A former right-hand man to Alain Juppé, a conservative ex-prime minister, Mr Philippe is indelibly linked to the right in French minds. So is Bruno Le Maire, the finance minister, another former conservative. As rumours swirl around Paris about a reshuffle, various names circulate as putative prime ministers. One is Jean-Yves Le Drian, the 72-year-old foreign minister. A former Socialist president of Brittany, he has strong provincial roots and is “a bit of a father figure”, says an lrem deputy; the antidote, in some ways, to the know-it-all, micro-managing president.

The irony is that Mr Philippe is emerging from the pandemic more popular than his boss. His poll ratings have risen, even as Mr Macron’s have dropped. But the prime minister’s whitening beard betrays the stress of the job. “He is exhausted,” says an lrem deputy. Mr Philippe also happens to be running in elections for his old job as mayor of Le Havre, a northern port. So an exit may be available, should it be needed.

Nobody can quite know what Mr Macron has in mind. A surprise cannot be ruled out. The president can make bewildering nominations and is often reluctant to ditch colleagues. As he turns these options over, he will know better than most that, once outside government, a former ally can turn into a rival. Which is exactly what Mr Macron did when he decided to quit his ministry, set up a party and run for the top job.

171,125

<https://www.lefigaro.fr/vox/economie/attention-danger-la-recession-et-les-deficits-francais-sont-les-pires-d-europe-20200607>

Le Figaro, no. 23579

Le Figaro Économie, lundi 8 juin 2020 1017 mots, p. 29

chroniques

Attention, danger : la récession et les déficits français sont les pires d'Europe

Le gouvernement doit dire pourquoi il en est ainsi et vite rectifier le tir.

Robin, Jean-Pierre

Depuis que l'économie est sens dessus dessous, Bruno Le Maire et Gérard Darmanin jouent les « Dupond et Dupont » des *Aventures de Tintin*. À l'instar des deux sosies disant chacun la même chose sous des formes légèrement différentes, les deux ministres de Bercy ne cessent de renchérir l'un l'autre. Ainsi mardi 2 juin, sous un soleil resplendissant, le ministre de l'Économie et des Finances a laissé tomber au détour d'une phrase sur RTL que la récession du PIB français ne serait pas de 8 % mais de 11 % en 2020. Et, quelques heures plus tard, devant la commission des finances de l'Assemblée nationale, le ministre de l'Action et des Comptes publics prévient que le déficit atteindrait 11,4 % du PIB cette année au lieu des 9,2 % envisagés jusqu'alors.

Chacun sait que les finances publiques sont le sismographe affolé de l'activité économique dont la crise entraîne à la fois plus de dépenses publiques, d'aides et moins de rentrées fiscales. Et comme dans la bande dessinée où les « Dupondt » ont le don des situations inextricables, le beau rôle revient toujours à Tintin le malin. Au soir de cette même folle journée de juin, Emmanuel Macron a donc ciselé ce tweet roboratif : « *La réouverture des cafés, hôtels et restaurants signe le retour des jours heureux ! Nul doute que les Français seront là pour retrouver cette part de l'esprit français, de notre culture et de notre art de vivre. En ces temps difficiles, l'État continuera à soutenir ce secteur.* » En 280 signes tout est dit, l'évocation du programme du Conseil national de la résistance de 1944 et la louange de l'État protecteur, « *quoi qu'il en coûte* », selon la formule emphatique du président de la République le 13 mars à la télévision.

L'impact vertigineux du Covid-19

Les mots et les chiffres. Ceux de Le Maire et de Darmanin expriment l'impact vertigineux du Covid-19 sur notre économie. Alors que le produit intérieur brut, qui mesure l'ensemble des biens et services produits sur le territoire français dans l'année, avait été de 2 426 milliards d'euros en 2019, son repli de 11 % signifiera un manque de 267 milliards. Soit 3 985 euros pour chaque Français, l'équivalent de trois fois le smic net mensuel. Fichtre. Quant au déficit total (État, Sécurité sociale et collectivités territoriales) de 11,4 % du PIB de 2020, il représente 246 milliards d'euros, comme l'a précisé Gérard Darmanin. Et le ministre des Comptes d'ajouter que la dette publique - 2 380 milliards en 2019, soit 98,1 % du PIB - s'élèverait de ce fait à 2 647 milliards, 121 % du PIB 2020.

Un tel niveau d'endettement dépasse-t-il l'entendement ? Tout est relatif. Les esprits chagrins rappelleront qu'en Allemagne l'encours de dette publique ne devrait pas excéder 70 % du PIB en 2020 et les autres se consolent en observant que le Japon a depuis une dizaine d'années un ratio supérieur à deux fois son PIB annuel tandis que l'Italie se situera à plus de 150 %. Le véritable sujet d'inquiétude s'énonce autrement : pourquoi, en guère plus de trois mois, l'épidémie de Covid-19, qui a frappé l'ensemble des pays européens de façon symétrique, a-t-elle autant déstabilisé l'économie française ? Révisant la semaine dernière ses prévisions macroéconomiques, la Banque centrale européenne prédit un recul de 8,7 % du PIB de la zone euro et un déficit des comptes publics de 8,5 % du PIB en moyenne. L'Hexagone fait partie des mauvais élèves avec l'Italie et l'Espagne. De même, la consommation des ménages français devrait reculer bien plus (- 10 %) que celle des Européens (- 7,8 %) ; les entreprises tricolores réduiront leurs investissements productifs de 20 %, contre une moyenne européenne de 15,5 %. Pourquoi, pour quoi ?

La spécificité de la crise du Covid est d'avoir frappé en même temps la demande et l'offre productive. C'était manifeste pendant le confinement, quand les gens pouvaient difficilement sortir, que les magasins étaient fermés pour la plupart, que nombre d'usines et de bureaux sommeillaient. Or, sous ces deux aspects, l'économie française s'est avérée très vulnérable.

Le gouvernement aurait-il imposé un confinement plus sévère qu'ailleurs ? Selon ses propres dires « *il a instauré le système de chômage partiel (financé par l'État) le plus généreux d'Europe* » (Édouard Philippe dixit). À son acmé, plus d'un salarié sur deux du secteur privé y a eu recours, contre seulement 21,7 % en Allemagne, selon l'institut de conjoncture Rexecode. Hélas, cette stupéfiante étatisation des salaires n'a pas incité les Français à dépenser. Ils accumulent une épargne forcée qui pourrait représenter 100 milliards d'euros sur l'année, redoute Bercy, car, tel un virus, elle tend maintenant à muter en épargne de précaution par crainte du chômage.

Quant à l'offre, du fait de sa polarisation dans les services, la France cumule plusieurs handicaps. « *Les contraintes de distanciation sociale pèseront encore longtemps sur toutes les activités qui impliquent de la promiscuité et des contacts interpersonnels* », souligne le cabinet d'études Xerfi. De l'aéronautique au tourisme, d'Airbus au Musée du Louvre, la filière des métiers vivant de la mobilité n'a pas le vent en poupe.

Voilà pourquoi le PIB français est secoué plus que d'autres par le Covid-19. Or, loin de jouer comme un stabilisateur anticrise, les dépenses publiques qui enflent démesurément (64 % du PIB !) plombent les comptes de l'État sans pour autant redynamiser l'économie. « *Le plus dur du point de vue social et du point de vue économique est devant nous* », a admis Bruno Le Maire en annonçant la chute de 11 %. Il est urgent de sortir de ce cercle vicieux malthusien où les déficits et la récession se donnent la main dans une descente aux enfers. L'argent public doit promouvoir la relance, au lieu de perpétuer l'inactivité et le marasme.-

MBEMBE-DEBATTE:

Deutschstunde für alle Welt

- VON RALF MICHAELS
- -AKTUALISIERT AM 08.06.2020-18:18



Denkverbot im Namen der Erinnerungskultur: Die Debatte um Achille Mbembe kommt nicht zur Sache – und zeigt dadurch, wie nötig die Kritik der kolonialen Denkungsart ist. Ein Gastbeitrag.

Es ist nunmehr sechs Wochen her, dass der Antisemitismusbeauftragte der Bundesregierung, Felix Klein, in der Presse erklärte, der kamerunische Historiker Achille Mbembe sei wegen antisemitischer Positionen als Eröffnungsdredner der Ruhrtriennale „nicht geeignet“. Daraus hat sich eine heftige Debatte entwickelt – dem Antisemitismusvorwurf an Mbembe wurde ein Rassismusvorwurf an Klein und andere entgegengesetzt –, ohne dass eine Annäherung der Positionen in Sicht steht. Zu Anfang diskutierte man an denselben wenigen Stellen aus Mbembes Werk – einem zweiseitigen Vorwort, einem fast dreißig Jahre alten Reisebericht, ein paar Passagen aus Büchern und Aufsätzen –, ob Mbembe antisemitische Argumentationsmuster nutzt. Werkimmanente Kritik gab es fast gar nicht, Kontextualisierung auch nicht; das Framing durch den Antisemitismusvorwurf determinierte den Blick auf das Gesamtwerk. Da die isolierte Auslegung kurzer Texte irgendwann nichts mehr hergibt, verschob sich die Kritik auf die postkoloniale Theorie insgesamt. Auch diese wurde aber auf ihre Positionen zu Holocaust und Israel verengt.

Wenn Debatten nicht vorankommen, liegt es oft daran, dass ihre Fragen die falschen sind oder die Voraussetzungen der Fragen nicht geklärt sind. Bei der Frage nach Mbembes Antisemitismus ist das der Fall. Die Norm scheint klar, gebraucht wird nur noch die Subsumtion. Eine Hermeneutik nicht so sehr des Verdachts, wie Aleida Assmann schrieb, sondern der Gewissheit über die eigene moralische Position.

Warum beschränkt sich die Kritik auf den Vorwurf des Antisemitismus, ohne sich für den Kontext zu interessieren? Warum versucht man, Mbembes Philosophie aus seiner Position gegenüber Holocaust und Israel herzuleiten, anstatt umgekehrt? Warum werfen Kritiker ihm vor, keinen adäquaten Begriff des Antisemitismus zu haben, wenn sie selbst sich nicht um ein adäquates Verständnis der postkolonialen Theorie bemühen? Was ist damit gewonnen, Mbembe der Lüge zu bezichtigen, als ginge es um Anklage anstatt Argumentation, Verurteilung anstatt Verstehen?

Eine spezifisch deutsche Sicht

Eine Stellungnahme Felix Kleins bietet eine Erklärung für das Desinteresse am Perspektivwechsel: „Etwas aus deutscher Sicht Falsches wird doch nicht dadurch richtig, dass es von außen kommt.“ Es geht demnach gar nicht darum, die (nichtdeutsche) Sicht Mbembes zu verstehen, und man muss ihm auch nicht zuhören. Es geht nicht einmal darum, ob Mbembe in einem objektiven Sinne Antisemit ist, und es ist deshalb auch müßig, ihn gegen diese Vorwürfe zu verteidigen. Es geht um die „deutsche Sicht“, die man freilich dann auch Mbembe aufdrängen will.

Der darin liegende Fehlschluss macht das Scheitern der Debatte verständlich. Die Kritik setzt an bei der speziellen Verantwortung der Deutschen für den Holocaust und postuliert eine daraus folgende spezifische deutsche Sicht, ein deutsches Narrativ, eine deutsche Identität, und eine deutsche Verantwortung. Sie ignoriert den partikularen Ursprung dieser Sicht und macht daraus einen Universalismus. Diesen schreibt sie dann allen vor, also auch denen, die an der speziellen deutschen Erfahrung und Verantwortung nicht teilhaben. Da aber der Universalismus aus der deutschen Verantwortung kommt, bleiben Deutsche Herrscher über die Debatte. Klein stellte fest: „Wenn Herr Mbembe als ausländischer Wissenschaftler in so eine Debatte eingreift und auch missverständliche Sätze formuliert, dann muss er das klarstellen.“ Diese Klarstellungspflicht setzt voraus, dass die Debatte, eine deutsche sein muss. Warum eigentlich?

Deutsche Diskutanten verlangen von anderen, die „Errungenschaft“ einer spezifisch deutschen „Erinnerungskultur“ nicht nur anzuerkennen, sondern zur Grundlage auch ihres eigenen Denkens und Sprechens zu machen. Da wir Deutschen für den Holocaust verantwortlich sind, nehmen wir uns das moralische Recht, anderen vorzuschreiben, was sie dazu zu sagen haben. „Eine Verabsolutierung der eigenen Erfahrung führt immer zur Relativierung der Erfahrung der anderen“, schreibt ein Kritiker Mbembes und erkennt offenbar nicht, dass das weniger auf Mbembe und mehr auf ihn selbst zutrifft.

Europas Universalismus

Die tiefe Ironie dahinter ist, dass mit dieser Universalisierung und Monopolisierung einer ursprünglich europäischen Perspektive ein Zentralthema der dekolonialen Kritik am westlichen Universalismus benannt ist. Bei der Dekolonialität geht es nicht um die politische Überwindung der Kolonialisierung durch Unabhängigkeit, sondern um die epistemische Überwindung von Kolonialität als einem Herrschaftsdenken, das auch ohne politische Kolonialisierung entstehen und fortbestehen kann. Anschlussfähige Vertreter solcher Theorien wollen nicht Sklaven zu Herren machen und nun Afrikanern statt Europäern eine universale Deutungsmacht geben, sie wollen solche epistemischen Herrschaftsverhältnisse insgesamt überwinden. Folglich lehnen sie die europäische Aufklärung nicht als solche ab – viele von ihnen bauen selbst auf europäischen Denkern des Universalismus auf; die Kant-Referenz im Titel von Mbembes „Critique de la raison nègre“ ist kein Zufall. Was sie Europa vorwerfen, ist seine Amnesie hinsichtlich der Konditionen, unter denen der europäische Universalismus entstand. Was sie bemängeln, ist, dass Europa mit seinem Universalismus seinen eigenen Horizont anderen aufdrängt, anstatt Pluriversalität zuzulassen.

Eine plurale Hermeneutik müsste andere Verständnishintergründe als den deutschen aufschließen und wechselseitige Verstehensmöglichkeiten schaffen. Aus europäischer Sicht ist der Holocaust auch deshalb singulär, weil er den Zusammenbruch von Moderne und Humanismus markiert. Aus dekolonialer Sicht dagegen sind Moderne und Genozid seit Beginn zwei Seiten einer Medaille: Genozid und Kolonialisierung wurde immer auch mit der Moderne gerechtfertigt, der Überlegenheit der Kolonisatoren über die Kolonisierten. Aus dieser Sicht ist das Besondere des Holocausts nur, dass der Genozid nach Europa heimkehrt; die Singularisierung des Holocaust bedeutet dann, europäischen Erfahrungen gegenüber nichteuropäischen den Vorzug zu geben.

Verteidiger Israels beschwerten sich darüber, dass ausgerechnet der einzige moderne und demokratische Staat in der arabischen Welt kritisiert werde. Dekoloniale Kritiker sehen gerade in solchen Argumenten im Namen der Moderne und einer behaupteten Überlegenheit Israels über seine Nachbarn Elemente jener Kolonialität, die schon für die Kolonialisierung von Amerika und Afrika herhalten musste.

Dialog mit der postkolonialen Theorie

Diese Perspektive muss man nicht objektiv richtig finden – sie entstammt ja ihrerseits einem bestimmten Horizont. Man muss sie nicht an die Stelle der eigenen setzen, vielleicht kann man es nicht einmal. Und natürlich darf man (wie es in der Wissenschaft schon länger geschieht) darüber diskutieren, ob damit Holocaust und Israel missverstanden, gar antisemitische Tendenzen und Argumente benutzt werden. Wenn man bei der Diskussion aber spezifisch europäische Erfahrungen als allgemein voraussetzt und ignoriert, dass die so Kritisierten von einem anderen Horizont her argumentieren, perpetuiert man die Kolonialität und macht die eigentlich nötige Debatte unmöglich. Man müsste nicht bloß über Mbembe reden, sondern mit

ihm (und anderen), anstatt seine Beteiligung an Diskursvoraussetzungen zu knüpfen, die das zu Erweisende schon voraussetzen.

Wenn Kritiker den Antisemitismusvorwurf an Mbembe für offensichtlich berechtigt, den Rassismusvorwurf an sie für offensichtlich unbegründet halten, könnten sie nicht gerade auf dieser Grundlage verstehen, warum es für andere genau andersherum sein könnte? Der Antisemitismusvorwurf absurd, der Rassismusvorwurf offensichtlich richtig? Und wäre eine solche Erkenntnis nicht gerade eine gute Grundlage für eine wirklich offene Diskussion mit dem Ziel gegenseitigen Verständnisses anstatt gegenseitiger Anklagen?

Mbembe mutmaßt, er werde in Deutschland deshalb nicht gehört, weil er schwarz ist. Eher wohl wird er nicht gehört, weil wir ihn nicht von Alexander Gauland unterscheiden können oder wollen. Es ist bezeichnend, wenn die Mbembe-Debatte mit dem Historikerstreit von 1986 verbunden wird, als bestünde kein Unterschied zwischen dem Versuch des Deutschen Ernst Nolte, die deutsche Verantwortung zu relativieren, und dem Versuch des Afrikaners Mbembe, den Holocaust in eine umfassendere Verantwortung einzuordnen. So leicht entlässt uns indes die postkoloniale Theorie nicht aus der Verantwortung für unsere Vergangenheit, und so leicht sollten wir uns ihre Ablehnung auch nicht machen. Wenn unsere deutsche Identität es uns unmöglich macht, den Dialog mit der postkolonialen Theorie zu führen, müssen wir uns fragen, ob wir die Lehre aus dem Holocaust wirklich gezogen haben.

Ralf Michaels ist Direktor am Max-Planck-Institut für ausländisches und internationales Privatrecht in Hamburg und leitet dort ein Forschungsprojekt zur dekolonialen Rechtsvergleichung.

Quelle: F.A.Z.

ROMAN VON ANNA KATHARINA HAHN:

Die Taubenpost kommt heute elektronisch

- VON PATRICK BAHNERS
- -AKTUALISIERT AM 08.06.2020-23:30



„Seine Bilder sind zum Sterben schön“: Während ihres kurzen Amerika-Aufenthalts staunt Cornelia über die Perfektion der Zeichnungen von John James Audubon. Die seit 1914 ausgestorbene Wandertaube findet sie nicht wieder.

Man reist im Handumdrehen um die ganze Welt und kommt doch nie voneinander los: „Aus und davon“, der vierte Roman von Anna Katharina Hahn, schildert die märchenhaften Schicksale einer Stuttgarter Familie in all ihrer befremdlichen Alltäglichkeit.

Elisabeth Geiger hat mit der Organisation von Fremdheitserlebnissen ihr Brot verdient. Mit ihrem Mann betrieb sie ein Reisebüro in der Stuttgarter Innenstadt, eine typische Einrichtung der Wirtschaftswunderzeit. Jetzt ist ihr die eigene Stadt fremd geworden. „Das Gewimmel um sie herum geht ihr auf die Nerven; die Frauen, die so ernst unter ihren akkurat gebundenen Kopftüchern dreinschauen, trotz der Sommerhitze in langen Mänteln, langen Hosen. Viele sind bepackt mit Einkäufen.“ Die fetten Jahre sind also noch nicht vorbei. Aber der alten Frau schmeckt nicht, was sie sieht.

Dabei steht ihr das gruseligste Erlebnis noch bevor, ein paar Tage und 240 Romanseiten später: Ihre eigene Enkelin wird sich den fremdartigen Mitbürgerinnen anverwandeln. „Obwohl es draußen schon zu dieser frühen Stunde sommerlich lau war, trug Stella eine weite, breitgeschnittene Hose, die Elisabeth zuerst wie ein Rock vorkam, dazu ein langärmeliges Shirt.“ Mit diesem Schnappschuss könnte sich der vierte Roman von Anna Katharina Hahn auf den letzten Seiten noch in die Horrorgeschichte eines Mädchens verwandeln, das sich aus Liebe zu einem syrischen Flüchtling in die Gefängniswelt einer fundamentalistischen Lebensform hineinziehen lässt.

Aber das Schauermärchen wird nicht Romanwirklichkeit, bleibt eine phantastische Variante der tatsächlichen Handlung – was nicht daran liegt, dass aus Märchen nie Wirklichkeit würde. Die Selbstverständlichkeit, mit der den Figuren des Romans die Märchen aus der Kindheit in den Sinn kommen, verrät im Gegenteil, dass die Wundergeschichten von der zeitweiligen Umkehrung aller Verhältnisse, vom plötzlichen Überfluss und von endlich einmal gerechter Belohnung, ein Korrelat in der Erfahrungswelt haben.

Die Fellbacherinnen halten Wacht

Hamid, Stellas Angebeteter, verlässt Stuttgart und lässt seine Freundin zurück, einem Befehl seiner Mutter folgend. Von dieser in Aleppo zurückgebliebenen Zahnärztin heißt es, dass sie in Stuttgart immer mit dabei gewesen sei. Das Personal des Romans schließt eine ganze Reihe solcher Über-Ich-Instanzen ein, die für das geistige Auge sichtbar sind. Bei Elisabeth Geiger, der Reisekauffrau im Ruhestand, deren Herkunftswelt der

schwäbische Pietismus ist, also eine fundamentalistische Spielart des Christentums, sind es zwei Missionsschwwestern aus Fellbach, die ihr immer noch ins Gewissen reden, wenn sie vom Weg ins Himmelreich abzukommen droht.

Maximen vertreten, liegt nicht jenseits des Horizonts der Figuren. Stellas Großmutter stimmt mit Hamids Mutter, „dieser fremden Frau“, darin überein, „dass Familie das Wichtigste ist“. Wenn in jeder Familie Abwesende mit am Tisch sitzen, so laufen umgekehrt die Anwesenden Gefahr, übersehen zu werden, und zwar auch und gerade dann, wenn ihnen ohne Unterlass die liebevollste Aufmerksamkeit zuteilwird.

Eine Familie, das sind mehrere Personen, die sich als unzertrennliche Einheit empfinden. Was wird leicht übersehen an einer Person, die aus dieser Konstellation nicht wegzudenken ist? Dass sie Augen im Kopf hat: eine eigene Perspektive auf das Ganze der Familie und dessen menschliche Teile. Der Leser, den Anna Katharina Hahn an den Küchentisch in der Stuttgarter Ostendstraße einlädt, wo Elisabeth Geiger aushilfsweise für ihre beiden Enkel kocht, sieht das, weil die Erzählperspektive abwechselt. So sehen wir die Großmutter mit den Augen des kleinen Bruno. „Eli-Omi ist speziell. Sie fällt auf, wenn man mit ihr unterwegs ist, denn sie ist groß und dünn, redet laut, trägt fast immer lange Hosen und Anzugjacken und hat graue Haare, die wie ein Helm frisiert sind.“

Leiden an der Physis

Das denkt sich jemand, der selbst speziell ist, der jämmerlich darunter leidet, dass er auffällt, wenn man mit ihm unterwegs ist. Bruno ist dick. Ihm kommt der Gedanke nicht, der sich dem Leser aufdrängt, dass lange Hosen im Straßenbild von Stuttgart-Ost doch gar nichts Auffälliges sind. Für den Jungen bezeichnet die eigene Mutter die Norm. Und Cornelia Geiger-Chatzis, Physiotherapeutin und geschiedene Frau eines in die Heimat seiner griechischen Vorfahren verzogenen Physiotherapeuten, trägt Shorts.



Autorin Anna Katharina Hahn, hier 2018 als Mainzer Stadtschreiberin. :Bild: Marcus Kaufhold

Sie ist nach New York gereist und lässt sich von ihrer Mutter am Herd vertreten, weil sie für ihre Regeneration eine Auszeit zu benötigen meint. In ihrem Reisetagebuch führt sie über ihren Zustand so unbarmherzig Buch, wie sie es in der Praxis gelernt hat. Der Eskapismus ihres Projekts liegt dergestalt offen zutage, und sie könnte sofort umkehren – was sie nach dem Eingang der ersten aufs Handy übermittelten Hiobsbotschaft aus der Alten Welt auch tut. Ein Augenblick genügt, um größte Entfernungen zu überwinden: Dank der Technik ist die Erfüllung dieses Versprechens der Märchen in unserer Zeit (noch) Alltag.

Cornelia kann in New York nicht alle Orte aufsuchen, die ihr aus Filmen und Büchern vertraut sind. So lässt sie den Besuch im American Museum of Natural History fort, den sie zu Ehren von Holden Caulfield geplant hatte, dem Helden von „Der Fänger im Roggen“. Aber gerade indem sie der Trägheit nachgibt, tut sie es Holden gleich, der in Salingers Roman seinen Kindheitsort nicht wieder betritt, sondern sich mit dem Schwelgen in Erinnerungen begnügt.

Die Hinterhof-Verschwörung

Auf dem Weg zum Museum kommt Holden im Central Park an Kindern bei einer Wippe vorbei. Eines der Kinder ist dick, darum gesellt sich Holden hinzu, um dem einen Ende der Wippe sein Gewicht zu leihen. Im Hinterhof der Familie Geiger-Chatzis ist eine solche Geste des diskreten Ausgleichs alltäglich. Dort ist zwischen Sonnenschirm und Kastanienbaum eine Hängematte gespannt, und wenn Bruno hineinklettert, setzt Stella sich auf den Schirmfuß. Flüsternd hat sie das den Großeltern erzählt, „mit Verschwörermeine“, als dürfte Bruno nichts merken vom Geschwisterliebesdienst. Wenn jemand seinen Platz räumt, sich davonmacht, ist das Gleichgewicht in der Familie nicht so einfach wiederherzustellen, obwohl das Schicksal sich bisweilen wiederholt: Nach Cornelia wurde auch Elisabeth von ihrem Ehemann und lebenslangen Geschäftspartner verlassen. Die alte Dame schämt sich ihres Unglücks und möchte es für sich behalten.



Anna Katharina Hahn: „Aus und davon“. Roman. Suhrkamp Verlag, Berlin 2020. 308 S., geb., 24,- Euro. :Bild: Suhrkamp Verlag

Ein Familiengeheimnis, das Elisabeth Geigers Mutter betrifft, deckt Cornelia in Amerika absichtslos auf, während Elisabeth auf der anderen Seite des großen Meeres gleichzeitig zum ersten Mal davon erzählt, indem sie eine Gute-Nacht-Geschichte für ihren Enkel aufschreibt. Sie kann erzählen, indem sie eine Erzählinstanz einschiebt: die von ihrer Mutter geerbte, aus Lumpen genähte Puppe. Ein genialer Einfall Anna Katharina Hahns: Dieser Linsenmaier, benannt nach seiner Füllung, ist keine Über-Ich-Figur; seine Objektivität stammt daher, dass die Ereignisse, von denen er berichtet, ihn in Mitleidenschaft gezogen haben.

Wieder, wie in den drei früheren Romanen von Anna Katharina Hahn, geht es um die Familie als das vielköpfige Wesen, das die Kräfte zu zerreißen drohen, die es zusammenhalten. Als Zaubermittel, das Distanzen ständig aufhebt und dadurch offenlegt, ist die elektronische Kommunikation hinzugekommen. Für das Befremdliche am ultimativen Näheverhältnis der Familie findet die Autorin eine Kette intensiver Bilder, von der Beschreibung des Ekels, den alltäglichste Verrichtungen auslösen können, bis zur tröstlichen literarischen Anspielung.

Das Totemtier der Geigers ist die Taube. Der Großvater hat auf dem Dachboden des Hauses in Hanglage, das er mit der Großmutter kaufte und nach Wilhelm Hauffs Märchen vom kalten Herzen „Schatzhausen“ getauft hat, auch flügelahmen und einarmigen Exemplaren Asyl gewährt. auch „Eigenartig, wie diese Vögel an ihrer Heimat kleben, obwohl sie genug Flügelkraft und Intelligenz besitzen, um Hunderte von Kilometern zu fliegen und auch wieder zurückzufinden.“ Von den Vögeln im Museum, den ausgestopften und den an die Wand gemalten, denkt sich Holden Caulfield, dass sie alle so aussähen, als flögen sie nach Süden. Und stelle man sich auf den Kopf und betrachte sie von unten, wirke ihre Eile noch größer. In dieser Untersicht zeigt uns Anna Katharina Hahn die Familie.

https://www.faz.net/aktuell/gesellschaft/menschen/rassismus-in-deutschland-das-gefuehl-nicht-dazuzugehoeren-16806289.html?printPagedArticle=true#pageIndex_3

RASSISMUS IN DEUTSCHLAND:

Das Gefühl, nicht dazuzugehören

- VON JULIA ANTON
- -AKTUALISIERT AM 08.06.2020-20:22



Bildbeschreibung einblenden

Auch in Deutschland beklagen Menschen mit afrikanischen Wurzeln Diskriminierung und Rassismus. Aber ihre Erfahrungen werden kaum thematisiert. Der „Afrozensus“ will das ändern.

Eine Polizistin, die bei einer ausufernden Verkehrskontrolle lieber mit dem weißen Beifahrer als mit dem afrodeutschen Fahrer spricht. Ein junger Afrodeutscher, der unschuldig für zwei Stunden von der Polizei festgehalten wird, weil er die gleiche Hautfarbe wie ein gesuchter Krimineller hat. Um solche und andere Geschichten geht es in der Podcast-Folge „Kennst du deine Rechte? Was darf die Polizei, und was darf sie nicht?“, für die sich die afrodeutschen Podcaster „Kinboytalks“ und „Redlektion“ zusammengetan haben. Sie gibt einen Einblick in die Arten von Diskriminierung, die Menschen unterschiedlicher Herkunft in Deutschland erfahren.

„Wir müssen solche unangenehmen Thematiken ansprechen und miteinander kommunizieren, um etwas gegen die Differenzen zu tun“, sagen Aurel Kamdem Mabou und Ridal Carel Tchoukuegno von „Redlektion“, was eine Schöpfung aus „Reden“ und „Reflektion“ ist. Die beiden jungen Männer haben deutsche und kamerunische Wurzeln. Ihnen fehlte ein Produkt, das ihren Kulturenmix widerspiegelt. Nun sprechen sie seit über einem Jahr in ihrem Podcast über alles, was sie beschäftigt: den Valentinstag und das erste Bruttogehalt, die Spiritualität ihrer Vorfahren und eben auch über Diskriminierung durch die Polizei oder darüber, dass es rassistisch ist, auf dem Fußballplatz „Du, deck den Schwarzen“ zu sagen, während alle anderen mit der Trikotnummer oder dem Namen angesprochen werden.

Es beginnt mit dem N-Wort

„Rassismus trifft Menschen mit dunkler Hautfarbe alltäglich und hat viele Gesichter“, sagt die Soziologin und Autorin Nkechi Madubuko. „Es beginnt bei einer einfachen Beschimpfung mit dem N-Wort, geht weiter bis zu Ausgrenzung, wenn beispielsweise ein Kind wegen seiner Hautfarbe nicht mitspielen darf, bis hin zu bestimmten Eigenschaften, die einem zu- oder abgeschrieben werden.“



Nkechi Madubuko ist promovierte Soziologin, Diversity Trainerin und Buchautorin u.a. von „Empowerment als Erziehungsaufgabe. Praktisches Wissen im Umgang mit Rassismuserfahrungen bei Kindern und Jugendlichen“. :Bild: privat

Häufig würden dabei auch heute noch längst widerlegte Rassismustheorien der Kolonialzeit genutzt, die damals als Legitimation für Unterdrückung dienten: Primitivität, geringere Intelligenz, sogenanntes Temperament. „Die Ausgrenzung, Abwertung und Diskriminierung aufgrund von solchen rassistischen Zuschreibungen passiert durch den Bäcker von nebenan, die Erzieherin, im Bewerbungsgespräch oder durch Polizeikontrollen“, sagt Madubuko. „Für die Betroffenen ist die Erfahrung, auf die Hautfarbe reduziert zu werden, verletzend und beschämend.“ Wiederkehrende Erfahrungen ließen zudem das Gefühl aufkommen, ein Mensch zweiter Klasse zu sein, vor allem, wenn Zeugen sich nicht positionierten oder das Verhalten mit Sätzen wie „Stell dich nicht so an“ als normal relativierten.

Mehr als eine Million Menschen afrikanischer Herkunft leben in Deutschland, viele Familien schon über Generationen hinweg. Trotzdem werden ihre Rassismuserfahrungen und ihr Umgang damit kaum thematisiert – höchstens nach aufsehenerregenden Vorfällen wie dem Tod von [George Floyd](#) durch Polizeigewalt.

Es fehlt schon an Zahlen und Datengrundlagen, die systemischen [Rassismus](#) in Deutschland sichtbar machen könnten – ein Umstand, den eine Arbeitsgruppe der Vereinten Nationen 2017 scharf kritisiert hat. Studien zeigen, dass Schwarze und Frauen, die ein Kopftuch tragen, besonders häufig Diskriminierung erleben. „Dezidierte quantitative Analysen, wie Schwarze Menschen in Deutschland leben, gibt es aber nicht“, sagt Daniel Gyamerah, der wie viele andere Wert auf die Großschreibung des Wortes „Schwarz“ legt, da es kein Adjektiv sei, das sich auf die Hautfarbe beziehe, sondern eine Selbstbezeichnung. Gyamerah ist ehrenamtlicher Vorsitzender der Empowerment-Organisation „Each One Teach One“.

Während beispielsweise in den Vereinigten Staaten für den „Black Census“ 30.000 Afroamerikaner zu ihrer Perspektive befragt wurden, gibt es in Deutschland erst jetzt ein vergleichbares Projekt: Der [Afrozensus](#) ist eine freiwillige Online-Studie, die von der Antidiskriminierungsstelle des Bundes gefördert wird und in diesen Tagen startet. Die Umfrage will die „Lebensrealitäten, Diskriminierungserfahrungen und Perspektiven Schwarzer, afrikanischer und afrodiasporischer Menschen“ erfassen. Man wolle sich so nicht von anderen Communitys abgrenzen, sondern die Vielfalt innerhalb der eigenen Gemeinschaft sichtbar machen, sagt Gyamerah. Mehr als 4500 Menschen hätten sich bereits angemeldet. Gefragt wird unter anderem nach Soziodemographie, dem Vertrauen in Institutionen, Diskriminierungserfahrungen im Bildungssektor und bei Begegnungen mit der Polizei sowie dem Umgang damit: Haben Betroffene geklagt, kennen sie Hilfsangebote?

„Jeder sollte in der Demokratie, im Sport, in der Schule vertreten sein“

„Die Ergebnisse sollen uns helfen, unsere Angebote für die Community zu verbessern“, sagt Gyamerah. Aber sie sollten auch den Handlungsdruck auf die Politik erhöhen, strukturelle Veränderungen herbeizuführen. „Unsere Erfahrung zeigt, dass die Perspektive Schwarzer Menschen in Deutschland immer hinten runter fällt.“ So haben die [Vereinten Nationen](#) 2015 die Dekade für Menschen afrikanischer Abstammung ins Leben gerufen. Trotzdem fehle noch immer ein Aktionsplan der Bundesregierung, der alle gesellschaftlichen Bereiche betrifft. Gyamerah nennt zum Beispiel Parteien, die bislang kaum

Förderprogramme für Afrodeutsche haben. Auch im Gesundheitssektor sei eine rassismuskritische Perspektive nicht vorhanden, außerdem fehle es an Lehrstühlen zu Black Studies.

„Jeder sollte in der Demokratie, im Sport, in der Schule vertreten sein“, sagen die Podcaster Mabou und Tchoukuegno. Das Gefühl, nicht dazuzugehören, fange schon bei Kinderbüchern an, in denen nicht alle Kulturkreise repräsentiert werden. „Wenn man sich nicht in diesen Büchern sieht, ist es, als wäre man gar nicht da.“ Oder wenn der Gesprächspartner immer weiter fragt, woher man denn komme: „Wenn die Antwort Deutschland oder Stuttgart nicht ausreicht und immer weiter insistiert wird.“

Bislang würden Forderungen an die Politik häufig mit Verweis auf die fehlende Datengrundlage abgewiesen, berichtet Gyamerah. Aber auch ein verkürztes Verständnis von Rassismus sei ein Problem: „Rassismus wird häufig mit Rechtsextremismus gleichgesetzt.“ In Deutschland werde Rassismus ungern benannt und thematisiert, sagt Soziologin Nkechi Madubuko. „Niemand ist ein Rassist. Man möchte sagen, dass man das hinter sich gelassen hat.“ Doch Rassismus finde noch immer in allen Lebensbereichen statt.

Schwarzen Menschen, hofft Madubuko, soll der Afrozensus eine Stimme geben, mit der sie auf ihre Perspektive und ihren Platz in der deutschen Gesellschaft hinweisen können. Ende des Jahres sollen die Ergebnisse veröffentlicht werden. „Wenn das auf dem Tisch liegt“, sagt Gyamerah, „kann zumindest niemand mehr sagen: Wir wussten das nicht.“

Disparate impact

Covid-19 threatens Europe's success at fighting inequality

Only the richer countries can do much about it



[Europe Jun 6th 2020 edition](#)

AMSTERDAM

Carnival season in the southern Netherlands is a week-long spectacle of Rabelaisian debauchery. On February 28th Leon Elsjan of Wipper, a freelance sound technician, was running the sound system at the carnival-ending dance party in the town of Uden, watching costumed revellers consume vast amounts of beer. It would be his last gig for some time. This year's carnivals were super-spreader events that introduced covid-19 to the Netherlands. In Uden, the death toll rivalled those in northern Italy, and the national government cancelled all public festivals until September.

Mr Elsjan of Wipper did not fall ill, but as a freelance, he was vulnerable in another way. To cope with the economic fallout from covid-19, the Netherlands introduced a wage-support programme similar to Germany's *Kurzarbeit* system. The state pays 90% of the salaries of workers at hard-hit firms. But self-employed workers (12.5% of the labour force) are not covered. For them, the government created a bare-bones programme. Mr Elsjan of Wipper gets the maximum: €1,050 (\$1,170) per month.

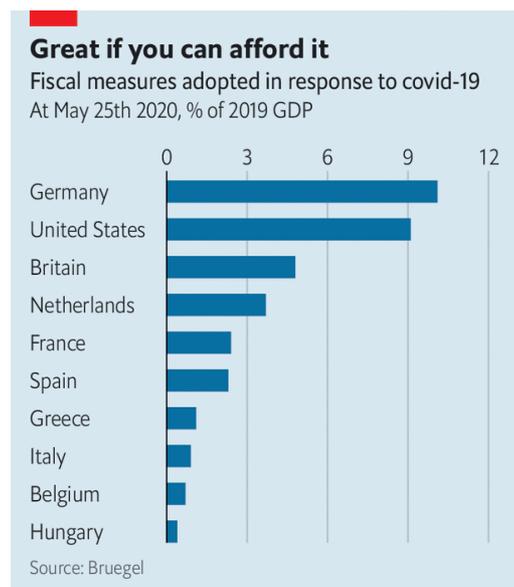
For decades, Europe's vaunted welfare states have kept inequality relatively low. The covid-19 recession threatens that success in three ways. First, it hits badly paid workers harder than well-paid ones. Second, lockdowns create new forms of inequality. Some sectors stay open while others shut down, and some people can work from home while others cannot. Third, the severity of the downturn has revealed holes in Europe's welfare systems. Some countries are patching them, but others are having trouble.

Quantifying inequality is hard, but Europe is clearly relatively egalitarian. One metric is the Gini coefficient, measured from zero (perfect equality) to one (perfect inequality). For income after taxes and transfers in 2017 (the most recent year available for comparison), the Gini coefficient of the eu was about 0.30. In America it was 0.39, while east Asian countries like Japan and South Korea fell in between.

Before taxes and transfers, the picture is different: on this basis Germany's Gini, for example, is roughly the same as America's. Europe's tax systems are not particularly progressive, so economists have long put its success in fighting inequality down to large transfer programmes. But scholars at the World Inequality Lab

(wil), an academic project, argue that this is a mistake. European transfers look so generous partly because European pensions are mostly public, while in other countries they are mostly private. Treat pensions as earned income and the apparent size of European welfare states shrinks—yet the transatlantic inequality gap remains.

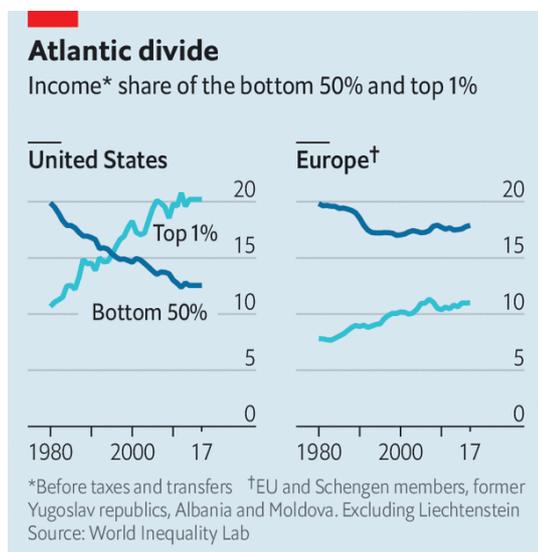
Other analysts dispute the wil's data, especially on America. But according to the lab, in 1980 the income shares of the bottom half and the top 1% of earners in America and Europe were similar. By 2017 America's rich and poor had flipped, whereas in Europe the bottom half still earned more. "The European social model is mostly effective through 'predistribution': investments in education, universal health care, and regulations of labour markets that compress the wage scale," argues Lucas Chancel of the wil. In many countries unions strike wage bargains covering entire sectors of the economy. The Nordics are the most equal. Western European countries like France, and southern ones like Italy, rely more on redistribution. Eastern Europe does little predistribution or redistribution, and its inequality levels are higher.



The Economist

In some countries inequality was rising before covid-19, partly because labour regulations have been liberalised. In Germany, the income shares of the top tenth and the bottom half of earners were equal when labour reforms passed in 2004; by 2017 the top decile earned more. Other countries, such as the Netherlands and Italy, had rising numbers of part-time or gig workers, who enjoy fewer protections and benefits.

Covid-19 has made such gaps painfully visible. Spain's government realised it had no mechanism to support the incomes of the large percentage of the population that works informally. That prodded the country's Socialist-led government to introduce a guaranteed minimum income law, which was issued as a decree last week (see [article](#)). In Italy, workers in the country's huge informal sector may have trouble accessing its emergency covid-19 benefits.



The Economist

Italy's central bank thinks the country's Gini coefficient rose from 0.35 to 0.37 in the first quarter. This was partly because of lockdowns, a problem that will certainly have become worse in the second quarter as the lockdown continued. Among the top income quintile, only about half of employees were in occupations hard to pursue from home; in the bottom quintile almost 90% were. Other inequalities are geographical. "Southern Italy has barely any covid-19 deaths, but because it is reliant on tourism it is being hit much harder," says Carlo Bastasin, an economist at the luiss university in Rome.

Three-quarters of Europe's income inequality, measured at a continental level, is caused by differences within individual countries. The gap between poor Sicily and wealthy Milan is more important than that between Milan and Paris. But that could change. The covid-19 recession opens up a split between countries that have the fiscal capacity to rein in inequality and those that do not—notably in central and eastern Europe. Germany's government intervention has amounted to almost 10% of gdp. Italy and Spain, constrained by debt, have done much less. Hungary has barely raised spending; Poland has done so mainly to prop up companies, not to subsidise workers or the unemployed.

In recent years, some economists have argued that wars and pandemics can lower inequality by destroying the wealth of the rich and creating opportunities for the masses. In a paper last month, economists from the imf found that for epidemics, this did not hold: the big ones of the past century raised inequality. Mr Elsjan of Wipac does not count on his industry coming back: "When I talk to younger guys, I tell them to think about another career."

INTERVIEW MIT KONFLIKTFORSCHER:

Wie rassistisch sind die Deutschen?



Mit dem Tod des Afroamerikaners George Floyd ist nicht nur in Amerika eine Debatte über Rassismus entbrannt, sondern auch in Deutschland. Aber was ist eigentlich Rassismus? Der Konfliktforscher Andreas Zick im Gespräch.

- VON MARTIN BENNINGHOFF
- -AKTUALISIERT AM 09.06.2020-13:11

Rassismus ist nicht nur eine Tatsache, sondern auch ein Schlagwort, das Fragen aufwirft. Was verbirgt sich eigentlich aus wissenschaftlicher Sicht hinter diesem Begriff?

Im allgemeinsten Sinne ist Rassismus eine Ideologie, nach der Menschen vermeintlichen „Rassen“ oder Gruppen, die wie „Rassen“ verstanden werden, zugeordnet werden können. Diese Zuordnung geht mit motivierten, also beabsichtigten Zuschreibungen von Merkmalen einher, die die so klassifizierten Gruppen wie „Rassen“ erscheinen lassen. Die Merkmale sind in der Regel abwertend und stellen die Gruppen oder vermeintlichen „Rassen“ – von Rassen können wir ja wissenschaftlich gar nicht zuverlässig reden – als minderwertig, abweichend oder auch nicht menschlich dar. Rassismus ist eine Ideologie, die auch in Strukturen, Gesetzen und Verfahren münden kann. Dann sprechen wir vom institutionalisierten oder strukturellen Rassismus. Darum geht es den Demonstrierenden weltweit ja gerade auch.

Rassismus ist also nicht nur ein Phänomen, sondern ein Bündel verschiedener Ausprägungen, die nur eines gemeinsam haben: andere Menschen in Gruppen einzusortieren und kollektiv abzuwerten?

Es gibt rassistische Varianten des Antisemitismus, es gibt Sexismus, der in Teilen rassistisch ist. Es gibt sehr rassistische Vorstellungen von Muslimen, wie Studien zeigen. Im Moment bestimmt der Rassismus auf der Grundlage von Aussehen die Debatten. Wir reden in Deutschland über einen Rassismus, der durch die Kolonialgeschichte geprägt ist. Das ist in Amerika anders. Wir müssen bedenken, dass sich Rassismus wandelt. Er hat viele Ausdrucksformen und verändert sich je nach den historischen Umständen, dem Zeitgeist und gesellschaftlichen Normen, Regeln und Strukturen. Gut erforscht ist, dass sich Rassismus von traditionellen zu modernen Formen wandelt.



Andreas Zick ist Sozialpsychologe. Er leitet das Institut für interdisziplinäre Konflikt- und Gewaltforschung an der Universität Bielefeld (Archivbild). :Bild: dpa

Was ist denn ein „moderner Rassismus“?

Ein moderner Rassismus ist zum Beispiel ein kultureller Rassismus, der ethnisch-kulturelle oder scheinbar kulturelle Unterschiede mit Absicht in Unterschiede übersetzt, die dann quasi biologisch erscheinen, eben als stabile Persönlichkeitseigenschaften und Verhaltensmuster.

Worin äußert sich Rassismus? Dass Weiße Schwarzen den Wert und die Würde absprechen – oder gibt es auch weitaus subtilere Formen, die nicht weniger schlimm sein müssen?

Auf jeden Fall äußert er sich gerade in Umgebungen subtil, wo Menschen wissen, dass offener Rassismus nicht erwünscht ist. In den Vereinigten Staaten hat die Analyse von subtilem Rassismus eine lange Tradition. In den 1980er-Jahren dokumentierten Studien, dass in Umfragen rassistische Einstellungen gegenüber Afroamerikanern abnahmen, aber die Gewalt gegen sie zunahm. Das brachte die Forschung dazu, die indirekten Einstellungen und Überzeugungen zu messen, jenseits von sozialen Erwünschtheiten.

Und in Europa?

Hier haben wir Ende der 1980er-Jahre subtilen Rassismus genauer untersucht. Da zeigte sich, dass sich subtiler Rassismus unter anderem in der verallgemeinernden Behauptung ausdrückt, andere Gruppen, wie zum Beispiel damals Türken in Deutschland, würden den traditionellen deutschen Werten widersprechen und würden kulturelle Eigenschaften haben, die nicht zu „unseren“ passen. Der Rassismus drückt sich da auch in einer Verweigerung von positiven Eigenschaften aus. Es geht dabei nicht um irgendwelche Unterschiede, sondern um eine motivierte stabile und quasi-biologische Zuschreibung von Andersartigkeit, die eben Ähnlichkeit und Gemeinsamkeit verhindert. Subtiler Rassismus besteht darin, letztendlich Biologie und Natur durch Kultur zu ersetzen, diese aber biologisch zu verstehen.

Die SPD-Vorsitzende [Saskia Esken](#) hat deutschen Sicherheitskräften teilweise „latenten Rassismus“ attestiert. Kann Rassismus „latent“ sein?

Rassismus kann unterschiedlichste Ausdrucksformen haben. Er kann stark und schwach, direkt und indirekt, manifest und latent sein. Von latentem Rassismus würde ich reden, wenn wir den Beweis erbringen, dass hinter einer scheinbar nicht-rassistischen Äußerung letztendlich doch Rassismus steckt. Manche Bezeichnungen von Gruppen weisen darauf hin. Dass die NSU-Taten als „Dönermorde“ bezeichnet werden, verweist auf stereotype Bilder, die auch rassistisch sein können. Bezeichnungen von kriminellen Gruppen, wie die Rede von „Nafris“ im Kontext der Kölner Silvesternacht 2015/16, können auf rassistische und entmenschlichende Bilder dahinter verweisen.

Wie rassistisch sind die Deutschen – auch im Vergleich zu Amerika?

Eine gute Frage, für die ich gerne längerfristige und solide Daten aus umfassenden Studien hätte, die Überzeugungen, Verhaltensweisen und institutionelle Formen der rassistischen Diskriminierung messen. Die habe ich nicht. In unserer letzten bevölkerungsrepräsentativen Umfrage vom Jahreswechsel 2018/19 stellten 9,7% der Befragten aus der Mitte der Gesellschaft fest: „Die Weißen sind zurecht führend in der Welt“, 8,6% stimmten der Aussage „teils/teils“ zu. Die Werte sind stabil, also jede zehnte Person ungefähr stimmt

einem auf die Hautfarbe abgestellten Rassismus zu. Solche Einstellungen sind eher eine Unterschätzung aufgrund der Messverfahren. Die Studien zu Rassismuserfahrungen im Alltag lassen höhere Zahlen vermuten.

In einer anderen Studie haben Sie herausgefunden, dass zum Beispiel die Portugiesen und Ungarn rassistischer seien als die Deutschen. Woran machen Sie das fest?

Hier macht sich die unterschiedliche Geschichte der Länder bemerkbar. Portugal hat lange einen Rassismus gegen schwarze Arbeiterinnen und Arbeiter geduldet, der aus der Kolonialgeschichte stammt. Rassismus entwickelt sich vor allem dort, wo er soziale Ungleichheit und Ungerechtigkeiten leicht rechtfertigen kann. Ungarn hat ein klares weißes Nationalverständnis, wozu Menschen anderer Herkunft nicht passen. Ungarn ist sehr nationalistisch und lehnt Migration und Vielfalt ab. Es ist Staatsidee, dass das Land sich aus sich selbst heraus entwickelt. Hier spielen Populismus und rechte Ideale eine große Rolle. Moderner Rassismus passt sich dem Zeitgeist an, und das erzeugt die unterschiedlichen Ausprägungen. Leider fehlen uns aber auch hier verlässliche gute kulturvergleichende Studien, die Rassismus gegen bestimmte Gruppen zuverlässig so erfassen, dass die Phänomene auch zu vergleichen sind. Rassismus drückt sich kulturell unterschiedlich aus, das muss in Studien berücksichtigt werden.

Was sind denn typisch alltagsrassistische Situationen?

Sie sind auf dem Amt, sitzen im Bus, stehen an der Kasse und jemand verhält sich nonverbal, verbal oder im Verhalten abfällig. Wir haben in einer Studie über Konflikte in einem Stadtteil im Jahr 2000 mal ermittelt, dass Alltagsrassismus vor allem dann auftaucht, wenn Konflikte oder Stress im Alltag entstehen. Jemand möchte eigene Interessen durchsetzen und setzt die „Rassekarte“ ein, wie es die amerikanische Forscherin Tali Mendelberg genannt hat. Opfer von Alltagsrassismus berichten oft, dass ihnen gegenüber beifällige Gefühlsäußerungen oder eine verächtliche Alltagsgeste begegnet. Menschen setzen sich im Bus verächtlich weg.

Manche fühlen sich verunsichert, weil sie nicht recht wissen, ob eine Äußerung rassistisch ist oder nicht. Wenn man jemanden mit Migrationshintergrund direkt nach dem Kennenlernen nach der Herkunft der Familie fragt: Ist das schon rassistisch?

Die Frage ist wichtig. In Studien konnte schon früh gezeigt werden, dass, wenn man Menschen damit konfrontiert, dass sie vielleicht rassistisch sein könnten, sie dann allergisch und ausweichend reagieren, statt sich damit zu beschäftigen. Sie wollen ihr Selbstbild, nicht rassistisch zu sein, aufrechterhalten. Es ist nicht rassistisch, wenn sie mit der Frage oder ihren Gedanken nicht das Motiv verbinden, die andere Person abzuwerten oder als minderwertig darzustellen. Solange sie bereit sind, darüber nachzudenken, was die Herkunft eigentlich aussagt und warum sie das wissen wollen, und dies nicht getragen ist von der Idee, da wäre ein „natürlicher Unterschied“, würde ich vorsichtig sein, Rassismus zu diagnostizieren. Es ist nicht rassistisch, sich für die Kultur von anderen zu interessieren. Es ist nicht rassistisch, Unterschiede festzustellen. Wichtig ist zu erkunden, was eigentlich mit der Frage nach dem, was anders sein soll, verbunden ist. Rassismus ist kein „catch-all-term“ für die Wahrnehmung von Unterschieden. Rassismus will andere in bestimmter Weise zu anderen machen.

Also ist eine Frage nach der Herkunft nicht rassistisch, wenn sie nur der echten Neugier entspringt und nicht abwertend gemeint ist? Sollten wir nicht immer erst nach den Motiven fragen, bevor wir solche schwerwiegenden Vorwürfe wie Rassismus aussprechen?

Ich halte als Sozialpsychologin Motive und Bedürfnisse für sehr wichtig. Ich rede aber von sozialen Motiven. Rassismus befriedigt weniger individuelle Bedürfnisse als soziale Bedürfnisse, das heißt Motive, die wir nur mit anderen, eben unserer Bezugsgruppe befriedigen können. Rassismus befriedigt das Bedürfnis nach Zugehörigkeit. Es bindet uns an Gruppen. Rassismus befriedigt das Bedürfnis, die Welt zu verstehen. Rassismus erklärt ziemlich einfach die Welt, aber nur in dem Maße, wie wir die vermeintliche Erklärung teilen. Rassismus ist eben eine Ideologie, die als wahr geglaubt wird und Bestätigung von anderen erzeugt. Rassismus erzeugt Selbstwert. „Wir sind besser als die anderen, klüger, moralischer, weniger kriminell und normaler.“ Es ist ein Selbstwert, den wir aus den Gruppen ziehen, mit denen wir uns identifizieren.

Rassismus ist immer ein Ausdruck von Identität. Nicht zuletzt drücken Menschen mit Rassismus Vertrauen in die eigenen Bezugsgruppen aus und Misstrauen gegen andere.

Und diese Menschen sind auch gleichzeitig anfälliger für andere Vorurteile und Stereotype?

Unsere Studien, die wir seit vielen Jahren durchführen, wie auch andere Studien zeigen, dass Rassismus und andere soziale Vorurteile eng miteinander einhergehen, sie bilden ein Syndrom der gruppenbezogenen Menschenfeindlichkeit. Rassismus wird auf andere Vorurteile generalisiert. Wesentlich ist aber auch, dass Rassismus mit politischen Ideologien einhergehen. Rassismus ist nicht nur Abwertung, sondern Teil einer ideologischen Weltsicht, die von Ideen der Höherwertigkeit der Eigengruppe und der Minderwertigkeit der anderen geprägt ist. Die Faustregel stimmt ungefähr: Wer rassistisch ist, neigt dazu, viele andere Vorurteile auszubilden. Da Rassismus danach trachtet, andere nach biologischen oder vermeintlich biologischen Merkmalen zu klassifizieren, saugt er andere Vorurteile auf.

Der Rassist will diskriminieren und betont eine angeblich natürlich-biologische Differenz der Kulturen, die es nicht gibt. Das ist vor allem Sache der Rechtsextremen. Gibt es auch eine Art linksextremen Rassismus, der „das Fremde“ betont, exotisiert und herausstellt?

Rassismus macht vor keiner demografischen oder sozialen Gruppe halt. Unsere Studien zeigen, dass ein Rassismus aufgrund von Hautfarbe oder Abstammung unter Gewerkschaftsangehörigen höher ist als unter Nicht-Gewerkschaftern. Wir finden Zustimmungen zum Rassismus auch unter Anhängern linker Parteien, aber das viel geringer. In der Studie von 2018/19 stimmten 6 Prozent derjenigen, die ihre Position als „links“ bezeichneten, rassistischen Einstellungen zu, aber das ist weitaus geringer als im konservativen Spektrum. Ich denke, dass die linke Extreme mit einer Menschenrechts- und Antifaschismusorientierung – und da sie sich in großen Teilen zumindest ideologisch antirassistisch orientiert – weniger auffällt. Allerdings wissen wir eben aus der Rassismusforschung, dass ein positives Selbstbild alleine nicht reicht. Auch eine Überbetonung, man trete ein für Minderheiten und sei tolerant gegenüber den anderen, kann die anderen eben wie andere erscheinen lassen. Auch ein Exotismus in banalem Multikulturalismus oder im Orientalismus kann rassistisch sein. Die früheren Spielfilme über fremde Kulturen waren voll davon.

Rassismus ist Jahrhunderte alt. Warum hält er sich so hartnäckig – und kann die Menschheit ihn jemals überwinden?

Rassismus ist eine starke politische und ideologische Waffe. Er kann alles erklären und zugleich rechtfertigen. In einer Gesellschaft, in der soziale Hierarchien eine Rolle spielen, kann er Gruppen „unten halten“, draußen halten oder sie als minderwertiger erscheinen lassen. Er überlebt, weil er auch Identitäten aufrechterhält und Bindungen an Gruppen schafft. Wir übersehen auch in der Geschichte, dass Spuren des Rassismus sich lange halten, weil die Bilder noch da sind. Studien zeigen, dass, selbst wenn Probanden selbst nicht rassistisch sind, sie doch alle die Klischees, Bilder und Stereotype über Gruppen kennen. Rassismus hält sich auch, weil die Gegenkräfte so schwach sind. Die Toleranz im Alltag ist hoch, oder die Zivilcourage, die sicherlich nicht einfach ist, ist eben gering. Im Alltag reden wir Rassismus weg und spielen ihn herunter. Die allergischen und gereizten Debatten um politische Korrektheit erzählen diese Geschichte. Wir denken oft binär: Ist etwas rassistisch oder nicht rassistisch, und dabei geraten die subtilen und versteckten Formen aus dem Blick. Es ist ja nun auch nicht einfach, sich oder gar einer Institution einzugestehen, dass man selbst oder die Einrichtung rassistisch ist. Rassismus wird als Imageschaden schnell weggeredet, und das erhält ihn!

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/medien/krach-bei-new-york-times-meinungsmacher-in-einem-polarisierten-land-16807971.html>

KRACH BEI „NEW YORK TIMES“:

Meinungsmacher in einem polarisierten Land

- VON NINA REHFELD
- -AKTUALISIERT AM 09.06.2020-20:49



Der Chef der Meinungsseite der „New York Times“ hat gekündigt. Zuvor hatte er den Beitrag eines Republikaners gebracht, an dem auch intern heftige Kritik geübt wurde. Das zeigt, was im amerikanischen Journalismus los ist.

Bei der „New York Times“ schlagen die Wogen hoch, nachdem der Meinungsredakteur James Bennet nach einem Gastbeitrag des republikanischen Senators Tom Cotton gekündigt hat. Der Artikel unter der Überschrift „Schickt die Truppen“ argumentierte, das Militär müsse zu Hilfe gerufen werden, wenn Randalierer den örtlichen Sicherheitskräften zahlenmäßig überlegen seien oder lokale Politiker die nötigen Schritte zur Wiederherstellung der Ordnung nicht ergriffen. Dem Stück ist inzwischen eine Erklärung vorangestellt, in der Chefredakteur Dean Baquet, selbst Afroamerikaner, Fehler einräumt. Der Beitrag sei nicht sorgfältig bearbeitet worden, er enthalte nicht verifizierte Behauptungen und Übertreibungen.

Cotton hatte bemerkt, Präsident Bush habe 1992 Truppen nach Los Angeles geschickt, um die Rodney-King-Aufstände unter Kontrolle zu bringen. Er erwähnte nicht, dass der kalifornische Gouverneur darum gebeten hatte. Cotton plädierte für den Einsatz der Truppen über die Köpfe von Gouverneuren hinweg.

In einem zutiefst polarisierten Land, in dem die öffentliche Debatte zum Grabenkampf geworden ist, ist es dringend nötig, Argumente der anderen Seite zu hören. Und die Forderung, den Unruhen in amerikanischen Städten mit dem Militär zu begegnen, ist keine Außenseiter-Haltung unter Republikanern. Respektabler Meinungsjournalismus müsse auf Fakten gründen, nicht auf Falschdarstellungen, geben demgegenüber Kritiker zu bedenken.

Die Veröffentlichung des Beitrags zwei Tage nach der Drohung von Präsident **Trump**, das Militär gegen Plünderer einzusetzen, wirkte für viele gefährlich. „Dies zu veröffentlichen bringt alle Afroamerikaner in Gefahr, Mitarbeiter der ‚New York Times‘ eingeschlossen“, schrieben Mitarbeiter des Blattes bei Twitter.

In Bennets Rücktritt kulminiert ein lange schwelender Streit über die Rolle der „Times“: Soll die Zeitung in der Ära Trump mit einer moralischen Mission auftreten oder Chronist sein? Chefredakteur Baquet verfehlt Letzteres, andere argumentieren, Trumps Regierungsstil führe die Berichterstattung ad absurdum.

Verkompliziert wird die Lage dadurch, dass Twitter für Journalisten zum Zweitmedium geworden ist. Im vergangenen Jahr nahm bei der „Washington Post“ der afroamerikanische Journalist Wesley Lowery seinen Hut, nachdem er sich mit Tweets über Rassismus und soziale Ungleichheit den Unmut des geschäftsführenden Redakteurs Marty Baron zugezogen hatte. Und bei der „Pittsburgh Post-Gazette“ entzündete sich jetzt ein Entrüstungssturm über die Disziplinierung einer schwarzen Journalistin, die einen

ironischen Foto-Tweet über die „horrenden Verwüstungen“ absetzte, welche Besucher eines Country-Konzerts hinterlassen hatten.

Man muss dazu wissen, dass afroamerikanische Reporter 2014 in Ferguson auf Twitter ein Diskussionsforum für Themen fanden, die jetzt als druckreif gelten – etwa die tödlichen Folgen von institutionalisiertem Rassismus. Reporter nutzen dieses Forum, auch wenn dies mit dem Anspruch ihrer Arbeitgeber auf Unparteilichkeit in Konflikt steht. Lowery tweetete zur Krise bei der „New York Times“: „Objektivitäts-versessener Beide-Seiten-Journalismus“ sei ein „gescheitertes Experiment“, „moralische Klarheit“ sei gefragt. Viele junge amerikanische Journalisten sind anscheinend ähnlicher Meinung.

Opinion

Tom Cotton: Send In the Troops

The nation must restore order. The military stands ready.

By Tom Cotton

Mr. Cotton, a Republican, is a United States senator from Arkansas.

- June 3, 2020



U.S. Senator Tom Cotton calls for “an overwhelming show of force.” Credit...Pool photo by Andrew Harnik

Editors’ Note, June 5, 2020:

After publication, this essay met strong criticism from many readers (and many Times colleagues), prompting editors to review the piece and the editing process. Based on that review, we have concluded that the essay fell short of our standards and should not have been published.

The basic arguments advanced by Senator Cotton — however objectionable people may find them — represent a newsworthy part of the current debate. But given the life-and-death importance of the topic, the senator’s influential position and the gravity of the steps he advocates, the essay should have undergone the highest level of scrutiny. Instead, the editing process was rushed and flawed, and senior editors were not sufficiently involved. While Senator Cotton and his staff cooperated fully in our editing process, the Op-Ed should have been subject to further substantial revisions — as is frequently the case with such essays — or rejected.

For example, the published piece presents as facts assertions about the role of “cadres of left-wing radicals like antifa”; in fact, those allegations have not been substantiated and have been widely questioned. Editors should have sought further corroboration of those assertions, or removed them from the piece. The assertion that police officers “bore the brunt” of the violence is an overstatement that should have been challenged. The essay also includes a reference to a “constitutional duty” that was intended as a paraphrase; it should not have been rendered as a quotation.

Beyond those factual questions, the tone of the essay in places is needlessly harsh and falls short of the thoughtful approach that advances useful debate. Editors should have offered suggestions to address those problems. The headline — which was written by The Times, not Senator Cotton — was incendiary and should not have been used.

Finally, we failed to offer appropriate additional context — either in the text or the presentation — that could have helped readers place Senator Cotton’s views within a larger framework of debate.

This week, rioters have plunged many American cities into anarchy, recalling the widespread violence of the 1960s.

New York City suffered the worst of the riots Monday night, as Mayor Bill de Blasio [stood by](#) while Midtown Manhattan descended into lawlessness. Bands of looters roved the streets, smashing and emptying hundreds of businesses. Some even [drove exotic cars](#); the riots were carnivals for the thrill-seeking rich as well as other criminal elements.

Outnumbered police officers, encumbered by feckless politicians, bore the brunt of the violence. In New York State, rioters ran over officers with cars on at least three occasions. In Las Vegas, an officer is in “grave” condition after being [shot in the head](#) by a rioter. In St. Louis, four police officers [were shot](#) as they attempted to disperse a mob throwing bricks and dumping gasoline; in a separate incident, a 77-year-old retired police captain was [shot to death](#) as he tried to stop looters from ransacking a pawnshop. This is “somebody’s granddaddy,” a bystander screamed at the scene.

Some elites have [excused](#) this orgy of violence in the spirit of [radical chic](#), calling it an understandable response to the wrongful death of George Floyd. Those excuses are built on a revolting moral equivalence of rioters and looters to peaceful, law-abiding protesters. A majority who seek to protest peacefully shouldn’t be confused with bands of miscreants.

But the rioting has nothing to do with George Floyd, whose bereaved relatives have [condemned](#) violence. On the contrary, nihilist criminals are simply out for loot and the thrill of destruction, with cadres of left-wing radicals like [antifa](#) infiltrating protest marches to exploit Floyd’s death for their own anarchic purposes.

These rioters, if not subdued, not only will destroy the livelihoods of law-abiding citizens but will also take more innocent lives. Many poor communities that [still bear scars](#) from past upheavals will be set back still further.

One thing above all else will restore order to our streets: an overwhelming show of force to disperse, detain and ultimately deter lawbreakers. But local law enforcement in some cities desperately needs backup, while delusional politicians in other cities refuse to do what’s necessary to uphold the rule of law.



The White House, June 1. Credit...Jonathan Ernst/Reuters

The pace of looting and disorder may fluctuate from night to night, but it’s past time to support local law enforcement with federal authority. Some governors have mobilized the National Guard, yet others refuse, and in some cases the rioters still outnumber the police and Guard combined. In these circumstances, the Insurrection Act authorizes the president to employ the military “or any other means” in “cases of insurrection, or obstruction to the laws.”

This venerable law, nearly as old as our republic itself, doesn’t amount to “martial law” or the end of democracy, as some excitable critics, ignorant of both the law and our history, have comically suggested. In fact, the federal government has a constitutional duty to the states to “protect each of them from domestic violence.” Throughout our history, presidents have exercised this authority

on [dozens of occasions](#) to protect law-abiding citizens from disorder. Nor does it violate the Posse Comitatus Act, which constrains the military's role in law enforcement but expressly excepts statutes such as the Insurrection Act.



After thousands of whites rioted in Oxford, Miss., in 1962 to prevent integration of the University of Mississippi, President John Kennedy sent U.S. troops to quell the violence. Credit... Donald Uhrbrock/The LIFE Images Collection, via Getty Images



Anti-integration protesters at the University of Mississippi awaiting the arrival of the first African-American student, James Meredith. Credit... Getty Images

For instance, during the 1950s and 1960s, Presidents Dwight Eisenhower, John Kennedy and Lyndon Johnson called out the military to disperse mobs that prevented school desegregation or threatened innocent lives and property. This happened in my own state. Gov. Orval Faubus, a racist Democrat, mobilized our National Guard in 1957 to obstruct desegregation at Little Rock Central High School. President Eisenhower federalized the Guard and called in the 101st Airborne in response. The failure to do so, he said, “would be tantamount to acquiescence in anarchy.”

More recently, President George H.W. Bush ordered the Army's Seventh Infantry and 1,500 Marines to protect Los Angeles during race riots in 1992. He acknowledged his disgust at Rodney King's treatment — “what I saw made me sick” — but he knew deadly rioting would only multiply the victims, of all races and from all walks of life.

Not surprisingly, public opinion is on the side of law enforcement and law and order, not insurrectionists. According to [a recent poll](#), 58 percent of registered voters, including nearly half of Democrats and 37 percent of African-Americans, would support cities' calling in the military to “address protests and demonstrations” that are in “response to the death of George Floyd.” That opinion may not appear often in chic salons, but widespread support for it is fact nonetheless.

The American people aren't blind to injustices in our society, but they know that the most basic responsibility of government is to maintain public order and safety. In normal times, local law enforcement can uphold public order. But in rare moments, like ours today, more is needed, even if many politicians prefer to wring their hands while the country burns.

James Bennet Resigns as New York Times Opinion Editor

A. G. Sulzberger noted “a significant breakdown in our editing processes” before the publication of an Op-Ed by a United States senator calling for a military response to civic unrest.



James Bennet, the former editorial page editor of The New York Times, in 2017. Credit...Larry Neumeister/Associated Press

By Marc Tracy

• June 7, 2020

James Bennet resigned on Sunday from his job as the editorial page editor of The New York Times, days after the newspaper’s opinion section, which he oversaw, published a much-criticized Op-Ed by a United States senator calling for a military response to civic unrest in American cities.

“Last week we saw a significant breakdown in our editing processes, not the first we’ve experienced in recent years,” said A. G. Sulzberger, the publisher, in a note to the staff on Sunday announcing Mr. Bennet’s departure.

In a brief interview, Mr. Sulzberger added: “Both of us concluded that James would not be able to lead the team through the next leg of change that is required.”

At an all-staff virtual meeting on Friday, Mr. Bennet, 54, apologized for the Op-Ed, saying that it should not have been published and that it had not been edited carefully enough. An editors’ note posted late Friday noted factual inaccuracies and a “needlessly harsh” tone. “The essay fell short of our standards and should not have been published,” the note said.

The [Op-Ed](#), by Senator Tom Cotton, Republican of Arkansas, had “Send In the Troops” as its headline. “One thing above all else will restore order to our streets: an overwhelming show of force to disperse, detain and ultimately deter lawbreakers,” he wrote. The piece, published on Wednesday, drew anger from readers and Times journalists. Mr. Bennet declined to comment.

Mr. Bennet’s swift fall from one of the most powerful positions in American journalism comes as [hundreds of thousands of people](#) have marched in recent weeks in protest of racism in law enforcement and society. The protests were set in motion when George Floyd, a black man in Minneapolis, died last month after being handcuffed and pinned to the ground by a white police officer’s knee.

The foment [has reached other newsrooms](#). On Saturday night, Stan Wischnowski [resigned](#) as top editor of The Philadelphia Inquirer days after an article in the newspaper about the effects of protests on the urban landscape carried the headline “Buildings Matter, Too.” The headline prompted an apology published in The Inquirer, a heated staff meeting and a “sickout” by dozens of journalists at the paper.

Mr. Bennet’s tenure as editorial page editor, which started in 2016, was marked by several missteps. Last spring, The Times [apologized](#) for an anti-Semitic cartoon that appeared in the Opinion pages of its international edition.

Last August, a federal appellate court [found](#) that Sarah Palin, the former vice-presidential candidate, could proceed with a defamation lawsuit against The Times over an editorial edited by Mr. Bennet that inaccurately linked her statements to the 2011 shooting of a congresswoman.

During Mr. Bennet’s first year on the job, two Times national security reporters [publicly objected](#) to an Op-Ed by the journalist Louise Mensch, who cited her own reporting on United States law enforcement’s purported monitoring of the Trump presidential campaign. Times reporters who had covered the same story, along with reporters at other outlets, were skeptical of her claim.

Mr. Bennet worked and held key jobs in the Times newsroom from 1991 until 2006, when he left the newspaper to become the editor of The Atlantic. Since his return, he has widely been considered a [possible successor](#) to Dean Baquet, who has been in charge of the newsroom for six years.

In his four years as editorial page editor, Mr. Bennet sought to expand Opinion’s range, making it more responsive to breaking news and better positioned to cover the tech industry. While he hired several progressive columnists and contributors, he also added conservative voices to the traditionally liberal department.

He reduced the number of unsigned editorials and encouraged editorial board members to write more signed opinion pieces; one editorial board member, Brent Staples, won the Pulitzer Prize for editorial writing last year for a series of opinion columns on race in America.

Under Mr. Bennet, the opinion section also published investigative journalism, developed newsletters and a podcast. It also [published](#) a much-discussed Op-Ed by an anonymous Trump administration official who described a “quiet resistance” within the federal government.

The most prominent conservative columnist hired by Mr. Bennet, Bret Stephens, angered many readers with his [inaugural Times column](#), in which he chastised the “moral superiority” of those who look down on climate-change skeptics. Late last year, Mr. Stephens published another column, headlined [“The Secrets of Jewish Genius.”](#) that led to widespread criticism. After a review, the editors appended a note to the column and re-edited it to remove a reference to a study cited in the original version after it was revealed that one of the study’s authors had promoted racist views.

Mr. Bennet is the brother of Michael Bennet, a U.S. senator from Colorado, and he recused himself from presidential campaign coverage during his brother’s unsuccessful run for this year’s Democratic nomination.

Katie Kingsbury, a deputy editorial page editor, will be the acting editorial page editor through the November election, Mr. Sulzberger said in his memo to the staff. Jim Dao, the deputy editorial page editor who oversees Op-Eds, is stepping down from his position, which was on the Times masthead, and taking a new job in the newsroom. Mr. Baquet, the executive editor, said Sunday that he and Mr. Dao had just started discussing possible jobs for Mr. Dao. Mr. Dao did not reply to a request for comment.

Ms. Kingsbury, 41, was hired in 2017. Previously she was on The Boston Globe's editorial board, where she won a Pulitzer for editorial writing and edited another Pulitzer-winning series.

In a note to the Opinion staff Sunday, Ms. Kingsbury, who declined to comment for this article, said that until a more "technical solution" is in place, anyone who sees "any piece of Opinion journalism — including headlines or social posts or photos or you name it — that gives you the slightest pause, please call or text me immediately."

Senator Cotton's Op-Ed prompted criticism on social media from many Times employees from different departments, an online protest that was led by African-American staff members. Much of the dissent included tweets that said the Op-Ed "puts Black @NYTimes staff in danger." Times employees objected despite a company policy instructing them not to post partisan comments on social media or take sides on issues in public forums.

In addition, more than 800 staff members had signed a letter by Thursday evening protesting the Op-Ed's publication. The letter, addressed to high-ranking editors in the opinion and news divisions, as well as New York Times Company executives, argued that Mr. Cotton's essay contained misinformation, such as his depiction of the role of "antifa" in the protests.

Mr. Sulzberger said at the Friday town hall meeting and in his note on Sunday that a rethinking of Opinion was necessary for an era in which readers are likely to come upon Op-Eds in social media posts, divorced from their print context next to the editorial page.

Kompromiss im Streit um „Polendenkmal“

Ein neuer Vorschlag für einen Gedenkort in Berlin vereint bisher widersprüchliche Konzepte. Doch der Streit in der großen Koalition ist damit wohl noch nicht zu Ende.



Konflikt um das Gedenken: Eine Initiative schlug die Errichtung eines „Polendenkmals“ am Askanischen Platz unweit des Anhalter Bahnhofs im Zentrum Berlins vor. Doch schnell wurde Kritik an der Idee laut. Bild: EPA

- VON MARKUS WEHNER, BERLIN
- -AKTUALISIERT AM 09.06.2020-19:52

Lange hat man gestritten über das zukünftige Gedenken. Die einen wollen mit einem „Polendenkmal“ an den Überfall des nationalsozialistischen Deutschlands im September 1939 erinnern, die anderen in einem Zentrum gleich an alle Opfer des Vernichtungskrieges im Osten Europas. Nun haben zwei bisherige Widersacher einen Kompromiss erzielt, der der F.A.Z. exklusiv vorliegt. Das Deutsche Polen-Institut in Darmstadt und die Stiftung Denkmal für die ermordeten Juden Europas in Berlin einigten sich am Dienstag auf ein Konzept, das beide Vorhaben vereint. So steht es in einem Brief beider Institutionen an Bundestagspräsident Wolfgang Schäuble (CDU).

Demnach soll ein Gedenk-Ensemble an einem „Platz des 1. September 1939“ an einem zentralen Ort in der Mitte Berlins geschaffen werden. Dort soll das „Polen-Denkmal“ entstehen, das auch der zentrale Gedenkort für den Ausbruch des Zweiten Weltkriegs sein soll. Daneben soll an dem Platz ein Dokumentationszentrum über die deutsche Besatzungsherrschaft in Europa von 1939 bis 1945 errichtet werden, das in vergleichender Sicht „die individuellen und kollektiven Gewalterfahrungen der unterschiedlichen Gesellschaften und Opfergruppen“ verständlich machen soll.

Bundestag griff Idee eines „Polendenkmals“ auf

In dem Zentrum sollen Räume für Initiativen entstehen, die sich dem Gedenken an einzelne Opfergruppen verpflichtet fühlen. So soll das Polen-Institut mit einer „Fliegenden Akademie“ Bildungsangebote zur Erinnerung an die „spezifischen Gewalterfahrungen Polens im Zweiten Weltkrieg entwickeln“, heißt es in dem Schreiben, das auch an Bundesaußenminister Heiko Maas (SPD) und Kulturstaatsministerin Monika Grütters (CDU) gerichtet ist.

Der SPD-Abgeordnete Dietmar Nietan begrüßte den Kompromiss. „Diesen Vorschlag sollten wir in der Koalition übernehmen“, sagte er der F.A.Z. Das sei auch Meinung der SPD-Fraktionsspitze. Die CDU/CSU-Fraktion setzt aber weiter auf die Errichtung eines eigenen „Polen-Denkmals“. „Angesichts des besonderen Charakters der deutsch-polnischen Geschichte mit dem Tiefpunkt der deutschen Besatzung und Kriegführung in Polen zwischen 1939 und 1945 braucht Deutschland einen eigenen Ort des Erinnerns und der Begegnung“, sagte Fraktionsvize Johann Wadepful der F.A.Z. Die Vertiefung der Beziehungen zu Polen als zentralem EU-Partner neben Frankreich sei „unser außenpolitischer Auftrag“.

Der Streit darüber, ob Polen gesondert gedacht werden soll oder aber alle Opfer von Vernichtungskrieg und der Besatzung gemeinsam in den Blick genommen werden müssten, währt seit Jahren. Die Idee, eine Erinnerungsstätte an die polnischen Opfer des Zweiten Weltkriegs in der Mitte Berlins zu errichten, geht auf den Auschwitz-Überlebenden und früheren polnischen Außenminister Wladyslaw Bartoszewski zurück. Der 2015 verstorbene Politiker hatte viel für die Aussöhnung Polens mit Deutschland getan. Eine Initiative, die vor drei Jahren unter anderem von Dieter Bingen, dem früheren Leiter des Deutschen Polen-Instituts, ausging, schlug die Errichtung eines „Polendenkmals“ am Askanischen Platz unweit des Anhalter Bahnhofs im Zentrum Berlins vor.



Der Auschwitz-Überlebende und frühere polnische Außenminister Wladyslaw Bartoszewski :Bild: Reuters

Die Idee wurde im **Bundestag** aufgegriffen. Drei Abgeordnete machten sich für einen solchen Erinnerungsort besonders stark: der Grünen-Politiker Manuel Sarrazin, Sprecher für Osteuropapolitik seiner Fraktion, CDU-Generalsekretär Paul Ziemiak, der selbst aus Polen stammt, und SPD-Vorstandsmitglied Dietmar Nietan, der seit langem Kontakte nach Polen pflegt. In einem Appell, der zum 80. Jahrestag des Überfalls auf Polen 1939 initiiert wurde, konnten sie die Unterstützung von mehr als 260 Bundestagsabgeordneten für das Projekt gewinnen. Sie kamen zu jeweils rund 70 Abgeordneten von den Grünen, der Union und der SPD, zudem aus Teilen der Fraktionen von FDP und Linken.

Der prominenteste Unterstützer aus der Union ist Bundestagspräsident Wolfgang Schäuble (CDU), der sich für das Projekt starkmacht. Der Erinnerungsort solle nicht nur den Opfern des Krieges und der Besatzung in Polen gewidmet sein, sondern auch der Begegnung und Auseinandersetzung zwischen Deutschen und Polen dienen, heißt es in dem Appell. Ausgehend von ihm sollte im Frühjahr ein Gruppenantrag in den Bundestag eingebracht werden, der zum 75. Jahrestag des Endes des Zweiten Weltkriegs am 8. Mai verabschiedet werden sollte. Doch die Corona-Krise machte diesen Zeitplan zunichte. Zudem waren die widerstreitenden Lager im Bundestag so verteilt, dass es keine klare Mehrheit gab.

Kritik an „Nationalisierung“ des Gedenkens

Denn die Idee des „Polendenkmals“ fand von Anfang an auch Kritiker. Was sei denn mit den anderen Nationen, die unter dem nationalsozialistischen Vernichtungskrieg im Osten gelitten haben? Den Russen, Ukrainern, Weißrussen und anderen? Sollten die dann auch ihr eigenes Denkmal bekommen? Der ukrainische Botschafter in Deutschland, Andrij Melnyk, hat das für sein Land schon reklamiert. Um allen betroffenen Völkern gerecht zu werden, sei es vielmehr nötig, ein Dokumentationszentrum zu errichten, das die nationalsozialistische Vernichtungspolitik, die Besatzung und deren Folgen für alle betroffenen Völker darstelle, lautete die Kritik. Sie äußerten etwa Uwe Neumärker, Direktor der Stiftung Denkmal für die ermordeten Juden Europas („Holocaust-Denkmal“), und der Historiker Wolfgang Benz, Sprecher des Beirats der Stiftung.

Ähnliche Bedenken formulierten zuletzt auch die Kulturwissenschaftlerin Aleida Assmann, der Historiker Heinrich August Winkler und der Osteuropahistoriker Martin Aust in einem Brief an Schäuble. Manche der Kritiker gestanden zu, dass Polen eine besondere Rolle bei der Erinnerung an die Opfer des Zweiten Weltkriegs zukomme. Andere sprechen von einer ungewünschten „Nationalisierung“ des Gedenkens. „Ich halte es für unklug, das Ganze zu nationalisieren“, sagte etwa die SPD-Abgeordnete Marianne Schieder der F.A.Z., die als Berichterstatterin im Kulturausschuss für das Thema zuständig ist.

Die Verteidiger des „Polendenkmals“ erinnern daran, dass der Überfall auf Polen 1939 nicht nur unter der Überschrift der NS-Ideologie und der Lebensraumpolitik der Nationalsozialisten gesehen werden kann, sondern auch Ausfluss einer lange währenden deutschen Polen-Politik war, nach welcher der polnische Staat als überflüssig betrachtet wurde. Zudem wird an den Hitler-Stalin-Pakt erinnert. „Am 1. September 1939 war die Sowjetunion kein Opfer, sondern ein Täter“, sagt der Grüne Sarrazin. Ein Ort, der Polen und Russen gemeinsam gewidmet sei, ist für viele Befürworter des „Polendenkmals“ kaum vorstellbar. Zudem, so sagt Sarrazin, laufe man damit Gefahr, einer undifferenzierten Sicht zu folgen, die sich seit der Weimarer Republik über die NS-Zeit bis heute gehalten habe: „Alles, was östlich der Oder liegt, ist der Osten.“ Nicht zuletzt für die Zukunft der EU sei das Gelingen der deutsch-polnischen Freundschaft entscheidend.

In den Fraktionen von Union und SPD werden beide Positionen kontrovers diskutiert. In der Union scheiterte sowohl das Projekt des „Polendenkmals“ als auch eine Idee, beide Projekte zu verbinden, am Widerstand einzelner Akteure, unter anderem der stellvertretenden Fraktionsvorsitzenden Gitta Connemann (CDU). Bundestagspräsident Schäuble soll dann in Absprache mit dem Auswärtigen Amt und dem Kanzleramt durchgesetzt haben, dass sich die Außenpolitiker der Unions- und SPD-Fraktion um das „Polendenkmal“ kümmern, den Kulturpolitikern überließ man die Idee eines gemeinsamen Zentrums.

Die Krise als „Glücksfall“

„Polen ist und bleibt für Deutschland neben Frankreich der zentrale europäische Partner“, heißt es denn auch zu Beginn eines Antragsentwurfs aus der CDU/CSU-Fraktion. Die Außenpolitiker der Union sind entschlossen, den Erinnerungsort für die polnischen Opfer durchzusetzen. Die Beziehungen und die Freundschaft mit Polen zu vertiefen sei „unser außenpolitischer Auftrag“ sagte Unionsfraktions-Vize Johann Wadepful der F.A.Z. Nur ein historisches Bewusstsein für die gemeinsame Geschichte bilde die Grundlage guter Beziehungen. „Dieses Bewusstsein ist bis heute in Deutschland nicht hinreichend ausgeprägt“, so Wadepful. Der Antrag soll im Herbst im Bundestag behandelt werden, bis dahin dominiert die Corona-Krise die Arbeit des deutschen Parlaments.

Die Corona-Krise wirkte sich aber auch heilsam für den Streit aus. Nachdem es im Bundestag im Frühjahr nicht zu einer Einigung gekommen war und die Situation immer verfahrenere schien, schrieb Peter Oliver Loew, der Direktor des Polen-Instituts in Darmstadt, eine Mail an Uwe Neumärker, den Direktor der Stiftung Denkmal für die ermordeten Juden Europas – mit dem Vorschlag, nach einer gemeinsamen Lösung zu suchen. Die ruhige Zeit der Corona-Krise war dabei „ein Glücksfall“, sagte Loew der F.A.Z. Über Video-Konferenzen tauschten die Beteiligten ihre Vorstellungen aus und entwickelten ein gemeinsames Konzept, das vor anderthalb Wochen stand und den Gremien beider Institutionen zur Beratung vorgelegt wurde.

Die „permanente künstlerische Installation“, das „Polendenkmal“, soll laut dem Konzept auch auf Deutsch und Polnisch eine Widmung tragen. Sie soll etwa so lauten: „Mit dem deutschen Überfall auf die Republik Polen am 1. September 1939 begann der Zweite Weltkrieg. Wir gedenken der Opfer von nationalsozialistischer Besatzungsherrschaft und Vernichtungspolitik bis 1945.“

Le Figaro, no. 23581

Le Figaro, mercredi 10 juin 2020 1182 mots, p. 19

Bernard-Henri Lévy, les raisons de la colère d'un « inconfinable »

REBOND Dans « Ce virus qui rend fou », son dernier livre, le philosophe dresse un bilan de la crise sanitaire. Et dénonce cette « Première Peur mondiale » qui, au nom d'un hygiénisme exacerbé, a fait imperceptiblement glisser la société du contrat social au contrat vital.

Fulda, Anne

Évidemment on peut sourire de certains détails. De ce délicieux thé rose bonbon à l'hibiscus, servi avec des glaçons, qu'il nous offre, dans son salon parisien. De cette manière qu'il a, lorsque nous le rencontrons, de braver les règles de distanciation sociale. Ou encore de cet échange de SMS avec un proche, le 15 mars, alors que la pandémie jetait un voile anesthésiant sur la planète. Bernard-Henri Lévy répondait ainsi à son ami qui l'embrassait « par écrit » : « *Moi, je me refuse, pour l'heure, à n'embrasser que par écrit. Et à ne serrer la main qu'avec le cœur. Vois-tu, mon dandysme m'a conduit, jusqu'ici, à tenir les distances. Le même dandysme me rend, aujourd'hui, cette injonction insupportable. Je suis, avec Gilles, au Bangladesh, en accolade incessante avec les lépreux du monde.* »

On peut sourire bien sûr, mais il n'a pas tort, cependant, Bernard-Henri Lévy. Tout y est dans cette petite lettre numérique à un ami : la colère, le dandysme enfiévré, comme une pose, une philosophie, la référence à de Gaulle, aussi... oui, de Gaulle, à propos duquel il évoque une scène qui lui est revenue comme un flash, un lointain souvenir d'enfance durant le confinement : celle du Général, en voyage à Tahiti, en 1956, qui, arrêté par une manifestation de lépreux, fait arrêter sa voiture, descend, étreint l'organisateur de la manifestation, puis prend une petite fille dans ses bras et repart. Sans dire un mot.

Un lointain souvenir d'enfance

BHL, dont le dernier livre, *Ce virus qui rend fou* (Grasset), sort aujourd'hui, se prend-il pour de Gaulle ? Il ne manque pas de courage en tout cas. Car étonnamment, cette espèce de Dorian Gray sur lequel le temps ne semble pas avoir de prise et que l'on pourrait croire obsédé par sa santé toise avec superbe ce coronavirus qui a anesthésié le monde. « *Je me disais que si j'attrapais ça, c'était moins grave que le cancer et que j'en guérirais* », assure-t-il. Sa fille, l'écrivain Justine Lévy, qui, lorsqu'elle allait voir son père durant le confinement, lui fourrait en douce des masques dans les poches, confirme : « *Quand on était petits, mon frère et moi, on n'avait pas le droit d'être malades. Pour lui, c'est une faiblesse, un laisser-aller.* »

Amusant, aussi cette référence au Bangladesh. Comme un retour aux origines d'une certaine façon, puisque c'est dans ce pays - où il séjournait dans le cadre d'une série de reportages pour *Paris-Match* - qu'est né le personnage public, le spectateur engagé qu'il campe depuis des années, lui dont le premier livre, paru en 1973, s'intitulait *Bangladesh, nationalisme dans la révolution ...* C'est là-bas que sa saine colère a commencé à poindre. Il en a même pleuré. De rage. « *J'ai vu ces gens qui étaient accablés par tous les fléaux de la planète et qui, d'un seul coup, avec seulement une poignée de cas, tombaient dans le panneau. On savait bien que cette espèce de carême auto-infligé allait aggraver tous les maux, et en premier lieu la famine.* » Les habitués contempteurs de BHL, qui lui reprochent de ne compatir à la misère que si elle est à des milliers de kilomètres de la France, vont sûrement ricaner. Ils n'ont d'ailleurs pas manqué de le faire sur les réseaux sociaux, ce qui l'a décidé à prendre la plume. « *D'aucuns trouvaient cela indécent, par temps de confinement, de s'occuper du Bangladesh, cela m'a rendu fou. Je me suis dit qu'il y avait quelque chose qui ne tournait pas rond, que le monde et la France étaient entrés dans un moment de grande hystérie collective.* »

« Républicain, bon citoyen »

On imagine que cet « inconfinable » a passé cette période singulière dans l'une de ses maisons au Maroc ou à la campagne, mais non. « *Républicain, bon citoyen* », il est resté à Paris, durant tout le confinement « *à côté de ses enfants, de ses amis* ». Il s'y est senti « *comme un lion en cage* ». Assigné à résidence, contraint d'entrer dans son « *terrier* », il a partagé son temps entre son bureau et ses déambulations dans une ville qu'il ne reconnaissait pas. « *Je trouvais Paris vide, laide. Une ville n'est pas faite pour être vide. J'aime la ville baudelairienne, la grâce des passantes, le bruit des voix, les foules.* »

Mais là n'est pas l'essentiel, ce petit livre, « *comme un énervement* », selon le mot de sa fille, est probablement l'un de ses meilleurs. « *C'est un livre qui lui ressemble, vraiment cohérent, et dans lequel il retrouve son lyrisme, sa véhémence* », analyse-t-elle encore. Et c'est vrai : ce livre comme un appel à la résistance a quelque chose de salvateur. Le philosophe n'y remet pas en cause le confinement (« *Il n'y avait sans doute pas d'autre solution* ») mais il exprime sa sidération face « *cette épidémie de peur qui s'est abattue sur le monde* ». « *Il y a chez Lacan et chez Freud une différence entre l'anxiété et la peur, explique-t-il. L'anxiété est bonne conseillère alors que la peur paralyse, tétanise. Et là, nous avons assisté à une peur mondiale. La Première Peur mondiale comme il y a eu la Première Guerre mondiale.* » Une peur mondiale qui a tout balayé sur son passage, a fait trembler tous les peuples de la planète, riches et pauvres, et fait disparaître les manifestants aux quatre coins du monde. « *L'information sur le coronavirus avait tout envahi. C'est ça, l'horreur de la mondialisation. C'est cette espèce de silence de mort qui s'est abattu sur la planète, et dont les vrais semeurs de mort ont profité.* »

Lui qui, rappelle-t-il est entré en philosophie, il y a cinquante ans, « *par la porte de l'histoire des sciences* » a vu « *des alertes rouges* » s'allumer face à ce qui se passait. « *Ce psychodrame je le connaissais par coeur. On a répété, avec le confinement, une scène carnavalesque qui est vieille comme le monde. J'ai travaillé dessus, comme toute ma génération. La vraie formation de ceux que l'on a appelés les maoïstes, ce n'était pas tellement la politique mais l'histoire des sciences. Quand on parlait de révolution, elle était calquée sur le modèle de ce que Georges Canguilhem (médecin philosophe, NDLR), dont j'ai été l'élève, avait appelé les ruptures épistémologiques, le passage d'un état de la science à un autre, avec un langage totalement transformé.* »

Alors, oui le philosophe s'est alarmé de constater qu'« *à la place de l'ancien contrat social, on a instauré un nouveau contrat vital* ». Il s'est agacé contre « *ces profiteurs de virus* » qui ont tenté de pousser leur avantage et de « *tirer les leçons du virus* ». Il s'est inquiété de voir s'accélérer « *des éléments en germe dans la société* » comme « *le risque de basculement vers un monde où l'on n'a plus besoin de l'autre* ». Il s'est désolé, aussi, de voir poindre une douce accoutumance « *à cette servitude volontaire* », chère à La Boétie. En tout cas, pas de doute : la colère lui va bien au teint.

171,156

<https://www.lefigaro.fr/economie/inflation-fiscalite-y-a-t-il-vraiment-un-risque-pour-l-epargne-nbsp-des-francais-20200609>

Le Figaro (site web)

mardi 9 juin 2020 - 16:03 UTC +02:00 1743 mots

Économie

Inflation, fiscalité : y a-t

-il vraiment un risque pour l'épargne des Français ?

LA VÉRIFICATION - La «sur-épargne» dans l'Hexagone pourrait atteindre 100 milliards d'euros d'ici fin 2020. Mais, paradoxalement, des risques inédits ne pèsent-ils pas sur les épargnants ?

LA QUESTION. C'est l'un des grands paradoxes de la conjoncture économique de ces jours pour le moins difficiles : en période de récession pour cause de crise sanitaire, les Français n'ont jamais détenu autant d'argent sur leurs comptes bancaires. Avec le confinement et la reprise très lente, trop lente, depuis le déconfinement, ils pourraient avoir accumulé une «sur-épargne» d'environ 100 milliards d'euros d'ici à la fin 2020 selon Bercy et la Banque de France. « *La reprise du deuxième trimestre dépendra beaucoup de la façon dont les ménages convertiront cette épargne en achats de consommation* », a expliqué ce mardi François Villeroy de Galhau, le gouverneur de la Banque de France, à France Info.

Rarement les risques ont été aussi protéiformes pour les épargnants. Le plus dramatique est évidemment de perdre son emploi, mais le choix des placements pose d'autres problèmes qu'on ne saurait sous-estimer. L'épargnant est-il confronté à des risques non seulement contradictoires mais totalement inédits, comme l'est à maints égards la pandémie de Covid-19 ?

VÉRIFICATIONS. La vie économique repose sur des logiques assez simples. « *Enrichissez-vous par le travail, par l'épargne et la probité* » recommandait en 1843 François Guizot, l'homme d'État et historien de la Monarchie de Juillet, dont la postérité n'a retenu à tort de sa formule célèbre que les deux premiers mots jugés «réactionnaires». Chacun en convient, il faut travailler, mettre de l'argent de côté pour investir, et il est nécessaire que règne la confiance mutuelle de tous les acteurs. Plus facile à dire qu'à faire. Car ces trois mécanismes indispensables sont aujourd'hui grippés. Avec le coup d'arrêt de l'activité, le travail s'est fait rare ; par ailleurs les ménages et les entreprises hésitent à investir ; et la raison en est que la confiance dans l'avenir fait défaut, faute de perspectives claires.

L'épargnant se trouve donc aujourd'hui en porte à faux. Il est tiraillé entre des injonctions contradictoires, avec un double questionnement. Première interrogation, faut-il dépenser son argent pour le bien collectif de la reprise économique, ou devrait-on le mettre de côté pour affronter d'éventuelles difficultés individuelles sur le front de l'emploi ? Et second arbitrage, que faire de son argent, alors que la bourse joue au yo-yo, que les placements à rémunération fixe (comptes sur livrets et assurances-vie) ne rapportent quasiment plus rien, moins que l'inflation dont l'évolution reste en outre incertaine ?

550 milliards de dépôts bancaires

Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie et des Finances, Muriel Pénicaud, la ministre du Travail, et le gouverneur de la Banque de France tiennent exactement le même discours depuis le déconfinement du 11 mai : il faut que les Français dépensent leur argent pour faire tourner la machine. Non seulement le confinement a généré une «épargne forcée» de 60 milliards d'euros pendant les 55 jours qu'il a duré, mais celle-ci pourrait atteindre 100 milliards d'euros cette année, devenant alors «une épargne de précaution». Et pour cause. Selon les dernières prévisions de la Banque de France publiées mardi, le taux de chômage qui était tombé à 8,1% de la population active en février, risque de dépasser 11% l'an prochain, ce qui représenterait plus de 800.000 chômeurs supplémentaires. Voilà qui pèse sur la consommation : on ne fait pas boire un âne qui n'a pas soif quand il est tétanisé par la peur.

Ces suppléments d'épargne sont d'autant plus contre-productifs que l'argent n'est pas véritablement placé. Pour sa plus grande part, il s'accumule sur les comptes de dépôts bancaires non rémunérés, lesquels avoisinent la barre des 550 milliards d'euros selon les statistiques de la Banque de France. Record historique sans précédent.

Il faut reconnaître qu'avant même la pandémie, un circuit totalement pervers s'était instauré depuis cinq ans où la Banque centrale européenne inonde de liquidités les économies de la zone euro : l'argent épargné n'arrivant pas à se placer en projets financiers ou immobiliers est recyclé dans les comptes de la BCE elle-même, malgré les taux négatifs de 0,5% que celle-ci impose aux banques commerciales qui effectuent ces dépôts à Francfort.

Les épargnants auxquels les banques n'exigent toutefois pas de taux négatifs sur leurs propres dépôts (sauf cas rarissimes sur les très grosses sommes) ne font-ils pas un très mauvais calcul en acceptant de ne recevoir aucune rémunération de leur épargne ? Ce qui deviendrait encore plus pénalisant si l'inflation des prix à la consommation venait à repartir comme le craignent actuellement beaucoup de Français. Ils constatent effectivement que leur coiffeur a revu ses tarifs de 5% à 20% (répercutant ses propres coûts liés aux mesures sanitaires). De même, il est exact que les produits alimentaires dans leur ensemble affichent une hausse de 3,1% entre mai 2019 et mai 2020 selon l'Insee et que les prix des « produits frais » (fruits et légumes) ont bondi de 16,2% en un an.

Les deux faces de l'inflation

Reste qu'il ne faut pas confondre l'arbre et la forêt. L'ensemble des prix à la consommation n'a progressé que de 0,3% sur les douze derniers mois selon l'indice mensuel de l'Insee. Le danger serait même l'inverse, à savoir qu'en période de chute sans précédent de la conjoncture, les prix ne s'écroulent. On entrerait alors dans une course déflationniste généralisée des prix et des salaires rappelant la grande dépression des années 1930. Le mal absolu pour la croissance et pour l'emploi. Mais ce n'est pas le cas pour le moment au vu des indices de prix observés en France et des prévisions du FMI au niveau mondial. « *Ni inflation, ni surtout déflation. Ouf !* », respire Jean-Paul Betbèze, du Cercle des Économistes.

Les épargnants français n'en sont pas pour autant quittes avec l'inflation. Car celle-ci a deux faces. D'un côté, les produits de consommation où les choses sont donc plutôt calmes. Et de l'autre, les actifs financiers et immobiliers. Or, ces derniers ont connu des envolées vertigineuses les années précédentes et c'est la conséquence quasi mécanique des taux d'intérêt très bas imposés par les banques centrales, la Fed américaine et la BCE entre autres : l'argent bon marché est le carburant de la spéculation boursière.

À la Bourse de Paris, comme sur toutes les grandes places mondiales, l'arrivée de l'épidémie de Covid-19 début mars avait certes fait chuter les cours de près de moitié. Mais depuis lors le marché s'est bien repris, et à la date du 5 juin l'indice CAC 40 des valeurs phares avait déjà regagné 40% du terrain perdu. Cette hypervolatilité déplaît aux petits épargnants qui préfèrent se tenir à l'écart des marchés. « *Tant que les actions font peur, la monnaie est bêtement stockée... en monnaie* », observe Patrick Artus, l'économiste de Natixis. Mais au fur et à mesure que les nouvelles s'améliorent sur le front sanitaire et que l'activité économique repartira « *la monnaie sera échangée par l'intermédiaire d'achats d'actions, et le marché des actions aura alors un potentiel considérable de hausse* », prédit l'économiste. Une nouvelle inflation boursière en vue comme celle de la dernière décennie ? De quoi rendre les décisions d'investissement fort aléatoires pour les non professionnels.

Les interrogations sont similaires sur l'immobilier, dont on sait qu'il absorbe en temps normal un peu plus des deux tiers de l'épargne des Français, les placements monétaires et financiers représentant le restant. Pratiquement mis hors-jeu depuis le début du confinement, le marché de l'ancien garde son mystère quant à l'évolution des prochains mois et les professionnels sont très partagés. Le cabinet Immo G Consulting s'attend à des baisses atteignant 10% d'ici à 2021 à Paris et jusqu'à 20% dans certains territoires en Province. « *Il n'y aura pas de krach ni de baisse massive dans l'immobilier* », tempère pourtant Alain Dinin, le président de la société Nexity.

Répression financière ?

Pratiquement considéré par les pouvoirs publics comme « l'ennemi public numéro un » car sa prudence excessive mettrait en danger la reprise de l'économie, l'épargnant ne serait-il pas l'objet d'un mal plus sournois encore, « *la répression financière* » ? Gérard Bekerman, le président de l'Afer, l'Association française d'épargne et de retraite, a utilisé ce terme dans une tribune récente du *Figaro* (14 mai) pour désigner « *la baisse tendancielle des taux nominaux de l'assurance-vie, l'instabilité des règles fiscales, l'augmentation des prélèvements fiscaux et sociaux, l'inflation rampante, la condamnation à perpétuité des épargnants par des droits de succession...* » Il y voit tout un arsenal répressif à l'encontre des épargnants que les États obligent quasiment à placer leurs fonds dans des produits sans pouvoir en tirer des gains réels.

Le processus de «répression financière» que dénonce le patron de l'Afer au nom de ses 700.000 adhérents n'est pas nouveau ni spécifique à la France d'aujourd'hui. Il s'était déjà manifesté au lendemain de la Seconde Guerre mondiale en Europe et aux États-Unis alors que les anciens belligérants étaient perclus de dettes qu'il fallait éponger. Les épargnants avaient alors dû supporter des taux de rendement inférieurs à l'inflation (en particulier sur le Livret A et jusque dans les années 1980). L'histoire semble recommencer et en Europe, c'est la BCE qui est à la manœuvre avec sa politique monétaire de taux zéro, voire négatifs.

Sans utiliser le concept de « *répression financière* », la Cour constitutionnelle allemande de Karlsruhe vient de soulever (le 5 mai dernier) la même critique à l'égard de la BCE. Elle dénonce les injections massives de liquidités qui affectent, dit-elle, « *pratiquement tous les citoyens* » en tant « *qu'actionnaires, propriétaires, locataires, épargnants ou détenteurs de polices d'assurance* » entraînant « *des pertes considérables pour l'épargne privée* ». La Cour de Karlsruhe s'exprimait exclusivement au nom des Allemands, mais les Français pourraient s'y reconnaître assez facilement !

Les épargnants ne sont certainement pas les seuls à être aujourd'hui à la peine, mais à l'évidence eux aussi doivent faire face à tout un arsenal d'incertitudes et de risques inédits par leur ampleur. L'épargne n'est peut-être plus la vertu qu'elle était dans la mentalité collective traditionnelle, mais elle n'en est pas pour autant devenue une sinécure pour toutes celles et ceux qui s'y adonnent.

« Le privilège blanc, cette ineptie dangereuse »

TRIBUNE

Corinne Narassiguin

secrétaire nationale à la coordination du Parti socialiste

Pour Corinne Narassiguin, secrétaire nationale à la coordination du PS, « importer l'expression "privilège blanc", c'est vouloir plaquer l'histoire des Etats-Unis sur l'histoire de France, sans respecter ni l'une ni l'autre ».

Publié hier à 06h00, mis à jour hier à 11h45 Temps de Lecture 4 min.

Tribune. Je suis une femme noire et je suis contre le privilège blanc. Je suis contre le concept de « privilège blanc », expression devenue courante en France chez une partie des militants antiracistes [*elle désigne le statut préférentiel dont profiteraient certains en vertu de la couleur de leur peau, de leur genre ou de leur sexualité*]. Un débat ahurissant fait rage sur les réseaux sociaux. Des personnalités blanches expliquent à leurs amis blancs pourquoi ils ont tort de récuser le terme privilège blanc. Un débat d'autant plus tendu qu'il a lieu dans le sillage des manifestations contre les violences racistes, suite au meurtre de George Floyd, le 25 mai, par la police de Minneapolis (Minnesota).

Les comparaisons entre la France et les Etats-Unis se multiplient, elles sont inévitables. Elles sont parfois justes, mais souvent caricaturales. Elles méconnaissent les différences historiques entre nos deux pays, et leurs conséquences sur nos contextes politiques, économiques, sociaux et culturels respectifs.

Le débat sur le privilège blanc en est l'exemple flagrant. Le privilège blanc est une traduction directe du « *white privilege* » américain. Ce concept né des sciences sociales aux Etats-Unis est devenu un instrument de lutte antiraciste pendant les mouvements pour les droits civiques dans les années 1950 et 1960, contre la ségrégation raciale, racisme d'Etat. Etre Blanc était donc un privilège institutionnel, conférant des droits exclusifs. Le *white privilege* est ainsi resté dans le langage courant de la lutte antiraciste aux Etats-Unis, d'autant que le concept de « *white supremacy* » reste revendiqué par des organisations ayant pignon sur rue, jusqu'à la Maison Blanche de Trump.

Un non-sens historique

En France, la lutte contre les privilèges est entendue comme une lutte contre des inégalités d'ordre patrimonial, économique et social. C'est l'héritage de la Révolution française. Importer en France l'expression « privilège blanc », c'est vouloir plaquer l'histoire des Etats-Unis sur l'histoire de France, sans respecter ni l'une ni l'autre. C'est fabriquer un non-sens historique. Dans le contexte français, parler d'abolir le privilège blanc, c'est donner à croire que la lutte antiraciste serait un combat contre le statut de Blanc. Si ça n'était qu'inepte, ça ne mériterait pas une tribune. Mais c'est bien plus que cela, c'est grave et dangereux.

Utiliser le terme « privilège blanc » au nom de l'antiracisme, c'est faire un énorme cadeau à l'extrême droite et aux polémistes de la France rance. Ceux qui agitent [la peur du « grand remplacement »](#) auprès des populations blanches qui vivent au bord de la précarité, dans des zones économiquement sinistrées, loin des services publics, et qui ne se sentent pas du tout privilégiées. C'est faciliter la tâche de tous ceux qui se servent de la misère sociale comme arme de propagande raciste.

Utiliser le terme « privilège blanc » au nom de l'antiracisme, c'est faire le jeu de l'identitarisme, qui oppose les clans communautaristes au bloc nationaliste raciste. C'est sortir du nécessaire combat républicain contre le racisme pour tomber dans l'essentialisme qui réduit des femmes et des hommes à la couleur de leur peau.

Utiliser le terme « privilège blanc » au nom de l'antiracisme, c'est donner raison à ceux qui se plaignent du « racisme anti-Blancs », autre concept fallacieux des débats identitaristes. Oui, il y a des personnes de couleur qui sont racistes envers les Blancs. Non, il n'y a pas de discriminations systémiques contre les Blancs.

Réalité française

Le racisme est une réalité française. Les discriminations raciales systémiques sont connues. Elles traversent toutes les classes sociales et tous les secteurs de la société française. Elles sont une profonde injustice contre les personnes qui en sont victimes. Elles sont une atteinte insupportable aux principes républicains de liberté, d'égalité, de fraternité et de laïcité.

Appréhender le racisme par le biais d'un prétendu privilège blanc, c'est prendre le problème à l'envers. On ne fait pas reculer le racisme en tentant de culpabiliser individuellement et collectivement les Blancs. C'est le même contresens que commet cette partie de la gauche tombée dans le communautarisme victimaire quand elle organise la lutte antiraciste par la « non-mixité raciale ». Un terme qui heurte mon cœur de métisse.

Ces approches sont contre-productives. D'abord pour des raisons pragmatiques de leviers de pouvoir. On ne peut pas faire avancer la cause des minorités ethniques sans soutiens dans « la majorité blanche ». De la même manière qu'on ne fait pas progresser les droits des femmes sans des hommes acquis à la cause féministe, et qu'on ne conquiert pas de nouveaux droits pour les personnes LGBT [*lesbien, gay, bi, trans*] sans alliés cisgenres hétérosexuels.

Nous avons abandonné le champ de bataille des luttes contre les discriminations aux franges les plus radicalisées

Mais surtout, ces choix politiques de lutte antiraciste sont contraires au sens de l'histoire de notre République et à la réalité de nos luttes collectives pour le progrès humain depuis plus d'un siècle. J'allais dire que ces choix politiques sont voués à l'échec. Mais peut-être pas. Car je n'exclus pas qu'une partie des promoteurs du concept de privilège blanc et des organisateurs de manifestations dites « racisées non mixtes » soient parfaitement conscients de ce qu'ils font : ils veulent pousser la République dans l'engrenage de l'identitarisme et donc du séparatisme.

Profitant du silence gêné de la majeure partie de la gauche – embourbée dans ses échecs passés en matière d'intégration et de lutte contre les discriminations –, ils s'appliquent à banaliser les arguments d'un communautarisme différentialiste. Ce faisant, ils nourrissent en miroir les coups de gueule de la droite extrême et de l'extrême droite.

La République a besoin que la gauche se réveille. Nous avons abandonné le champ de bataille des luttes contre les discriminations aux franges les plus radicalisées. L'escalade entre identitarisme communautariste et identitarisme nationaliste disloque la société. Il nous faut réinventer la cohésion républicaine. En commençant par regarder en face l'état de la France, la réalité des discriminations systémiques. En osant ensuite se réapproprier le mot « identité » abandonné à l'extrême droite, car l'identité française nous appartient collectivement.

Combattons le racisme partout et sans relâche, avec les mots justes, à partir de nos valeurs. La République, c'est le respect de la dignité de tous les êtres humains.

Corinne Narassiguin(secrétaire nationale à la coordination du Parti socialiste)

